

innovation + responsabilité

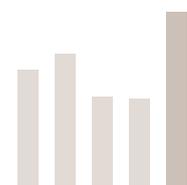


Table des matières

- 1 Énoncé de mission
- 2 Nos objectifs pour 2001
- 3 Mesures de rendement sélectionnées
- 4 Points saillants financiers
- 5 Nos résultats de 2000
- 6 Des gestes concrets
- 8 Message du président du conseil
- 11 Dans votre collectivité
- 12 Analyse par la direction
des résultats d'exploitation et
de la situation financière
- 56 Résultats financiers
- 93 Principales filiales
- 104 Administrateurs de la banque
- 105 Hauts dirigeants
- 106 Régie d'entreprise
- 107 Comités du conseil
- 108 Renseignements destinés
aux investisseurs
- 109 Renseignements sur la banque

La CIBC est une institution financière multiservices composée de quatre grandes unités d'exploitation stratégiques : Commerce électronique, Opérations bancaires – Détail et PME, Gestion des avoirs et Marchés mondiaux CIBC. Sa clientèle est formée de plus de 8 millions de particuliers et de 8 000 entreprises et banques d'investissement. À la fin de l'exercice, elle détenait un actif de 268 milliards de dollars (G\$), une capitalisation boursière de 18,3 G\$ et un ratio du capital de première catégorie, selon la BRI, de 8,7 %.

www.cibc.com/francais

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

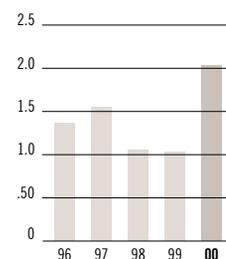
Le présent rapport renferme des énoncés prospectifs sur les activités, les priorités, les cibles, les plans, les objectifs et les stratégies de la CIBC pour 2001 et les années subséquentes, ainsi que des énoncés prospectifs sur les activités de ses secteurs d'exploitation (Commerce électronique et technologie, Opérations bancaires – Détail et PME, Gestion des avoirs et Marchés mondiaux CIBC) et de ses groupes fonctionnels (Trésorerie et gestion du bilan, Gestion du risque, Administration et Développement de l'entreprise). Ces énoncés se reconnaissent à l'emploi qu'ils font de termes comme « nous croyons », « prévoyons », « comptons », « estimons » et autres expressions de même nature, ou à l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel comme « devra », « pourra », « devrait » et « pourrait ». Nous attirons particulièrement l'attention sur les énoncés prospectifs intégrés aux objectifs que la CIBC s'est fixés pour chacun de ses secteurs d'exploitation et groupes fonctionnels aux pages 18, 22, 25, 28 et 31 du présent rapport. Pour plus de détails sur la nature des énoncés prospectifs, se reporter à la page 12.

Il y a un an, nous nous étions donné pour objectif de fournir à nos actionnaires, au cours des trois années qui suivraient, le meilleur rendement global de toutes les grandes banques canadiennes. Nous avons tenu parole et, en 2000, nous avons effectivement surpassé les autres banques du pays en dégageant un rendement pour les actionnaires de 57,5 %

Bénéfice net

(en milliards de dollars)

La qualité de notre rendement global est due notamment à la progression vigoureuse de notre bénéfice net, qui a doublé par rapport à celui de 1999.



Mesure du rendement

Dans sa démarche de responsabilisation accrue, la CIBC s'est fixé pour objectifs d'améliorer le processus décisionnel qui lui sert à répartir ses capitaux entre ses divers secteurs d'exploitation, ainsi que d'aider ses actionnaires à mieux comprendre les moyens qu'elle emploie pour créer de la valeur.

C'est ainsi que nous avons instauré en 2000 un processus plus rigoureux de révision de nos activités afin d'aider à la mesure et à la gestion de nos 37 secteurs. Notamment, nous avons entièrement réparti nos coûts et notre capital et nous avons normalisé nos filières internes de responsabilité. Pour suivre notre progression à divers niveaux, nous prélevons aussi chaque mois 140 mesures de rendement distinctes, qui nous permettent, après analyse, de rediriger les capitaux et autres ressources vers les secteurs où nous savons jouir d'un avantage certain et durable par rapport à la concurrence.

Nous cherchons aussi à accentuer notre niveau de transparence financière pour nos actionnaires. C'est dans cet esprit que nous publions dans le rapport annuel une information plus complète et détaillée sur nos activités et nos résultats, et que nous présentons, dans l'Analyse par la direction, le chiffre d'affaires de 19 sous-secteurs d'activité. Les pages qui suivent fournissent en abrégé l'explication et les résultats de nos principaux indices de rendement. 

innovation + responsabilité

Plus de valeur

Faire les choses différemment.

À économie nouvelle, moyens nouveaux.
Dans chacun de nos secteurs d'activité, nous cherchons à innover et à croître.

Nous avons repensé radicalement notre stratégie des services bancaires électroniques afin de marquer des gains encore bien plus grands auprès de la clientèle des particuliers. Nous avons remanié nos opérations bancaires traditionnelles dans une démarche de simplification de notre offre de services au détail. Et dans tous nos secteurs, nous avons placé le client au cœur de nos activités. Dans la Gestion des avoirs, notamment, nous jouissons actuellement de plusieurs atouts sur le plan de la distribution que nous entendons bien exploiter davantage. Enfin, dernier point mais non le moindre, notre stratégie de créneau intégrée en matière de services bancaires de gros aux États-Unis est en train de porter fruit, et nous sommes bien positionnés par rapport à la concurrence en matière de services de banque d'affaires.

NOS OBJECTIFS POUR 2001

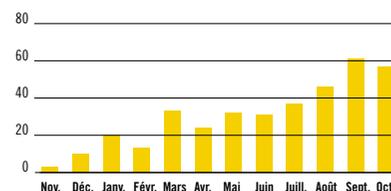
- Le meilleur rendement global pour les actionnaires
- Un rendement des capitaux propres de 18 % d'ici 2002
- Une croissance du BPA de 15 % par année
- Un ratio des frais autres que d'intérêts au total du revenu de 60 % d'ici 2002
- Des ratios du capital de 8 % ou 9 % (1^{re} catégorie) et de 11 % à 12 % (total)

Objectifs courants

- RCP de 17 % à 20 % pour le Commerce électronique
- RCP de 16 % à 18 % pour les Opérations bancaires – Détail et PME
- RCP de plus de 50 % pour la Gestion des avoirs
- RCP de 15 % à 20 % pour les Marchés mondiaux CIBC

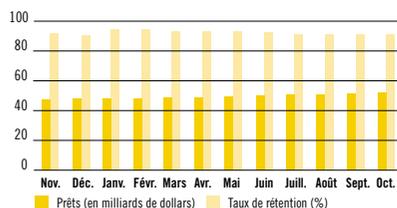
Mesures de rendement sélectionnées

Chaque mois, dans le cadre du suivi des rendements de la banque, l'équipe de haute direction de la CIBC passe en revue pas moins de 140 indices financiers et mesures d'exploitation. Voici les principaux :



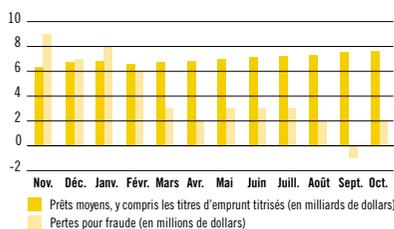
Rendement global pour les investisseurs (%)
(état cumulatif à compter du 31 octobre 1999)

Pendant l'exercice 2000, la CIBC a été, de toutes les grandes banques canadiennes, celle qui a procuré à ses investisseurs le plus haut rendement global. Ainsi, une somme de 100 \$ investie fin octobre 1999 dans des actions de la CIBC aurait valu 157 \$, fin octobre 2000, moyennant réinvestissement des dividendes.



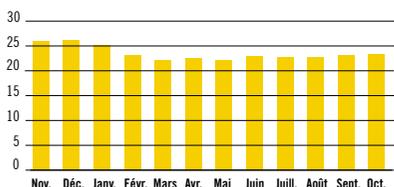
Prêts hypothécaires à l'habitation

Le montant moyen en dollars des hypothèques résidentielles administrées par la CIBC a augmenté de presque 11,3 % en un an. Le taux de rétention a quelque peu décliné au cours des quatre derniers mois pour se stabiliser à 91 %.



VISA

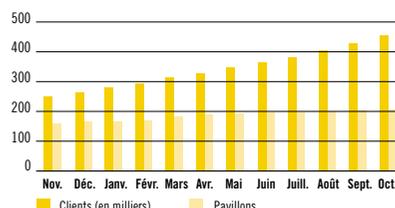
Le montant moyen en dollars des prêts consentis sur les cartes de crédit de la CIBC, y compris les titres d'emprunt titrisés, a augmenté de plus de 20 % pendant l'année. La position de tête de la banque dans le secteur des cartes de crédit l'expose cependant aussi à un plus grand risque de fraude. Aussi, une action concertée auprès de la clientèle visant à rehausser le niveau de sécurité a-t-elle permis de réduire substantiellement le niveau des pertes subies pendant l'année.



Portefeuille de prêts stratégiques sur les marchés des capitaux

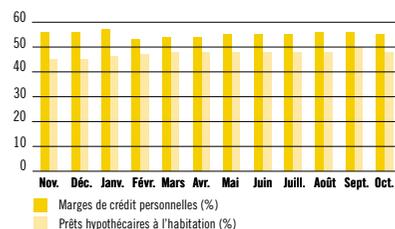
(actif pondéré quant au risque – en milliards de dollars)

Le portefeuille des marchés des capitaux (prêts aux grandes sociétés) a décliné au cours de l'exercice, conformément à notre intention de rediriger nos affaires vers des placements à plus haut rendement.



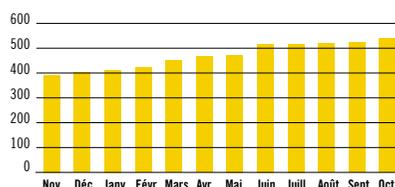
Clients Amicus (en milliers) et pavillons

Amicus dessert actuellement plus de 200 pavillons et, tout au long de l'année, le réseau a élargi sa clientèle à un rythme de près de 20 000 personnes par mois. Au quatrième trimestre, le taux d'augmentation de la clientèle s'est établi à 25 000 clients par mois.



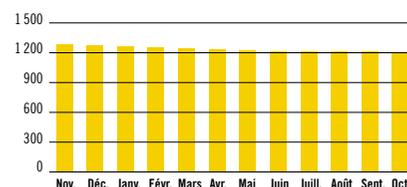
Taux de pénétration de l'assurance-crédit

Dans le cadre du réaligement de ses activités liées aux assurances, la CIBC a cherché à accroître le taux de pénétration de ses produits d'assurance-crédit. Quoique sa démarche n'ait pas encore été engagée à fond, le taux de pénétration est resté quelque peu en deçà des attentes jusqu'à présent.



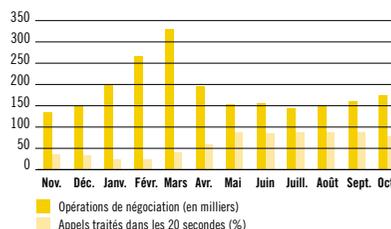
Nombre d'investissements dans les services de banque d'affaires

La CIBC a cherché à accroître ses services de banque d'affaires dans le cadre de son offre de services financiers intégrés, dans la perspective de pouvoir récolter des gains de placement au cours des années qui viennent.



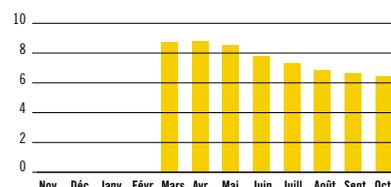
Nombre de centres bancaires au Canada

Suivant les modes de transaction des clients dans leur évolution, la CIBC a réduit la taille de son réseau de centres bancaires et augmenté le nombre de ses points d'accès aux services bancaires électroniques. Pendant l'année, 93 centres bancaires ont fermé leurs portes.



Courtage à escompte

Services Investisseurs CIBC Inc. a bien répondu à la hausse considérable du volume des opérations à négocier qui s'est récemment produite. Cela s'est vu à l'efficacité avec laquelle ses centres téléphoniques et son service vocal interactif ont réagi – la banque ayant traité 80 % des appels dans les 20 secondes, soit la norme dans le milieu.



Crédit de gros non stratégique

(actif pondéré quant au risque – en milliards de dollars)

En février, le groupe Trésorerie et gestion du bilan s'est vu confier la responsabilité de gérer la décroissance du portefeuille de crédit de gros non stratégique. Jusqu'à présent, ce portefeuille a été réduit de plus de 2 G\$ par rapport au sommet que l'actif pondéré quant au risque avait atteint en avril dernier.

Points saillants financiers

aux 31 octobre et exercices terminés à ces dates	2000	1999	1998	1997	1996	\$US 2000 ⁽¹⁾
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE						
Par action						
- bénéfice non dilué	4,97 \$	\$ 2,23 \$	2,26 \$	3,51 \$	3,02 \$	3,37 \$
- bénéfice dilué	4,84 \$	2,22 \$	2,25 \$	3,50 \$	3,02 \$	3,29 \$
- dividendes	1,29 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,05 \$	0,85 \$	0,88 \$
- valeur comptable	25,17 \$	22,68 \$	22,08 \$	21,07 \$	18,62 \$	16,53 \$
Cours						
- haut	50,50 \$	42,60 \$	59,80 \$	41,75 \$	28,30 \$	33,17 \$
- bas	30,50 \$	28,00 \$	24,40 \$	26,55 \$	18,00 \$	20,03 \$
- clôture	48,40 \$	31,70 \$	30,65 \$	41,20 \$	27,85 \$	31,79 \$
Actions en circulation						
- nombre moyen, non dilué (en milliers)	388 951	409 789	415 030	413 545	415 028	388 951
- nombre moyen, dilué (en milliers)	404 569	422 501	425 303	422 403	422 148	404 569
- fin de l'exercice (en milliers)	377 140	402 279	415 515	414 294	411 914	377 140
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	18 254 \$	12 752 \$	12 736 \$	17 069 \$	11 472 \$	11 989 \$
MESURES DE LA VALEUR						
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)	9,7	14,2	13,5	11,7	9,2	9,7
Rendement des actions (d'après le cours de clôture)	2,7 %	3,8 %	3,9 %	2,5 %	3,1 %	2,7 %
Ratio dividendes/bénéfice	25,9 %	53,6 %	53,0 %	29,9 %	28,1 %	25,9 %
Ratio cours/valeur comptable	1,92	1,40	1,39	1,96	1,50	1,92
RÉSULTATS D'EXPLOITATION (en millions de dollars)						
Revenu total sur une base d'imposition équivalente (BIE) ⁽²⁾	12 210 \$	10 265 \$	9 242 \$	8 621 \$	7 459 \$	8 289 \$
Dotation aux pertes sur créances - provision spécifique	970	600	280	360	387	658
- provision générale	250	150	200	250	93	170
	1 220 \$	750 \$	480 \$	610 \$	480 \$	828 \$
Frais autres que d'intérêts	8 096 \$	7 998 \$	7 125 \$	5 372 \$	4 584 \$	5 496 \$
Bénéfice net	2 060 \$	1 029 \$	1 056 \$	1 551 \$	1 366 \$	1 399 \$
MESURES D'EXPLOITATION						
Marge d'intérêts nette (BIE) ⁽²⁾	1,68 %	1,67 %	1,59 %	1,97 %	2,33 %	1,68 %
Marge d'intérêts nette sur la moyenne de l'actif productif d'intérêts (BIE) ⁽²⁾	1,99 %	2,03 %	1,91 %	2,27 %	2,67 %	1,99 %
Coefficient de rendement ⁽³⁾	66,3 %	77,9 %	77,1 %	62,3 %	61,5 %	66,3 %
Rendement de l'actif moyen	0,78 %	0,38 %	0,38 %	0,66 %	0,70 %	0,78 %
Rendement des capitaux propres	20,5 %	9,8 %	10,3 %	17,7 %	17,1 %	20,5 %
Effectif (ETP)	44 215	45 998	47 171	42 446	41 606	44 215
DONNÉES DU BILAN ET DONNÉES HORS BILAN (en millions de dollars)						
Liquidités et titres	79 921 \$	72 019 \$	71 765 \$	53 183 \$	47 937 \$	52 492 \$
Prêts et acceptations	154 740 \$	145 646 \$	163 252 \$	155 864 \$	142 551 \$	101 633 \$
Total de l'actif	267 702 \$	250 331 \$	281 430 \$	237 989 \$	210 232 \$	175 827 \$
Dépôts	179 632 \$	160 041 \$	159 875 \$	138 898 \$	127 421 \$	117 982 \$
Capitaux propres - porteurs d'actions ordinaires	9 493 \$	9 125 \$	9 175 \$	8 729 \$	7 670 \$	6 235 \$
Actif moyen	263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$	236 025 \$	196 063 \$	178 631 \$
Moyenne de l'actif productif d'intérêts	221 331 \$	223 774 \$	232 114 \$	204 121 \$	171 365 \$	150 262 \$
Moyenne des capitaux propres - porteurs d'actions ordinaires	9 420 \$	9 323 \$	9 100 \$	8 195 \$	7 332 \$	6 395 \$
Biens administrés	691 400 \$	609 500 \$	398 700 \$	245 100 \$	205 300 \$	454 112 \$
MESURES DE LA QUALITÉ DU BILAN						
Actions ordinaires/actif pondéré quant au risque	7,1 %	6,8 %	6,3 %	5,9 %	6,0 %	7,1 %
Rendement de l'actif pondéré quant au risque	1,53 %	0,74 %	0,70 %	1,11 %	1,09 %	1,53 %
Ratio du capital de première catégorie	8,7 %	8,3 %	7,7 %	7,0 %	6,6 %	8,7 %
Ratio du total du capital	12,1 %	11,5 %	10,8 %	9,8 %	9,0 %	12,1 %
Prêts douteux nets après la provision générale (en millions de dollars)	(575) \$	(266) \$	(123) \$	28 \$	692 \$	(378) \$
Prêts douteux nets/ prêts et acceptations nets	(0,37) %	(0,18) %	(0,08) %	0,02 %	0,5 %	(0,37) %

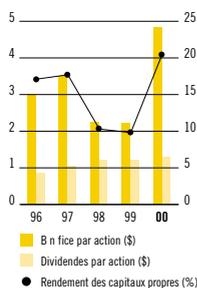
(1) Représente la conversion des données financières selon les PCGR au Canada en dollars US au taux en vigueur à la fin de l'exercice, soit 0,6568 \$ pour ce qui est des chiffres du bilan, et au taux moyen de 0,6789 \$ pour ce qui est des chiffres des résultats d'exploitation.

(2) Base d'imposition équivalente (BIE). Le revenu net d'intérêts comprend le revenu exonéré d'impôt sur certains titres. Étant donné que la CIBC n'a pas d'impôt à payer sur ce revenu, le taux d'intérêt ou de dividende reçu par la CIBC est de beaucoup inférieur au taux qui s'appliquerait à un prêt d'un montant égal. Puisque l'incidence du revenu exonéré d'impôt varie d'un exercice à l'autre, ce revenu a été ajusté d'après une base d'imposition équivalente de façon à permettre la comparaison du revenu net d'intérêts selon un critère uniforme. Un ajustement égal et compensatoire a été effectué pour augmenter la charge d'impôts sur le revenu.

(3) Le coefficient de rendement peut également être appelé le ratio des frais autres que d'intérêts/revenus.

Mesure de la valeur

Points saillants financiers de la CIBC



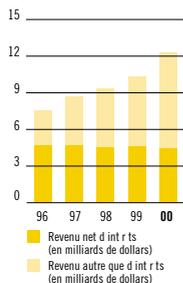
Bénéfice par action/Dividendes/RCP

(BPA – \$; Dividendes – \$; RCP – %)

Le bénéfice par action représente notre bénéfice net, une fois déduits la charge d'impôts et les dividendes versés sur les actions privilégiées, divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Les dividendes par action représentent la portion du BPA versée aux porteurs d'actions ordinaires en argent comptant ou dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes. Le rendement des capitaux propres est un indice important de la rentabilité de la banque.

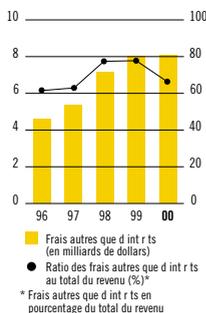
Il est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen d'actions ordinaires détenues. Les trois indices ont augmenté en 2000.



Total du revenu (BIE)

(en milliards de dollars)

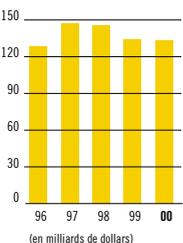
Le revenu total est formé du revenu net d'intérêts, à savoir l'intérêt et les dividendes gagnés sur notre actif une fois déduits les intérêts payés sur le passif, auquel revenu est additionné le revenu autre que d'intérêts, à savoir le revenu tiré notamment des honoraires de services de Gestion des avoirs et des commissions pour opérations sur titres. En 2000, nous avons fait passer de 55,8 % à 63,9 % le ratio du revenu autre que d'intérêts au total du revenu. Le revenu a subi l'influence d'un certain nombre de facteurs, exposés plus en détail à la page 34.



Frais autres que d'intérêts/Ratio des frais autres que d'intérêts au total du revenu

(Frais autres que d'intérêts – en milliards de dollars; ratio des frais autres que d'intérêts au total du revenu – %)

Les frais autres que d'intérêts comprennent tous les frais que nous engageons à l'exception des frais d'intérêts, de la dotation aux pertes sur créances et de la charge d'impôts. Le ratio de frais autres que d'intérêts au total du revenu représente le montant global des frais autres que d'intérêts divisé par le total du revenu. En 2000, les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 1 % et le ratio des frais autres que d'intérêts au total du revenu a chuté de 78 % à 66 %. Voir à la page 36 les facteurs qui ont pu jouer en l'occurrence sur les comparaisons.



Actif pondéré quant au risque

(en milliards de dollars)

L'actif pondéré quant au risque se calcule en appliquant à notre actif les facteurs de pondération prescrits par les organismes de réglementation. La baisse de l'actif pondéré quant au risque en 2000 cadre avec notre stratégie d'amélioration de la productivité de notre capital par une réaffectation des ressources du bilan vers les secteurs d'activité où nous jouissons d'un avantage durable par rapport à la concurrence. Se reporter aux pages 31 et 44.

Ratios du capital

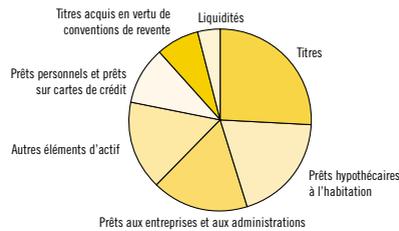
(en %)

La CIBC est l'une des banques à avoir la plus grande capitalisation boursière au Canada. À la fin de l'exercice, son ratio du capital de première catégorie était de 8,7 % et celui du total du capital de 12,1 %. Se reporter à la page 43 pour plus de détails.

NOS RÉSULTATS DE 2000

Objectifs financiers	Mesure	Résultats de 2000
Cours de l'action	Meilleur rendement total chez les banques canadiennes au cours des trois prochains exercices	N° 1 en 2000. 57,5 %, contre 40,4 % pour l'indice bancaire
RCP	18 % d'ici 2002	19,3 % ⁽¹⁾
Croissance du bénéfice	Taux de croissance du BPA dilué de 15 % par année	4,55 \$ ⁽¹⁾ , 105 % de plus que les 2,22 \$ de 1999
Efficience	Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus de 60 % d'ici 2002	68,1 % ⁽¹⁾
Solidité du capital	7,5 % – 8,5 % (1 ^{re} catégorie) 10,5 % – 11,5 % (capital total)	8,7 % 12,1 %

(1) Normalisé pour tenir compte des gains à la vente d'éléments d'actif de la banque et de l'ajout à la dotation spécifique relative aux prêts étudiants commandités par le gouvernement.



Ventilation de l'actif

La CIBC est une entreprise bien diversifiée avec 30 % de son bilan dans des liquidités et titres à faible risque et 30 % dans des prêts personnels et prêts hypothécaires à des particuliers.

Des gestes concrets

- Création d'Amicus pour regrouper tous nos services bancaires électroniques de détail en comarque.
- Couverture de la plupart des 47 millions d'actions que nous détenons toujours dans Global Crossing Ltd.
- Acquisition de la St. Anthony Bank en Illinois, qui nous confère la souplesse d'exploitation et la marge de manœuvre réglementaire dont nous avons besoin pour étendre nos services bancaires électroniques aux États-Unis.
- Alliance stratégique avec Safeway Inc. pour la fourniture aux clients américains de services bancaires électroniques sous la bannière Safeway SELECT Bank.
- Choix de la CIBC par Yahoo! Inc. pour la fourniture aux consommateurs américains de Yahoo! PayDirect, un moyen rapide et facile de demander, de transmettre et d'effectuer des paiements sur le réseau Internet, et offrant une solution complète de paiement en ligne de personne à personne.
- Première banque canadienne à assurer à l'échelle nationale des conseils et des opérations de vente de titres, y compris de placement pour compte de tiers, par l'entremise de ses centres bancaires.
- Lancement de la carte AéroEntreprise CIBC-VISA en collaboration avec Air Canada, dans le but de permettre aux entreprises de gérer leurs dépenses tout en donnant à leurs employés la possibilité d'accumuler des milles Aéroplan.
- Lancement du produit de confiance VeriSign, service de sécurité servant à protéger les communications et applications de commerce électronique sur Internet.
- Lancement (en collaboration avec Bureau en Gros) de bizSmart, nouveau service bancaire électronique courant et de commerce électronique permettant aux PME canadiennes d'effectuer gratuitement des opérations bancaires en direct.
- Lancement de l'hypothèque à taux ultra-préférentiel, un produit à taux variable des plus novateurs offrant une réduction de 101 points de base sur le taux préférentiel pendant les neuf premiers mois et une option de conversion en un prêt à taux fixe.
- Rationalisation et simplification des CPG, qui sont ramenés de 42 à 13.
- N° 1 des émetteurs de cartes de crédit au Canada avec plus de 30 % de part de marché.
- Désinvestissement d'unités non stratégiques, dont des immeubles à bureaux au Canada, notre entité suisse de services Privabanque, et nos filiales d'assurance IARD.
- Émission en tant que chef de file et cogestion, par Marchés mondiaux CIBC, de placements d'une valeur globale de 34,5 G\$ US, en hausse par rapport aux 25,9 G\$ US de 1999.
- Réalisation d'un gain de 697 M\$ à la vente de 16,8 millions d'actions de Global Crossing Ltd.
- Rachat de 26,5 millions d'actions ordinaires d'une valeur totale de 1,1 G\$ au titre d'une offre publique de rachat régulière qui a eu cours du 15 décembre 1999 au 14 décembre 2000.

Élargissement de la clientèle des services bancaires électroniques – une nouvelle approche

Pendant l'année, nous nous sommes acquis 225 000 nouveaux clients par l'entremise d'Amicus. Nous sommes en train d'élargir notre clientèle à un rythme de 25 000 par mois. Après la fin de l'exercice 2000, nous avons annoncé notre intention de former une alliance à long terme avec le Groupe Investors Inc., Great-West Lifeco Inc. et London Life, Compagnie d'Assurance-Vie, en vue de distribuer un éventail complet de produits et services bancaires et de courtage arborant leurs marques distinctives.



Amicus™



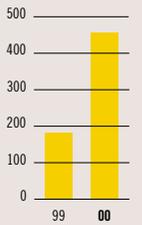
Croissance du segment PME

La CIBC entend consolider son leadership dans le secteur des services bancaires aux petites et moyennes entreprises. En 2000, les prêts aux PME se sont accrus de 12 % en volume. Aussi, dans le but de rehausser le service, avons-nous lancé cette année bizSmart, une alliance stratégique avec Bureau en Gros et d'autres fournisseurs de premier rang visant la fourniture des premiers services bancaires sans frais aux PME.

PRÊTS AUX PME
(en milliards de dollars)



**Nouveaux clients
d'Amicus**
(en milliards de dollars)



YAHOO!
PayDirect

Ces logos sont la marque de commerce de leur propriétaire respectif.

Marchés mondiaux
CIBC

Marchés mondiaux CIBC assure une gamme complète de services d'investissement auprès de sa clientèle. En 2000, ses revenus se sont accrus de 23 %. Nous sommes fiers d'être la seule banque canadienne à pouvoir proposer une gamme complète de services de part et d'autre de la frontière.

Our clients don't stop at the border. Neither do we.

You name it, we've got it.

Looking for the best US market intelligence? It's a local call.

Canadian roots. US capability.

GENERAL INVESTMENTS	AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN
AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN
AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN
AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN
AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN
AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN
AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN
AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN	AMERICAN

North American outlook.

CIBC
World Markets



Assurer davantage de croissance

Quel que soit le secteur d'activité, le client reste au cœur de nos intérêts

Gestion des avoirs

Les biens confiés à notre administration ont monté à 163 G\$ en 2000. Nous entendons élargir davantage ce secteur en 2001 en accroissant nos ventes de produits pour le compte de tiers.

2000 163 G\$
1999 141 G\$
1998 122 G\$

BIENS ADMINISTRÉS
(en milliards de dollars)

Vigueur des produits de cartes

La CIBC reste le principal émetteur de cartes de crédit au Canada avec plus de 30 % de part de marché et 43 % du marché des cartes de prestige.

SOLDES DES PRÊTS
(en milliards de dollars)



4,8 \$ en 1997



5,2 \$ en 1998



6,3 \$ en 1999



7,7 \$ en 2000

Être client de la CIBC sera plus facile que jamais. Nous y veillerons.

Il y a un an, nous plantions les jalons d'un nouveau parcours pour la CIBC. Notamment, nous nous étions engagés à vous procurer, à vous les actionnaires, d'ici 2002, le meilleur rendement global de toutes les banques canadiennes. Je suis donc heureux de vous annoncer que, grâce au dévouement et au travail considérable de notre personnel, l'exercice 2000 aura été pour vous une année des plus réussies, avec un rendement global pour les actionnaires de 57,5 pour cent – ce qui va au delà des réalisations de tous nos concurrents.

Cette performance remarquable a été accomplie cependant même que nous traversions, au sein de la banque comme à l'extérieur, une période de rapides transformations. Pour réussir dans un pareil contexte, il nous a donc fallu assouplir de beaucoup nos structures et instaurer chez notre personnel une culture entièrement centrée sur le client. Parce que la performance, ne l'oublions pas, n'est pas qu'affaire de résultats financiers. Elle s'amorce dès les premiers contacts avec le client. Et créer de la valeur pour le client, c'est, à terme, créer de la valeur pour les actionnaires.

De solides résultats financiers

Le bénéfice de la CIBC pour l'exercice 2000 s'établit à un peu plus de 2 milliards de dollars, signe de la solidité des rendements financiers de chacun de nos secteurs d'activité et de la vigueur générale des marchés des capitaux. Nous avons dépassé nos grands objectifs et tiré de nos capitaux propres un rendement de 20,5 pour cent. Nous avons également surpassé par une marge respectable notre objectif de compression des coûts de 500 millions de dollars.

Notre bilan affiche un excellent bulletin de santé. Les ratios de capital réglementaire de la CIBC restent parmi les plus forts du milieu, avec 8,7 pour cent pour le capital de première catégorie et 12,1 pour cent pour le capital total. Nous gérons notre bilan en cherchant à nous concentrer sur les secteurs où nous jouissons d'un avantage durable par rapport à la concurrence et à nous retirer de ceux qui ne cadrent pas avec nos intérêts stratégiques. Nous avons également racheté cette année pour 26,5 millions d'actions ordinaires à un prix moyen de 40,42 \$ l'action.



JOHN HUNKIN
Le président du conseil et chef de la direction

Augmentation durable des bénéfices par :

- L'élargissement de la clientèle.
- La simplification des services bancaires de détail.
- L'exploitation des atouts de Gestion des avoirs sur le plan de la distribution.
- Une stratégie de créneau intégrée dans les services bancaires aux grandes entreprises et services de banque d'investissement.

Un mouvement de croissance

Les stratégies de fond de chacun de nos secteurs d'activité nous inspirent beaucoup d'enthousiasme pour l'avenir. Entre autres :

- Nous avons complètement repensé notre stratégie des services bancaires électroniques afin de marquer des gains encore bien plus grands auprès de la clientèle des particuliers au cours des années qui viennent.
- Nous avons remanié nos opérations bancaires traditionnelles dans une démarche de simplification de notre offre de services au détail, au centre de laquelle nous avons placé le client.
- Nous détenons à présent un atout distinctif sur le plan de la distribution dans le secteur de la Gestion des avoirs, que nous entendons bien exploiter davantage.
- Nous avons adopté une stratégie de créneau intégrée pour les services bancaires de gros aux États-Unis qui est en train de porter fruit et nous sommes bien positionnés par rapport à la concurrence des services de banque d'affaires.

Un bassin de clientèle à élargir

Dans le secteur des services bancaires électroniques, notre stratégie cherche activement à élargir la clientèle en tablant sur des alliances stratégiques avec des marques nord-américaines de grande notoriété. Cette année, nous avons créé Amicus, en vue de regrouper sous une même enseigne tous nos services bancaires électroniques de détail exploités en comarque, et d'étendre notre réseau national jusqu'aux États-Unis. Nous avons créé une banque sur Internet qui réalise le bon alliage d'interface client et de technologie électronique. Notre stratégie permet à chacun de « trouver son compte » – les clients, un accès à des services bancaires économiques dans des commerces de détail aux marques réputées, et la CIBC, un accès à des marques solides ainsi qu'à un bassin de plusieurs millions de clients éventuels. Notre objectif est de grossir le nombre de nos clients d'au moins un million d'ici 2002.

Le client au centre de tout

Dans le secteur des services aux particuliers, nous cherchons à fournir à nos clients des moyens plus simples et pratiques d'effectuer leurs opérations bancaires. La décision de rationaliser nos produits demandera que nous investissions dans notre personnel sur le plan de la formation et, notamment, dans le nouveau programme Université opérations de détail CIBC.

Nous investirons par ailleurs 100 millions de dollars dans la modernisation de nos matériels, afin que nos employés aient en main les outils nécessaires pour bien servir la clientèle. En 2000, la CIBC a fermé 93 centres bancaires un peu partout au Canada – surtout ceux qui avaient connu une forte baisse de volume. Même si d'autres centres bancaires moins fréquentés sont appelés à fermer leurs portes dans l'année qui vient, nous mettrons principalement l'accent en 2001 sur la valorisation des moyens techniques et services clients en vue de consolider notre patrimoine stratégique de services de détail au Canada. En outre, nous avons fractionné nos clientèles afin de pouvoir mieux répondre à leurs besoins. À cet effet, nous avons confié à un de nos hauts dirigeants des services bancaires de détail la responsabilité première d'améliorer les niveaux de fidélité de la clientèle et de la rentabilité. J'ai la conviction que ces gestes aideront à rehausser sensiblement le niveau de satisfaction de la clientèle. Cette année, nous avons amélioré la fidélité de la clientèle, l'efficacité et la rentabilité.

La distribution, un atout à mieux exploiter

Dans le secteur de la Gestion des avoirs, notre orientation stratégique met désormais davantage l'accent sur la distribution que sur la conception de produits. À terme, les équipes de ventes de nos centres bancaires devront pouvoir faire la promotion de toute la gamme de nos produits et même de ceux de tiers. Nous ciblerons aussi nos produits de manière à nous concentrer plus précisément sur les secteurs où nous avons pris la tête, entre autres, les fonds mutuels, les fonds indiciaires et les CPG. De même, nous sommes

en train de remanier notre plate-forme de courtage à escompte afin de pouvoir traiter de plus grands volumes et proposer des produits de tiers. Du reste, ce secteur continue de nous rapporter des résultats supérieurs et des volumes inégalés dans nos activités de placement auprès de la clientèle privée et de courtage à escompte. Le rendement de nos capitaux propres s'y élève à plus de 75 pour cent et les actifs confiés à notre administration, à 163 milliards de dollars.

Les services de gros en Amérique du Nord, un modèle qui fait ses preuves

Nous avons mis en place en Amérique du Nord une fonction de services bancaires intégrés pour le secteur du gros qui est en train de s'imposer comme modèle. En ayant des objectifs commerciaux clairement ciblés et en proposant toute une gamme de modes de financement résolument tournés vers la clientèle, nos affaires s'améliorent de plus en plus. Les placements de nouveaux titres en Amérique du Nord ont augmenté de 33 pour cent cette année, tandis que les fusions et acquisitions se sont accrues de 50 pour cent. Les services de banque d'affaires se révèlent être de bons éléments, qui contribuent avantageusement à l'ensemble de nos résultats et forment désormais une partie intégrante de notre stratégie de services bancaires de gros.

Cette année, notre stratégie de services de gros a véritablement fait ses preuves. Nous avons dépassé nos objectifs et dégagé plus de 1 milliard de dollars de bénéfices et 25,6 pour cent de rendement des capitaux propres.

Gestion du bilan

Tout au long de l'exercice, nous avons pris des mesures en vue de mieux affecter nos ressources financières aux secteurs qui nous semblaient présenter le plus grand potentiel de croissance et de rendement, et nous nous sommes retirés des autres qui ne nous donnaient plus la possibilité de soutenir avantageusement la concurrence – en l'occurrence les assurances IARD, nos activités Privabanque en Suisse, le secteur international des financements structurés, et sept immeubles à bureaux que la CIBC détenait en propre et dont elle s'est départie. Nous avons plutôt investi dans des secteurs de croissance stratégique comme Amicus, les produits de cartes et les services de banque d'affaires, et avons racheté 26,5 millions d'actions ordinaires pour la somme de 1,1 milliard de dollars.

Regard sur l'avenir

Le contexte qui nous attend au tournant promet d'être exigeant. On voit déjà des signes de ralentissement des marchés du crédit et des capitaux, et certaines des pressions concurrentielles qui s'exercent dans le secteur du détail pourraient bien se poursuivre. Nous continuerons d'investir dans nos stratégies de croissance et d'amélioration de la satisfaction de la clientèle, car ces activités sont essentielles à notre croissance à long terme. Nous restons convaincus que la réalisation de rendements supérieurs et durables pour nos actionnaires passe par un équilibre continu entre, d'une part, des investissements dans des stratégies nouvelles et innovatrices, et de l'autre, une mesure et un suivi rigoureux de nos progrès.

La CIBC a connu en l'an 2000 un excellent exercice financier. Nous sommes en bonne voie pour parvenir à atteindre nos objectifs de 2002 et pour vous fournir, à vous les actionnaires, les rendements supérieurs auxquels nous nous sommes engagés. Je tiens à saisir cette occasion pour remercier nos employés, parce que notre réussite n'aurait pas été possible sans leurs efforts, et parce que leur créativité et leur enthousiasme continus permettront à la CIBC de réaliser à l'avenir son plein potentiel.

Le président du conseil et chef de la direction,



J.S. Hunkin

Dans votre collectivité

À la CIBC, l'engagement communautaire est avant tout un engagement personnel. Celui des 8 100 employés – auxquels se sont joints parents, voisins et amis – qui, dans 29 villes du pays, ont pris part à la Course à la vie CIBC. Celui des 3 300 employés de Marchés mondiaux CIBC qui ont participé à la journée Miracle de l'Enfance. Et celui des employés au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde qui, chaque jour, dans leur collectivité, font des milliers de gestes dont on ne reconnaît pas toujours ouvertement la valeur. À la CIBC, l'esprit philanthropique est aussi le reflet de notre engagement envers les collectivités où vivent et travaillent nos employés.



L'engagement communautaire est également une question d'appui financier – en fait, de dons d'une valeur de plus de 33 M\$ pour la seule année 2000 – ce qui fait de la CIBC l'une des entreprises les plus généreuses du Canada.

La CIBC continue d'être un grand donateur aux yeux du Centre canadien de philanthropie, qui la classe toujours parmi les grandes sociétés du pays à consacrer plus de 1 % de leurs bénéfices avant impôts à l'action caritative.

En fait, la CIBC est l'une des plus grandes sociétés donatrices au pays. Elle soutient un large éventail de bonnes causes tant à l'échelle nationale qu'à l'échelon régional ou local, en mettant un accent particulier sur l'aide à la jeunesse et à l'éducation. Par l'entremise de **VisionJeunesse**, les fonds de la CIBC ont servi à des centaines de projets combinant éducation, recherche, mentorat et perfec-

tionnement, et visant à aider les jeunes à lutter contre le décrochage scolaire et à bien se préparer pour l'avenir. Cette année, le programme de bourses **VisionJeunesse CIBC**, partenariat unique en son genre réalisé en collaboration avec Les Grands Frères et Grandes Sœurs du Canada et la YMCA, a permis d'attribuer à 30 jeunes des bourses d'études et stages pratiques pouvant atteindre une valeur individuelle de 35 000 \$. Au nombre des autres actions communautaires figurent les Prix nationaux d'excellence décernés aux autochtones, le centre de ressources virtuel du CAMO, comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes handicapées, et CanadaHelps.org, un nouveau site Web destiné aux organismes caritatifs et donateurs canadiens. Dans le cadre des activités de la Fondation Famous 5 à Calgary et à Ottawa, la CIBC a souligné le travail de cinq femmes remarquables – Emily Murphy, Henrietta Muir Edwards, Louise McKinney, Nellie McClung et Irene Parlby – à qui l'on doit, en 1929, l'amendement de l'*Acte de l'Amérique du Nord* britannique en vue d'inclure les femmes dans la définition du terme « personnes ».



Chaque année depuis 1984, le premier mercredi de décembre, le personnel des ventes et de la négociation de Marchés mondiaux CIBC à travers le monde, ainsi que les conseillers financiers de CIBC Wood Gundy et CIBC Oppenheimer font don de leurs honoraires et de leurs commissions de courtage au profit d'organismes de bienfaisance œuvrant pour la cause des enfants. Au fil des ans, cette pratique a permis de recueillir plus de 46 M\$ pour l'aide à l'enfance. En 1999, la Fondation du Miracle de l'Enfance avait réuni 12,7 M\$ dans le monde, un record. Aux États-Unis, notre action philanthropique et communautaire est surtout axée sur la santé, l'éducation et le bien-être des enfants.



Cependant, au bout du compte, ce sont nos employés qui sont à la base de la présence de la CIBC dans la collectivité. Grâce au programme Employés ambassadeurs, la CIBC souligne avec fierté le travail de ses bénévoles en apportant son soutien financier à une foule de programmes communautaires.

Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

Table des matières

Vue d'ensemble

- 13 Thèmes commerciaux
- 14 Résultats d'exploitation

Revue des secteurs d'exploitation

- 16 Priorité de la CIBC : accroître la valeur pour les actionnaires
- 17 Présentation de l'information de la CIBC
- 18 Commerce électronique, technologie et opérations
- 22 Opérations bancaires – Détail et PME
- 25 Gestion des avoirs
- 28 Marchés mondiaux CIBC

Groupes fonctionnels

- 31 Trésorerie et gestion du bilan
- 32 Gestion du risque
- 33 Administration
- 33 Développement de l'entreprise

Revue des états financiers consolidés

- 34 États consolidés des résultats
- 39 Bilans consolidés
- 46 Gestion du risque

Contexte commercial

- 54 Conjoncture économique
- 54 Contexte concurrentiel
- 55 Cadre réglementaire
- 55 Faits nouveaux en matière de comptabilité et d'information financière

L'analyse pour l'exercice 2000 vise à offrir aux parties intéressées une présentation plus significative de nos secteurs d'exploitation. Afin de compléter l'analyse financière, nous avons intégré, dans la revue des secteurs d'exploitation, des énoncés des responsabilités, une analyse stratégique et des messages clés de chaque dirigeant des secteurs d'exploitation.

L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC pour l'exercice 2000 est divisée en cinq sections principales :

Vue d'ensemble

Pour faciliter la compréhension des résultats de la CIBC pour l'exercice 2000, surtout en regard des résultats des exercices antérieurs, cette section comprend les principales réalisations de la CIBC. Une analyse pointue des résultats financiers consolidés est également fournie pour établir le cadre dans lequel sera présentée la revue plus détaillée des secteurs d'exploitation qui suit.

Revue des secteurs d'exploitation

Cette section comprend une vue d'ensemble des activités de la CIBC et une description de la structure organisationnelle de cette dernière, dans laquelle la gestion de l'entreprise est bien expliquée. De plus, le dirigeant de chaque secteur d'exploitation y passe l'exercice en revue. Le rendement de chaque secteur y est mesuré en fonction des objectifs de l'exercice 2000, et une analyse financière poussée ainsi que les nouveaux objectifs des secteurs d'exploitation y sont fournis.

Groupes fonctionnels

Les groupes fonctionnels offrent des services de base aux secteurs d'exploitation, les coûts liés à ces services étant habituellement imputés aux secteurs. Dans cette section, le dirigeant de chaque groupe fonctionnel passe l'exercice en revue et établit les nouvelles priorités.

Revue des états financiers consolidés

Cette section fournit une analyse des bilans et des états consolidés des résultats de la CIBC, y compris du capital et de la gestion du risque de la CIBC.

Contexte commercial

Dans cette section, il est question du contexte dans lequel la CIBC exerce ses activités. Cette section englobe également un exposé économique de l'exercice ainsi qu'un aperçu de la conjoncture économique et du cadre réglementaire dans lesquels la CIBC mène ses activités. Les faits nouveaux en matière de comptabilité et d'information financière viennent compléter cette section.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport annuel renferme des énoncés prospectifs sur la CIBC. Un énoncé prospectif est assujéti à des facteurs aléatoires et des facteurs de risque spécifiques ou de nature générale. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de la volonté de la CIBC, ont une incidence sur l'exploitation, le rendement et les résultats de la CIBC et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent largement des résultats avancés par ces énoncés. Ces facteurs comprennent les changements proposés, actuels et en attente d'ordre législatif ou réglementaire, l'intensification de la concurrence provenant de concurrents bien établis, les nouveaux arrivés dans l'industrie des services financiers et la consolidation mondiale de ces services, l'évolution des technologies, la tenue des marchés financiers mondiaux, y compris la fluctuation des taux d'intérêt et des devises, la conjoncture économique générale dans le monde ainsi qu'au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où la CIBC est présente, et la réussite de la CIBC à gérer les coûts liés à l'expansion des réseaux actuels de distribution, à la création de nouveaux réseaux et à l'augmentation des produits tirés de ces réseaux, y compris les coûts liés au commerce électronique. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur les énoncés prospectifs de la CIBC. Aussi, ces facteurs doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois qu'il ne leur soit accordé une confiance démesurée.

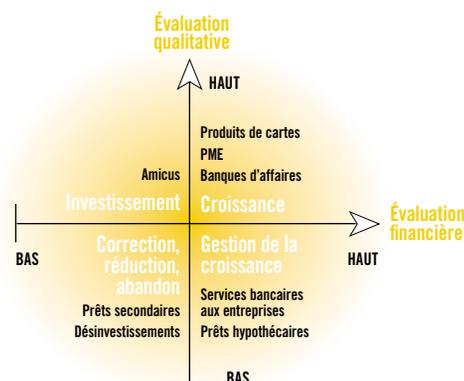
Vue d'ensemble

Thèmes commerciaux

Gestion du bilan (y compris le capital)

En 2000, la CIBC a lancé un processus d'allocation des ressources du bilan. Ce processus très rigoureux s'inscrit dans une perspective d'investissement, à savoir que les ressources du bilan (capital économique, actif pondéré quant au risque et total de l'actif) sont allouées à des activités à valeur stratégique élevée offrant un rendement supérieur durable. Le rendement de chacun des secteurs de la Banque est évalué en fonction de l'importance et de la qualité des résultats. La qualité tient compte des facteurs suivants : volatilité, durabilité, impératif stratégique et potentiel de croissance des résultats. Par suite de la mise en place de ce processus, les activités ont été réparties entre quatre quadrants.

Matrice de l'allocation des ressources du bilan⁽¹⁾



(1) Les secteurs d'activité susmentionnés ne sont présentés ici qu'à titre d'exemple

Investissement : Secteurs d'activité à valeur stratégique élevée et à faible bénéfice, mais offrant un potentiel de bénéfice élevé dans le futur. Amicus en est un bel exemple. Amicus a été formée en 2000 pour consolider les services électroniques de services bancaires de détail en comarque de la CIBC. En 2000, les ressources du bilan finançant Amicus ont été accrues de plus de 75 %. Les alliances chapeautées par Amicus comprennent entre autres celles conclues avec les Services financiers le Choix du Président, Marketplace Bank, Safeway SELECT Bank, Yahoo! PayDirect et Bank@work.

Croissance : Secteurs d'activité ayant enregistré un bénéfice élevé durable et offrant un potentiel de croissance. Par exemple, ce quadrant comprend les secteurs d'activité suivants qui ont vu leur part des ressources du bilan augmenter en 2000 : les produits de cartes (hausse de plus de 20 %), PME (hausse de plus de 10 %) et services de banque d'affaires (hausse de près de 25 %). Les services de banque d'affaires ont réalisé un revenu de 1 021 M\$ en 2000 et ils constituent une importante partie de la stratégie de la CIBC. À la fin de l'exercice, la CIBC avait investi dans plus de 300 sociétés, diversifiées tant sur le plan géographique qu'au chapitre du secteur d'activité. En plus de contribuer au bénéfice net de la CIBC, les investissements effectués par les services de banque d'affaires servent à établir des relations avec de nouveaux clients et à cimenter les relations de longue durée qui sont rentables. Les place-

ments en actions dans des entreprises clientes s'inscrivent souvent dans le cadre d'une opération de financement plus importante. Cette stratégie a continué de porter fruit à la CIBC, qui a réalisé des gains substantiels au cours de l'exercice 2000.

Gestion de la croissance : Secteurs d'activité qui demeurent très rentables, mais qui offrent un potentiel de croissance plus limité. Ce quadrant comprend, par exemple, les secteurs des services bancaires aux entreprises (l'attribution de ressources du bilan ayant chuté d'environ 5 %) et des prêts hypothécaires (l'attribution des ressources ayant augmenté de plus de 5 %).

Correction, réduction, abandon : Secteurs et activités à faible valeur stratégique qui rapportent peu. La CIBC libère le capital de ces secteurs et activités peu rentables pour l'injecter dans les secteurs des quadrants « Investissement » et « Croissance ». En 2000, les opérations suivantes ont eu lieu :

- Cession d'immeubles de bureaux, qui a réduit de plus de 700 M\$ l'actif pondéré quant au risque et s'est traduit par un gain après impôts de 143 M\$.
- Cession d'entreprises d'assurances IARD, qui a donné lieu à un gain après impôts de 97 M\$.
- Cession de la CIBC Suisse S.A., qui a occasionné un gain après impôts de 20 M\$ et réduit de plus de 700 M\$ l'actif pondéré quant au risque.
- Réduction du carnet de prêts secondaires, qui a permis de libérer plus de 25 % des ressources du bilan auparavant utilisées par ce portefeuille.

Vaste programme de compression des coûts

La CIBC a atteint l'objectif qu'elle s'était fixé en 1999, soit de réduire ses frais d'exploitation de base de 500 M\$ sur une base annualisée avant le quatrième trimestre de 2000. Les progrès ont été mesurés en regard du niveau des frais au deuxième trimestre de 1999, excluant certains types de frais liés au revenu (rémunération d'encouragement, commissions et autres coûts variables), des nouveaux investissements dans des activités à croissance stratégique et de la restructuration. Les économies annualisées se sont chiffrées à 592 M\$.

VASTE PROGRAMME DE COMPRESSION DES COÛTS

en millions de dollars	T4 2000	T2 1999
Total des frais autres que d'intérêts	2 031 \$	1 826 \$
Exclusions (tel qu'il est indiqué ci-dessus)		
Primes d'encouragement	467	265
Commissions	147	107
Autres frais variables	34	34
Charge de restructuration	(31)	-
Regroupement des locaux de New York	50	-
Nouveaux investissements dans des activités à croissance stratégique	115	23
	782 \$	429 \$
Frais de base	1 249 \$	1 397 \$
Évolution par rapport au deuxième trimestre de 1999	148 \$	
Économies annualisées	592 \$	

Afin de financer le programme de compression des coûts, une charge de restructuration avant impôts de 426 M\$ a été comptabilisée en 1999. Il y a lieu de se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés, à la page 65, pour obtenir de plus amples renseignements sur les principales activités de restructuration de l'exercice 2000.

Thèmes commerciaux de 1999

- Un nouveau président du conseil et chef de la direction et une nouvelle équipe de direction ont été nommés.
- Une nouvelle structure organisationnelle a été établie (voir les pages 16 et 17).

- Une charge de restructuration avant impôts de 426 M\$ (79 M\$ en 1998) a été comptabilisée pour financer le programme de compression des coûts.
- Après avoir fait une demande pour devenir une banque nationale aux États-Unis, la CIBC obtenait, en octobre 1999, l'autorisation d'y exercer ses activités. Elle est ainsi bien positionnée pour pénétrer le marché américain des services bancaires de détail offerts par voie électronique.
- En raison de sa structure transfrontalière unique, le groupe Marchés mondiaux CIBC est capable de proposer des solutions financières intégrées à ses clients institutionnels et clients des administrations publiques en Amérique du Nord. Sa structure transfrontalière a été renforcée en 1999 par l'achèvement de l'intégration d'Oppenheimer.

Résultats d'exploitation

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre

	2000	1999	1998
Bénéfice net avant les éléments ci-dessous, déduction faite de la charge d'impôts	1 794 \$	1 296 \$	1 179 \$
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels	260	-	64
Crédit (charge) de restructuration	18	(242)	(44)
Frais liés à l'acquisition d'Oppenheimer	(12)	(25)	(143)
Bénéfice net	2 060 \$	1 029 \$	1 056 \$

POINTS SAILLANTS

- Rendement du cours de l'action de 57,5 % pour l'exercice, contre un indice bancaire de 40,4 %
- Bénéfice net record de 2 060 M\$
- Rendement des capitaux propres de 20,5 %
- Hausse de 19 % du revenu, en grande partie occasionnée par des gains de cession
- Amélioration du coefficient de rendement, qui est passé à 66,3 % et est en bonne voie d'atteindre notre objectif de 60 % d'ici à 2002
- Ratios du capital de première catégorie et du capital total, solides à respectivement 8,7 % et 12,1 %

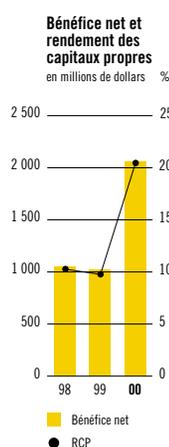
Bénéfice net

La CIBC a dégagé un bénéfice net de 2 060 M\$ en 2000, en hausse de 1 031 M\$ ou 100 % par rapport à celui de 1999. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 20,5 % en 2000, contre 9,8 % en 1999. Quant au bénéfice par action, il s'est élevé à 4,97 \$, en regard de 2,23 \$ en 1999.

Tel qu'il est indiqué dans le tableau, le bénéfice net de la CIBC en 2000 inclut des gains non récurrents réalisés à la vente de certains immeubles de bureaux (143 M\$ après impôts), de nos entreprises d'assurances IARD (97 M\$ après impôts) et de CIBC Suisse S.A. (20 M\$ après impôts).

Le crédit de restructuration de 2000 constitue un ajustement de la charge de restructuration constituée en 1999 pour financer le programme de compression des coûts. Cet ajustement est principalement attribuable à la baisse des coûts des indemnités de départ par suite du taux d'attrition plus élevé, du redéploiement du personnel au sein de la CIBC et de la diminution de l'ampleur de certaines initiatives.

Les frais liés à l'acquisition, en 1997, d'Oppenheimer se sont chiffrés à 12 M\$ en 2000, contre 13 M\$ en 1999.

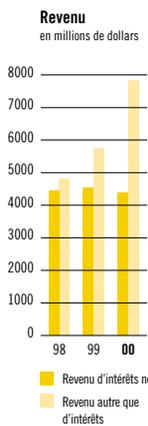


Le bénéfice net avant les éléments qui figurent au tableau s'est élevé à 1 794 M\$ en 2000, soit une hausse de 498 M\$ ou 38 % par rapport à celui de 1999. Cette augmentation s'explique par les solides revenus réalisés par tous les secteurs d'exploitation. Le revenu autre que d'intérêts, en particulier, a grimpé de 36 %, et comprend un gain après impôts de 397 M\$ réalisé à la vente d'une partie de notre participation dans Global Crossing Ltd. Ce gain a été partiellement neutralisé par une hausse après impôts de 278 M\$ de la dotation aux pertes sur créances. Les dotations générale et spécifique aux pertes sur créances se sont accrues respectivement de 62 M\$ et 216 M\$ par rapport à celles de 1999.

En 1999, le bénéfice net de la CIBC s'est élevé à 1 029 M\$, en baisse de 27 M\$ ou 3 % par rapport aux 1 056 M\$ enregistrés en 1998. Le bénéfice net pour 1998 s'était accru grâce au gain à la cession de Comcheq, filiale de traitement de la paye. Toutefois, les résultats des deux exercices ont été touchés défavorablement par une charge de restructuration et par les frais liés à l'acquisition d'Oppenheimer. Compte non tenu de ces éléments, le bénéfice net de 1999 s'est élevé à 1 296 M\$, soit une hausse de 117 M\$ ou 10 % par rapport à celui de 1 179 M\$ en 1998.

Revenu

En 2000, sur une base d'imposition équivalente (BIE) (voir la définition à la page 17), le total du revenu s'est chiffré à 12 210 M\$, soit une hausse de 1 945 M\$ ou 19 % sur celui de 1999. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000, le revenu a été alimenté par les gains à la vente de certains immeubles de bureaux (203 M\$), d'entreprises d'assurances IARD (97 M\$) et de CIBC Suisse S.A. (28 M\$). Compte non tenu de ces gains, le revenu pour l'exercice s'est établi à 11 882 M\$, en progression de 1 617 M\$ ou 16 % par rapport à celui de 1999. Cette croissance s'explique par le rendement solide de tous les secteurs d'exploitation. Le revenu des Marchés mondiaux CIBC s'est accru de 882 M\$, en grande partie grâce aux gains enregistrés par les services de banque d'affaires, dont un gain de 697 M\$ (583 M\$ en 1999) à la vente d'une partie de notre participation dans Global Crossing Ltd., ainsi qu'aux niveaux records d'activités liées aux marchés boursiers. En outre, au cours de 1999, d'importantes moins-values de placements ont été enregistrées. Le revenu de la Gestion des avoirs a progressé de 558 M\$, principalement à la faveur d'une saine conjoncture et du volume intéressant ainsi que d'un élargissement de notre clientèle. L'excellente tenue de nos activités de produits de cartes a permis au revenu du Commerce électronique de monter de 68 M\$. Quant aux Opérations bancaires – Détail et PME, elles ont aussi enregistré une importante majoration du revenu.



Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 8 096 M\$, soit une hausse de 98 M\$ sur ceux de 1999, tandis que le coefficient de rendement, qui était de 77,9 % en 1999, est passé à 66,3 % en 2000. Cette augmentation s'explique par l'accroissement du revenu.

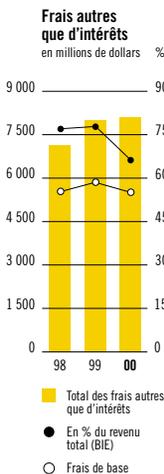
Les frais de base (qui sont décrits plus en détail à la page 36) se sont chiffrés à 5 524 M\$, soit un recul de 289 M\$ ou 5 % par rapport à ceux de 1999. Cette diminution des frais est attribuable au succès remporté par notre programme de compression des coûts.

Dans l'ensemble, la hausse des frais découle principalement de la rémunération liée au volume (augmentation de 666 M\$) et des investissements dans Amicus et bizSmart (augmentation de 182 M\$).

Au 31 octobre 2000, la CIBC comptait 44 215 employés équivalents à temps plein, soit 1 783 employés de moins qu'à la fin de 1999. Cette réduction nette découle surtout des activités de restructuration, en partie neutralisées par la croissance de certaines activités stratégiques.

Actif

Au 31 octobre 2000, l'actif totalisait 267,7 G\$, en hausse de 17,4 G\$ par rapport à celui de 1999. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement des titres du compte de négociation (7,2 G\$), des prêts hypothécaires à l'habitation (5,3 G\$) et des prêts aux particuliers et sur cartes de crédit (2,9 G\$). Dans le secteur des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, une baisse marquée des prêts aux grandes entreprises a été en partie annulée par une hausse des



prêts aux petites entreprises. Les fluctuations découlent pour une très grande part du processus d'allocation des ressources du bilan dirigé par la division Trésorerie et gestion du bilan (TGB).

Au 31 octobre 2000, les prêts douteux bruts s'élevaient à 1 661 M\$, en progression de 1 482 M\$ par rapport à il y a un an. La dotation totale aux pertes sur créances de la CIBC, qui comprend des dotations générale et spécifique, s'établissait à 2,2 G\$ au 31 octobre 2000.

En 2000, nous avons vendu sept immeubles de bureaux que nous détenions en propriété exclusive. Ces immeubles sont situés à Vancouver, Edmonton, Hamilton, Montréal, Oshawa et Toronto. Un gain avant impôts de 182 M\$ (128 M\$ après impôts), sur un gain avant impôts total de 333 M\$, a été constaté au cours de l'exercice. Le reste du gain a trait à la partie des locaux que la CIBC continue d'occuper; il sera comptabilisé sur la durée moyenne des baux s'y rapportant, soit environ dix ans. Un autre immeuble a été vendu au cours de l'exercice. Il a procuré un gain avant impôts net de 21 M\$ (15 M\$ après impôts).

Capital

Au 31 octobre 2000, le total du capital réglementaire de la CIBC s'élevait à 16,1 G\$, en hausse de 0,7 G\$ comparativement à celui de 1999. Toujours à la même date, les ratios du capital de première catégorie et du capital total s'élevaient à 8,7 % et à 12,1 % respectivement, soit une augmentation de 8,3 % et de 11,5 % sur ceux en vigueur au 31 octobre 1999.

Valeur pour les actionnaires

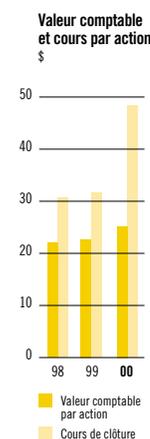
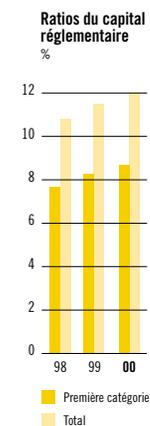
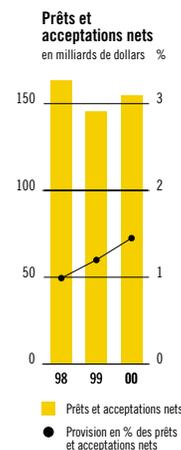
Au 31 octobre 2000, le cours de l'action ordinaire de la CIBC s'établissait à 48,40 \$, en hausse de 16,70 \$ ou 53 % par rapport à 31,70 \$ à la fin de 1999. Le rendement du cours de l'action s'est élevé à 57,5 %, soit un taux très supérieur à celui de l'indice bancaire, qui affichait 40,4 %.

Les dividendes se sont chiffrés à 1,29 \$ l'action, soit un rendement des actions de 2,7 % selon le cours de clôture de l'exercice. La valeur comptable par action s'est établie à 25,17 \$ par action en 2000, contre 22,68 \$ en 1999.

Au cours de l'exercice, aux termes de son offre publique de rachat régulière qui a débuté le 15 décembre 1999, la CIBC a racheté, à des fins d'annulation, 26,5 millions d'actions ordinaires en contrepartie de 1 074 M\$. L'offre prend fin le 14 décembre 2000.

Perspective

L'exercice 2000 a été couronné de succès, mais l'avenir s'annonce plus difficile. L'économie devrait s'affaiblir en 2001 et les taux d'intérêt devraient être moins favorables. Bien que notre bilan demeure solide, certains signes indiquent déjà un ralentissement possible des marchés financiers et des marchés du crédit dans les mois à venir. Nous avons l'intention de continuer à miser sur nos initiatives stratégiques et à mieux répondre aux besoins de nos clients. Ces investissements sont importants, car notre croissance à long terme en dépend.



Revue des secteurs d'exploitation

Priorité de la CIBC : accroître la valeur pour les actionnaires

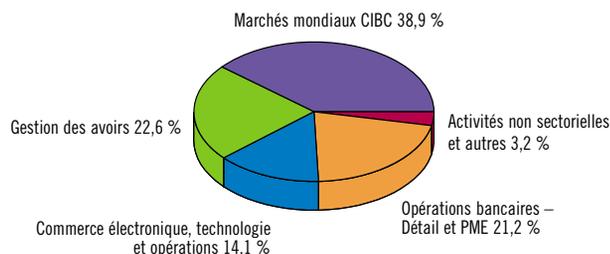
Commerce électronique, technologie et opérations	Opérations bancaires – Détail et PME	Gestion des avoirs	Marchés mondiaux CIBC
<p>Ce secteur, moteur technologique de la CIBC, comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> les opérations et les services commerciaux et les fonctions technologiques les activités commerciales, y compris les produits de cartes, les prêts hypothécaires, l'assurance, les paiements et les services bancaires électroniques les nouveaux projets commerciaux, y compris Amicus (services bancaires électroniques et par Internet) et cibc.com (nouvelles entreprises) 	<p>Ce secteur offre des services financiers, à savoir des produits de prêt, de dépôt et de placement, par l'entremise des centres bancaires de la CIBC, des GAB, des services bancaires par PC et des services bancaires téléphoniques, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> plus de cinq millions de particuliers 350 000 petites entreprises au Canada 350 000 clients de détail et clients commerciaux dans les Antilles 	<p>Ce secteur aide les particuliers à atteindre leurs objectifs financiers grâce à une équipe de ventes de 2 900 planificateurs financiers professionnels. Il regroupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> plus de 1,5 million de clients du secteur Gestion des avoirs des services de courtage traditionnel et de courtage à escompte des fonds mutuels des CPG des services bancaires privés et fiduciaires des services de gestion des placements des services bancaires et services de crédit 	<p>Ce secteur offre des solutions financières intégrées aux clients des services bancaires pour l'investissement et la grande entreprise partout en Amérique du Nord, ainsi que certains produits en Europe et en Asie. Ses domaines de spécialisation sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> les services bancaires pour l'investissement et la grande entreprise, y compris les fusions et les acquisitions la recherche, la vente et la négociation de titres et de produits dérivés les services de banque d'affaires les services bancaires aux entreprises

Groupes fonctionnels

Les quatre groupes fonctionnels offrent des services de soutien aux secteurs d'exploitation, les coûts liés à ces services étant habituellement imputés aux secteurs. Ces groupes sont les suivants :

- Trésorerie et gestion du bilan** – Ce groupe gère le processus d'allocation des ressources du bilan de la CIBC pour s'assurer de la solidité et de l'efficacité de la structure du capital au sein des entités légales et il s'occupe du financement de l'actif et du passif, ainsi que de la gestion des liquidités, de l'encaisse et des garanties.
- Gestion du risque** – Ce groupe gère, de façon centralisée, le degré d'exposition de la CIBC aux risques de crédit, de marché et d'exploitation.
- Administration** – Ce groupe offre des services de soutien et de régie d'entreprise aux secteurs d'exploitation afin de s'assurer que la CIBC, ses divisions et ses filiales exercent leurs activités d'une manière intégrée, contrôlée et efficace.
- Développement de l'entreprise** – Ce groupe vise à encourager l'esprit d'entreprise chez les dirigeants des secteurs d'exploitation et à trouver des moyens de créer de la valeur pour longtemps.

Revenu par secteur d'exploitation (exercice terminé le 31 octobre 2000)



La présentation de l'information de la CIBC

En 2000, la CIBC a modifié sa façon de présenter l'information financière, laquelle est maintenant axée sur la structure organisationnelle de gestion qui avait été annoncée le 3 juin 1999. Nous avons maintenant quatre secteurs d'exploitation, soit Commerce électronique, technologie et opérations (Commerce électronique); Opérations bancaires – Détail et PME; Gestion des avoirs; et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs sont soutenus par quatre groupes fonctionnels, qui sont : Trésorerie et gestion du bilan (TGB), Gestion du risque, Administration et Développement de l'entreprise. Les chiffres correspondants des deux anciennes unités d'exploitation stratégiques, soit Banque pour les particuliers et les entreprises et Marchés mondiaux CIBC, ont été retraités pour tenir compte de la nouvelle présentation de l'information financière.

La CIBC a lancé un modèle, le modèle de gestion fabricant-client secteur-distributeur, qui vise à mesurer et à présenter les résultats d'ex-

ploitation des quatre secteurs d'exploitation. En vertu de ce modèle, les paiements internes des commissions de vente et des frais de service de distribution sont effectués au sein des secteurs. De plus, les revenus et les frais liés à certaines activités (tels que les paiements dont il est question sous la rubrique Commerce électronique) sont imputés aux secteurs d'exploitation. Quant aux revenus et aux frais des quatre groupes fonctionnels, ils sont habituellement imputés aux quatre secteurs d'exploitation. La direction utilise ce modèle pour mieux comprendre les facteurs économiques de nos segments clients, de nos produits et de nos réseaux de distribution.

Ce modèle fait appel à des estimations et à des méthodes d'allocation pour préparer l'information financière sectorielle. Il se peut que ces estimations et méthodes soient éventuellement améliorées et que les chiffres de plusieurs périodes soient retraités.

BÉNÉFICE SECTORIEL		Commerce électronique	Opérations bancaires – Détail et PME	Gestion des avoirs	Marchés mondiaux CIBC	Activités non sectorielles et autres ⁽¹⁾	Total CIBC
en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre							
2000	Revenu net d'intérêts (BIE) ⁽²⁾	2 253 \$	1 053 \$	576 \$	407 \$	124 \$	4 413 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 312	243	1 837	4 138	267	7 797
	Revenus intersectoriels ⁽³⁾	(1 849)	1 294	351	204	-	-
	Total du revenu (BIE)⁽²⁾	1 716	2 590	2 764	4 749	391	12 210
	Frais autres que d'intérêts	1 155	1 809	2 080	2 906	177	8 127
	Charge de restructuration	(28)	10	(11)	-	(2)	(31)
	Dotation aux pertes sur créances	169	514	1	286	250 ⁽⁴⁾	1 220
	Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	420	257	694	1 557	(34)	2 894
	Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	97	52	233	434	18	834
	Bénéfice (perte) net(te)	323 \$	205 \$	461 \$	1 123 \$	(52) \$	2 060 \$
1999	Revenu net d'intérêts (BIE) ⁽²⁾	2 178 \$	975 \$	630 \$	811 \$	(57) \$	4 537 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 365	173	1 245	2 843	102	5 728
	Revenus intersectoriels ⁽³⁾	(1 895)	1 350	331	213	1	-
	Total du revenu (BIE)⁽²⁾	1 648	2 498	2 206	3 867	46	10 265
	Frais autres que d'intérêts	1 149	1 753	1 925	2 608	137	7 572
	Charge de restructuration	77	68	53	182	46	426
	Dotation aux pertes sur créances	103	238	14	245	150 ⁽⁴⁾	750
	Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	319	439	214	832	(287)	1 517
	Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	120	148	38	292	(110)	488
	Bénéfice (perte) net(te)	199 \$	291 \$	176 \$	540 \$	(177) \$	1 029 \$
1998	Revenu net d'intérêts (BIE) ⁽²⁾	2 140 \$	997 \$	556 \$	740 \$	5 \$	4 438 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 096	224	1 257	2 100	127	4 804
	Revenus intersectoriels ⁽³⁾	(1 750)	1 248	335	166	1	-
	Total du revenu (BIE)⁽²⁾	1 486	2 469	2 148	3 006	133	9 242
	Frais autres que d'intérêts	832	1 660	1 760	2 700	94	7 046
	Charge de restructuration	-	-	-	79	-	79
	Dotation aux pertes sur créances	119	186	-	(25)	200 ⁽⁴⁾	480
	Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	535	623	388	252	(161)	1 637
	Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	202	252	125	57	(55)	581
	Bénéfice (perte) net(te)	333 \$	371 \$	263 \$	195 \$	(106) \$	1 056 \$

(1) Les activités non sectorielles et autres comprennent les quatre groupes fonctionnels, soit Trésorerie et gestion du bilan (TGB), Gestion du risque, Administration et Développement de l'entreprise, qui offrent leur soutien aux secteurs d'exploitation de la CIBC, les services de garde de titres de CIBC Mellon, ainsi que d'autres éléments de revenus et frais non directement imputables aux quatre secteurs d'exploitation. Le revenu, les frais, le capital et les éléments du bilan du groupe TGB sont répartis entre les quatre secteurs d'exploitation selon une méthode qui combine le modèle de prix de transfert de fonds et le modèle de répartition du revenu, des frais, des éléments du bilan et du capital. Le groupe TGB est responsable de la gestion globale du bilan (incluant celle du capital). En outre, la division Trésorerie, intégrée dans le groupe TGB, offre tous les services de financement ainsi que ceux de gestion des liquidités, de l'encaisse et des garanties de l'ensemble des secteurs d'exploitation. Les frais des groupes Administration et Gestion du risque sont aussi habituellement imputés aux secteurs d'exploitation. En 2000, le poste « Autres » comprend également la dotation générale aux pertes sur créances de 250 M\$ ainsi qu'un gain avant impôts de 203 M\$ réalisé à la vente d'immeubles de bureaux de la CIBC. En 1999, le poste « Autres » incluait une dotation générale aux pertes sur créances de 150 M\$, une charge de restructuration de 83 M\$ et une moins-value des placements de 125 M\$.

(2) Sur une base d'imposition équivalente (BIE). Le revenu net d'intérêts comprend le revenu exonéré d'impôt tiré de certains titres. Étant donné que ce revenu n'est pas imposable pour la CIBC, le taux d'intérêt ou le dividende qu'elle reçoit est beaucoup moins élevé que celui qui s'appliquerait à un prêt de même montant. Comme les répercussions du revenu exonéré d'impôt varient d'un exercice à l'autre, ce revenu a été rajusté sur une base d'imposition équivalente pour obtenir une mesure uniforme et ainsi permettre la comparaison du revenu net d'intérêts. Un rajustement équivalent et compensatoire a été effectué pour augmenter la charge d'impôts.

(3) Les revenus intersectoriels représentent les commissions de vente internes, les frais de service et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-client secteur-distributeur.

(4) Représente une augmentation de la dotation générale aux pertes sur créances.

Commerce électronique, technologie et opérations

NOS PRIORITÉS CONSISTENT À :

- élargir considérablement notre clientèle du secteur du détail en offrant des services dynamiques
- soutenir les activités commerciales courantes de la CIBC en offrant des conseils en matière de technologies, de processus, de produits et de commerce
- fournir aux différents secteurs d'activité de la CIBC des solutions électroniques ou technologiques de pointe rentables et utiles à leurs intérêts commerciaux
- rechercher de nouveaux débouchés pour le commerce électronique dans le cadre d'investissements directs ou de contreparties

Le groupe Commerce électronique, technologie et opérations (Commerce électronique) a été formé en 1999 pour permettre à la CIBC d'axer ses ressources sur une nouvelle façon d'élaborer, de commercialiser et de distribuer ses services financiers à l'ère des changements technologiques rapides. Le revenu de ce groupe, qui emploie environ 15 300 personnes, compte pour 14 % du revenu de la CIBC.

Ce groupe combine technologies et services commerciaux pour maximiser les technologies de la CIBC. Le groupe Commerce électronique comprend les fonctions opérations et technologies ainsi que les activités commerciales suivantes : produits de cartes, prêts hypothécaires, assurance, Amicus, cibc.com, paiements et services bancaires électroniques.

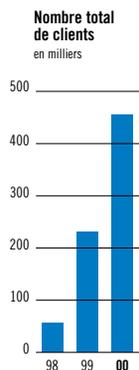
Amicus

Cette année, nous avons créé Amicus afin de réunir tous nos services bancaires électroniques en comarque offerts dans des établissements de détail : Services financiers le Choix du Président (les Compagnies Loblaw Limitée), Marketplace Bank (Winn-Dixie Stores Inc.), Safeway SELECT Bank (Safeway Inc.), Yahoo! PayDirect et Bank@work. Amicus est un service bancaire électronique et service par Internet avec kiosques dans des établissements de détail. La stratégie d'Amicus consiste à

attirer de nouveaux clients en offrant des services bancaires électroniques à faible coût dans des établissements de détail qui affichent une marque de commerce. Amicus permet aux clients d'avoir aisément accès à des services bancaires à faible coût, et à la CIBC d'atteindre des millions de nouveaux clients, et il permet aussi aux détaillants avec lesquels nous avons signé des alliances de profiter de nos services bancaires. Nos relations actuelles nous donnent accès à environ 45 millions de clients au Canada et aux États-Unis. Nous croyons que cette stratégie se traduira par un accroissement marqué de notre clientèle au cours des prochaines années.

C'est avec les Services financiers le Choix du Président, lancés en 1998, que nous avons conclu notre première alliance stratégique. Nous comptons maintenant 167 kiosques bancaires dans les magasins Loblaw. Ces kiosques offrent aux clients des services bancaires électroniques sans frais, notamment des comptes de chèques et d'épargne, des prêts hypothécaires et des REER. Selon un sondage interne, plus de 74 % des clients étaient très satisfaits ou extrêmement satisfaits

des services offerts, contre 60 % dans l'industrie. Les prêts et les dépôts gérés par kiosque ont augmenté de 280 % en glissement annuel, et les fonds gérés par client se sont accrus de 56 %.



NOS RÉALISATIONS



DAVID MARSHALL
Vice-président du conseil

Notre rendement en regard des objectifs fixés pour 2000

Cible

Doubler en un an la clientèle des services bancaires électroniques

Résultat

- Le nombre de clients des services bancaires électroniques s'est accru de 97 %, passant de 231 000 à 456 000, principalement grâce à des alliances conclues avec des détaillants en alimentation.

Cible

Hausser de 50 % en un an les ventes de produits bancaires offerts par voie électronique

Résultat

- Le volume des ventes de services bancaires téléphoniques et par PC a progressé de 16 %. L'augmentation du nombre d'appels reçus nous a empêchés de passer tous les appels de commercialisation qui auraient été nécessaires pour réaliser notre objectif de croissance des ventes et maintenir les frais conformes au montant ciblé. Compte tenu d'Amicus, le taux d'augmentation a été de 48 %.

Cible

Changer les procédés administratifs qui n'assurent pas un bon service à la clientèle ou dont les coûts dépassent les points de référence de l'industrie

Résultat

- Afin de bien gérer la croissance des services bancaires téléphoniques, nous ouvrirons un nouveau centre de communication à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, au début de 2001.

Objectifs permanents

- Obtenir un rendement des capitaux propres de 17 % à 20 %, en excluant Amicus
- Attirer au moins un million de nouveaux clients d'Amicus d'ici la fin de 2002
- Mettre en place deux nouveaux cibc.com chaque année

Marketplace Bank, lancée à la fin de 1999, est une alliance entre la CIBC et Winn-Dixie Stores Inc., un important détaillant en alimentation du sud-est des États-Unis qui sert 14 millions de clients. À la fin de l'exercice, 38 kiosques Marketplace Bank étaient en place, et 75 % des clients se disaient satisfaits.

Notre alliance avec Safeway Inc., annoncée en juin, s'inspire de notre alliance avec les Services financiers le Choix du Président. Safeway figure dans les premiers 10 % du palmarès des entreprises Fortune 500. Elle compte plus de 1 400 magasins aux États-Unis et est le troisième plus important détaillant en alimentation et en médicaments. Nous avons ouvert 25 kiosques Safeway au quatrième trimestre.

En plus de regrouper les Services financiers le Choix du Président, Marketplace Bank et Safeway SELECT Bank, Amicus englobe, depuis peu, Yahoo! et Bank@work.

Yahoo! PayDirect permet aux clients américains de recevoir et d'envoyer des paiements sur Internet facilement et rapidement.

Bank@work est un programme de services bancaires sans frais qui est offert à 10 importants employeurs canadiens, à 12 emplacements différents. Corporation Nortel Networks est notre plus important client, et plus de 80 % des employés de Nortel à Toronto bénéficient de nos services. Nous prévoyons continuer d'élargir Bank@work, parce qu'il constitue une façon peu coûteuse d'attirer de nouveaux clients et qu'il peut s'appliquer à des centaines d'alliances au Canada et aux États-Unis.

Les frais engagés pour Amicus se sont élevés à 267 M\$ en 2000. La CIBC compte engager des frais plus élevés en 2001. Au fur et à mesure que la croissance se poursuit, Amicus devrait devenir le fer de lance de la stratégie de croissance de la CIBC dans le secteur du détail.

Après la fin de l'exercice, la CIBC a annoncé son intention de former une alliance à long terme avec le Groupe Investors Inc., Great-West Lifeco Inc. et London Life, Compagnie d'Assurance-Vie pour distribuer un éventail complet de produits et services financiers arborant leurs marques distinctives. Amicus fournira les produits, les services, l'infrastructure d'exploitation et la technologie nécessaires. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation et de la conclusion des ententes finales, les nouveaux produits devraient être lancés en 2001, et le Groupe Investors Inc. en sera le premier distributeur. Cette toute dernière alliance démontre une fois de plus la souplesse de notre plate-forme de services bancaires électroniques.

En 2001, nous prévoyons au moins doubler le nombre de nos kiosques bancaires chez les détaillants avec qui nous avons conclu des alliances, et lancer deux nouvelles cartes bancaires Amicus.

Services bancaires électroniques directs

Les clients de la CIBC effectuent 90 % de leurs opérations par voie électronique.

La CIBC possède l'un des plus grands réseaux de guichets automatiques bancaires au Canada. Les nouvelles technologies font des avancées, y compris les services bancaires sans fil et la technologie de la reconnaissance de la parole dans tous les centres téléphoniques de la CIBC. Nos centres téléphoniques, situés à Regina, Toronto, Fredericton et Halifax, offrent des services bancaires à plus de 2,4 millions de clients. Au cours de l'exercice, le centre de Halifax a été certifié ISO 9000 par l'Organisation internationale de normalisation.

cibc.com

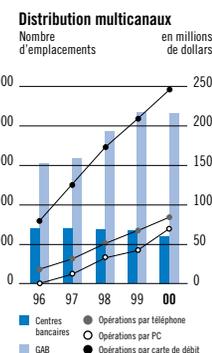
En 2000, nous avons établi cibc.com pour rechercher de nouvelles occasions d'affaires rentables dans le domaine du commerce électronique. Le mandat de cibc.com consiste à effectuer des investissements stratégiques dans des nouvelles entreprises de technologie afin de convertir des idées en projets rentables qui aideront la CIBC à offrir à ses clients des solutions bancaires innovatives par Internet, et à ses actionnaires, un rendement supérieur sur leurs actions. cibc.com aura comme principal objectif d'investir dans de nouvelles plates-formes d'affaires et de commerce électronique et d'en créer de nouvelles, telles que les solutions de titres sur Internet de VeriSign. cibc.com travaillera à ce projet de concert avec le groupe de services de banque d'affaires de la CIBC. Par l'entremise de VeriSign, la CIBC offre un service de gestion complète des titres aux entreprises canadiennes. Ce service fait appel à la meilleure technologie pratique qui soit pour les communications et les applications de commerce électronique sur Internet. Il y a aussi Procuron, marché électronique interentreprises de prestation de services, dont la CIBC est un des membres fondateurs.

Produits de cartes

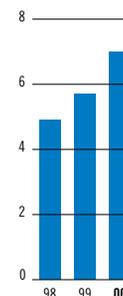
Nous sommes le plus grand émetteur de cartes bancaires au Canada. De fait, notre part du marché des cartes dépasse les 30 %, et celle du marché des cartes haut de gamme, se chiffre à 43 %. Nous avons 3,9 millions de comptes, et 30 % des nouveaux clients de la CIBC se sont d'abord procuré une carte CIBC avant de bénéficier des autres services de la banque, compte non tenu d'Amicus.

Nous devons notre succès à notre capacité proactive à attirer de nouveaux clients et à notre stratégie touchant nos produits en comarque, qui nous permettent d'offrir une gamme de cartes qui aident les clients à accumuler des points-voyages et des points de récompense. L'an dernier, nous avons renforcé notre programme de points-voyages en prorogant notre contrat avec Air Canada jusqu'en décembre 2000. Au cours de l'exercice, nous avons lancé la carte Aéro Or pour les petites entreprises.

Au cours des 12 derniers mois, le secteur des cartes, selon les soldes moyens administrés de 7,0 G\$, a affiché une croissance de 23 %.



Soldes de cartes administrés
en milliards de dollars



Prêts hypothécaires

Hypothèques CIBC Inc. maintient sa position de chef de file dans les marchés canadiens des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts hypothécaires aux entreprises. Cette année, le « Better Than Prime Mortgage », le plus populaire de nos nouveaux produits, a continué sur sa lancée et il compte maintenant pour 17 % des nouveaux prêts hypothécaires à l'habitation. Hypothèques CIBC Inc. mise sur une démarche multimarques et multicanaux, en vendant des prêts dans les centres ban-

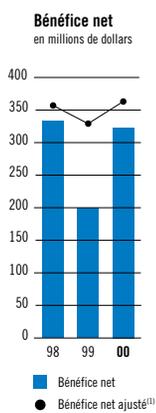
caires de la CIBC et par l'entremise d'une équipe de ventes nationale. Les prêts hypothécaires sont également vendus sous la marque Services financiers le Choix du Président et sous d'autres marques privées. Le volume de prêts hypothécaires à l'habitation s'est accru de 10 % en 2000 et, sur ce marché, la CIBC occupe une part de 12,2 %. Les prêts hypothécaires administrés ont grimpé de 9 % par rapport à ceux de 1999, soit près de deux fois le taux de croissance du marché.

Résultats financiers – Commerce électronique

Bénéfice net

En 2000, le bénéfice net du Commerce électronique s'est élevé à 323 M\$, en hausse de 124 M\$ sur celui de 1999. Le bénéfice net de 2000 inclut un gain après impôts de 97 M\$ à la vente de nos entreprises d'assurances IARD, ainsi qu'un crédit après impôts de 16 M\$ pour ajuster la provision pour restructuration de 1999. Le bénéfice net de 1999 comprenait une charge de restructuration après impôts de 44 M\$.

En 1999, le bénéfice net s'est établi à 199 M\$, en baisse de 134 M\$ par rapport à celui de 1998. Cette chute est attribuable en partie à la charge de restructuration après impôts de 44 M\$ en 1999 et à une charge après impôts de 28 M\$ liée à la révision de la durée de vie utile estimative de certains biens technologiques.



(1) Le bénéfice net a été ajusté pour tenir compte des éléments suivants : la restructuration, le gain à la vente des entreprises d'assurances IARD, les frais engagés pour Amicus et la révision de la durée de vie utile estimative de certains biens technologiques.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Revenu net d'intérêts (BIE)	2 253 \$	2 178 \$	2 140 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 312	1 365	1 096
Revenus intersectoriels	(1 849)	(1 895)	(1 750)
Total du revenu (BIE)	1 716	1 648	1 486
Frais autres que d'intérêts	1 155	1 149	832
Charge de restructuration	(28)	77	-
Dotations aux pertes sur créances	169	103	119
Bénéfice net avant charge d'impôts	420	319	535
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	97	120	202
Bénéfice net	323 \$	199 \$	333 \$
Employés équivalents à temps plein	15 264	15 346	14 930

Les éléments figurant dans le tableau ci-dessous permettent de comparer les résultats du Commerce électronique pour les exercices 2000, 1999 et 1998 :

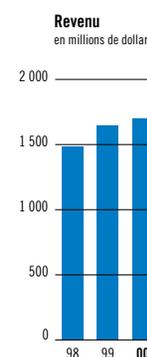
COMMERCE ÉLECTRONIQUE

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Total du revenu avant éléments ci-dessous	1 619 \$	1 648 \$	1 486 \$
Gain à la cession d'éléments d'actif non sectoriels	97	-	-
Total du revenu	1 716 \$	1 648 \$	1 486 \$
Frais autres que d'intérêts avant éléments ci-dessous	888 \$	999 \$	790 \$
Amicus	267	102	42
Révision de la durée de vie utile estimative de certains biens technologiques	-	48	-
Frais autres que d'intérêts	1 155 \$	1 149 \$	832 \$
Coefficient de rendement	65,7 %	74,4 %	56,0 %
Coefficient de rendement, excluant la charge de restructuration et les éléments ci-dessous	56,2 %	60,6 %	53,2 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	22,8 %	12,5 %	23,5 %
RCP, excluant la charge de restructuration et éléments ci-dessous	26,3 %	22,3 %	24,0 %

Revenu

Sur une base d'imposition équivalente (BIE), le revenu du Commerce électronique a totalisé 1 716 M\$ en 2000. Compte non tenu du gain à la vente de nos entreprises d'assurances IARD, le revenu s'est élevé à 1 619 M\$, en baisse de 29 M\$ ou 2 % par rapport à celui de 1999. Cette diminution, largement attribuable au manque à gagner des entreprises d'assurances abandonnées et à la chute du bénéfice de trésorerie, a été en partie atténuée par la croissance enregistrée dans le secteur des produits de cartes.

En 1999, le revenu du Commerce électronique avait totalisé 1 648 M\$, soit une hausse de 162 M\$ ou 11 % sur celui de 1998 occasionnée par la croissance dans le secteur, en particulier dans celui des produits de cartes.



REVENU

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Total du revenu (BIE)			
Prêts hypothécaires ⁽¹⁾	334 \$	340 \$	399 \$
Produits de cartes ⁽¹⁾	912	778	691
Assurances	245	233	226
Autres	225	297	170
	1 716 \$	1 648 \$	1 486 \$

(1) Les revenus tirés des prêts hypothécaires et des produits de cartes sont présentés déduction faite des commissions de vente et des frais de service versés aux autres secteurs d'exploitation en vertu du modèle de gestion fabricant-client secteur-distributeur. Ces commissions de vente et frais de service ont totalisé 106 M\$ (94 M\$ en 1999 et 88 M\$ en 1998) dans le cas des prêts hypothécaires et 46 M\$ (37 M\$ en 1999 et en 1998) dans le cas des cartes.

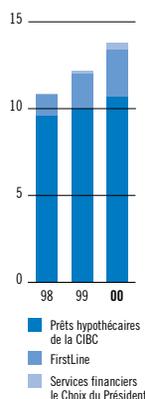
Les prêts hypothécaires comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts hypothécaires aux entreprises. Les revenus ont totalisé 334 M\$, en baisse de 6 M\$ ou 2 % sur ceux de 1999. Les soldes de prêts hypothécaires ont augmenté, mais les revenus ont baissé à cause de l'affaiblissement des marges d'intérêts et du fait que la montée des taux d'intérêt a entraîné un recul des frais perçus pour paiement anticipé.

Les produits de cartes sont constitués d'un portefeuille de cartes de crédit et de débit et d'activités de banque d'affaires. Les revenus ont totalisé 912 M\$, en hausse de 134 M\$ sur ceux de 1999. Cette augmentation s'explique par la croissance de 21 % du volume d'achat par carte et de 23 % des soldes moyens administrés.

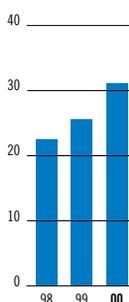
Après la fin de l'exercice, la CIBC et National Data Corporation (NDC) d'Atlanta (Géorgie) ont annoncé une entente en vue de la formation d'une alliance de commercialisation d'une durée de dix ans. Cette alliance vise à rehausser et à élargir les produits et services offerts aux marchands en Amérique du Nord. Les Services de cartes aux marchands de la CIBC se joindront au secteur du traitement des paiements de NDC pour former Global Payments Inc., une nouvelle société ouverte. Aux termes de l'entente, la CIBC vendra son entreprise d'acquisition de marchands, division des produits de cartes, et acquerra une participation en actions de 26,25 % dans Global Payments Inc. Cette opération est assujettie à l'obtention des approbations des organismes de réglementation au Canada et aux États-Unis.

L'assurance propose des produits d'assurance-crédit ainsi que des produits d'assurances IARD. Les revenus ont totalisé 245 M\$, en hausse de 12 M\$ sur ceux de 1999. Cette augmentation s'explique principalement par le gain à la vente d'entreprises d'assurances IARD à la fin d'août. Compte non tenu de ce gain, les revenus se sont établis à 148 M\$, en baisse de 85 M\$ sur ceux de 1999 par suite de l'abandon des activités de souscription de produits d'assurance vie directe en avril et d'assurances IARD ainsi que de l'accroissement des réserves. Dans l'avenir, les activités d'assurance seront axées sur la distribution et la commercialisation de l'assurance-crédit, de l'assurance vie temporaire et de l'assurance frais médicaux et décès accidentel lors de voyages, ainsi que sur l'amélioration du rendement du capital. L'accent mis sur la distribution et la commercialisation permettra d'accroître les ventes effectuées par l'entremise des réseaux de la CIBC.

Montage de prêts hypothécaires en milliards de dollars



Volumes d'achat par carte en milliards de dollars



Le poste Autres comprend Amicus, les services bancaires électroniques et le libre-service bancaire, l'attribution d'une partie du bénéfice de trésorerie ainsi que les services technologiques INTRIA pour le compte de tiers. Les revenus ont totalisé 225 M\$, en baisse de 72 M\$ sur ceux de 1999. Cette diminution est surtout attribuable à la chute du bénéfice de trésorerie.

En outre, des revenus de 1 849 M\$ (1 895 M\$ en 1999) ont été gérés et entièrement attribués aux autres secteurs d'exploitation de la CIBC. Ces revenus sont en grande partie liés aux activités de paiement.

Frais

Les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 1 155 M\$ en 2000, en hausse de 6 M\$ ou 1 % sur ceux de 1999, exclusion faite de la charge de restructuration constatée en 1999 et de l'ajustement effectué en 2000. Le programme de compression des coûts du Commerce électronique a permis de réaliser des économies qui ont en partie neutralisé les frais engagés pour Amicus et d'autres initiatives stratégiques. Les frais engagés pour Amicus ont totalisé 267 M\$ (102 M\$ en 1999 et 42 M\$ en 1998), soit 23 % des frais autres que d'intérêts.

Le coefficient de rendement a été de 56,2 %, en baisse par rapport à 60,6 % en 1999 et 53,2 % en 1998, exclusion faite du gain à la vente de nos entreprises d'assurances IARD, des frais engagés pour Amicus, de la restructuration et de la révision de la durée de vie utile estimative de certains biens technologiques.

En 2000, il y avait 15 264 employés équivalents à temps plein, soit 82 de moins qu'en 1999, la croissance d'Amicus ayant partiellement neutralisé la diminution du nombre d'employés occasionnée par la vente des entreprises d'assurances et par d'autres mesures de réduction des coûts. En 1999, il y avait 416 employés équivalents à temps plein de plus qu'en 1998.

En 1999, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 101 M\$, en hausse de 269 M\$ ou 32 % par rapport à ceux de 1998. Ces frais ne comprenaient pas la charge de restructuration de 77 M\$ et la charge de 48 M\$ liée à la révision de la durée de vie utile estimative de certains biens technologiques. L'augmentation des frais a été occasionnée par la préparation au passage à l'an 2000 et par la croissance des activités.

Dotation aux pertes sur créances

La dotation aux pertes sur créances a totalisé 169 M\$, une hausse de 64 % par rapport à celle de 1999. Cette progression s'explique par la solide croissance du volume des services de cartes et par la maturation des nouveaux comptes.

Actif moyen

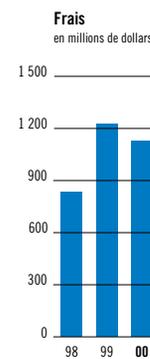
En 2000, l'actif moyen s'est situé à 77,4 G\$, une hausse de 9,6 G\$ ou 14,2 % sur celui de 1999 occasionnée par la croissance des secteurs des cartes et des prêts hypothécaires.

ÉCHELLE

- 52 G\$ en prêts hypothécaires à l'habitation, 7,7 G\$ en actif de cartes administré
- Traitement annuel de plus de cinq milliards d'opérations par l'entremise d'INTRIA
- Près de 800 000 clients de Banque par PC, plus de deux millions de clients des services bancaires téléphoniques

POSITION SUR LE MARCHÉ

- Principal émetteur de cartes de crédit au Canada
- Principal traiteur d'opérations VISA et de débit Interac



Opérations bancaires – Détail et PME

NOS PRIORITÉS CONSISTENT À :

- Améliorer le taux de fidélisation de la clientèle
- Accélérer la croissance de la rentabilité

Le secteur Opérations bancaires – Détail et à PME offre des services financiers à plus de cinq millions de clients du secteur du détail et 350 000 PME au Canada, ainsi qu'à 350 000 clients du secteur du détail et du secteur commercial aux Antilles. Les produits de prêt, de dépôt et de placement ainsi que d'autres services bancaires sont offerts par le vaste réseau de centres bancaires de la CIBC ainsi que par des réseaux électroniques. Les revenus de ce secteur, qui emploie environ 20 500 personnes, comptent pour 21 % des revenus de la CIBC.

Au cours de l'exercice, nous avons réparti notre clientèle en deux groupes distincts (Détail et PME) et nous avons continué à définir les facteurs économiques qui sous-tendent ce secteur. Nous avons également établi les paramètres de rendement de ces groupes et avons accru leurs responsabilités.

Opérations bancaires – Détail

Le secteur Opérations bancaires – Détail a enregistré de solides résultats financiers tout en procédant à une restructuration majeure, qui comprenait la reconfiguration du réseau des centres bancaires. Environ 90 % des opérations de base effectuées par les clients se font par voie électronique, bien que la plupart des produits financiers soient encore vendus par les centres. Afin de continuer à mettre l'accent sur l'accroissement des ventes, nous avons adopté, pour les centres bancaires, un modèle visant à répartir le personnel de première ligne et à déployer le plus grand nombre d'employés des ventes et service en fonction de l'achalandage.

Nous sommes déterminés à fidéliser notre clientèle. Au cours de l'exercice, nous avons surtout cherché à rationaliser nos procédés, à simplifier notre gamme de produits, à investir dans la technologie et dans la formation pour offrir les meilleurs services, et à améliorer sensiblement la satisfaction qu'éprouve le client à faire des affaires chez nous. Nos efforts ont porté fruit, puisque selon un sondage interne, le taux de fidélisation de la clientèle se serait accru de 2 %.

De plus, la CIBC a investi 100 M\$ dans la modernisation technologique et dans la formation du personnel de première ligne. Dans les centres bancaires, 5 000 nouveaux ordinateurs personnels et serveurs ont été installés, et nous continuons d'améliorer notre infrastructure au moyen de systèmes d'exploitation efficaces. Pour accroître les compétences de nos employés, nous avons mis sur pied de nouveaux programmes de formation, y compris un programme de formation « Université opérations de détail CIBC ». Plus de 5 000 employés participeront à ce programme au cours de la prochaine année.

Opérations – PME

Au cours de l'exercice, nous avons établi un groupe distinct composé de 2 000 professionnels voués à l'amélioration des services aux PME. Ce groupe est formé d'équipes qui consolideront notre prestation intégrée afin de mieux répondre aux besoins personnels et aux besoins en matière de services financiers d'affaires de nos clients et d'établir les assises pour améliorer la continuité des relations.

Pour faciliter l'accès au financement des nouvelles entreprises, nous avons simplifié le financement par crédit et par découvert. Nous avons accru notre part du marché des prêts aux PME, et nous nous sommes considérablement rapprochés de notre objectif, qui vise à accroître nos prêts aux PME.

NOS RÉALISATIONS



MIKE PEDERSEN
Premier vice-président à la direction

Notre rendement en regard des objectifs fixés pour 2000

Cible

Améliorer le taux de fidélisation de la clientèle de 10 % d'ici 2002

Résultat

- Selon un sondage interne mené en octobre 2000, le taux de rétention de la clientèle s'est amélioré de 2 % en 2000 par rapport à 1999.

Cible

Devenir, d'ici 2002, le chef de file des services bancaires aux PME

Résultat

- Dans le cadre d'un récent sondage externe mené auprès de PME, la CIBC s'est classée au premier rang des banques canadiennes; 77 % des propriétaires de PME qui traitent avec elle lui confient également leurs affaires bancaires personnelles.
- Selon les dernières statistiques sur notre part du marché provincial, nous avons augmenté de 27 points de base notre part du marché des prêts de moins de 1 M\$ aux PME.
- Grâce à bizSmart, la CIBC offre aux PME le premier service bancaire en ligne gratuit au Canada.

Cible

Faire croître le volume des prêts aux PME de 15 % par année

Résultat

- À la fin de l'exercice, le volume de prêts aux PME avait augmenté de 12 % par rapport à 1999.

Objectifs permanents

- Obtenir un rendement des capitaux propres de 16 % à 18 % d'ici 2002
- Améliorer le taux de fidélisation de la clientèle de 10 % d'ici 2002
- Devenir le chef de file des services bancaires aux PME d'ici 2002

Nous avons lancé bizSmart, une alliance stratégique avec Bureau en gros et d'autres importants fournisseurs des petites entreprises canadiennes. BizSmart offre aux PME le premier service bancaire en ligne gratuit au Canada. Ce service « clic et mortier » est destiné au marché en croissance rapide que sont les deux millions et plus de clients canadiens qui travaillent à domicile et dans des petits bureaux. Grâce à bizSmart, ils ont accès à des services financiers gratuits et ils peuvent effectuer des achats par voie électronique et bénéficier de services de gestion. Ce service est offert dans des kiosques installés dans les magasins Bureau en gros, sur le site de bizSmart à l'adresse bizSmart.com, par téléphone ou encore, par l'entremise du réseau Télébanque de la CIBC.

Résultats financiers – Opérations bancaires – Détail et PME

Bénéfice net

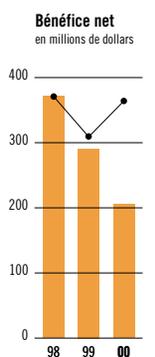
Le secteur Opérations bancaires – Détail et PME a réalisé un bénéfice net de 205 M\$ en 2000, en baisse de 86 M\$ ou 30 % sur celui de 291 M\$ obtenu en 1999. Le bénéfice net de 2000 comprend une dotation supplémentaire après impôts de 143 M\$ aux pertes sur créances liées au portefeuille de prêts étudiants parrainés par le gouvernement, et une charge après impôts de 6 M\$ pour ajuster la charge de restructuration. Quant au bénéfice net de 1999, il incluait une charge de restructuration après impôts de 39 M\$ et un gain de placement de 21 M\$. Compte non tenu de ces éléments, le bénéfice net en 2000 s'est élevé à 354 M\$, en progression de 45 M\$ ou 15 % sur 1999. Cette augmentation provient de l'augmentation des revenus dans le secteur des Opérations bancaires – Détail et PME, en partie annulée par la réduction des écarts de prêt et du bénéfice de trésorerie.

En 1999, le bénéfice net du secteur Opérations bancaires – Détail et PME s'est établi à 291 M\$, en baisse de 80 M\$ ou 22 % par rapport à celui de 1998. Cette diminution s'explique par la hausse de la dotation aux pertes sur créances, une charge de restructuration et la transformation du réseau de centres bancaires en plates-formes ventes et service sectorielles.

OPÉRATIONS BANCAIRES – DÉTAIL ET PME

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Revenu net d'intérêts (BIE)	1 053 \$	975 \$	997 \$
Revenu autre que d'intérêts	243	173	224
Revenus intersectoriels	1 294	1 350	1 248
Total du revenu (BIE)	2 590	2 498	2 469
Frais autres que d'intérêts	1 809	1 753	1 660
Charge de restructuration	10	68	-
Dotation aux pertes sur créances	514	238	186
Bénéfice net avant charge d'impôts	257	439	623
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	52	148	252
Bénéfice net	205 \$	291 \$	371 \$
Employés équivalents à temps plein ⁽¹⁾	15 418	15 717	16 735

(1) Le nombre d'employés équivalents à temps plein a été calculé en fonction des heures normales de travail au cours du mois. Ce nombre est inférieur au nombre total d'employés, qui comprend les employés à temps partiel.



(1) Le bénéfice net a été ajusté pour tenir compte de la restructuration, du gain de placement, des frais engagés pour bizSmart et de la dotation supplémentaire aux prêts étudiants parrainés par le gouvernement.

West Indies

CIBC West Indies demeure l'une des trois meilleures banques dans les principaux marchés où elle exerce ses activités. Nous sommes actifs à Antigua, aux Bahamas, à la Barbade, dans les îles Caïmans, en Jamaïque, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent, dans les Grenadines et aux îles Turks et Caïcos. Nous continuons d'améliorer nos technologies et canaux de distribution pour mieux servir nos 350 000 clients de cette région. Les activités du groupe West Indies ont connu une forte croissance en 2000, tant au chapitre des prêts que des dépôts. En moyenne, d'octobre 1999 à octobre 2000, les activités de prêt, qui comprennent les prêts hypothécaires, les prêts aux particuliers et aux entreprises, et les cartes de crédit, ont augmenté de plus de 15 %; le volume de dépôts a crû de plus de 14 % au cours de la même période.

Les éléments figurant dans le tableau ci-dessous permettent de comparer les résultats des Opérations bancaires – Détail et PME pour les exercices 2000, 1999 et 1998 :

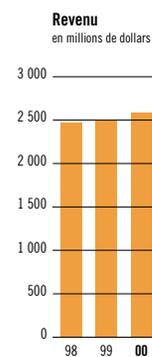
OPÉRATIONS BANCAIRES – DÉTAIL ET PME

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Total du revenu avant élément ci-dessous	2 590 \$	2 477 \$	2 469 \$
Gain à la cession d'un placement non sectoriel	-	21	-
Total du revenu	2 590 \$	2 498 \$	2 469 \$
Frais autres que d'intérêts avant élément ci-dessous	1 792 \$	1 753 \$	1 660 \$
bizSmart	17	-	-
Frais autres que d'intérêts	1 809 \$	1 753 \$	1 660 \$
Dotation aux pertes sur créances avant élément ci-dessous	264 \$	238 \$	186 \$
Dotation supplémentaire aux prêts étudiants	250	-	-
Dotation aux pertes sur créances	514 \$	238 \$	186 \$
Coefficient de rendement	70,2 %	72,9 %	67,2 %
Coefficient de rendement, excluant la charge de restructuration et les éléments ci-dessous	69,2 %	70,8 %	67,2 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	10,2 %	13,8 %	19,4 %
RCP, excluant la charge de restructuration et les éléments ci-dessous	19,3 %	14,7 %	19,4 %

Revenu

Sur une base d'imposition équivalente (BIE), le total du revenu des Opérations bancaires – Détail et PME s'est élevé à 2 590 M\$. Compte non tenu du gain de placement de 21 M\$ constaté en 1999, le revenu en 2000 a grimpé de 113 M\$ ou 5 % par rapport à 1999.

En 1999, le total du revenu de ce secteur d'exploitation s'est chiffré à 2 498 M\$, en hausse de 29 M\$ par rapport à 1998. Cette hausse qui provenait de l'accroissement du volume d'affaires et du gain de placement a été partiellement neutralisée par la baisse du bénéfice de trésorerie et des marges d'intérêts.



REVENU

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Total du revenu (BIE)			
Services bancaires de détail	886 \$	822 \$	834 \$
Services bancaires aux PME	780	678	677
West Indies	268	263	253
Produits de prêt	624	650	607
Autres	32	85	98
	2 590 \$	2 498 \$	2 469 \$

Les Opérations bancaires – Détail desservent les clients qui sont des particuliers (autres que ceux qui font appel au Service Impérial). Les revenus sont tirés des commissions de vente et des frais de service payés par les groupes de produits de la CIBC, surtout les entreprises de produits de placement, de dépôt et de prêt. Les revenus se sont chiffrés à 886 M\$, en hausse de 64 M\$ ou 8 % par rapport à ceux de 1999, par suite de l'accroissement du volume d'affaires associé aux prêts et aux placements et de l'élargissement des marges d'intérêts sur les dépôts des particuliers.

Les Opérations bancaires – PME desservent les clients en assurant un soutien aux petites entreprises, notamment à l'égard des biens personnels des propriétaires. Les revenus sont tirés des commissions de vente et des frais de service payés par les groupes de produits de la CIBC, surtout les entreprises de produits de placement, de dépôt et de prêt. S'établissant à 780 M\$, les revenus se sont renforcés de 102 M\$ ou 15 % en regard de 1999, grâce surtout à la hausse des portefeuilles de dépôts, de placements et de prêts. Le total des soldes de prêts et de dépôts a augmenté de 11 % par rapport à celui inscrit à la fin de 1999.

West Indies assure des services bancaires universels à tous les segments de clientèle par l'entremise d'un réseau de centres bancaires et de canaux électroniques de prestation. Les revenus sont tirés des écarts d'intérêts nets, des commissions de vente et des frais de service. À 268 M\$, les revenus ont progressé de 5 M\$ ou 2 % par rapport à ceux de 1999. Compte non tenu d'un gain de placement de 21 M\$ en 1999, les revenus de 2000 se sont améliorés de 26 M\$ ou 11 % par suite de l'essor du volume d'affaires.

Les produits de prêt sont constitués des portefeuilles de prêts personnels (dont les prêts étudiants), de prêts aux PME et de prêts agricoles. Les revenus sont tirés des écarts d'intérêts nets et des frais de service. Une partie de ces revenus est remise aux secteurs qui s'occupent des services aux clients. Les revenus ont atteint 624 M\$, en baisse de 26 M\$ sur ceux de 1999, par suite de la diminution des marges d'intérêts qui a été en partie annulée par la hausse de 1,4 G\$ du volume de prêts. La réduction des marges découle du fait que les produits entraînant des écarts plus faibles, telles les marges de crédit garanties, ont continué de représenter une part toujours plus grande de la combinaison des produits.

Le poste Autres s'entend principalement de l'attribution d'une tranche du bénéfice de trésorerie. Les revenus se sont établis à 32 M\$, accusant une baisse de 53 M\$ sur ceux de 1999. Cette chute s'explique par la diminution du bénéfice de trésorerie et par une moins-value de l'actif de l'ordre de 6 M\$.

Frais

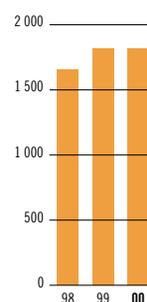
Les frais autres que d'intérêts ont été de 1 809 M\$, en hausse de 56 M\$ ou 3 % sur ceux de 1999, compte non tenu de la charge de restructuration de 68 M\$ constatée en 1999 et d'une charge de 10 M\$ inscrite en 2000 pour ajuster la provision pour restructuration de 1999. Cette augmentation est attribuable en grande partie à l'accroissement de la rémunération d'encouragement fondée sur les résultats d'exploitation, à la montée des pertes autres que de crédit et aux frais stratégiques engagés.

Les frais stratégiques représentent 17 M\$ ou 0,9 % des frais autres que d'intérêts. La plus importante initiative stratégique a été le lancement de bizSmart, notre service bancaire en ligne destiné aux petites entreprises. Les autres programmes d'investissement comprennent un programme majeur de modernisation technologique des centres bancaires et le programme de formation Université opérations de détail CIBC pour les employés des services bancaires de détail, qui consiste en des séances de formation qui se déroulent en classe et dans les centres bancaires.

Compte non tenu de la charge de restructuration des deux exercices, des frais de 17 M\$ engagés pour BizSmart depuis le début de l'exercice 2000 et du gain de 21 M\$ à la cession d'un placement non sectoriel enregistré en 1999, le coefficient de rendement pour 2000 s'est établi à 69,2 %, par rapport à 70,8 % en 1999.

En 2000, il y avait 15 418 employés équivalents à temps plein, soit 299 de moins qu'en 1999, baisse qui est principalement attribuable au programme de restructuration. En ajustant ce recul pour tenir compte des nouveaux centres bancaires, des initiatives technologiques, du lancement de bizSmart, de la formation d'équipes de conseillers pour les PME ainsi que des employés en voie de quitter des postes qui ont été réaménagés, le nombre d'employés équivalents à temps plein a diminué de 855 ou 5 %, par rapport à 1999.

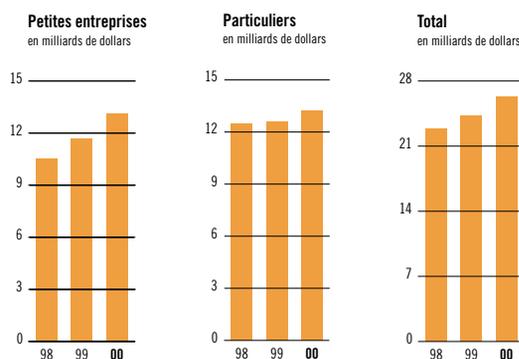
En 1999, les frais autres que d'intérêts s'étaient établis à 1 753 M\$, compte non tenu de la charge de restructuration de 68 M\$. En 1999, les frais avaient augmenté de 93 M\$ ou 6 % par rapport à ceux de 1998. Cette augmentation découlait de l'augmentation générale des salaires et des frais liés à la reconfiguration des centres bancaires.

Frais
en millions de dollars**Dotation aux pertes sur créances**

La dotation aux pertes sur créances de 514 M\$ de 2000 comprend une dotation spécifique supplémentaire aux pertes sur créances de 250 M\$ liées aux prêts étudiants parrainés par le gouvernement qui a été constatée au quatrième trimestre. Cette augmentation tient compte des résultats de l'évaluation du portefeuille par la direction, qui a pris en considération les facteurs suivants : l'expiration du contrat avec le gouvernement fédéral le 31 juillet 2000, les négociations en cours avec diverses provinces et le mauvais rendement d'ensemble au chapitre du crédit. Compte non tenu de la dotation supplémentaire liée aux prêts étudiants, la dotation aux pertes sur créances a totalisé 264 M\$, en hausse de 26 M\$ en regard de 238 M\$ en 1999.

Actif moyen

En 2000, l'actif moyen s'est chiffré à 48,2 G\$, une hausse de 4,2 G\$ ou 10 % sur celui de 1999 qui a été occasionnée surtout par l'augmentation du volume de prêts. Au 31 octobre 2000, les prêts aux PME avaient augmenté de 12 % par rapport à 1999, et les prêts aux particuliers, de 5 %.

Prêts au Canada**ÉCHELLE**

- Plus de cinq millions de clients chez les particuliers
 - 350 000 clients dans les PME
 - 350 000 clients dans les Antilles
- POSITION SUR LE MARCHÉ**
- Nos 2 et 3 respectivement sur le marché des services bancaires aux particuliers et aux PME
 - Classement dans les trois premiers rangs sur les marchés des Antilles

Gestion des avoirs

NOS PRIORITÉS CONSISTENT À :

- accroître le nombre de professionnels des ventes des centres bancaires qui sont accrédités pour vendre des produits de tiers
- améliorer notre service de courtage à escompte et nos compétences en service à la clientèle
- augmenter notre part du marché des CPG

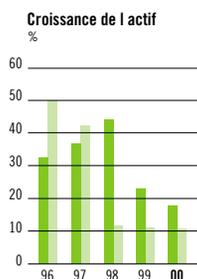
La Gestion des avoirs occupe une position de tête pour ce qui est d'aider les particuliers à atteindre leurs objectifs par l'entremise d'une équipe de vente regroupant plus de 2 900 professionnels des services financiers. Ces derniers offrent un éventail de produits et de services d'investissement, dont le courtage traditionnel et le courtage à escompte, une gamme complète de fonds mutuels, des CPG, des services bancaires privés et fiduciaires mondiaux, des services de gestion des placements, ainsi qu'un éventail complet de services bancaires et de crédit. Les revenus du secteur de la Gestion des avoirs, qui emploie 7 500 personnes, comptent pour 23 % des revenus de la CIBC.

Le secteur de la Gestion des avoirs de la CIBC a un imposant actif géré de 163 G\$ (en excluant l'actif institutionnel).

Service Impérial

Au cours de l'exercice 2000, la CIBC est devenue la première banque canadienne à obtenir des organismes de réglementation l'autorisation nécessaire pour permettre à ses conseillers financiers qui travaillent dans les centres (Service Impérial) de vendre des titres, y compris plus de 1 200 produits de placement de tiers et les fonds mutuels de la CIBC, et de donner des conseils à l'égard de ces titres. Parce qu'ils sont en mesure d'offrir un éventail complet de services de placement, de services bancaires et de services de crédit, les conseillers financiers de la CIBC offrent aux clients une vaste gamme de services en gestion des placements et en planification financière.

Pour nous assurer que notre équipe des ventes de la gestion des avoirs répond bien aux besoins des clients, nous continuons d'investir dans des programmes de perfectionnement professionnel.



- La CIBC a commencé à inclure les services de portefeuille personnalisés le 31 octobre 1998
- Banques et sociétés de fiducie, l'exclusion de la CIBC

Fonds mutuels

Placements CIBC Inc. demeure le chef de file des fonds indiciels grâce à un actif de plus de 3,9 G\$. De plus, elle se trouve toujours au premier rang des banques et sociétés de fiducie canadiennes au chapitre des ventes de fonds mutuels. Pour l'exercice, son actif de fonds mutuels s'est accru de 17 % et elle occupe 19,8 % du marché des fonds mutuels de banques et de sociétés de fiducie.

NOS RÉALISATIONS



GERRY McCAUGHEY
Premier vice-président à la direction

Notre rendement en regard des objectifs fixés pour 2000

Cible

Augmenter de 10 % les biens gérés en moins de un an

Résultat

- Nous avons enregistré une hausse de 16 %.

Cible

Maintenir notre position de tête dans le secteur des fonds indiciels par une croissance de 25 % de l'actif pour l'exercice

Résultat

- L'actif s'est accru de 72 %.

Objectifs permanents

- Obtenir un rendement des capitaux propres de plus de 50 %
- Augmenter notre part du marché des CPG de 20 points de base
- Maintenir notre position de tête dans le secteur des fonds indiciels par une croissance de 15 % de l'actif pendant l'exercice
- Faire croître les biens gérés de la gestion des avoirs de 6 %

Services bancaires privés et services fiduciaires, monde

En 2000, nous avons recentré nos activités fiduciaires nationales (La Compagnie Trust CIBC) sur les activités de fiducie et de garde de titres. Nous voulons répondre aux besoins des clients qui disposent de ressources financières au pays et à l'étranger en leur offrant des services mondiaux qui concordent avec notre stratégie nationale.

Service de courtage à escompte

En 2000, le volume de négociation des Services Investisseurs CIBC Inc. a atteint un niveau record. Nous avons investi pour accroître nos capacités et être en mesure de répondre à un plus grand nombre de demandes. Les investissements que nous avons faits dans nos activités de courtage à escompte (Pro-investisseurs) nous ont permis d'améliorer notre gamme de produits et notre service à la clientèle. Plus précisément, nous avons lancé les services et outils suivants :

- un service téléphonique d'information sur les cours des titres
- un service de recherche poussée sur les titres
- des outils d'information et de sélection des titres

Services de courtage traditionnel et de gestion de l'actif

L'actif administré de notre service de courtage traditionnel s'est élevé à 109 G\$, en hausse de 19 % par rapport à celui au 31 octobre 1999. CIBC Wood Gundy et CIBC Oppenheimer ont enregistré des revenus records en raison de la conjoncture favorable des marchés et de l'élargissement de la clientèle. Ce rendement est attribuable, entre autres, aux programmes de gestion de l'actif à valeur ajoutée et aux services d'assurances.

CPG

Par suite d'une étude menée sur les préférences des clients, nous avons réduit notre gamme de CPG, qui est passée de 42 à 13 produits de placement disponibles à grande échelle, lesquels représentaient la plus importante partie de notre actif en CPG. Cette initiative facilite le choix de l'épargnant et permet de répondre à ses besoins.

Exercice 2001

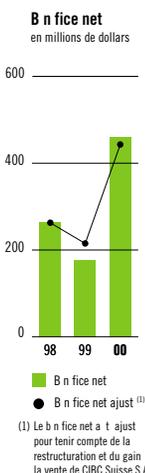
En investissant sans cesse dans nos activités, nous aidons notre équipe des ventes à répondre à la demande croissante en services de gestion de l'actif.

Résultats financiers – Gestion des avoirs

Bénéfice net

Le bénéfice net de la Gestion des avoirs s'est élevé à 461 M\$ en 2000, en hausse de 285 M\$ par rapport à celui pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999. Cette augmentation est le résultat de l'accroissement des revenus, occasionné par la conjoncture favorable des marchés et l'élargissement de la clientèle.

En 1999, le bénéfice net s'est chiffré à 176 M\$, en baisse de 87 M\$ ou 33 % sur celui de 1998. Cette chute est largement attribuable à la hausse des frais liés à l'effectif et à l'infrastructure, y compris une charge de restructuration après impôts de 30 M\$.



Les éléments figurant dans le tableau ci-dessous permettent de comparer les résultats de la Gestion des avoirs pour les exercices 2000, 1999 et 1998 :

GESTION DES AVOIRS

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre		2000	1999	1998
Total du revenu avant éléments ci-dessous		2 736 \$	2 206 \$	2 148 \$
Gain à la cession d'éléments d'actif non sectoriels		28	-	-
Total du revenu		2 764 \$	2 206 \$	2 148 \$
Coefficient de rendement		74,9 %	89,7 %	81,9 %
Coefficient de rendement, excluant la charge de restructuration et les éléments ci-dessous		76,0 %	87,3 %	81,9 %
Rendement des capitaux propres (RCP)		78,8 %	26,5 %	45,0 %
RCP, excluant la charge de restructuration et les éléments ci-dessous		74,1 %	31,3 %	45,0 %

GESTION DES AVOIRS

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre		2000	1999	1998
Revenu net d'intérêts (BIE)		576 \$	630 \$	556 \$
Revenu autre que d'intérêts		1 837	1 245	1 257
Revenus intersectoriels		351	331	335
Total du revenu (BIE)		2 764	2 206	2 148
Frais autres que d'intérêts		2 080	1 925	1 760
Charge de restructuration		(11)	53	-
Dotations aux pertes sur créances		1	14	-
Bénéfice net avant charge d'impôts		694	214	388
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle		233	38	125
Bénéfice net		461 \$	176 \$	263 \$
Employés équivalents à temps plein		7 540	8 249	8 110

Revenu

Sur une base d'imposition équivalente (BIE), le revenu de la Gestion des avoirs a totalisé 2 764 M\$ en 2000, en hausse de 558 M\$ ou 25 % par rapport à celui de 1999. Cette augmentation s'explique par la croissance au sein de tous les secteurs d'exploitation, en particulier dans les secteurs des placements de la clientèle privée, de la gestion de l'actif et des produits de la Gestion des avoirs.

En 1999, le revenu avait totalisé 2 206 M\$, en progression de 58 M\$ ou 3 % sur celui de 1998.

Le Service Impérial dessert les clients en offrant un service de consultation financière aux clients de la CIBC ayant une grande valeur nette. Des spécialistes en services financiers hautement qualifiés répondent aux besoins de ces clients en matière de planification financière et de produits adaptés. Les revenus sont tirés des commissions de vente et des frais de service payés par les groupes de produits de la CIBC, dont principalement les entreprises de produits de placement, de dépôt et de prêt. Les revenus se sont établis à 619 M\$, en hausse de 31 M\$ sur ceux de 1999 en raison surtout de l'augmentation des marges d'intérêts sur les dépôts des particuliers.



Les Placements, clientèle privée, et la gestion de l'actif dégagent des honoraires et des commissions provenant des activités de courtage de détail traditionnel en offrant aux particuliers canadiens et américains des placements en actions et en titres d'emprunt, des fonds mutuels ainsi que des services de gestion de l'actif, de consultation et de planification financière. À 1 430 M\$, les revenus se sont renforcés de 352 M\$ en regard de 1999. Cette augmentation est le résultat de l'accroissement du volume d'opérations et de l'élargissement de la clientèle. L'augmentation découle aussi des honoraires d'encouragement beaucoup plus élevés que la normale et versés en raison de notre participation sans risque dans le bénéfice de sociétés de placement.

REVENU			
en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Total du revenu (BIE)			
Service Impérial	619 \$	588 \$	583 \$
Placements, clientèle privée, et gestion de l'actif	1 430	1 078	989
Services bancaires privés et services fiduciaires, monde	153	113	121
Produits de la Gestion des avoirs	513	344	381
Autres	49	83	74
	2 764 \$	2 206 \$	2 148 \$

Le groupe Services bancaires privés et services fiduciaires, monde fournit à l'échelle mondiale une gamme complète de solutions, dont la gestion des placements, les services fiduciaires, les services bancaires privés et la garde de titres, visant à combler les besoins en gestion financière des particuliers, des familles et des sociétés disposant d'importantes ressources financières. Les revenus se sont établis à 153 M\$, en hausse de 40 M\$ sur ceux de 1999. Cette amélioration découle du gain de 28 M\$ à la vente de CIBC Suisse S.A.

Les produits de la Gestion des avoirs incluent les fonds mutuels, les services de gestion de placements, les services de courtage en ligne et à escompte ainsi que les CPG. Ces produits de placement sont mis au point à l'intention des secteurs Opérations bancaires – Détail et PME et Service Impérial et leur sont distribués. Les revenus ont atteint 513 M\$, une progression de 169 M\$ par rapport à 1999 occasionnée par l'excellente conjoncture des marchés et l'accroissement de la clientèle. Plus particulièrement, le volume d'opérations des services de courtage à escompte s'est amélioré de 111 % comparativement à 1999, et les biens administrés par le biais de ces services ont augmenté de 46 % depuis 1999. Également et comme en témoigne la hausse de 3,5 G\$, ou 17 %, des biens administrés par rapport à 1999, la croissance des fonds mutuels a été excellente.

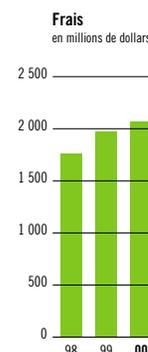
Le poste Autres s'entend principalement de l'attribution d'une tranche du bénéfice de trésorerie. Les revenus se sont établis à 49 M\$, en baisse de 34 M\$ sur ceux de 1999 en raison du recul du bénéfice de trésorerie.

Frais

Les frais autres que d'intérêts ont été de 2 080 M\$ en 2000, soit 155 M\$ ou 8 % de plus qu'en 1999, compte non tenu de la charge de restructuration inscrite au cours de cet exercice et de l'ajustement passé en 2000. L'augmentation de ces frais a découlé essentiellement des frais liés aux revenus, dont la principale composante est la rémunération variable. En excluant les frais liés aux revenus en 1999 et en 2000, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 263 M\$, soit 71 M\$ de moins qu'en 1999. La réduction découle des mesures de compression des coûts.

Le nombre d'employés équivalents à temps plein a chuté par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution a découlé principalement du remaniement du personnel de vente du Service Impérial, de la restructuration des activités de fiducie nationales et de la vente de CIBC Suisse S.A.

En 1999, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 165 M\$ ou 9 % par rapport à ceux de 1998, compte non tenu de la charge de restructuration de 53 M\$. Compte non tenu des frais liés aux revenus et de la charge de restructuration, les frais autres que d'intérêts ont grimpé de 68 M\$ ou 5 % sur ceux de 1998, hausse principalement attribuable aux frais liés au personnel et à l'infrastructure.



Renseignements choisis

En 2000, l'actif moyen s'est établi à 19,3 G\$, en hausse de 1,7 G\$ ou 9 % sur celui de 1999.

Les biens administrés de la Gestion des avoirs (en excluant les biens internationaux gérés pour des clients institutionnels) totalisaient 163,2 G\$ à la fin de l'exercice, en hausse de 22,4 G\$ ou 16 % sur ceux de 1999. La forte croissance des biens administrés est attribuable à la vigueur du marché et à l'augmentation des investissements des clients.

ÉCHELLE

- 163,2 G\$ en biens administrés, exception faite de l'actif institutionnel
 - Plus de 2 900 planificateurs financiers professionnels accrédités
- ### POSITION SUR LE MARCHÉ
- Chef de file dans le secteur des fonds indiciels, grâce à un actif de plus de 3,9 G\$
 - Chef de file en services de gestion d'actif moyennant honoraires, avec 5,5 G\$ d'actif

BIENS ADMINISTRÉS DE LA GESTION DES AVOIRS⁽¹⁾

en milliards de dollars, aux 31 octobre	2000	1999	1998	Service
Fonds mutuels	23,7 \$	20,2 \$	16,4 \$	Services de gestion des fonds mutuels et services professionnels de gestion des placements
Courtage à escompte Pro-investisseurs	13,6	9,3	6,3	Services de consolidation de l'actif et de courtage offerts par la Banque PC, par téléphone et dans les centres bancaires de la CIBC
Services bancaires privés et services fiduciaires, monde	16,9	19,7	17,1	Services conseils et bancaires ainsi que services de placements et de fiducie offerts à des clients disposant d'importantes ressources financières à l'étranger
Clientèle privée				Services de courtage traditionnel offrant aux particuliers des placements en actions et en titres d'emprunt, des fonds mutuels ainsi que des services de consultation et de planification financière
Au Canada	42,1	35,7	31,6	
Aux États-Unis	66,9	55,9	50,3	
	163,2 \$	140,8 \$	121,7 \$	

(1) Exclut les biens internationaux administrés pour les clients institutionnels et les autres éléments d'actif gérés de TAL Gestion globale d'actifs inc.

Marchés mondiaux CIBC

NOS PRIORITÉS CONSISTENT À :

- Continuer d'élargir notre clientèle aux États-Unis
- Accroître encore notre part des financements transfrontaliers

Marchés mondiaux CIBC offre à ses clients de toute l'Amérique du Nord une gamme complète de produits de banque d'investissement ainsi que de nombreux produits judicieusement sélectionnés en Europe et en Asie. Nous sommes fiers d'être la seule banque canadienne à proposer un éventail exhaustif de services transfrontaliers. Ce secteur représente 39 % du revenu de la CIBC et compte quelque 3 300 employés.

Au cours de l'exercice 2000, nous avons dépassé nos objectifs, à savoir réaliser un bénéfice net de 1 G\$ et procurer un rendement des capitaux propres de 15 % à 20 %. De fait, notre RCP s'est établi à 25,6 %. Ces résultats témoignent du succès d'une stratégie adoptée il y a cinq ans et visant l'élargissement de notre capacité de prestation de services, surtout aux États-Unis. Par exemple, au début des années 90, nos activités sur le marché américain se limitaient à l'octroi de prêts aux entreprises. Aujourd'hui, nous y offrons autant de services qu'au Canada, et les revenus que nous en tirons sont plus élevés que ceux générés au pays.

Les quatre segments de Marchés mondiaux CIBC, à savoir marchés financiers, produits bancaires d'investissement et de crédit, services de banque d'affaires et services bancaires aux entreprises, ont tous affiché un bon rendement en 2000. La diversité de ces sources de revenus accroît la stabilité du bénéfice.

Nous avons réorganisé nos activités sur les marchés des capitaux d'emprunt de façon à les rationaliser. Elles sont désormais parfaitement intégrées et tant leurs frais que leur capital sont moins élevés. Le rendement financier de notre groupe de produits structurés en actions, qui élabore des stratégies boursières visant à gérer le risque ou à procurer un rendement à long terme intéressant, a été remarquable, et nous entendons tirer pleinement parti de nos compétences dans ce domaine.

Quant à notre entreprise de produits bancaires d'investissement et de crédit, l'exercice 2000 aura été une période fort occupée pour nos équipes se spécialisant en fusions et acquisitions, en soins de la santé, en technologie, en technologie de l'énergie, en médias et en télécommunications. Parmi les réalisations dignes de mention, signalons la prestation de services de conseils dans le cadre de la plus importante opération de fusion et d'acquisition jamais conclue dans le secteur de la technologie. Notre groupe chargé des financements structurés a conservé sa position de tête dans le secteur de la titrisation d'actifs à l'échelle mondiale, et les équipes transfrontalières de location ont mené à bien un financement de 1 G\$ US pour l'une des plus grandes sociétés de télécommunications européennes.

Avec des placements partout dans le monde, notre banque d'affaires obtient toujours des résultats exceptionnels. En plus de procurer un bon rendement, ces placements ainsi que ceux dans des capitaux propres sous gestion privée font connaître Marchés mondiaux CIBC à un nouveau bassin de clients et lui procurent de nouvelles occasions de réaliser des opérations aux États-Unis et en Europe. En collaboration avec Commerce électronique, nous avons créé cibc.com, projet de banque d'affaires visant des investissements dans de nouvelles entreprises de technologie. À la fin de l'exercice 2000, les gains non réalisés dans nos divers portefeuilles de banque d'affaires s'établissaient à plus de 2,7 G\$.

NOS RÉALISATIONS



DAVID KASSIE
Vice-président du conseil

Notre rendement en regard des objectifs fixés pour 2000

Cible

Réaliser un bénéfice net après impôts de 1 G\$ et un rendement des capitaux propres de 15 % à 20 %

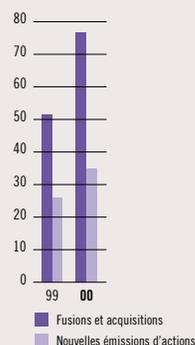
Résultat

- Nous avons réalisé un bénéfice net après impôts de 1,1 G\$ et un rendement des capitaux propres de 25,6 %.

Objectifs permanents

- Dégager un bénéfice net après impôts de 1 G\$
- Réaliser un rendement des capitaux de 15 % à 20 %
- Tirer des services de banque d'affaires des revenus annuels s'établissant entre 600 M\$ et 800 M\$

Croissance stratégique en Amérique du Nord en milliards de dollars



Activités en Amérique du Nord

Avec la mise en place, en 1999, d'une plate-forme de prestation de services aux États-Unis, Marchés mondiaux CIBC offre à sa clientèle tant canadienne qu'américaine un accès à tous les marchés financiers nord-américains et à une gamme complète de solutions de financement transfrontalières.

Aux États-Unis, nous ciblons les entreprises en croissance qui souhaitent traiter avec une banque d'investissement à même de leur proposer une gamme complète de services dont la qualité correspond à celle généralement associée aux institutions spécialisées. Au Canada, où notre part de marché est bien établie, nous maintenons une position de premier plan dans presque tous les services de banque

d'investissement et de services bancaires aux entreprises. Ensemble, ces activités nous valent de nouveaux clients et augmentent notre part des opérations en Amérique du Nord qui requièrent la participation de chefs de file et de gestionnaires.

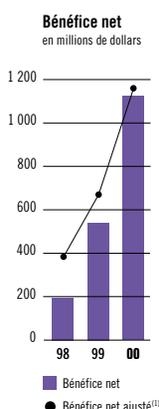
Notre volume d'activités liées à de nouvelles émissions d'actions a fortement augmenté au cours de l'exercice, le volume nord-américain ayant atteint 34,5 G\$, contre 25,9 G\$ l'exercice précédent. En ce qui concerne les fusions et acquisitions, la valeur des opérations s'est située à 76,9 G\$, en regard de 51,4 G\$ dans l'exercice 1999. Nos compétences dans les secteurs des achats fermes et des services de banque d'affaires nous ont également aidés à gagner de nouveaux clients et à être nommés chefs de file de nombreuses opérations.

Résultats financiers – Marchés mondiaux CIBC

Bénéfice net

Pour l'exercice 2000, le bénéfice net de Marchés mondiaux CIBC a atteint 1 123 M\$, en hausse de 583 M\$ par rapport aux 540 M\$ inscrits à ce chapitre l'exercice précédent. Cette amélioration a découlé essentiellement de l'essor continu des services de banque d'affaires et de marchés financiers, essor qui a été en partie contrebalancé par le recul des revenus tirés des produits bancaires d'investissement et de crédit. Ce recul a découlé des pertes qu'ont causées l'abandon de certaines activités et la baisse des revenus tirés des financements par emprunt (telles les activités de prêts aux entreprises et celles à rendement élevé).

En 1999, le bénéfice net de Marchés mondiaux CIBC était de 540 M\$, soit 345 M\$ de plus qu'en 1998. Les résultats de 1999 découlaient de la hausse des revenus tirés des opérations de négociation et des gains réalisés par les services de banque d'affaires, facteurs qui avaient été atténués par des moins-values des titres de placement et la charge de restructuration.



(1) Le bénéfice net a été ajusté pour tenir compte de la charge de restructuration, du regroupement des locaux de New York et des frais liés à l'acquisition d'Oppenheimer.

Les éléments figurant dans le tableau suivant permettent de comparer les résultats de Marchés mondiaux CIBC pour les exercices 2000, 1999 et 1998 :

MARCHÉS MONDIAUX CIBC

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Frais autres que d'intérêts avant			
les éléments ci-dessous	2 836 \$	2 563 \$	2 460 \$
Regroupement des locaux de New York	50	-	-
Frais liés à l'acquisition d'Oppenheimer	20	45	240
Frais autres que d'intérêts	2 906 \$	2 608 \$	2 700 \$
Coefficient de rendement	61,2 %	72,1 %	92,4 %
Coefficient de rendement, excluant la charge de restructuration et les éléments ci-dessous	59,7 %	66,3 %	81,8 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	25,6 %	11,6 %	3,7 %
RCP, excluant la charge de restructuration et les éléments ci-dessous	26,5 %	14,7 %	6,3 %

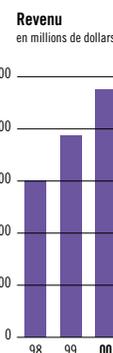
MARCHÉS MONDIAUX CIBC

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Revenu net d'intérêts (BIE)	407 \$	811 \$	740 \$
Revenu autre que d'intérêts	4 138	2 843	2 100
Revenus intersectoriels	204	213	166
Total du revenu (BIE)	4 749	3 867	3 006
Frais autres que d'intérêts	2 906	2 608	2 700
Charge de restructuration	-	182	79
Dotation aux pertes sur créances	286	245	(25)
Bénéfice net avant charge d'impôts	1 557	832	252
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	434	292	57
Bénéfice net	1 123 \$	540 \$	195 \$
Employés équivalents à temps plein	3 281	3 571	3 949

Revenu

Le revenu total des Marchés mondiaux CIBC pour 2000 s'est établi à 4 749 M\$, sur une base d'imposition équivalente (BIE), soit 882 M\$, ou 23 %, de plus qu'en 1999. Le revenu total a augmenté en raison notamment de la réattribution de capitaux aux entreprises procurant un rendement supérieur. Les revenus tirés des services de banque d'affaires se sont encore accrus, affichant une hausse de 559 M\$ par rapport à 1999. En outre, les revenus provenant des marchés financiers se sont renforcés de 510 M\$ en glissement annuel, les activités liées aux actions ayant atteint des niveaux records.

En 1999, le revenu total de Marchés mondiaux CIBC s'était établi à 3 867 M\$, en hausse de 861 M\$, ou 29 %, sur celui de 1998. Les revenus tirés des services de banque d'affaires avaient progressé de 428 M\$ et tenaient compte d'un gain à la vente d'une tranche de notre participation dans Global Crossing Ltd., laquelle avait été en partie annulée par des moins-values. Le reste de la hausse avait résulté de l'accroissement des revenus provenant des marchés financiers et de la mise en œuvre fructueuse de la stratégie d'expansion aux États-Unis.



REVENU			
en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Revenu total (BIE)			
Marchés financiers	1 516 \$	1 006 \$	816 \$
Produits bancaires d'investissement et de crédit	1 707	1 906	1 591
Services de banque d'affaires	1 021	462	34
Services bancaires aux entreprises	475	468	596
Autres	30	25	(31)
	4 749 \$	3 867 \$	3 006 \$

Les marchés financiers s'occupent d'activités de négociation, de vente et de recherche et servent, en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, les clients institutionnels, les grandes entreprises et les administrations publiques. Pour l'exercice 2000, les revenus ont totalisé 1 516 M\$, soit 510 M\$ de plus qu'en 1999 en raison de la forte montée des revenus tirés des produits structurés en actions et des activités liées aux actions institutionnelles aux États-Unis. Cette montée a résulté, en partie du moins, de l'excellente tenue des marchés boursiers pendant l'exercice.

Les produits bancaires d'investissement et de crédit fournissent des services de conseils et des services de prise ferme de titres d'emprunt, de crédit et de titres de participation aux entreprises et administrations publiques en Amérique du Nord et de par le monde. Les revenus de l'exercice se sont établis à 1 707 M\$, en baisse de 199 M\$ par rapport à ceux de l'exercice 1999. Cette baisse a résulté principalement d'un repli des opérations sur les marchés du financement par emprunt. Au cours de l'exercice, ce secteur a continué de mettre en œuvre les mesures prévues dans sa stratégie, soit abandonner les activités exigeant d'importants capitaux. Par conséquent, une perte de 46 M\$ a été constatée eu égard au programme continu de cession des éléments d'actif du secteur secondaire des prêts. De plus, une perte de 20 M\$ a été comptabilisée par suite de la vente de nos activités de financement du commerce extérieur, montages internationaux.

Les services de banque d'affaires effectuent des placements afin de créer, de faire fructifier et de reconstituer le capital d'entreprises de divers secteurs d'activité. Pour l'exercice, les revenus ont atteint 1 021 M\$, soit 559 \$ de plus qu'en 1999. Les revenus de 2000 ont profité de plusieurs gains importants, dont celui de 697 M\$ (583 M\$ en 1999) à la vente d'une tranche de notre participation dans Global Crossing Ltd. En 1999, les revenus avaient été affaiblis par d'importantes moins-values des placements dans The Loewen Group et Groupe-Crédit Newcourt Ltée.

Marchés mondiaux CIBC a presque parachevé un programme visant à couvrir la majeure partie des 47 millions d'actions de Global Crossing Ltd. qu'il détient encore. À cette fin, la CIBC a conclu des contrats de vente à terme dont les échéances vont de 2001 à 2003. La fourchette des cours planchers est de 20 \$ US à 28 \$ US, et les cours plafonds varient entre 46 \$ US et 64 \$ US.

Les services bancaires aux entreprises élaborent des solutions financières articulées autour de produits de crédit à l'intention des entreprises canadiennes de taille moyenne. Les revenus de l'exercice 2000 ont atteint 475 M\$, soit une amélioration de 7 M\$ sur ceux de l'exercice 1999.

Le poste Autres s'entend de l'attribution d'une partie du bénéfice de trésorerie, de CEF Capital, société asiatique affiliée qui est un holding de banques d'affaires, et d'autres revenus non directement attribuables aux principales activités précitées. Les revenus se sont chiffrés à 30 M\$, soit 5 M\$ de plus qu'en 1999.

Frais

Pour 2000, les frais autres que d'intérêts ont été de 2 906 M\$, en hausse de 298 M\$, ou 11 %, sur ceux de l'exercice précédent, compte non tenu de la charge de restructuration constatée en 1999. Cette hausse est essentiellement attribuable à la rémunération fondée sur les revenus, laquelle a progressé d'un exercice à l'autre par suite de la hausse de 23 % des revenus, ainsi qu'à la charge de 50 M\$ afférente au regroupement des locaux de New York.

Le coefficient de rendement, excluant la charge de restructuration, le regroupement des locaux de New York et les frais liés à l'acquisition d'Oppenheimer, a été de 59,7 %, en regard de 66,3 % en 1999.

L'amélioration de ce coefficient a résulté de la hausse des revenus et des avantages du programme de compression des coûts mené en 2000.

Le nombre d'employés équivalents à temps plein a totalisé 3 281, soit 8 % de moins qu'en 1999, par suite des mesures de restructuration.

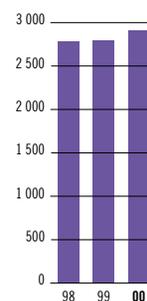
En 1999, les frais autres que d'intérêts excluant la charge de restructuration s'étaient situés à 2 608 M\$, pour une baisse de 92 M\$, ou 3 %, sur ceux de 1998, traduisant l'incidence des mesures efficaces de compression des coûts mises de l'avant dans l'ensemble de Marchés mondiaux CIBC.

Actif moyen et rendement des capitaux propres

En 2000, l'actif moyen s'est situé à 117,9 G\$, soit 23,7 G\$, ou 16,8 %, de moins qu'en 1999. Cette diminution a été causée essentiellement par le repli des titres empruntés ou acquis aux termes de conventions de revente.

Le rendement des capitaux propres s'est établi à 25,6 %, comparativement à 11,6 % en 1999. L'augmentation est en grande partie attribuable à la mise en œuvre fructueuse de contrôles des coûts et de stratégies d'attribution du capital qui ont procuré des revenus supérieurs. L'excellente tenue des marchés pendant l'exercice a également favorisé la hausse du rendement des capitaux propres.

Frais
en millions de dollars



ÉCHELLE

- De nombreux experts sectoriels et spécialisés dans les services de conseils qui se concentrent sur les marchés nord-américains et certains marchés internationaux
 - Une gamme complète de produits destinés aux entreprises et de produits bancaires d'investissement offerts dans toute l'Amérique du Nord
- ### POSITION SUR LE MARCHÉ
- Un chef de file canadien des services bancaires d'investissement et des services bancaires aux entreprises
 - N° 1 dans les services bancaires d'investissement au secteur nord-américain de la biotechnologie
 - Un chef de file en matière de titrisation d'actifs à l'échelle mondiale

Groupes fonctionnels

Trésorerie et gestion du bilan

Même si la CIBC a toujours réussi à bien gérer son bilan, la formation du groupe Trésorerie et gestion du bilan (TGB) lui a permis de resserrer sa discipline et de mieux orienter ses activités en ce domaine. Au cours de l'exercice, le groupe TGB a adopté un processus d'attribution des ressources du bilan grâce auquel les fonds sont réaffectés aux activités qui procurent un rendement supérieur ou qui sont essentielles à la croissance stratégique (voir la matrice ci-dessous).

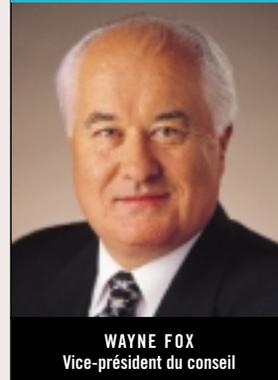
La CIBC a formé le groupe TGB afin d'optimiser les corrélations entre le bilan (incluant le capital) et le risque et de maximiser la valeur pour les actionnaires. De concert avec le groupe Finances, le groupe TGB a mis au point un système de mesure et de gestion du rendement qui s'inspire des principes d'ajout de valeur, tant au chapitre du capital économique que pour les actionnaires. Ce système fournit au groupe TGB un cadre lui permettant d'établir des limites de tolérance à l'égard du bilan et des fonds à risque et de gérer l'ensemble des ressources du bilan.

La composition du capital de la CIBC et l'utilisation qui en est faite sont en voie de changer. Pour que les revenus généraux soient plus réguliers, nous avons réduit l'actif pondéré quant au risque accusant un rendement plus faible ou variable. Les excellents ratios du capital que nous avons encore réalisés en 2000 ont favorisé l'essor des activités de détail et ont permis à la CIBC de racheter 26,5 millions d'actions ordinaires, contre 13,7 millions en 1999.

Parallèlement, l'évolution constante du cadre concurrentiel à l'échelle mondiale a de fortes répercussions sur les banques et autres institutions financières. Le nombre de solutions de rechange pour le transfert du risque de crédit, tels les opérations de négociation sur le marché secondaire des prêts et les produits de crédit dérivés, continue d'augmenter rapidement, rappelant aux banques et autres institutions financières qu'elles ne sont plus le refuge privilégié en matière de risque de crédit. L'abandon naturel de la pratique courante consistant à « souscrire et conserver » le crédit, en faveur de celle consistant à « le souscrire et le vendre » demeure l'une des grandes tendances du secteur.

Le groupe TGB continue de tirer parti de toute occasion qui lui permet d'améliorer l'utilisation des ressources du bilan et emploie diverses techniques, dont la titrisation d'instruments de crédit afin de retirer du bilan les éléments d'actif correspondants et la libération du capital engagé dans des activités non rentables ou à faible rendement. Au cours de l'exercice, la division de la trésorerie du groupe TGB a également fortement réduit le risque de marché en diminuant les positions acheteurs, pour le compte de la banque, de son portefeuille d'écart entre l'actif et le passif. Cette mesure a été prise en raison d'un contexte de taux d'intérêt caractérisé par l'aplatissement de la courbe de ces taux. Par suite de la réduction du risque de marché et de l'aplatissement de la courbe des taux, les revenus de la division de la trésorerie pour 2000 ont reculé par rapport à ceux de 1999.

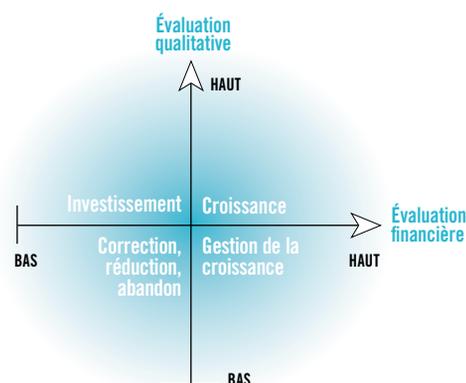
NOS PRIORITÉS



WAYNE FOX
Vice-président du conseil

- Ratios de capital cibles variant entre 8 % et 9 % pour le capital de première catégorie et entre 11 % et 12 % pour le capital total
- Gérer le bilan et les positions à risque de façon à réaliser une hausse du BPA de 15 % et un RCP de 18 %
- Réattribuer les ressources du bilan (incluant le capital) et le risque en fonction d'un rendement économique durable et d'autres mesures clés

Matrice d'affectation des ressources du bilan



Le groupe TGB est constitué comme suit :

La division **Trésorerie**, qui mène toutes les activités de gestion liées au financement de l'actif et du passif, aux liquidités, à l'encaisse et aux garanties à l'échelle de la banque.

La division **Gestion du portefeuille de crédit**, dont l'objectif est d'aider à faire passer les activités de prêt du modèle traditionnel « souscrire et conserver » à celui de « souscrire et vendre » au moyen d'un vaste éventail de nouveaux outils et techniques de gestion du risque de crédit servant à optimiser le rapport risque-rendement. Parmi les méthodes utilisées figurent la vente de prêts existants, la couverture des positions par des produits de crédit dérivés, la titrisation de groupes de prêts et le rationnement du crédit au besoin.

La division **Gestion du capital**, qui veille à assurer que la structure du capital de la CIBC est solide et la plus efficace qui soit et qui gère le capital de ses diverses entités juridiques. Cette division a notamment pour responsabilités de recommander et de

mettre en œuvre les programmes de rachat d'actions, les émissions et les placements de titres. Ces activités sont au cœur même du processus d'attribution des ressources du bilan.

Le groupe TGB continuera d'imposer à la gestion des ressources du bilan une discipline axée sur l'ajout de valeur au capital économique et pour les actionnaires de sorte à aider la CIBC à atteindre ses objectifs à long terme.

ÉCHELLE

- Un actif moyen de 263,1 G\$
- Un actif pondéré quant au risque de 132,9 G\$
- Un capital de première catégorie (BRI) de 11,5 G\$
- Un capital total (BRI) de 16,1 G\$
- Une UMR moyenne de 107,5 M\$ (déduction faite de l'effet de 33,1 M\$ de la diversification)

Gestion du risque

Le groupe Gestion du risque supervise le degré d'exposition de la CIBC aux risques de crédit, de marché et d'exploitation dans le monde entier. Plus précisément, ce groupe a pour responsabilités :

- De mettre au point et de recommander une politique en matière de gestion du risque;
- De mesurer et de superviser le respect de cette politique;
- D'élaborer et de mettre en œuvre des méthodes de mesure et de gestion du risque;
- De concevoir et d'instaurer l'infrastructure qu'exigent la détection, la mesure, la gestion et le contrôle du risque;
- D'approuver le risque de crédit;
- De gérer les portefeuilles de prêts aux entreprises présentant des risques élevés.

Ce groupe constitue une unité fonctionnelle indépendante qui relève directement du président du conseil et chef de la direction et est représenté dans des bureaux situés partout au Canada, ainsi qu'à New York, Londres, Tokyo, Singapour et dans les Antilles.

La qualité de nos portefeuilles de prêts demeure excellente. Les prêts douteux nets, déduction faite de la provision générale, se sont situés à un montant négatif de 575 M\$, contre un montant négatif de 266 M\$ à la fin de 1999. À la fin de l'exercice, la provision totale pour pertes sur créances était de 2,2 G\$, soit 488 M\$ de plus qu'il y a un an. La provision générale a été augmentée de 250 M\$ en cours d'exercice, pour la porter à 1,25 G\$, ou 0,94 % de l'actif pondéré quant au risque, traduisant une attitude de prudence face au cycle économique, la composition des portefeuilles et le perfectionnement continu de la méthode de calcul des provisions qu'emploie la CIBC.

Les dotations spécifiques se sont établies à 970 M\$ en 2000, contre 600 M\$ en 1999. La hausse de ces dotations est essentiellement liée au portefeuille de prêts à la consommation, aux prêts étudiants parrainés par l'État, aux pertes inhérentes à l'essor du portefeuille de cartes de crédit et aux prêts aux entreprises américaines (voir page 37).

Pour mesurer le risque de marché (voir page 49), la CIBC a instauré une méthode exhaustive d'évaluation du risque de prix représentant la valeur à risque. Selon cette mesure, le risque lié aux opérations de négociation s'établissait à moins de 21 M\$ à la fin de l'exercice, soit 17 % de moins qu'il y a un an. Tout au long de l'exercice, les revenus quotidiens nets tirés des opérations de négociation sont demeurés à l'intérieur des limites prévues, se situant en moyenne à 2,8 M\$, contre 2,7 M\$ en 1999

NOS PRIORITÉS	
 <p>BOB MARK Premier vice-président à la direction</p>	• Détecter, mesurer, gérer et contrôler le risque
	• Poursuivre les efforts en vue de l'adoption d'une approche de gestion du risque parfaitement intégrée
	• Instaurer la méthode de la valeur à risque du crédit pour les positions importantes en prêts aux entreprises
	• Parachever la mise en place de systèmes de mesure du risque d'exploitation dans toute l'entreprise
	• Nous préparer d'avance à l'application des exigences en matière de capital réglementaire BRI 2000+ de la Banque des règlements internationaux

et 0,5 M\$ en 1998. Ces revenus ont été positifs pendant 74 % des jours, comparative-ment à 72 % en 1999 et 66 % en 1998.

Chef de file et innovateur reconnu dans le domaine de la gestion du risque de marché, le groupe poursuit sa transition vers une approche plus intégrée à la gestion du risque, en faisant fond sur son expertise de gestion du risque en matière de modélisation pour créer de nouveaux outils visant à mesurer et à gérer le risque de crédit. Le modèle de la valeur à risque du crédit (VAR du crédit) (voir page 47) de la CIBC pour le portefeuille de risque de crédit sera utilisé pour les portefeuilles des prêts aux entreprises en 2001 et il fera partie intégrante du RCPR (voir page 53) et des modèles d'établissement des prix de ces activités.

Le groupe Gestion du risque continue d'améliorer son expertise en matière de mesure du risque d'exploitation. La mesure de la valeur à risque de l'exploitation (voir page 53) est fondée sur les renseignements historiques sur les pertes s'ils sont disponibles, ainsi que sur l'analyse de scénarios, et forme une base de mesure pour la gestion du risque d'exploitation et la composante risque d'exploitation du capital économique.

Administration

Le groupe Administration assure des services de régie d'entreprise et de soutien à la CIBC et à ses unités d'exploitation stratégiques. Il regroupe les finances, les achats, les communications générales, les ressources humaines, le marketing, les services immobiliers et la régie d'entreprise, y compris les services juridiques, la vérification et les services de déontologie.

Ces unités d'infrastructure sont chargées de mettre en place, à l'échelle de la banque, des processus visant à assurer que la CIBC, ses filiales et ses unités d'exploitation sont exploitées avec efficacité, contrôle et cohésion et concourent à la réalisation des objectifs généraux.

De concert avec le président du conseil et les équipes de direction, le groupe Administration participe à l'établissement d'objectifs en matière d'exploitation et de rendement financier, au suivi des progrès réalisés par rapport à ces objectifs et à la diffusion claire et transparente des résultats aux parties intéressées, tant internes qu'externes.

Nous assurons en outre un éventail de services aux unités d'exploitation de la CIBC, depuis le soutien marketing jusqu'aux services de paie. Notre objectif est de fournir ces services, que ce soit directement ou par l'entremise de fournisseurs externes, de la manière la plus efficace et efficace qui soit.

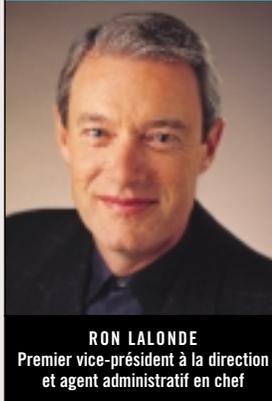
Dans l'exercice 2000, le groupe Administration a surpassé de 4 % ses propres objectifs en matière de compression des coûts et a également réussi à gérer un processus d'examen visant à assurer la réalisation, par la banque, de ses objectifs globaux de réduction des coûts. Notre groupe a également instauré de nouveaux processus de gestion du rendement des unités d'exploitation et des ressources humaines afin d'ancrer encore plus profondément le sens des responsabilités.

Au cours de l'exercice 2001, le groupe Administration continuera d'axer ses efforts sur la réalisation de meilleures efficacités dans ses propres groupes et dans l'ensemble de la banque. Ses autres grands objectifs visent le soutien aux principales

initiatives stratégiques, à savoir l'expansion des services bancaires électroniques Amicus et par Internet et la revitalisation de l'image de la CIBC. Nous continuons de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de systèmes de mesure et de gestion du rendement, de sorte à rehausser la responsabilité et le rendement de toutes nos activités commerciales.

Le groupe mènera également un important projet en vue de détecter des occasions stratégiques d'impartition. Le but visé est de trouver des outils permettant de réduire les coûts à long terme, d'améliorer l'efficacité de l'exploitation, de mieux gérer nos activités clés et de créer, pour notre personnel, des débouchés professionnels intéressants.

NOS PRIORITÉS



RON LALONDE
Premier vice-président à la direction
et agent administratif en chef

- Assurer l'efficacité continue de la gestion des coûts
- Perfectionner les instruments de mesure financière afin de faciliter la prise de décisions
- Attirer et retenir des personnes compétentes et motivées
- Assurer la clarté des communications à l'interne et à l'externe

Développement de l'entreprise

Dans le cadre de son mandat, soit stimuler l'esprit d'entreprise chez les dirigeants des unités d'exploitation, le groupe Développement de l'entreprise travaille avec les principales unités de la CIBC à la recherche d'occasions pouvant augmenter la valeur pour les actionnaires.

Cette année, nous avons mené plusieurs projets de front. Ainsi, nous avons déterminé comment accélérer la croissance des entreprises procurant un rendement élevé, nous avons libéré du capital en abandonnant des activités non stratégiques ou à faible rendement, nous avons identifié de nouveaux associés ou projets de coentreprise qui augmenteront la valeur pour les actionnaires, nous avons aidé à définir les priorités quant aux stratégies et aux besoins en capital, nous avons trouvé des mécanismes pour rehausser le rendement des unités d'exploitation et nous avons pris des décisions concernant divers débouchés en commerce électronique.

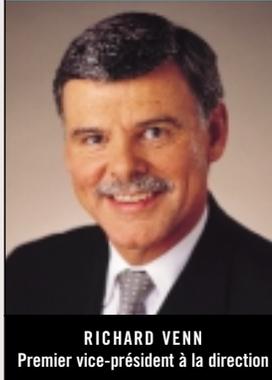
Le groupe Développement de l'entreprise a joué un rôle de premier plan dans la vente des entreprises d'assurances IARD de la CIBC, de son entreprise de services Privabanque en Suisse (CIBC Suisse S.A.) et de plusieurs immeubles de bureaux ainsi que dans la conclusion de l'entente avec le Groupe Investors Inc, Great-West Lifeco Inc. et London Life, Compagnie d'Assurance-Vie et dans l'alliance établie avec National Data Corporation en vue de la formation de Global Payments Inc., notre entreprise d'acquisition de marchands qui utilisent nos cartes de crédit.

Nous continuons de participer à la recherche d'alliances pour notre bannière Amicus, qui connaît une expansion rapide. Nous avons également joué un rôle impor-

tant dans la mise sur pied et la formation de Procuron, une innovation dans le secteur canadien du commerce électronique interentreprises.

Nous travaillons en étroite collaboration avec cibc.com, notre nouveau projet, afin de repérer toute occasion d'investissement intéressante en commerce électronique.

NOS PRIORITÉS



RICHARD VENN
Premier vice-président à la direction

- Dégager, pour les actionnaires, la valeur latente de nos entreprises
- Rechercher des occasions d'investissement, de désinvestissement et de fructification

Revue des états financiers consolidés

États consolidés des résultats

Revenu

POINTS SAILLANTS

- Le revenu total a augmenté de 19 %
- La baisse de l'actif moyen a entraîné un recul de 3 % du revenu net d'intérêts
- Le revenu autre que d'intérêts a progressé de 36 %, progression attribuable aux revenus tirés des honoraires et des gains sur titres de placement
- Les opérations de négociation et les commissions pour opérations sur titres ont représenté une part importante du revenu autre que d'intérêts

Le revenu total est constitué du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts.

Le revenu total de l'exercice a atteint 12 210 M\$ (BIE), contre 10 265 M\$ en 1999. L'augmentation de 19 %, ou 1 945 M\$, a résulté d'une hausse de 36 %, ou 2,1 G\$, du revenu autre que d'intérêts. Cette hausse est attribuable à la vente d'éléments d'actif de la Banque, de l'excellent rendement au chapitre des revenus tirés des honoraires et des opérations de négociation ainsi que des gains à la vente de placements de banque d'affaires. Le revenu net d'intérêts a reculé de 3 %, ou 124 M\$.

En 1999, le revenu total de l'exercice avait atteint 10 265 M\$, soit 1 023 M\$ de plus qu'en 1998, soutenu par des hausses de 2 % du revenu net d'intérêts et de 19 % du revenu autre que d'intérêts.

Revenu net d'intérêts et marge d'intérêts nette

REVENU NET D'INTÉRÊTS ET MARGE D'INTÉRÊTS NETTE

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Actif moyen	263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$
Revenu net d'intérêts (BIE)	4 413 \$	4 537 \$	4 438 \$
Marge d'intérêts nette (BIE)	1,68 %	1,67 %	1,59 %

Le revenu net d'intérêts comprend les intérêts et les dividendes gagnés sur les éléments d'actif moins les intérêts versés sur les éléments de passif. La marge d'intérêts nette correspond au revenu net d'intérêts exprimé en pourcentage de l'actif moyen.

Le revenu net d'intérêts a été légèrement plus faible qu'en 1999 en raison du repli de l'actif moyen.

Une analyse complémentaire du revenu net d'intérêts et de la marge d'intérêts nette est présentée aux pages 94 et 95.

En 1999, le revenu net d'intérêts s'était accru de 99 M\$ par rapport à l'exercice précédent en raison surtout de la hausse des revenus tirés des participations comptabilisées à la valeur de consolidation et de l'augmentation des soldes des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts sur cartes de crédit.

Revenu autre que d'intérêts

REVENU AUTRE QUE D'INTÉRÊTS

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Honoraires de services			
Prise ferme	886 \$	700 \$	717 \$
Dépôt	503	490	486
Crédit	508	495	415
Cartes	368	314	315
Fiducie et garde	457	371	327
Fonds mutuels	280	184	158
Assurance	124	214	207
	3 126	2 768	2 625
Commissions pour opérations sur titres	1 480	1 181	1 163
Opérations de négociation	977	584	66
Gains sur titres de placement, montant net	970	378	96
Revenu tiré d'actifs titrisés de la CIBC	237	200	120
Autres	1 007	617	734
Total du revenu autre que d'intérêts	7 797 \$	5 728 \$	4 804 \$

Le revenu autre que d'intérêts comprend tous les revenus non classés comme revenu net d'intérêts.

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 2 069 M\$, ou 36 %, par rapport à 1999.

Les honoraires de services se sont améliorés de 358 M\$, ou 13 %, les revenus tirés des services de prise ferme, de cartes, de fiducie et de garde ainsi que des fonds mutuels ayant tous fortement augmenté, revenus qui ont été en partie annulés par la baisse de 90 M\$ de ceux tirés de l'assurance en raison de l'abandon des activités de souscription de produits d'assurance-vie directe.

- Les honoraires de prise ferme ont augmenté de 27 % à cause surtout du succès obtenu par la plate-forme américaine de services bancaires d'investissement, lequel a été contrebalancé par des baisses des financements par emprunt.

- Les honoraires tirés des services de cartes se sont renforcés de 17 %, grâce à l'augmentation des nouveaux comptes, surtout dans les cartes haut de gamme.
- Les honoraires de fiducie et de garde ont bondi de 23 %, essentiellement en raison d'honoraires d'encouragement annuels plus élevés que la normale et représentant la participation sans risque de la CIBC dans le bénéfice de sociétés de placement.
- Les fonds mutuels comprennent les honoraires de gestion et les commissions de vente de fonds mutuels de tiers. Les revenus ont monté de 52 %, hausse correspondant à celle des biens administrés.

Les *commissions pour opérations sur titres* se sont améliorées de 299 M\$, ou 25 %, à la faveur de la montée du volume des opérations de négociation de détail sur le marché.

Les revenus tirés des *opérations de négociation* ont été de 393 M\$, ou 67 %, plus élevés que ceux de 1999. Les opérations de négociation sont prises en compte dans les revenus tirés des opérations de négociation, qui sont analysés dans la prochaine section.

Les *gains sur titres de placement* comprennent les gains et pertes réalisés sur les cessions ainsi que les moins-values visant à tenir compte des baisses de valeur durables des titres du compte de placement. Les revenus comprennent une somme de 697 M\$ (583 M\$ en 1999) liée à la vente d'une tranche de notre participation dans Global Crossing Ltd. En 1999, ces gains avaient été en partie annulés par les moins-values afférentes aux actions de The Loewen Group et de Groupe-Crédit Newcourt Inc.

Le *revenu tiré d'actifs titrisés* de la CIBC a enregistré une hausse de 37 M\$, ou 19 %, grâce essentiellement au revenu plus élevé qui a été tiré de la titrisation de prêts à cote supérieure d'investissement et autres.

Le poste *Autres* comprend les gains et pertes à la cession d'immobilisations et à la vente de filiales, les commissions de change, les autres services de paiement ainsi que les autres commissions et honoraires. Le montant de ce poste s'est renforcé de 390 M\$, ou 63 %, en raison principalement de la vente d'immeubles de bureaux, de nos entreprises d'assurances IARD et de CIBC Suisse S.A.

En 1999, le revenu autre que d'intérêts s'était établi à 5 728 M\$, en hausse de 1 040 M\$, ou 22 %, par rapport à celui de 1998, compte non tenu du revenu de 116 M\$ provenant de la vente de Comcheq en 1998. Cette amélioration avait résulté de l'augmentation des honoraires (143 M\$), des revenus tirés des opérations de négociation (518 M\$) et du gain net sur les titres de placement (282 M\$).

Revenus tirés des opérations de négociation

REVENUS TIRÉS DES OPÉRATIONS DE NÉGOCIATION

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre			
	2000	1999	1998
Revenu net d'intérêts (BIE)	(260) \$	2 \$	71 \$
Opérations de négociation	977	584	66
Total des revenus tirés des opérations de négociation	717 \$	586 \$	137 \$
Par produit :			
Taux d'intérêt	231 \$	296 \$	97 \$
Change	36	24	50
Actions	394	119	(40)
Marchandises et autres ⁽¹⁾	56	147	30
Total des revenus tirés des opérations de négociation	717 \$	586 \$	137 \$

(1) Compte tenu des swaps d'actifs, des instruments de crédit dérivés ainsi que des opérations de négociation et des ventes sur le marché secondaire des prêts.

Les *revenus tirés des opérations de négociation* comprennent le *revenu net d'intérêts gagné sur les portefeuilles de négociation* ainsi que le *montant net des gains ou des pertes résultant des opérations de négociation, principalement au sein de Marchés mondiaux CIBC*.

Dans le cadre des solutions financières intégrées qu'elle propose à ses clients en vue de répondre à leurs besoins en matière de gestion du risque et de placement, la CIBC détient des positions dans des instruments financiers négociés qui sont liquides et d'autres qui le sont moins. Elle tire des revenus des opérations qu'elle conclut pour ses clients et, dans une moindre mesure, de celles qu'elle réalise pour son propre compte. Les instruments négociés comprennent des titres d'emprunt et des actions, des instruments sur devises et sur marchandises et des produits dérivés. Les positions sont constatées à la juste valeur et les gains et pertes réalisés ou non réalisés provenant des variations de cette valeur sont inscrits dans les résultats des opérations de négociation en tant que revenu autre que d'intérêts. Les intérêts nets gagnés sur les positions de négociation sont présentés à titre de revenu net d'intérêts dans les états consolidés des résultats.

Les opérations de négociation et les stratégies de gestion du risque connexes peuvent donner lieu soit à des revenus tirés des opérations de négociation, soit à un revenu net d'intérêts. Par conséquent, le secteur Marchés mondiaux CIBC considère que, lorsqu'il résulte d'opérations, ce dernier type de revenu fait partie intégrante des revenus tirés des opérations de négociation.

En 2000, les revenus tirés des opérations de négociation se sont chiffrés à 717 M\$, soit 131 M\$ de plus qu'en 1999. Cette amélioration a résulté de la forte augmentation des produits structurés en actions, activités hybrides qui sont menées pour le compte de la CIBC et pour ses clients et qui font appel aux ressources technologiques et humaines pour gérer les stratégies de négociation sur les marchés boursiers, ainsi que de la hausse des activités institutionnelles liées aux actions aux États-Unis. Cette hausse est en partie attribuable à la vitalité des marchés pendant l'exercice. Le recul des revenus tirés des opérations de négociation d'autres produits a résulté en partie de la restructuration des produits de crédit dérivés en cours d'exercice.

En 1999, les revenus tirés des opérations de négociation avaient atteint 586 M\$, largement supérieurs à ceux de 1998, qui avaient été affaiblis, au quatrième trimestre, par les pertes découlant de la volatilité des marchés mondiaux des capitaux.

Frais autres que d'intérêts

POINTS SAILLANTS

- Les frais autres que d'intérêts de base ont reculé de 5 % grâce aux excellents résultats du programme de compression des coûts
- Le coefficient de rendement s'est amélioré, pour atteindre 66,3 %
- Les frais autres que d'intérêts liés aux volumes se sont accrus de 42 %
- Un crédit de 31 M\$ visant à rajuster la charge de restructuration inscrite en 1999 a été constaté en 2000
- Les sommes consacrées à Amicus et bizSmart viennent appuyer notre stratégie à l'égard des services bancaires électroniques

Les frais autres que d'intérêts comprennent tous les coûts de la CIBC, à l'exception des frais d'intérêts, de la dotation aux pertes sur créances et de la charge d'impôts.

Les frais autres que d'intérêts ont totalisé 8 096 M\$ en 2000, en hausse de 98 M\$, ou 1 %, par rapport à ceux de 1999. Le tableau suivant facilitera la comparaison, d'un exercice à l'autre, des frais autres que d'intérêts.

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Frais de base ⁽¹⁾	5 524 \$	5 813 \$	5 541 \$
Primes d'encouragement et commissions ⁽²⁾	2 269	1 603	1 463
Charge de restructuration	(31)	426	79
Amicus et bizSmart ⁽³⁾	284	102	42
Regroupement des locaux de New York	50	-	-
Révision de la durée d'utilisation estimative de certains biens technologiques	-	54	-
Total des frais autres que d'intérêts	8 096 \$	7 998 \$	7 125 \$

(1) Comprend les frais liés à l'acquisition d'Oppenheimer (néant en 2000 et en 1999 et 56 M\$ en 1998).

(2) Comprend les frais liés à l'acquisition d'Oppenheimer (20 M\$ en 2000, 45 M\$ en 1999 et 184 M\$ en 1998).

(3) Les investissements stratégiques consentis à Amicus et à bizSmart sont répartis entre la majeure partie des catégories des frais autres que d'intérêts.

En 2000, les *frais de base* se sont situés à 5 524 M\$, soit 289 M\$, ou 5 %, de moins qu'en 1999, grâce aux résultats fructueux de notre programme de compression des coûts.

Les *primes d'encouragement et les commissions de vente* fondées sur les volumes ont monté de 666 M\$, ou 42 %.

Le crédit de *restructuration* de 31 M\$ constaté en 2000 représente un ajustement de la charge de restructuration inscrite en 1999, qui venait étayer le programme de compression des coûts instauré à l'échelle de la CIBC.

Les frais engagés à l'égard d'*Amicus et de bizSmart* visent à favoriser la formation de nouvelles alliances dans le secteur des services bancaires électroniques. Amicus regroupe nos activités de services bancaires électroniques de détail en comarque, et bizSmart constitue le premier service bancaire en ligne à être offert sans frais aux PME canadiennes. Les sommes consacrées à ces initiatives ont totalisé 284 M\$, soit 182 M\$ de plus qu'en 1999.

La charge de 50 M\$ qui a été imputée aux résultats de 2000 au titre du *regroupement des locaux de New York* a résulté de la décision de regrouper nos locaux dans cette ville en un seul emplacement, dans le but de servir nos clients avec plus d'efficacité.

En 1999, la *durée d'utilisation estimative de certains biens technologiques* avait été révisée afin d'en traduire plus fidèlement la durée d'utilisation prévue.

Les frais autres que d'intérêts se prêtent également à une analyse fonctionnelle.

Le montant de *rémunération et charges sociales* a été de 549 M\$, ou 13 %, plus élevé qu'en 1999.

• Les salaires ont fléchi de 131 M\$, ou 6 %, malgré des salaires supplémentaires de 41 M\$ liés à Amicus et à bizSmart en 2000. La baisse générale des salaires traduit les excellents résultats qu'a donnés le programme de compression des coûts de la CIBC.

• Par rapport à celles de 1999, les primes d'encouragement (essentiellement versées par Marchés mondiaux CIBC) se sont accrues de 463 M\$ et les commissions (en grande partie celles de Gestion des avoirs), de 203 M\$, en raison surtout de la montée des revenus.

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS SUR UNE BASE FONCTIONNELLE

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999 ⁽¹⁾	1998 ⁽¹⁾
Rémunération et charges sociales			
Salaires	2 235 \$	2 366 \$	2 247 \$
Primes d'encouragement	1 636	1 173	972
Commissions	633	430	491
Charges sociales	433	419	349
	4 937	4 388	4 059
Frais d'occupation	634	594	556
Matériel informatique et matériel de bureau ⁽²⁾	758	849	678
Communications	371	380	389
Publicité et expansion des affaires	273	283	314
Honoraires	240	211	228
Taxe d'affaires et impôts sur le capital	108	127	130
Charge de restructuration	(31)	426	79
Autres	806	740	692
Total des frais autres que d'intérêts	8 096 \$	7 998 \$	7 125 \$

(1) Certains montants d'exercices antérieurs ont été retraités selon la présentation utilisée en 2000.

(2) Compte tenu des coûts du programme de l'an 2000, soit 10 M\$ (88 M\$ en 1999 et 103 M\$ en 1998).

En 2000, les *frais d'occupation* ont compris une charge de 50 M\$ relative au regroupement des locaux de New York. Compte non tenu de cette charge, les frais d'occupation se sont établis à 584 M\$, soit 10 M\$, ou 2 %, de moins qu'en 1999, malgré les frais supplémentaires de 7 M\$ qui ont été engagés en 2000 relativement à Amicus et à bizSmart.

Les coûts engagés au titre du *matériel informatique et du matériel de bureau* ont reculé de 91 M\$, ou 11 %, par rapport à ceux de 1999, lesquels tenaient compte de frais de préparation à l'an 2000 et une augmentation de la dotation à l'amortissement liée à la révision de la durée d'utilisation estimative de certains biens technologiques. Le recul de ces coûts a été en partie annulé par les dépenses engagées pour Amicus et bizSmart.

Les frais de *communications* incluent les coûts de télécommunications, d'affranchissement, de messagerie et de papeterie et ont légèrement baissé malgré les dépenses supplémentaires de 14 M\$ engagées pour Amicus et bizSmart en 2000.

Les frais de *publicité et d'expansion des affaires* ont fléchi grâce au succès du programme de compression des coûts.

Les *honoraires* ont été de 29 M\$, ou 14 %, supérieurs à ceux de 1999 en raison surtout des montants investis dans Amicus et bizSmart.

Les *taxes d'affaires et impôts sur le capital* sont traités dans l'analyse des impôts et taxes à la page 38.

La *charge de restructuration*, au montant de 426 M\$ en 1999, visait le soutien du programme de compression des coûts instauré à

l'échelle de l'entreprise. Le montant de 79 M\$ inscrit en 1998 à cet égard avait trait à Marchés mondiaux CIBC.

Le poste *Autres* s'entend des frais des services externes, des pertes irrécouvrables, des autres frais de personnel et des dons. Le montant de ce poste s'est accru de 66 M\$ en raison des dépenses engagées pour Amicus et bizSmart et des frais variables liés au volume de Marchés mondiaux CIBC.

Les frais autres que d'intérêts avaient totalisé 7 998 M\$ en 1999, y compris une charge de restructuration de 426 M\$ (79 M\$ en 1998) ainsi que des frais liés à l'acquisition d'Oppenheimer de 45 M\$ (240 M\$ en 1998). Compte non tenu de ces montants, les frais autres que d'intérêts s'étaient élevés à 7 527 M\$ en 1999, contre 6 806 M\$ en 1998, une hausse de 721 M\$, ou 11 %, dont la majeure partie était liée à la rémunération fondée sur le revenu de Marchés mondiaux CIBC.

Dotation aux pertes sur créances

DOTATION AUX (RECouvreMENT DES) PERTES SUR CRÉANCES			
en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre			
	2000	1999	1998
Canada			
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 \$	7 \$	8 \$
Prêts aux étudiants	365	104	56
Prêts personnels	94	90	83
Prêts sur cartes de crédit	154	94	110
Total des prêts à la consommation	618	295	257
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	5	1	1
Commerce et services	9	115	16
Institutions financières	1	8	(2)
Fabrication	56	136	(3)
Immobilier	(24)	(59)	(94)
Agriculture	5	1	2
Ressources naturelles	7	8	(2)
Transport	73	10	24
Communications	1	8	9
Autres	2	(2)	6
Total des prêts aux entreprises et aux administrations publiques	135	226	(43)
	753	521	214
États-Unis			
Total des prêts à la consommation	(6)	1	(2)
Commerce et services	61	29	14
Institutions financières	45	15	-
Fabrication	39	54	5
Immobilier	(15)	(30)	(11)
Ressources naturelles	1	-	11
Transport	13	(1)	(2)
Communications	13	-	1
Autres	47	1	-
	198	69	16
Autres pays			
Total des prêts à la consommation	12	12	6
Commerce et services	-	2	1
Institutions financières	1	24	-
Fabrication	1	-	15
Immobilier	(6)	10	2
Transport	10	(40)	(6)
Communications	-	-	29
Autres	1	2	3
	19	10	50
Pertes sur créances portées aux résultats			
- dotations spécifiques	970	600	280
- dotation générale	250	150	200
Total des pertes sur créances portées aux états consolidés des résultats	1 220 \$	750 \$	480 \$
En pourcentage du total des prêts et acceptations nets	0,79 %	0,51 %	0,29 %

En 2000, la dotation aux pertes sur créances qui a été imputée aux résultats s'est établie à 1 220 M\$, contre 750 M\$ en 1999. La dotation de 2000 comprend une somme de 970 M\$ au titre des provisions spécifiques et une autre de 250 M\$ qui visait à accroître la provision générale.

Les dotations spécifiques ont augmenté de 370 M\$ en regard de ce qu'elles étaient en 1999. Les dotations associées aux portefeuilles de prêts à la consommation ont représenté 316 M\$ de cette augmentation et celles afférentes aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques, 54 M\$.

La hausse des dotations spécifiques relatives aux portefeuilles de prêts à la consommation est en quasi-totalité attribuable à une augmentation de 250 M\$ de la dotation spécifique relative au portefeuille de prêts étudiants parrainés par l'État. Cette augmentation découle des résultats de l'évaluation du portefeuille qu'a faite la direction, qui a tenu compte de l'expiration du contrat avec le gouvernement fédéral le 31 juillet 2000, des négociations en cours avec diverses provinces et du piètre rendement de ce portefeuille en matière de crédit. Dans l'avenir, le rôle que nous jouerons dans les contrats conclus avec l'État relativement aux prêts étudiants n'exposera pas la CIBC à un risque de crédit. Le reste de la hausse est liée aux prêts sur cartes de crédit et a résulté principalement de la forte montée du volume.

L'augmentation des dotations relatives aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques est attribuable aux pertes accrues du portefeuille américain et au recouvrement moins important qui a été réalisé dans toutes les régions géographiques. Cette augmentation a été atténuée par un recul des pertes au Canada et dans d'autres pays.

Une analyse des provisions générale et spécifiques est présentée à la page 41.

En 1999, la dotation aux pertes sur créances imputée aux résultats avait inclus une somme de 600 M\$ au titre des provisions spécifiques et une autre de 150 M\$ visant à accroître la provision générale, pour un total de 750 M\$.

Impôts et taxes

IMPÔTS ET TAXES			
en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre			
	2000	1999	1998
Impôts sur les bénéfices			
Charge d'impôts	641 \$	320 \$	460 \$
Ajustement sur une base d'imposition équivalente	131	129	101
Total des impôts sur les bénéfices	772	449	561
Impôts et taxes indirects			
Impôts sur le capital	92	101	101
Impôts fonciers et taxe d'affaires	44	84	85
Impôts sur la masse salariale (part de l'employeur)	202	197	194
TPS et taxes de vente	182	176	166
Total des impôts et taxes indirects	520	558	546
Total des impôts et taxes	1 292 \$	1 007 \$	1 107 \$
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial canadien			
	42,85 %	43,2 %	43,2 %
Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant charge d'impôts (BIE)			
	26,7 %	29,6 %	34,3 %
Total des impôts et taxes en pourcentage du bénéfice net avant déduction du total des impôts et taxes (BIE)			
	38,1 %	49,2 %	51,5 %

Le total des impôts sur les bénéfices et des impôts et taxes indirects a augmenté de 285 M\$, ou 28 %, en 2000.

Les impôts sur les bénéfices désignent ceux exigés de la banque mère, sur une base non consolidée, ainsi que de ses filiales étrangères et nationales.

Le total des impôts sur les bénéfices s'est établi à 772 M\$ en 2000, soit 323 M\$ de plus qu'en 1999. Cette hausse a résulté essentiellement de la montée du bénéfice de la banque mère et de diverses filiales.

Le taux d'imposition combiné fédéral et provincial canadien, à savoir 42,85 % (43,2 % en 1999), est le taux d'imposition réglementaire auquel est assujettie la banque mère. Ce taux peut varier selon les modifications de taux d'imposition des sociétés qu'entérinent les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi qu'en fonction des variations de la proportion du bénéfice réalisé dans chacune des provinces et par les établissements étrangers de la banque mère. En 2000, ce taux a baissé en raison surtout du fait que le taux d'imposition des sociétés en Ontario est passé de 15,5 % à 14,5 % en date du 2 mai 2000. La banque mère mène une partie importante de ses activités dans cette province.

En tant que pourcentage du bénéfice net avant charge d'impôts (BIE), les impôts sur les bénéfices sont passés de 29,6 % en 1999 à 26,7 % en 2000. Ce recul a découlé en partie du fait que les taux d'imposition des gains réalisés à la cession de placements et des activités abandonnées ont diminué. De plus, une partie plus importante du bénéfice de la CIBC en 2000 provient des filiales exploitées dans des territoires où les taux d'imposition sont plus faibles.

Les impôts et taxes indirects s'entendent des impôts sur le capital, des impôts fonciers et taxe d'affaires, des impôts sur la masse salariale ainsi que de la TPS et des taxes de vente.

Les impôts et taxes indirects se sont chiffrés à 520 M\$, en baisse de 38 M\$, ou 7 %, par rapport à ceux de 1999, découlant essentiellement des diminutions des impôts fonciers et taxe d'affaires ainsi que des impôts sur le capital. La vente d'immeubles de bureaux a entraîné le recul des impôts fonciers et taxe d'affaires. Quant aux impôts sur le capital, ils ont baissé grâce à la contraction des niveaux de capital qui a résulté du programme de rachat d'actions de la CIBC, des rachats d'actions privilégiées et de la hausse des dividendes versés, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par l'accroissement du bénéfice des filiales nationales et de la banque mère.

Le 18 octobre 2000, le gouvernement fédéral a proposé, dans son énoncé économique et sa mise à jour budgétaire (le mini-budget) de réduire les taux d'imposition de 6 % progressivement au cours d'un certain nombre d'années. Conformément aux principes comptables généralement reconnus, la CIBC est tenue de constater un actif d'impôts futurs eu égard aux frais qui ne sont pas déductibles à court terme aux fins fiscales, telle la provision générale pour pertes sur créances. L'actif d'impôts futurs a été inscrit en tenant compte des taux d'imposition qui seront pratiquement en vigueur dans l'avenir. Relativement à ses établissements canadiens, la CIBC a un montant net d'actif d'impôts futurs. Lorsqu'il sera jugé que les propositions du mini-budget sont pratiquement adoptées, la CIBC sera tenue de réduire la valeur de son actif d'impôts futurs en raison de la probabilité que les frais seront déduits au taux le moins élevé. En supposant qu'il soit jugé que ces propositions entrent pratiquement en vigueur au cours de l'exercice 2001, l'actif d'impôts futurs sera réduit d'environ 90 M\$ par voie d'une imputation à la charge d'impôts de cet exercice.

Le total des impôts sur les bénéfices et des impôts et taxes indirects avait diminué en 1999, passant de 1 107 M\$ en 1998 à 1 007 M\$ en 1999. Cette baisse avait découlé d'une réduction de 112 M\$ des impôts sur les bénéfices, qui découlait principalement de la baisse du bénéfice de la banque mère par suite d'une charge de restructuration et de la hausse des pertes sur titres et sur prêts.

Bilans consolidés

BILANS CONDENSÉS		
en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999
Actif		
Liquidités	10 679 \$	12 527 \$
Titres		
Titres du compte de placement et titres en substitut de prêts	16 025	13 438
Titres du compte de négociation	53 217	46 054
	69 242 \$	59 492 \$
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 898	46 613
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	27 452	24 532
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques, y compris les acceptations	56 179	56 343
Provision générale pour pertes sur créances	(1 250)	(1 000)
	134 279 \$	126 488 \$
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente		
	20 461	19 158
Instruments dérivés à la valeur marchande	23 847	24 449
Autres éléments d'actif	9 194	8 217
	267 702 \$	250 331 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	179 632 \$	160 041 \$
Engagements liés à des titres vendus à découvert	13 992	15 563
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat		
	14 199	13 640
Instruments dérivés à la valeur marchande	24 374	25 097
Autres éléments de passif et acceptations	19 718	20 388
Dette subordonnée	4 418	4 544
Capitaux propres	11 369	11 058
	267 702 \$	250 331 \$

POINTS SAILLANTS

- En 2000, le groupe TGB a instauré un processus d'attribution des ressources du bilan aux termes duquel des ressources ont été retirées des activités procurant un piètre rendement au profit de celles dont le rendement est supérieur. Les augmentations et les diminutions indiquées ci-dessous résultent principalement de cette initiative.

Actif

Au 31 octobre 2000, le total de l'actif s'établissait à 267,7 G\$, en hausse de 17,4 G\$ par rapport aux 250,3 G\$ constatés un an plus tôt. Cette hausse a résulté principalement de la croissance des catégories d'éléments d'actif suivantes : les titres du compte de négociation, soit principalement des actions (amélioration de 7,2 G\$, pour atteindre 53,2 G\$), les prêts hypothécaires à l'habitation (augmentation de 5,3 G\$, pour se situer à 51,9 G\$) et les prêts personnels et prêts sur cartes de crédit (hausse de 2,9 G\$, pour s'établir à 27,5 G\$). De plus, bien que les montants des prêts aux entreprises et aux administrations publiques (y compris les acceptations) aient légèrement fléchi, la forte baisse des prêts aux grandes entreprises a été compensée par la hausse de ceux aux petites entreprises.

Les conventions de revente s'apparentent à des prêts garantis comportant de faibles risques et sont assorties d'exigences minimales en matière de capital. Cependant, les intérêts gagnés sur ces conventions sont moindres que ceux que procurent d'autres prêts. Les conventions de revente se sont accrues de 1,3 G\$ de 1999 à 2000.

Les instruments dérivés à la valeur marchande représentent les gains (actif) et les pertes (passif) non réalisés sur les contrats d'instruments dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de négociation. Le solde de 23,8 G\$ au 31 octobre 2000 se compare à celui inscrit à la même date un an plus tôt.

Passif et capitaux propres

Les dépôts totalisaient 179,6 G\$ au 31 octobre 2000, soit 19,6 G\$ de plus qu'au 31 octobre 1999. La hausse est essentiellement liée à l'augmentation des dépôts d'entreprises et d'administration publiques.

Le montant de la dette subordonnée, soit 4,4 G\$ au 31 octobre 2000, est semblable à celui de 1999. La note 9 afférente aux états financiers consolidés, qui figure à la page 70, renferme plus de détails sur la dette subordonnée.

Les capitaux propres s'établissaient à 11,4 G\$ au 31 octobre 2000. Le rachat d'actions ordinaires au cours de l'exercice et le versement de dividendes ont annulé la hausse des capitaux propres résultant du réinvestissement du bénéfice.

Titres

TITRES DU COMPTE DE PLACEMENT		
en millions de dollars, aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	2000	1999
Titres du compte de placement		
Valeur marchande ⁽¹⁾	18 491 \$	16 897 \$
Valeur comptable	15 864	13 277
Excédent non réalisé de la valeur marchande sur la valeur comptable	2 627 \$	3 620 \$
Excédent non réalisé de la valeur marchande sur la valeur comptable au début de l'exercice	3 620 \$	2 131 \$
Gain net réalisé à la vente de titres du compte de placement	(970)	(378)
(Diminution) augmentation de la valeur marchande des titres du compte de placement	(23)	1 867
Excédent non réalisé de la valeur marchande sur la valeur comptable à la fin de l'exercice	2 627 \$	3 620 \$

(1) La juste valeur des actions cotées en Bourse du compte de placement ne tient compte d'aucun ajustement au titre des restrictions de revente qui échoient à moins de un an, de l'illiquidité ou des frais futurs.

Tous les titres autres que ceux du compte de négociation sont classés dans le compte de placement et sont inscrits au coût. Les titres du compte de placement se sont situés à 15,9 G\$, soit 2,6 G\$ de plus qu'en 1999.

Au 31 octobre 2000, l'excédent non réalisé de la valeur marchande sur la valeur comptable du portefeuille de titres de placement de la CIBC totalisait 2,6 G\$. L'excédent non réalisé de la valeur marchande sur la valeur comptable des titres du compte de placement est porté aux résultats lorsque les placements sont vendus. La valeur comptable et la valeur marchande estimative de ces titres sont décrites plus longuement à la note 3 afférente aux états financiers consolidés, aux pages 66 et 67.

Le secteur Marchés mondiaux CIBC a presque parachevé un programme visant à couvrir la majeure partie des 47 millions d'actions de Global Crossing Ltd. qu'il détient encore. Nous avons conclu des contrats de vente à terme dont les échéances vont de 2001 à 2003. La fourchette des cours planchers est de 20 \$ US à 28 \$ US par action, et les cours plafonds varient entre 46 \$ US et 64 \$ US. L'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable de la participation de la CIBC dans Global Crossing Ltd., compte tenu de l'incidence des contrats de vente, s'établissait à 1,7 G\$ au 31 octobre 2000.

Les titres du compte de négociation se sont chiffrés à 53,2 G\$, soit 7,2 G\$ de plus qu'en 1999. Cette hausse a découlé surtout des occasions qui ont été exploitées sur les marchés boursiers. Les titres du compte de négociation sont présentés à leur juste valeur estimative, et les gains et pertes réalisés et non réalisés sont pris en compte dans les opérations de négociation présentées aux états consolidés des résultats.

Prêts et acceptations

PRÊTS ET ACCEPTATIONS (DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES) ⁽¹⁾		
en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 898 \$	46 613 \$
Prêts étudiants	4 263	4 380
Prêts personnels	17 567	15 937
Prêts sur cartes de crédit	5 622	4 215
Total des prêts à la consommation	79 350	71 145
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques, y compris les acceptations ⁽²⁾	56 179	56 343
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	20 461	19 158
Provision générale	(1 250)	(1 000)
Total des prêts et acceptations nets	154 740 \$	145 646 \$

(1) Pour plus de détails, voir les Renseignements financiers annuels supplémentaires, à la page 96.

(2) Les prêts aux administrations publiques s'élevaient à 902 M\$ au 31 octobre 2000 (1 395 M\$ en 1999).

Diversification du portefeuille

Le portefeuille de prêts et acceptations de la CIBC est judicieusement diversifié de sorte que la concentration du risque par client, région, secteur d'activité et monnaie se situe dans des limites acceptables inspirées par la prudence.

Les prêts à la consommation ont totalisé 79,4 G\$ en 2000, en hausse de 8,2 G\$, ou 12 %, par rapport à ceux de 1999 et ont représenté 59 % du total des prêts et acceptations nets, compte non tenu des titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente. La hausse constatée en 2000 a découlé d'une augmentation de 5,3 G\$, ou 11 %, des prêts hypothécaires à l'habitation, témoignant de la vigueur des marchés du logement au Canada. En outre, les soldes des prêts sur cartes de crédit ont progressé de 1,4 G\$, ou 33 %, par rapport à 1999. Ces augmentations traduisent les efforts stratégiques déployés à l'égard des activités de détail.

Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques, y compris les acceptations, se sont situés à 56,2 G\$, soit environ le même montant qu'en 1999. Au Canada, le portefeuille s'est renforcé de 0,7 G\$, ou 2 %, et celui des Antilles a progressé de 0,3 G\$, ou 19 %. L'élargissement des portefeuilles de ces régions a été contrebalancé par des reculs en Asie, en Europe et aux États-Unis. Les baisses enregistrées dans les secteurs des services financiers, de l'immobilier et de la fabrication ont été en grande partie compensées par des hausses dans ceux du transport, des communications ainsi que du commerce et des services.

Les positions à risque de la CIBC en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est ont encore baissé. Le total des titres, déduction faite des risques inhérents aux produits dérivés, aux prêts et aux autres éléments d'actif, a diminué de 2,5 G\$, pour se situer à 4,7 G\$ en 2000.

La CIBC gère la concentration de ses risques par la diversification des secteurs, segments et sous-segments, le pétrole et le gaz, les administrations publiques, les institutions financières, les communications et la haute technologie constituant les secteurs les plus importants. Le portefeuille de la CIBC demeure judicieusement diversifié puisque aucun des secteurs ne représente plus de 14 % du total du portefeuille.

Provisions générale et spécifiques

Au 31 octobre 2000, la provision pour pertes sur créances totalisait 2 236 M\$, en hausse de 488 M\$ par rapport au montant inscrit un an plus tôt. Le total des provisions représente maintenant 135 % des prêts douteux bruts et du portefeuille d'acceptations, contre 118 % en 1999.

Provisions spécifiques

Les provisions spécifiques étaient de 986 M\$ au 31 octobre 2000, une augmentation de 238 M\$ sur celles de l'exercice précédent. Les provisions spécifiques représentent maintenant 0,64 % du total des prêts et acceptations nets, en regard de 0,51 % en 1999.

Les provisions qui sont expressément liées aux portefeuilles de prêts à la consommation se sont établies à 510 M\$, soit 267 M\$, ou 110 %, de plus qu'en 1999. Cette hausse s'est produite essentiellement dans les prêts étudiants parrainés par l'État, prêts à l'égard desquels une dotation de 365 M\$ (incluant le montant supplémentaire de 250 M\$) a été imputée en 2000 de façon à tenir compte des pertes subies sur ce portefeuille. Au cours de l'exercice, nous avons évalué l'état de notre portefeuille de prêts étudiants en tenant compte de l'expiration, le 31 juillet 2000, du contrat avec le gouvernement fédéral, des négociations en cours avec diverses provinces et du piètre rendement de ce portefeuille en matière de crédit. Nous avons ajusté la dotation spécifique en fonction des résultats de notre évaluation.

Les provisions spécifiques requises à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont été de 476 M\$, soit 29 M\$, ou 6 %, de moins qu'en 1999. Des réductions ont été constatées dans toutes les régions, exception faite des États-Unis où les provisions spécifiques se sont accrues de 47 M\$ par rapport à celles de 1999.

Les prêts douteux nets, avant la dotation générale, ont reculé d'un exercice à l'autre, les augmentations enregistrées dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux administrations publiques ayant été compensées par des baisses dans les portefeuilles de prêts à la consommation.

Provision générale

La provision générale est constituée pour les pertes sur créances que recèlent les portefeuilles de prêts, mais qui n'ont pas encore été identifiées de manière spécifique.

Le montant de la provision générale est fonction des pertes prévues à l'égard de chaque portefeuille d'éléments d'actif, montant que la direction ajuste en fonction des tendances économiques ou des risques inhérents aux portefeuilles ainsi que des changements en matière de politiques et de normes d'octroi de prêts. Ces portefeuilles comprennent les prêts aux entreprises et les acceptations, les instruments de crédit hors bilan, tels les engagements et les lettres de crédit, et les prêts à la consommation.

Les pertes prévues à l'égard des portefeuilles de prêts aux entreprises sont calculées d'après l'évaluation du risque propre à chaque facilité de crédit et les facteurs de pertes qui y sont associés et s'appuient sur les résultats passés. Les pertes prévues relativement aux portefeuilles de prêts à la consommation sont déterminées à partir des tendances et des taux de pertes historiques.

La méthode qu'emploie la CIBC pour établir sa provision générale repose sur une analyse de chaque portefeuille. Bien que des provisions générales puissent être établies pour chaque portefeuille ou secteur d'activité, la provision globale peut servir à absorber les pertes de l'ensemble des portefeuilles de prêts qui n'ont pas encore été clairement identifiées.

Au cours de 2000, la CIBC a augmenté sa provision générale de 250 M\$, la faisant ainsi passer à 1,25 G\$. Cette décision reflétait une attitude prudente face au cycle économique, à la composition des portefeuilles et au perfectionnement continu de la méthode d'établissement des provisions.

De l'avis de la direction, cumulé aux provisions spécifiques, ce niveau de provision générale permet de couvrir adéquatement les pertes des portefeuilles de prêts.

VARIATIONS DES PRÊTS DOUTEUX NETS⁽¹⁾

en millions de dollars, aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Prêts à la consommation ⁽²⁾	Total avant la provision générale	Provision générale	Total 2000	Prêts aux entreprises et administrations publiques	Prêts à la consommation ⁽²⁾	Total avant la provision générale	Provision générale	Total 1999	Prêts aux entreprises et administrations publiques	Prêts à la consommation ⁽²⁾	Total avant la provision générale	Provision générale	Total 1998
Prêts douteux bruts															
Solde au début de l'exercice	1 019 \$	463 \$	1 482 \$	- \$	1 482 \$	1 050 \$	436 \$	1 486 \$	- \$	1 486 \$	1 203 \$	416 \$	1 619 \$	- \$	1 619 \$
Nouveaux prêts douteux	1 008	776	1 784	-	1 784	911	826	1 737	-	1 737	485	742	1 227	-	1 227
Reclassés dans les prêts rentables, remboursés ou vendus	(408)	(348)	(756)	-	(756)	(534)	(453)	(987)	-	(987)	(388)	(380)	(768)	-	(768)
Prêts douteux bruts avant radiations	1 619	891	2 510	-	2 510	1 427	809	2 236	-	2 236	1 300	778	2 078	-	2 078
Radiations	(415)	(434)	(849)	-	(849)	(408)	(346)	(754)	-	(754)	(250)	(342)	(592)	-	(592)
Solde à la fin de l'exercice	1 204 \$	457 \$	1 661 \$	- \$	1 661 \$	1 019 \$	463 \$	1 482 \$	- \$	1 482 \$	1 050 \$	436 \$	1 486 \$	- \$	1 486 \$
Provisions															
Solde au début de l'exercice	505 \$	243 \$	748 \$	1 000 \$	1 748 \$	551 \$	208 \$	759 \$	850 \$	1 609 \$	724 \$	217 \$	941 \$	650 \$	1 591 \$
Radiations	(415)	(434)	(849)	-	(849)	(408)	(346)	(754)	-	(754)	(250)	(342)	(592)	-	(592)
Dotations	346	624	970	250	1 220	292	308	600	150	750	18	262	280	200	480
Recouvrements	44	77	121	-	121	69	75	144	-	144	53	79	132	-	132
Change et autres	(4)	-	(4)	-	(4)	1	(2)	(1)	-	(1)	6	(8)	(2)	-	(2)
Solde à la fin de l'exercice	476 \$	510 \$	986 \$	1 250 \$	2 236 \$	505 \$	243 \$	748 \$	1 000 \$	1 748 \$	551 \$	208 \$	759 \$	850 \$	1 609 \$
Prêts douteux nets															
Solde au début de l'exercice	514 \$	220 \$	734 \$	(1 000) \$	(266) \$	499 \$	228 \$	727 \$	(850) \$	(123) \$	479 \$	199 \$	678 \$	(650) \$	28 \$
Variation nette des prêts douteux bruts	185	(6)	179	-	179	(31)	27	(4)	-	(4)	(153)	20	(133)	-	(133)
Variation nette de la provision	29	(267)	(238)	(250)	(488)	46	(35)	11	(150)	(139)	173	9	182	(200)	(18)
Solde à la fin de l'exercice ⁽³⁾	728 \$	(53) \$	675 \$	(1 250) \$	(575) \$	514 \$	220 \$	734 \$	(1 000) \$	(266) \$	499 \$	228 \$	727 \$	(850) \$	(123) \$
Prêts douteux bruts moins provision spécifique en pourcentage du total des prêts et acceptations nets					0,44 %					0,50 %					0,45 %
Prêts douteux et acceptations nets après provision générale					(0,37) %					(0,18) %					(0,08) %
En pourcentage des prêts et acceptations nets					(5,06) %					(2,41) %					(1,10) %

(1) Les prêts douteux comprennent 13 M\$ (néant en 1999 et en 1998) de titres en substitut de prêts et des provisions pour pertes sur créances de 2,0 M\$ (néant en 1999 et en 1998) liées aux titres en substitut de prêts.

(2) Les provisions spécifiques pour des nombres élevés de soldes homogènes de montants relativement petits sont établies à partir des ratios historiques de radiations aux soldes impayés. Cette pratique peut entraîner des prêts douteux nets négatifs, car les prêts individuels sont en général classés dans les prêts douteux lorsque le remboursement du capital ou le paiement des intérêts est en retard de 90 jours aux termes des contrats.

(3) Compte non tenu de provisions pour les lettres de crédit totalisant 2 M\$ (4 M\$ en 1999 et 17 M\$ en 1998).

Prêts douteux

Un prêt est considéré douteux quand, de l'avis de la direction, la Banque n'est plus raisonnablement assurée d'en recouvrer en temps opportun le plein montant du capital et des intérêts. La note 1 afférente aux états financiers consolidés, débutant à la page 62, contient une description des critères et processus de détermination et de comptabilisation des prêts douteux.

Au cours de l'exercice, 1 784 M\$ de prêts ont été classés pour la première fois dans la catégorie des prêts douteux, soit 2,7 % de plus qu'en 1999. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ainsi classés ont augmenté de 97 M\$, ou 11,0 %, et ont été en partie annulés par une baisse de 50 M\$, ou 6,0 %, des prêts à la consommation.

La réduction des prêts douteux bruts par voie de mesures correctives, de remboursements ou de ventes a totalisé 756 M\$, en baisse de 231 M\$ par rapport à 1999, et traduisant la diminution des portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

Dépôts

DÉPÔTS

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999	1998
Particuliers	63 109 \$	60 878 \$	59 993 \$
Entreprises et administrations publiques	103 141	85 940	84 862
Banques	13 382	13 223	15 020
	179 632 \$	160 041 \$	159 875 \$
Dollars canadiens	105 567 \$	89 431 \$	85 297 \$
Devises	74 065	70 610	74 578
	179 632 \$	160 041 \$	159 875 \$

Les dépôts totalisaient 179,6 G\$ au 31 octobre 2000, soit 19,6 G\$ de plus qu'à la même date un an plus tôt. Cette hausse est principalement attribuable à la montée des dépôts d'entreprises et d'administrations publiques.

Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques comprennent des comptes d'exploitation et de placement ainsi que le papier commercial et les certificats à terme qui sont émis sur les marchés financiers nationaux et internationaux. Ces dépôts ont augmenté de 17,2 G\$ de 1999 à 2000. La note 7 afférente aux états financiers consolidés, à la page 69, et les Renseignements financiers annuels supplémentaires, à la page 100, fournissent de plus amples détails sur la composition des dépôts.

Capital réglementaire et ratios de capital

Tel qu'il est expliqué à la page 31, c'est au groupe TGB que reviennent les responsabilités de s'assurer que la CIBC jouit d'une structure du capital qui est à la fois solide et la plus efficace qui soit, de répartir ce capital entre ses secteurs d'exploitation et de gérer le capital de ses entités juridiques (incluant ses programmes de rachat d'actions et l'émission de titres).

Solidité du capital

La structure du capital de la CIBC figure parmi les meilleures de toutes les banques canadiennes. Cette solidité est importante, car elle protège les déposants et les créanciers de la CIBC contre les risques inhérents à ses diverses activités, elle lui permet de tirer parti d'occasions d'affaires attrayantes et elle contribue au maintien de bonnes cotes de crédit.

La CIBC a adopté des politiques internes visant à satisfaire aux exigences réglementaires énoncées dans les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), aux attentes du marché en matière de solidité du capital et aux paramètres fixés pour les évaluations internes concernant le capital à risque, sinon à dépasser ces exigences, attentes et paramètres. Les évaluations internes, effectuées par voie de méthodes de mesure du risque, sont traitées à la section portant sur la gestion du risque de marché, aux pages 48 à 51. S'appuyant sur cette structure de politiques internes, la CIBC gère les niveaux et la composition de son capital de façon à optimiser la valeur pour ses actionnaires.

Capital réglementaire

Le capital réglementaire est calculé selon les lignes directrices du BSIF, lesquelles sont fondées sur les normes publiées par la Banque des règlements internationaux (BRI). Ces normes, dont la première version a été publiée en novembre 1988, visaient à définir les niveaux de capital requis pour tenir compte du risque de crédit. En date du 1^{er} janvier 1998, elles ont été modifiées de façon à porter également sur le capital nécessaire pour tenir compte du risque de marché des portefeuilles de négociation.

Le capital réglementaire se divise en trois catégories. Celles-ci sont établies à la lumière de trois caractéristiques distinctes, à savoir la permanence, le non-assujettissement à des imputations fixes aux résultats et la subordination juridique aux droits des déposants et d'autres créanciers. Le capital de première catégorie est celui qui est de meilleure qualité puisqu'il affiche ces trois caractéristiques. Quant au capital de deuxième catégorie, il n'est pas aussi permanent ou exonéré d'imputations fixes et son montant ne peut généralement pas dépasser celui du capital de première catégorie. Quant à la notion de capital de troisième catégorie, elle a été élaborée en janvier 1998 en vertu des normes de la BRI parallèlement à l'adoption des exigences relatives au risque de marché pour le capital. Le BSIF n'a émis aucune ligne directrice précise concernant cette catégorie de capital. À ce jour, aucune banque canadienne n'a encore émis de capital de troisième catégorie.

Les éléments constitutifs du capital de première et de deuxième catégorie de la CIBC sont présentés dans le tableau ci-dessous.

CAPITAL RÉGLEMENTAIRE ET RATIOS DE CAPITAL

en millions de dollars, aux 31 octobre

	2000	1999	1998
Capital de première catégorie			
Actions ordinaires	2 868 \$	3 035 \$	3 128 \$
Bénéfices non répartis	6 625	6 090	6 047
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 876	1 933	1 961
Capitaux propres	11 369	11 058	11 136
Part des actionnaires sans contrôle des filiales	248	204	230
Écart d'acquisition	(110)	(123)	(154)
	11 507	11 139	11 212
Capital de deuxième catégorie			
Débtures perpétuelles	614	686	788
Autres débtures (moins l'amortissement)	3 672	3 768	3 767
Provision générale pour pertes sur créances ⁽¹⁾	997	1 000	850
	5 283	5 454	5 405
Total du capital de première et de deuxième catégorie	16 790	16 593	16 617
Déductions liées à la titrisation	(308)	(288)	(320)
Participations dans les filiales non consolidées et autres participations importantes	(428)	(870)	(532)
Total du capital disponible aux fins réglementaires	16 054 \$	15 435 \$	15 765 \$
Total de l'actif pondéré quant au risque (voir la page 44)	132 893 \$	134 567 \$	145 475 \$
Ratios du capital réglementaire			
Capital de première catégorie	8,7 %	8,3 %	7,7 %
Total du capital	12,1 %	11,5 %	10,8 %
Ratio de levier financier	16,3x	16,3x	17,5x

(1) La provision générale pour pertes sur créances peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 0,75 % de l'actif pondéré quant au risque.

Actif pondéré quant au risque

L'actif pondéré quant au risque qui est associé au risque de crédit est calculé en appliquant à tous les éléments d'actif du bilan et risques hors bilan les facteurs de pondération énoncés dans les lignes directrices du BSIF. L'actif pondéré quant au risque reflétant le risque de marché du portefeuille de négociation est calculé d'après les modèles de simulation de la valeur à risque de la CIBC que le BSIF a approuvés.

Au 31 octobre 2000, l'actif pondéré quant au risque s'élevait à 132,9 G\$, soit 1,7 G\$ de moins qu'il y a un an, et, grâce au processus d'attribution des ressources du bilan employé par le groupe TGB, il a été réaffecté à des activités procurant un rendement supérieur.

Ratios du capital réglementaire et de levier financier

Les ratios du capital réglementaire sont établis en divisant le capital de première catégorie et le total du capital réglementaire par le montant de l'actif pondéré quant au risque. Selon le BSIF, les taux qui caractérisent une institution financière recevant des dépôts qui jouit d'une bonne structure de capital doivent être au moins de 7 % de son actif pondéré quant au risque en ce qui concerne le ratio du capital de première catégorie et de 10 % dans le cas de celui du total du capital réglementaire total. Au 31 octobre 2000, les ratios du capital de première catégorie et du capital réglementaire total de la CIBC étaient respectivement de 8,7 % et de 12,1 % et dépassaient donc largement les ratios exigés.

Les institutions financières doivent également satisfaire un critère portant sur le ratio de levier financier (ou ratio actif/capital). S'établissant à 16,3 fois son capital, le ratio de levier financier de la CIBC demeure inférieur au ratio maximal prescrit.

Ses ratios de capital et de levier financier se sont améliorés au cours de l'exercice en raison d'un bénéfice élevé et d'une augmentation modérée de l'actif.

ACTIF PONDÉRÉ QUANT AU RISQUE

en millions de dollars, aux 31 octobre	Montant	Montants pondérés quant au risque		
		2000	1999	1998
Actif au bilan (montants au bilan)				
Liquidités	10 679 \$	1 550 \$	1 936 \$	1 729 \$
Titres émis ou garantis par le Canada, des provinces, des municipalités, des banques et des administrations publiques des pays de l'OCDE	34 135	313	101	522
Autres titres	35 107	4 776	5 130	4 276
Prêts au Canada, à des provinces, des territoires, des municipalités, des banques et des administrations publiques des pays de l'OCDE ou garantis par ceux-ci	7 055	416	306	287
Prêts hypothécaires	54 342	16 699	14 750	14 760
Autres prêts	84 255	63 785	60 118	62 103
Acceptations	9 088	8 935	9 012	10 379
Autres éléments d'actif	33 041	6 217	5 758	5 886
Total de l'actif au bilan	267 702 \$	102 691 \$	97 111 \$	99 942 \$
Instruments hors bilan (montants contractuels ou théoriques)				
Ententes relatives au crédit				
Marges de crédit	112 177 \$	11 640 \$	15 700 \$	17 879 \$
Garanties et lettres de crédit	28 605	6 018	8 259	6 945
Autres	293	293	324	244
	141 075	17 951	24 283	25 068
Instruments dérivés	1 351 920	5 583	6 249	8 896
Total des instruments hors bilan	1 492 995 \$	23 534 \$	30 532 \$	33 964 \$
Total de l'actif pondéré quant au risque avant rajustements au titre du risque de marché		126 225 \$	127 643 \$	133 906 \$
Ajouter le risque de marché des opérations de négociation ⁽¹⁾		6 668	6 924	11 569
Total de l'actif pondéré quant au risque		132 893 \$	134 567 \$	145 475 \$

(1) Aux termes de l'accord sur le capital de 1998 de la BRI, entré en vigueur en janvier 1998, les éléments d'actif de négociation doivent être pris en compte dans le calcul du risque de marché.

Génération du capital réglementaire

Le total du capital réglementaire a augmenté de 619 M\$ au cours de l'exercice, augmentation dont les détails sont présentés dans le tableau qui suit.

Aux termes d'une offre publique de rachat régulière qui a débuté le 15 décembre 1999, la CIBC a, au cours de l'exercice, racheté à des fins d'annulation 26,5 millions d'actions ordinaires en contrepartie totale de 1 074 M\$. Cette offre publique de rachat régulière prend fin le 14 décembre 2000.

GÉNÉRATION DU CAPITAL RÉGLEMENTAIRE			
en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999	1998 ⁽¹⁾
Capital autogénéral			
Bénéfice net	2 060 \$	1 029 \$	1 056 \$
Autres montants crédités aux (débités des) bénéfices non répartis	(6)	15	(9)
Capital provenant de l'exploitation	2 054	1 044	1 047
Dividendes	(629)	(604)	(614)
Provision générale pour pertes sur créances	(3)	150	200
Autres ⁽²⁾	479	(301)	(125)
	1 901	289	508
Financement externe			
Dettes subordonnées	(168)	(101)	332
Actions privilégiées	(57)	(28)	443
Actions ordinaires	(167)	(93)	23
Prime au rachat d'actions ordinaires et d'actions privilégiées	(890)	(397)	(10)
	(1 282)	(619)	788
Total de l'augmentation (de la diminution) du capital réglementaire	619 \$	(330) \$	1 296 \$

(1) Certains montants d'exercices antérieurs ont été retraités selon la présentation utilisée en 2000.

(2) Le poste Autres comprend la part des actionnaires sans contrôle des filiales ainsi que les montants retranchés du capital réglementaire, notamment ceux ayant trait à l'écart d'acquisition, aux déductions liées à la titrisation ainsi qu'aux participations dans les filiales non consolidées et autres participations importantes.

Changements des exigences concernant le capital réglementaire

La BRI a entrepris une importante révision des exigences concernant le capital requis pour tenir compte du risque de crédit. Cette révision visait à rendre compte des nombreux changements survenus sur le marché financier, tel le perfectionnement des techniques de mesure et d'atténuation de ce risque.

En juin 1999, la BRI a publié un document de travail et a invité les organismes de réglementation nationaux et autres parties intéressées à le commenter. Il y était notamment proposé d'utiliser le système interne d'évaluation du risque d'une banque pour mesurer le risque de crédit réglementaire.

Sous l'égide de l'Association des banquiers canadiens, les banques canadiennes ont présenté leurs commentaires sur les propositions de la BRI en mars 2000. Il est prévu que la BRI publiera un nouveau projet de propositions au début de l'année 2001 en vue d'une seconde ronde de consultations et de réactions.

Les mesures et modèles du risque qui sont employés à l'égard du capital réglementaire des entreprises présentes sur les marchés financiers servent également pour le capital économique. Bien que la CIBC utilise un ensemble de paramètres plus raffiné pour son capital économique, l'emploi d'une même série de modèles permet de mieux harmoniser ce capital et le capital réglementaire. Nous avons également recours à des modèles internes aux fins de l'attribution du capital à nos entreprises qui ne mènent pas d'opérations de négociation. Lorsque les organismes de réglementation autoriseront l'emploi d'un éventail plus large de modèles de calcul du capital réglementaire des entreprises de services bancaires, la CIBC utilisera ces modèles internes si elle juge qu'ils conviennent.

Gestion du risque

La CIBC gère le risque au moyen d'un cadre exhaustif mettant en jeu une infrastructure, des politiques et des méthodes qui concourent à une gestion proactive et efficace du risque.

Deux comités permanents du conseil d'administration de la CIBC supervisent les activités comportant des risques que mène la direction. Le conseil examine et approuve une fois l'an toutes les politiques concernant le crédit, les placements et le risque de marché.

Au niveau de l'exploitation, l'équipe de haute direction et quatre comités formés de membres de cette équipe et de représentants des secteurs d'exploitation supervisent et gèrent le risque associé aux activités commerciales de la CIBC.

Le conseil et les comités de la direction définissent les politiques, les limites et les procédés relatifs à la gestion du risque, approuvent les stratégies en ce domaine et surveillent le rendement des portefeuilles et les tendances. Ces comités de la direction travaillent en étroite collaboration avec les secteurs d'exploitation ainsi qu'avec le conseil afin de gérer les trois principaux types de risque auxquels la CIBC est exposée, à savoir le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'exploitation. Une analyse de ces risques est présentée aux pages 47 à 53.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ DE GESTION DU RISQUE ET DE RÈGLES DE CONDUITE

- s'assure qu'il existe des systèmes et des lignes directrices concernant les politiques et que celles-ci sont suivies (risques de crédit, de marché et d'exploitation);
- examine et approuve les prêts et placements individuels;
- surveille les tendances des portefeuilles;
- examine et approuve les politiques en matière de concentration des prêts;
- examine et approuve les procédés relatifs au traitement des opérations entre parties apparentées et aux questions de conflits d'intérêts;
- passe en revue l'auto-évaluation exigée par la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC).

Président : un administrateur externe

COMITÉ DE VÉRIFICATION

- surveille les méthodes de présentation de l'information financière de la CIBC au nom du conseil d'administration;
- examine les états financiers de la CIBC;
- fait le lien avec les vérificateurs internes et externes;
- examine les procédés de contrôle interne et les dotations aux pertes sur prêts;
- passe en revue l'auto-évaluation exigée par la SADC.

Président : un administrateur externe

COMITÉS DE LA DIRECTION

ÉQUIPE DE HAUTE DIRECTION

- veille à la régie de l'ensemble de l'entreprise;
- détermine le mandat et la composition des comités de la direction;
- établit l'orientation stratégique, les objectifs en matière de rendement et les limites de risque à l'échelle de la CIBC;
- évalue la stratégie et supervise la gestion de l'actif, du passif et du capital;
- approuve les pouvoirs qui sont délégués et les limites qui sont imposées au comité du capital et du risque;
- approuve les opérations importantes et les investissements stratégiques.

Président : président du conseil de la direction, CIBC

COMITÉ DU CAPITAL ET DU RISQUE

- approuve les politiques de gestion des risques de crédit, de marché et d'illiquidité et des limites d'entreprises spécifiques;
- approuve l'attribution des ressources du bilan (incluant le capital) et la mesure du capital économique selon les paramètres fixés par l'équipe de haute direction;
- surveille les portefeuilles, le rendement en matière de risque et les mesures prises à l'égard des questions importantes relevant des risques;
- détermine le mandat et la composition du comité du placement, incluant la délégation des limites et des pouvoirs;
- donne son approbation quant aux risques importants et à l'attribution stratégique des ressources du bilan au lancement de nouveaux produits, à la conduite de nouvelles activités ou à la création de nouveaux canaux.

Président : vice-président du conseil, Trésorerie et gestion du bilan

COMITÉ D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

- établit la politique et l'infrastructure de la gestion du risque d'exploitation et des processus de contrôle interne à l'échelle de la CIBC et en évalue l'efficacité de manière continue;
- examine les évaluations internes sur le respect des contrôles internes;
- approuve les situations d'exception quant au respect des politiques ou des normes;
- supervise l'application de mesures correctives relativement aux faiblesses importantes en matière de contrôle ou des nouvelles questions qui se posent à cet égard;
- supervise, au besoin, la mise en œuvre de projets ou de mesures d'envergure;
- signale au comité du capital et du risque les questions de conformité et de contrôle qui se posent eu égard aux risques de crédit, de capital ou de marché.

Président : vice-président à la direction, Gestion des avoirs

COMITÉ DU CRÉDIT

- approuve les demandes de crédit dans les limites établies;
- présente au comité de gestion du risque et de règles de conduite les nouvelles demandes de crédit et certaines demandes de renouvellement dépassant les limites établies.

Président : vice-président à la direction, Gestion du risque

COMITÉ DE PLACEMENT

- approuve, selon des limites établies, les placements du groupe Services de banque d'affaires.

Président : premier vice-président directeur, Développement de l'entreprise

Gestion du risque de crédit

Dans le cours normal des affaires, il survient un risque de crédit lorsque la CIBC doit s'en remettre au respect, par une autre partie, d'obligations contractuelles ayant une valeur économique pour la CIBC.

Le *risque de crédit direct* touche le portefeuille de prêts et réside dans la possibilité que les emprunteurs ne puissent ou ne veuillent pas rembourser la totalité ou une partie du montant en capital emprunté, ou acquitter les intérêts lorsque ceux-ci deviennent exigibles.

Quant au *risque de crédit éventuel*, il est associé aux instruments dérivés. Lorsque les droits de la CIBC aux termes d'un contrat portant sur ces instruments dérivés ont acquis une valeur, la CIBC est en situation de dépendance envers l'autre partie, puisque cette dernière doit respecter ses obligations pour que la CIBC puisse réaliser cette valeur. Le risque de crédit éventuel correspond à la valeur marchande du contrat à laquelle un montant est ajouté afin de rendre compte de l'augmentation éventuelle de cette valeur. La valeur marchande représente le montant que l'autre partie au contrat serait tenue de verser à un tiers pour prendre en charge ses obligations envers la CIBC aux termes du contrat.

Infrastructure

L'octroi de crédit relève du conseil d'administration qui délègue ses pouvoirs au président du conseil et chef de la direction. Ce dernier les délègue à son tour au premier vice-président directeur, Gestion du risque et, en dernier ressort et en partie, aux cadres supérieurs chargés de la gestion du risque et de chaque secteur d'exploitation de la CIBC.

La division Gestion du risque oriente la délégation de ces pouvoirs en matière de crédit à l'intérieur de la structure hiérarchique de la CIBC.

La division Gestion du portefeuille de crédit du groupe TGB fournit son soutien à la transformation des activités de prêt, transformation visant à passer du modèle conventionnel consistant à « souscrire et conserver » à celui de « souscrire et vendre », utilisant à cette fin un large éventail de nouveaux outils et techniques qui permettent de gérer le risque de crédit de sorte à optimiser le rapport risque-rendement.

La structure de gestion du risque de la CIBC contrôle le processus d'octroi de crédit et est conçue de façon à ancrer un profond sens des responsabilités et à instaurer une méthode rigoureuse dans l'ensemble de l'organisation.

Politiques

Les risques de crédit direct et éventuel sont regroupés et assujettis aux mêmes politiques et procédés en matière de crédit.

Les politiques visant à empêcher une concentration des risques dans le portefeuille de prêts de la CIBC constituent un élément fondamental de la gestion du risque de crédit direct. Deux politiques sont essentielles en ce domaine, à savoir :

- la politique concernant la concentration du risque lié à un nom unique ou à un risque commun, qui restreint le risque auquel la CIBC est exposée en raison d'un emprunteur ou d'un groupe d'emprunteurs liés, compte tenu de l'évaluation du risque qui en est faite;
- la politique concernant la concentration par secteur, qui limite le pourcentage, dans les portefeuilles de titres et de prêts aux entreprises, que représentent 16 secteurs d'activité.

Les autres politiques en matière de risque de crédit concernent la gestion de la concentration par région et par produit, de la concentration des prêts accordés par syndication et du crédit relais, les exigences concernant les vérifications environnementales et les évaluations de biens immobiliers, le maintien des normes de crédit associées aux portefeuilles, la délégation des pouvoirs en matière de prêts et les conflits d'intérêts résultant de fusions et d'acquisitions.

Méthodes

La CIBC impose une méthode rigoureuse de gestion du risque en surveillant constamment toutes les situations mettant en cause le crédit et en gérant de façon énergique les comptes en souffrance ou les comptes douteux. Des modèles de gestion informatisée des prêts, des méthodes d'évaluation systématique du risque pour les comptes commerciaux et des méthodes d'évaluation par points pour les prêts aux petites entreprises et à la consommation comptent parmi les outils dont se servent les agents de crédit et les directeurs, risques pour identifier et gérer les risques. La banque a dressé des profils sectoriels spécifiques intégrant des facteurs tels que les risques de crédit dominants et les produits et conditions appropriés afin d'aider ses agents de crédit et ses directeurs, risques à se conformer aux politiques et aux normes.

À l'heure actuelle, la CIBC emploie des modèles de crédit RCPR (voir la page 53) aux fins de l'attribution, à tous ses secteurs d'exploitation, du capital économique et des pertes prévues.

En 1999, la CIBC avait encore perfectionné ses mesures du risque de crédit et sa capacité de modélisation en élaborant son propre modèle de la valeur à risque du crédit (VAR du crédit) aux fins de l'évaluation du capital économique et des pertes prévues. Ce modèle sera utilisé pour les portefeuilles de prêts aux entreprises à compter de 2001 et fera partie intégrante du RCPR et des modèles d'établissement des prix de ces activités.

Il se produit un *risque-pays* lorsque l'actif de la CIBC dans un pays étranger pourrait être gelé en raison de l'imposition de contrôles des changes ou d'autres perturbations économiques ou politiques. Exception faite du Canada et des États-Unis, la solvabilité de tous les pays dans lesquels la CIBC mène des activités est évaluée au moins une fois l'an. Des restrictions formelles sont imposées aux opérations dans des pays qui présentent des risques élevés, ou qui pourraient en présenter, afin que toute position comportant des risques soit examinée et approuvée par la division Gestion du risque et les comités de la direction appropriés.

Grâce à un programme officiel de gestion du risque environnemental, la CIBC gère proactivement le *risque lié à l'environnement* découlant de ses opérations de prêt. En vertu de ce programme, les responsables des prêts et les directeurs, risques reçoivent une formation et un soutien qui leur permettent d'identifier et d'évaluer les risques environnementaux potentiels et d'aider les clients à comprendre leurs propres risques liés à l'environnement. Au besoin, des vérifications environnementales sont effectuées afin d'évaluer et d'atténuer ces risques.

Gestion du risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque qu'une perte résulte d'une modification de la valeur d'instruments financiers, et il englobe le risque de taux d'intérêt, le risque de change, le risque lié aux actions, le risque d'écart de crédit, le risque lié aux marchandises et le risque d'illiquidité. Le cadre de gestion du risque s'appuie sur une infrastructure, des politiques et des méthodes qui, de l'avis de la CIBC, répondent à des normes de gestion du risque conformes aux meilleures pratiques qui soient.

Un groupe indépendant de gestion du risque de marché en poste à la CIBC surveille tous les risques de marché associés aux portefeuilles de négociation ainsi que les risques de marché de nature structurelle inhérents au bilan. Les procédés de gestion du risque de marché assurent que le risque de prix global ainsi que ses composantes sont bien compris à l'échelle de l'organisation.

En janvier 1998, le BSIF a donné à la CIBC l'autorisation d'utiliser ses modèles exclusifs de mesure du risque relativement à tous les éléments énoncés dans l'accord de 1998 de la BRI et portant sur le capital requis des portefeuilles de négociation pour tenir compte du risque de marché. En septembre 1998, la Banque d'Angleterre a autorisé CIBC World Markets plc, filiale de la CIBC située au Royaume-Uni, à utiliser ses modèles exclusifs de risque pour calculer son capital réglementaire. L'approbation par les organismes de réglementation de ses modèles exclusifs de mesure du risque permet à la CIBC de mieux répartir son capital en utilisant ses éléments d'actif de manière beaucoup plus efficace que le permettrait le modèle normalisé décrit dans l'accord de 1998 de la BRI et ayant trait au capital requis pour tenir compte du risque de marché.

Dans le cadre de cet accord, la CIBC mesure les risques de marché général et spécifique suivants :

- Le risque de taux d'intérêt est le risque qui découle de déplacements parallèles et non parallèles, à la hausse ou à la baisse, des courbes de taux.
- Le risque d'écart de crédit est le risque résultant de changements de perception du marché quant à la qualité du crédit et à la liquidité individuelles et générales.
- Le risque lié aux actions est le risque auquel donnent lieu des variations des cours des actions ou des indices boursiers.
- Le risque de change est le risque résultant des fluctuations des cours du change.
- Le risque lié aux marchandises est le risque qui découle des variations des prix des marchandises.

Le risque de marché spécifique a trait à l'élément du risque associé à l'émetteur relativement, par exemple, aux portefeuilles d'obligations ou d'actions de sociétés. Le risque spécifique est l'élément de risque qui est inhérent à un débiteur ou à une action et qui ne fait pas l'objet d'un modèle dans la structure du risque de marché.

Infrastructure

Le groupe de gestion du risque de marché fonctionne de manière indépendante des unités d'exploitation. Ses activités sont examinées et approuvées, au besoin, par le comité du capital et du risque, l'équipe de haute direction et, en dernier lieu, par le comité de gestion du risque et de règles de conduite du conseil. En plus de comprendre, de mesurer et de surveiller les risques, ce groupe s'assure que, sur une base quotidienne, les composantes individuelles et l'ensemble des positions donnant lieu à un risque de marché

demeurent dans les limites approuvées et que seules des activités autorisées sont menées.

La qualité et les compétences des directeurs, risques sont essentielles à une gestion du risque qui s'inspire des meilleures pratiques. Un directeur, risque de marché d'expérience supervise chaque entreprise qui est exposée à un risque de marché élevé, assurant une couverture exhaustive du risque. Des données provenant de systèmes de négociation partout dans le monde sont regroupées dans une base centrale de données sur la gestion du risque. Le contrôle centralisé des mesures du risque et l'accès à un important volume de données sur la gestion du risque contribuent à la gestion du risque de marché à l'échelle mondiale par voie d'une présentation et d'une analyse intégrées du risque et d'une surveillance des limites. La CIBC produit chaque matin un rapport détaillé sur le risque et un sommaire de surveillance des limites, documents qui sont fondés sur les opérations de négociation de la journée précédente et qui donnent un aperçu du risque de marché à l'échelle de l'organisation. Ces documents font partie intégrante de l'examen des positions à risque qui est effectué chaque matin lors de la réunion quotidienne de la salle d'arbitrage de la CIBC. Chaque jour, un directeur, risque indépendant rapproche toutes les positions de risque et les limites autorisées. Les positions qui dépassent ces limites sont signalées sans tarder à la haute direction. La conformité aux limites de risque fait l'objet de rapports qui sont présentés au moins une fois par mois au comité du capital et du risque et chaque trimestre au comité de gestion du risque et de règles de conduite du conseil.

Politiques

La CIBC a élaboré des politiques et procédures exhaustives en matière de gestion du risque de marché. Ces politiques portent sur la détermination et la mesure des divers types de risque de marché et de risque de crédit ayant trait aux opérations de négociation et sur l'établissement des limites à l'intérieur desquelles la CIBC gère son risque de prix général. Ces politiques contiennent un énoncé explicite des niveaux de tolérance au risque, lesquels sont exprimés en termes de mesures statistiques de la valeur à risque et des pertes « dans la pire éventualité » en raison de conditions de stress. Le comité de gestion du risque et de règles de conduite approuve les niveaux globaux de risque que la CIBC est autorisée à assumer.

La CIBC recourt à une approche à trois niveaux pour définir les limites du risque de prix relativement à l'ampleur des risques liés aux taux d'intérêt, à l'écart de crédit, au change, aux marchandises et aux actions qu'elle peut assumer. Les limites de premier niveau constituent les limites générales de risque de prix et de pertes dans la pire éventualité en raison de conditions de stress et sont établies par l'équipe de haute direction, conformément à la tolérance au risque exprimée par le comité de gestion du risque et de règles de conduite. Les limites de deuxième niveau visent le contrôle du profil de risque des activités de positionnement des unités d'exploitation. Elles sont établies par le groupe de gestion du risque de marché et par les responsables des opérations de négociation et sont approuvées par le comité du capital et du risque de la CIBC. Ce comité a pour responsabilité de s'assurer que le rapport risque-rendement et les principes, politiques et procédés de gestion des portefeuilles sont

conformes à ceux du secteur. Ce comité doit également faire des recommandations à l'équipe de haute direction en vue de l'approbation des limites relatives à des conditions de stress et de risque de premier niveau et s'assurer que les constatations de vérification font l'objet d'un suivi approprié. Les limites de troisième niveau sont confiées au pupitre de négociation et visent le contrôle de la concentration du risque et de l'incidence de situations de stress touchant expressément les registres. Les politiques contiennent également des précisions sur les exigences quant à la conception des modèles de courbes de taux et d'évaluation, établissent un lien avec la politique de financement en ce qui concerne les méthodes d'évaluation à la valeur marchande et exigent une évaluation indépendante des positions.

Les politiques énoncées par l'équipe de haute direction et les limites de premier niveau permettent de gérer activement les risques de taux d'intérêt et de change structurels liés à toutes les positions au bilan et hors bilan de la CIBC.

Méthodologie de mesure du risque

Aperçu

Puisque aucune mesure ne peut à elle seule permettre d'évaluer tous les aspects du risque de marché, la CIBC emploie plusieurs méthodes pour le mesurer :

- Valeur à risque – La méthode des unités de mesure du risque (UMR) de la CIBC permet la comparaison, sur la base d'éléments communs, du risque inhérent à différentes entreprises et catégories d'éléments d'actif;
- Les tests de stress et l'analyse de scénarios, qui donnent des renseignements sur le comportement des portefeuilles dans des conditions extrêmes;
- Les essais à rebours qui confirment l'efficacité de la quantification du risque par voie de l'analyse des revenus réels et théoriques.

Méthode UMR

La CIBC a élaboré et adopté une méthodologie exhaustive pour la mesure du risque de prix, dite « valeur à risque » (VAR), selon laquelle le risque est mesuré en fonction d'unités de mesure du risque (UMR). La méthode VAR – ou méthode UMR – qui est fondée sur l'étude statistique des probabilités et qui utilise la volatilité et les corrélations, permet de quantifier, en dollars, les risques de prix.

En ce qui concerne ce type de risque, l'UMR correspond à la mesure de la perte potentielle que peuvent causer des fluctuations à la baisse du marché dans des conditions normales et met en jeu des données historiques et récentes. Une UMR correspond à la perte en un jour qui, sur des marchés normaux, a moins de 1 % de chance de se produire. La méthode UMR met en jeu plusieurs facteurs de risque, dont par exemple le risque de taux d'intérêt, les positions à risque en raison de multiples points de la courbe de taux, de nombreux rapports entre les taux de base et les écarts et de nombreux points de volatilité présumés. L'UMR est calculée au moyen de la volatilité historique de chaque facteur de risque et des corrélations entre ces facteurs dans le passé. Une UMR globale est obtenue en regroupant les UMR relatives aux risques de marché liés aux taux d'intérêt, à l'écart de crédit, aux actions, au change et aux marchandises et en retranchant l'incidence qu'a le regroupement en portefeuilles de ces risques (effet de portefeuille). L'UMR globale s'entend alors de la perte potentielle dans la pire éventualité ayant au plus 1 %

de chance, ou l'équivalent, de se produire sur des marchés normaux en un jour, selon un intervalle de confiance de 2,33 écarts-types.

Le modèle porte sur tous les produits financiers que négocie la CIBC, à savoir ceux liés à des devises, des instruments dérivés, des titres d'emprunt, des actions et des marchandises. La méthode UMR met en jeu le modèle de variances-covariances, ou modèle Delta, Gamma, Véga, Rhô, Thêta (modèle DGVRT). La CIBC utilise en complément un modèle Monte Carlo hybride ainsi qu'un modèle de simulation historique pour les importantes positions en options et lorsque la distribution des facteurs de risque de marché signale des occurrences de pointe (c'est-à-dire lorsque la probabilité que survienne un événement extraordinaire est plus grande que dans le cas d'une distribution normale).

La mesure des risques de crédit associés à de nombreux produits de négociation est également fondée sur l'utilisation d'une méthode VAR, qui quantifie le risque en équivalent-crédit d'une opération en termes de valeur axée sur la valeur marchande réelle de l'opération, à tout moment, majorée d'une probabilité dans la pire éventualité, déterminée d'après l'exposition potentielle sur la durée résiduelle de chaque opération.

Tests de stress et analyse de scénarios

Alors que la méthode UMR de la CIBC sert à déterminer ses positions à risque si des événements improbables surviennent dans des conditions de marché normales, les tests de stress et l'analyse de scénarios sont employés pour mieux connaître les conséquences éventuelles de conditions de marché anormales.

Les tests de stress de la CIBC permettent de mesurer l'incidence sur la valeur des portefeuilles de nombreux mouvements extrêmes de prix du marché, certains fondés sur les expériences passées et d'autres sur des concentrations spécifiques. Dans le cadre de la méthode des tests de stress, il est supposé qu'aucune mesure pour atténuer le risque n'est prise au cours de l'événement posant des conditions de stress, reflétant ainsi la perte de liquidité qui accompagne souvent les crises qui secouent le marché. La méthode d'analyse de scénarios de la CIBC permet de simuler l'incidence sur les portefeuilles d'événements extrêmes sur le marché pendant une période prolongée, période qui peut atteindre trois mois. Ainsi, l'évolution des caractéristiques des portefeuilles et les mouvements du marché sont dits « dynamiques ». Cette méthode permet d'analyser l'incidence de changements dans la liquidité du marché et les stratégies de réduction du risque éventuel au fil du temps.

Les scénarios sont mis au point au moyen de données historiques réelles du marché pendant des périodes de perturbations ou s'appuient sur des événements économiques et politiques et des catastrophes naturelles hypothétiques imaginés et proposés par des économistes, des dirigeants d'entreprises et des directeurs, risque.

Au 31 octobre 2000, le programme d'analyse de scénarios de la CIBC comportait divers scénarios historiques et hypothétiques. Parmi les scénarios historiques, mentionnons le krach boursier de 1987, la période de resserrement de la politique monétaire du Federal Reserve des États-Unis en 1994 et la crise déclenchée en Russie en 1998. Quant aux scénarios hypothétiques, signalons des crises potentielles sur les marchés de l'Amérique du Nord et de l'Asie, incluant, par exemple, un changement abrupt du cycle du crédit par suite du brusque ralentissement de l'économie américaine.

C'est dans l'examen en temps opportun de la pertinence des scénarios que réside le secret de la réussite du programme d'analyse de scénarios. Divers scénarios hypothétiques ont été élaborés au cours

de l'exercice et celui de la crise du millénaire a été abandonné après le passage sans problème à l'an 2000.

Les tests de stress et analyses de scénarios de base de la CIBC sont effectués tous les jours et d'autres analyses ponctuelles sont faites régulièrement. Des limites sont établies à l'égard de la perte maximale acceptable du portefeuille global aux termes de tout scénario dans la pire éventualité ainsi qu'à l'égard de l'incidence des tests de stress sur chacun des portefeuilles.

Essais à rebours

Le processus « d'essais à rebours » joue un rôle clé dans le maintien de l'intégrité des modèles de risque de la CIBC. Pour chacun et pour l'ensemble de ses portefeuilles de négociation, des UMR quotidiennes sont comparées aux revenus nets tirés des opérations de négociation (RNTON). Ces revenus tiennent compte du revenu net d'intérêts et des variations quotidiennes de l'évaluation à la valeur marchande des portefeuilles de négociation, mais non du revenu tiré des honoraires et autres éléments connexes non associés au risque. Le processus d'essais à rebours sert à confirmer que les résultats positifs ou négatifs réellement obtenus au chapitre des RNTON sont conformes aux hypothèses statistiques du modèle UMR. À ce processus, se greffe le calcul d'un profit ou d'une perte (P/P) hypothétique ou « statique ». (Le P/P statique est similaire aux RNTON dans le cas d'une position qui n'a pas changé.) Le P/P statique représente le changement théorique de la valeur des portefeuilles en raison des variations quotidiennes des cours, à savoir les portefeuilles de clôture le jour précédent, en supposant qu'ils soient demeurés les mêmes. Le BSIF exige la comparaison de ce P/P statique et de l'UMR, mesure qui permet en outre de confirmer l'intégrité du modèle UMR.

Opérations de négociation

La CIBC négocie, à l'échelle mondiale, une vaste gamme de produits, dont des devises, des instruments dérivés, des titres d'emprunt, des actions et des marchandises. Ses opérations de négociation émanent principalement des besoins des clients, de la tenue des marchés et, dans une moindre mesure, des opérations effectuées pour son propre compte. L'encaisse et les instruments dérivés servent à gérer les risques associés au portefeuille de négociation.

La « composition » des risques de prix pour l'exercice 2000, qui sont exprimés en UMR, par catégorie de risque et risque total, figure dans le tableau des UMR par catégorie de risque. Les risques étant liés entre eux, le montant total ne peut être établi que par addition, après avoir pris en compte l'effet de diversification, lequel traduit la réduction des risques résultant du regroupement en portefeuilles des positions de négociation (effet de portefeuille).

Les principaux risques de taux d'intérêt associés aux opérations de négociation de la CIBC découlent de ses activités sur les marchés des capitaux d'emprunt et marchés monétaires mondiaux, soit plus

particulièrement des opérations qu'elle conclut sur les marchés canadiens, américains, européens et japonais. Les principaux instruments qu'elle emploie sont les titres d'emprunt d'administrations publiques et d'entreprises ainsi que les swaps de taux d'intérêt. Les titres sensibles au crédit donnent également lieu à un risque inhérent à l'écart d'intérêt. La majeure partie des risques de change associés aux opérations de négociation résultent d'opérations mettant en jeu le dollar américain, l'euro, la livre sterling et le yen, et les principaux risques de perte sur actions sont ceux auxquels elle est exposée sur les marchés boursiers canadiens, américains et européens.

L'histogramme ci-après montre la distribution de fréquences des RNTON quotidiens pour l'exercice 2000. Des revenus nets ont été tirés des opérations de négociation pendant 74 % des jours en 2000, contre 72 % en 1999 et 66 % en 1998. Pendant l'exercice, les revenus quotidiens nets tirés des opérations de négociation se sont situés en moyenne à 2,8 M\$, contre 2,7 M\$ en 1999 et 0,5 M\$ en 1998.

Le graphique des revenus nets tirés des opérations de négociation et de l'UMR met en parallèle les RNTON quotidiens obtenus en 2000 et les mesures prévues par l'UMR le jour précédent. Tel qu'il a déjà été indiqué, les montants positifs et négatifs potentiels des revenus proviennent de modèles statistiques qui sont fondés sur les probabilités et qui tiennent compte des positions de marché de la CIBC, de corrélations et de fluctuations passées des marchés dans des conditions normales. Selon les statistiques, les pertes nettes réelles provenant des opérations de négociation devraient dépasser les revenus négatifs potentiels prévus à deux ou trois reprises pendant un exercice.

Tel qu'il est indiqué dans le graphique présenté à la page 51, les revenus quotidiens nets tirés des opérations de négociation ne se sont jamais situés hors de la fourchette prévue par l'UMR du jour précédent.

Portefeuille autre que de négociation

Les activités de la CIBC incluent la gestion des positions exposées au risque de marché et faisant partie du portefeuille autre que de négociation. Ces risques comprennent les risques de taux d'intérêt et de change découlant de nos opérations bancaires de détail, de notre portefeuille de banque d'affaires et d'autres activités qui ne sont pas des activités de négociation. Le risque de change découlant de l'actif et du passif structurels du bilan ainsi que les participations dans des établissements étrangers est pris en compte dans le portefeuille autre que de négociation.

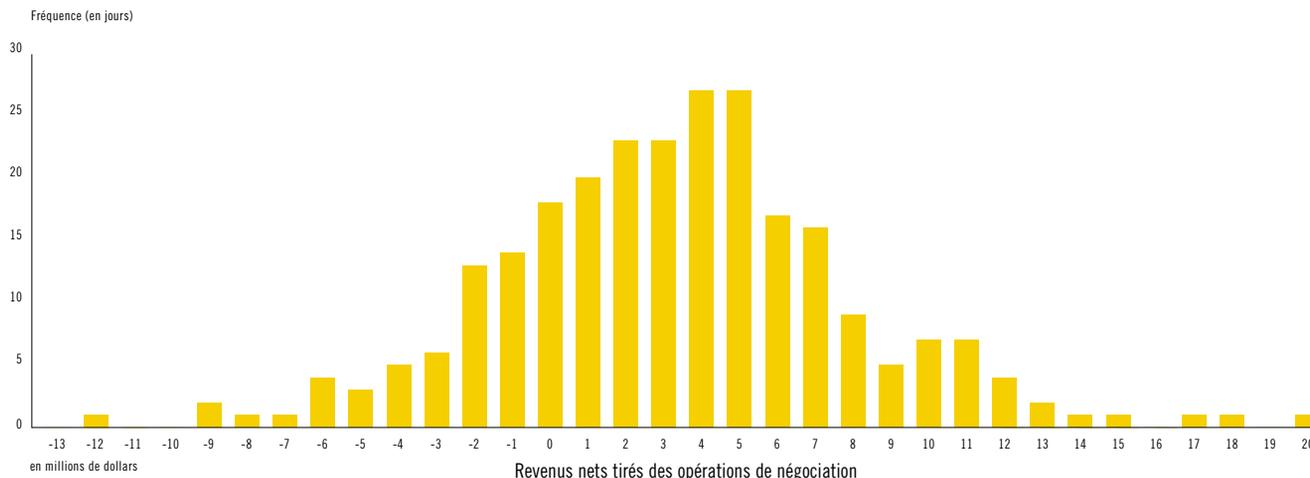
Les risques inhérents au portefeuille autre que de négociation sont surveillés et mesurés au moyen d'UMR et d'autres facteurs. La CIBC fait preuve de prudence dans la gestion de ces risques et s'assure qu'ils respectent les politiques établies par l'équipe de haute direction. Ces risques sont indiqués dans le rapport sur le risque qui est remis chaque semaine à la haute direction de la CIBC et sont surveillés à la lumière des limites prescrites.

Les risques du portefeuille autre que de négociation s'entendent essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif et aux activités des filiales nationales et étrangères. La position du risque de taux d'intérêt en dollars canadiens représente la principale position de ce risque aux bilans consolidés de la CIBC. Ce risque résulte principalement de différences dans les échéances des éléments d'actif (tels des prêts hypothécaires à l'habitation) et des dépôts (tels des certificats de placement garanti). Ce manque de concordance expose la CIBC au risque que pose la fluctuation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt provient également des diverses couvertures et options intégrées aux produits de détail, dont les obligations de détail et les couvertures connexes.

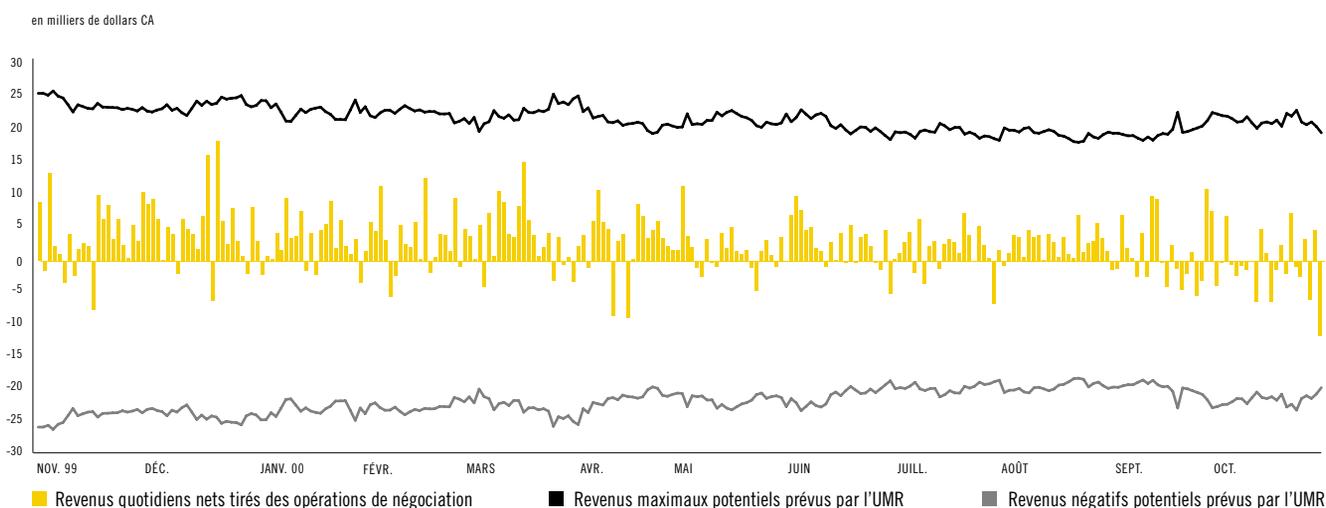
UMR PAR CATÉGORIE DE RISQUE, PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION

en millions de dollars	Fin de l'exercice	Moyenne	Fin de l'exercice	Moyenne
	2000	2000	1999	1999
Risque de taux d'intérêt	6,37 \$	9,97 \$	12,24 \$	13,10 \$
Risque d'écart de crédit	13,25	14,59	14,40	13,80
Risque lié aux actions	14,07	13,97	15,55	14,77
Risque de change	0,86	1,51	0,97	1,79
Risque lié aux marchandises	0,96	1,39	2,11	2,02
Effet de diversification	(15,02)	(18,48)	(20,59)	(20,52)
Risque total	20,49 \$	22,95 \$	24,68 \$	24,96 \$

DISTRIBUTION DE FRÉQUENCES DES REVENUS QUOTIDIENS NETS TIRÉS DES OPÉRATIONS DE NÉGOCIATION EN 2000



ESSAIS À REBOURS DES REVENUS NETS TIRÉS DES OPÉRATIONS DE NÉGOCIATION EN REGARD DE L'UMR



Le risque de change du portefeuille autre que celui de négociation figurant aux bilans consolidés de la CIBC découle essentiellement des éléments d'actif et de passif structurels qui y sont inscrits ainsi que des participations dans des établissements étrangers. Relativement à sa position de change structurelle, l'approche de la CIBC vise à assurer qu'elle est gérée avec prudence.

Le risque lié aux actions du portefeuille autre que de négociation découle de diverses activités, dont celles de banque d'affaires, ainsi que de divers produits de détail liés à des actions (les CPG liés à des actions) et des couvertures connexes.

La composition des risques du portefeuille autre que de négociation, par catégorie de risque et risque total, figure dans le tableau des UMR par catégorie de risque. La forte baisse du risque de taux d'intérêt traduit la stratégie du groupe Trésorerie et gestion du bilan, à savoir réduire les positions acheteurs pour le compte de la banque dans le portefeuille des écarts entre l'actif et le passif. Les risques étant liés entre eux, leur montant total ne peut être établi que par addition, après avoir pris en compte l'effet de diversifica-

tion, qui traduit la réduction des risques de l'effet de portefeuille sur les différentes positions. En 2000, le modèle a été perfectionné de sorte à tenir compte de l'effet de diversification. Les positions de la banque d'affaires étant mesurées et surveillées à la lumière de conditions théoriques, elles ne sont donc pas présentées dans le tableau ci-dessous.

UMR PAR CATÉGORIE DE RISQUE, PORTEFEUILLE AUTRE QUE DE NÉGOCIATION

en millions de dollars	Fin de l'exercice 2000	Moyenne 2000	Fin de l'exercice 1999	Moyenne 1999
Risque de taux d'intérêt	70,41 \$	107,05 \$	128,90 \$	97,68 \$
Risque lié aux actions	14,30	12,90	13,00	10,55
Risque de change	0,31	0,36	0,60	0,39
Effet de diversification ⁽¹⁾	(5,39)	(2,66)	-	-
Risque total	79,63 \$	117,65 \$	142,50 \$	108,62 \$

(1) Par prudence, il a été présumé en 1999 que les catégories de risque du portefeuille autre que de négociation étaient toutes liées entre elles (autrement dit qu'il n'existait aucun effet de diversification).

Gestion de l'actif et du passif

Le groupe Trésorerie et gestion du bilan assure la gestion de l'actif et du passif, sous la supervision de l'équipe de haute direction. Le groupe chargé de la gestion du risque de marché surveille quotidiennement la conformité aux politiques qui restreignent le risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des éléments d'actif et de passif au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées aux produits de détail. Cette exposition au risque de taux d'intérêt et aux risques liés aux options est revue chaque semaine par l'équipe de haute direction qui utilise à cette fin la structure UMR pour mesurer tous les risques de marché de la CIBC et de son groupe de sociétés. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, dont principalement des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme normalisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler les risques de taux d'intérêt. Les instruments dérivés sont utilisés pour modifier les caractéristiques de taux d'intérêt des instruments sous-jacents au bilan et pour couvrir les risques prévus lorsque les conditions de prix et de liquidité du marché sont réputées favorables.

Les éléments d'actif et de passif au bilan et hors bilan sont présentés selon des périodes de référence fondées sur la date la plus rapprochée de l'échéance ou de la réévaluation contractuelle. La note 10 afférente aux états financiers consolidés, à la page 71, contient un aperçu du risque de taux d'intérêt total de la CIBC au 31 octobre 2000. Il convient de noter que cet écart correspond au risque auquel la CIBC était exposée à une date donnée. Ce risque peut varier en fonction des préférences manifestées par les clients pour des produits ou des échéances, de changements dans les attentes de la CIBC à l'égard des fluctuations des taux d'intérêt et de la nature des opérations qu'elle conclut pour la gestion active des portefeuilles, à la fois nombreux et diversifiés, auxquels se rattache l'écart consolidé.

Étant donné le profil des échéances et des réévaluations consolidées de la CIBC au 31 octobre 2000, après ajustement pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs, une hausse immédiate de 1 % des taux d'intérêt pour toutes les échéances réduirait d'environ 33 M\$ le bénéfice net après impôts au cours des 12 mois suivants et de quelque 320 M\$ les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, mesurés sur la base de la valeur actualisée.

Risque d'illiquidité

En ce qui concerne la liquidité de l'actif, la politique de la CIBC a pour objectif de lui assurer qu'elle a suffisamment de fonds qu'elle peut utiliser de manière rentable pour s'acquitter de tous ses engagements financiers, y compris ceux envers ses clients. Cette politique met en jeu une approche à deux volets qui vise le contrôle et la réduction du risque d'illiquidité.

Ce risque est contrôlé grâce à une répartition prudente des échéances des éléments de passif de sorte à garantir que les sorties nettes de fonds au cours d'une période donnée puissent être gérées. Ce risque est atténué par le maintien de groupes d'éléments d'actif liquides de qualité supérieure pouvant être vendus ou transportés en nantissement en tant que prêts garantis, ce qui assure une source immédiate de liquidités.

La politique régissant les liquidités de la CIBC est établie par le groupe Trésorerie et gestion du bilan et l'équipe de haute direction et elle est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique englobe les lignes directrices et des limites à l'égard des sorties de fonds nettes, des niveaux minimaux des stocks d'éléments d'actif liquides et des mesures de diversification du financement. La CIBC gère ses liquidités en surveillant quotidiennement les rentrées et sorties de fonds réelles et prévues.

La stratégie de financement de la CIBC comprend la diversification des sources de fonds à l'échelle nationale et internationale. Au 31 octobre 2000, les dépôts des particuliers en dollars canadiens à la CIBC s'élevaient à 56,0 G\$, dépôts qui représentent une source de financement stable et sûre. Le portefeuille de titres de la CIBC, d'un montant total de 69,2 G\$, est traité à la note 3 afférente aux états financiers consolidés, à la page 66, et renferme des actifs liquides de 56,7 G\$.

Gestion du risque d'exploitation

Le risque d'exploitation s'entend de l'éventualité que des pertes monétaires importantes découlent d'événements liés aux ressources humaines, aux processus et à la technologie et de la dépendance envers des tiers. Il ne tient pas compte des pertes directement attribuables aux risques de marché ou de crédit.

Les pertes attribuables au risque d'exploitation peuvent être classées selon les catégories suivantes :

- La *responsabilité juridique*, qui inclut les poursuites intentées par des tiers.
- Les *sanctions pour non-conformité et celles imposées par des organismes de réglementation*, qui incluent les amendes et les coûts directs d'autres sanctions, telles les révocations de permis.

- La *perte de biens ou les dommages à des biens*, qui comprennent la réduction directe de la valeur de biens matériels, dont les certificats, par suite d'un accident.
- Les *erreurs d'opérations*, soit notamment les paiements de restitution (capital ou intérêts ou les deux) et autres formes de compensation aux clients ainsi que les débours effectués à des parties non appropriées et non recouvrés.
- Le *vol, la fraude et autres activités non autorisées*.

Les pertes d'exploitation comprennent les pertes internes directes, déduction faite des recouvrements, ainsi que les coûts directs externes ou les moins-values qu'exige le règlement des défaillances de l'exploitation.

Politiques et méthodes

Le premier moyen de défense consiste à gérer les ressources humaines, les processus et la technologie d'une manière qui empêche ou réduit au minimum toutes les pertes d'exploitation éventuelles, tout en tenant compte de la stratégie commerciale.

Le risque lié aux ressources humaines est atténué par l'adoption de politiques et pratiques en matière de ressources humaines, dont la formation et le perfectionnement du personnel, des programmes complets de recrutement, des critères de sélection, des codes officiels de conduite et des programmes de sécurité exhaustifs.

Le risque lié au processus est atténué par des contrôles pertinents, dont des exigences claires en matière de délégation des pouvoirs et de séparation des fonctions, la documentation des politiques et procédés, des contrôles sur la protection et la tenue de livres ainsi que par la transmission exacte et rapide de l'information de gestion en vue de la surveillance et de la prise de décisions.

Le risque lié à la technologie est géré au moyen de contrôles régissant la mise au point de systèmes et la gestion du changement ainsi que de l'utilisation de programmes de sécurité de l'information et de contrôles sur l'accès aux systèmes.

Le second moyen de défense consiste à disposer d'une couverture suffisante si le risque se matérialise et donne lieu à une perte. Les pertes prévues sont couvertes par le bénéfice. Les pertes imprévues le sont par le capital économique et, dans le cas de certains types de pertes, par des assurances. Le risque de perte catastrophique est couvert par des programmes permettant d'éviter ou de contrôler les risques (dont ceux d'assurance et de gestion de la continuité des activités), qui réduisent la probabilité ou la gravité potentielle des pertes et les maintiennent dans des limites acceptables. La CIBC dispose également d'un programme exhaustif et intégré d'assurance qui vise à protéger son bénéfice contre des pertes imprévues et fort élevées qui pourraient découler d'activités criminelles, de pertes de biens ou de dommages à des biens et de sa responsabilité.

Mesure du risque d'exploitation

La CIBC a élaboré une mesure de la valeur à risque de l'exploitation dans le cadre de laquelle des renseignements historiques sur les pertes, s'ils sont disponibles, ainsi que l'analyse de scénarios sont utilisés pour générer des distributions de fréquences et de pertes en cas d'événements précis (gravité). Ces distributions de fréquences et de gravité servent à déterminer la distribution des pertes associées au risque d'exploitation, laquelle constitue la base même de la gestion de ce risque, et permet d'établir la composante du capital économique qui représente le risque d'exploitation. À l'heure actuelle, les données utilisées pour calculer nombre des distributions de pertes proviennent de l'analyse de scénarios et relèvent d'une appréciation subjective plutôt que d'être fondées sur des renseignements historiques sur les pertes. La CIBC participe à de nombreux projets qui sont menés dans le secteur et qui visent à rehausser la méthode de mesure, à créer une base de données exhaustive sur les pertes d'exploitation de l'ensemble du secteur et à proposer des approches axées sur le risque et permettant de déterminer l'élément du capital réglementaire qui représente le risque d'exploitation.

Infrastructure

La haute direction, le personnel de direction des entreprises et celui des services de gestion du risque, de vérification interne et de soutien, tels ceux du contentieux, de la déontologie, de l'exploitation, de la technologie, des finances et des ressources humaines, participent à la gestion du risque d'exploitation et des risques relevant des activités commerciales, des stratégies et du maintien de la réputation.

Le comité d'exploitation et d'administration oriente la gestion du risque d'exploitation et la structure des contrôles internes de la CIBC pour qu'elles respectent les paramètres et les objectifs stratégiques établis par l'équipe de haute direction. De plus, la haute direction doit rendre compte au conseil du maintien d'un environnement de contrôle efficace et rigoureux procurant aux actionnaires et autres parties intéressées une assurance raisonnable que le risque d'exploitation est géré avec prudence et de manière appropriée.

Rendement du capital pondéré en fonction du risque (RCPR)

Le RCPR est une mesure et un cadre de gestion de la rentabilité pondérée en fonction du risque qui facilite la prise de décisions tactiques et stratégiques. Il établit des liens entre le risque, le rendement et la valeur pour les actionnaires et permet d'obtenir une image uniforme de la rentabilité dans toutes les entreprises. Le RCPR facilite l'établissement des prix et la gestion du rendement, des portefeuilles et du bilan ainsi que l'attribution des ressources.

Le personnel de gestion du risque élabore et met en œuvre des modèles de mesure du risque et du capital et quantifie le capital économique et les pertes prévues. Ces renseignements sont alors transmis aux secteurs d'exploitation afin qu'ils puissent mieux analyser les opérations. Le capital économique constitue une

ressource du bilan qui est attribuée par le comité du capital et du risque. Les entreprises sont également jugées sur l'emploi du capital économique dans leurs rapports de mesure du rendement, mesure qui vient étayer le recours au RCPR et incite les secteurs à optimiser leur rendement pondéré en fonction du risque.

Un montant de capital économique est attribué pour chacun des risques de crédit, de marché et d'exploitation qu'assume une grande partie des entreprises de la CIBC. C'est pourquoi le RCPR repose largement sur l'infrastructure de mesure du risque élaborée par la gestion du risque. Les entreprises se voient attribuer un capital économique et des pertes prévues en fonction du risque et se doivent de procurer un rendement approprié compte tenu de ces risques.

Cadre commercial

Conjoncture économique

L'économie canadienne a entamé l'année 2000 en force. La demande américaine pour des exportations en provenance du Canada était vigoureuse, et les investissements des entreprises étaient en hausse (phénomène causé en partie par les efforts déployés pour éviter les problèmes au moment du passage à l'an 2000). De plus, la croissance soutenue de l'emploi vers la fin de l'année 1999 avait contribué à accroître le revenu disponible et les dépenses à la consommation. Ces conditions ont favorisé l'augmentation en glissement annuel des revenus tirés des cartes de crédit et de débit et la croissance marquée des Opérations bancaires – Détail et PME. Bien que les taux hypothécaires aient monté au cours du premier trimestre, cette hausse n'a pas été suffisamment élevée pour affaiblir la demande en logement qui s'était renforcée vers la fin de 1999 et qui a contribué à la hausse des prêts hypothécaires. Quant à la demande pour des services de gestion des avoirs, elle s'est renforcée en début d'année grâce à la vigueur de l'économie nord-américaine, à l'amélioration continue des marchés boursiers et à la présence accrue des ménages sur les marchés des capitaux. Le niveau élevé de confiance des investisseurs vers la fin de 1999 et au début de 2000 a été l'un des facteurs qui ont éperonné les marchés boursiers nord-américains et qui ont permis à Gestion des avoirs et à Marchés mondiaux CIBC d'enregistrer un excellent rendement.

Dans l'ensemble, l'économie est demeurée vigoureuse au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice. La grande confiance des consommateurs, des taux d'intérêt relativement stables et la hausse soutenue du revenu disponible, laquelle a profité des réductions d'impôts aux paliers fédéral et provincial, ont favorisé l'augmentation des dépenses à la consommation et des investissements des entreprises. En règle générale, le tonus de la demande intérieure a joué un rôle important dans la hausse des revenus tirés des Opérations bancaires – Détail et PME.

Malgré la majoration des prix du pétrole et la volatilité des

marchés boursiers au quatrième trimestre, la forte progression de l'emploi à temps plein a soutenu la remarquable augmentation du revenu. Ce facteur s'est traduit par une reprise des dépenses à la consommation et de la demande en logement et par une amélioration des prêts hypothécaires et des prêts à la consommation. En outre, malgré des signes d'essoufflement de la demande en Amérique du Nord vers la fin du quatrième trimestre, la qualité des données économiques fondamentales a continué de soutenir l'augmentation des services de gestion des avoirs.

Revenu disponible
Variation en % d'un exercice à l'autre



En ce qui concerne les perspectives pour 2001, elles sont assombries par les inquiétudes que suscitent les conséquences que pourrait avoir l'augmentation des prix du pétrole sur les dépenses discrétionnaires et par la possibilité que les prix de l'énergie alimentent le taux d'inflation de base, facteurs qui pourraient entraîner le resserrement de la politique monétaire. Il y a fort à parier que, conjugués aux conséquences de la montée des taux d'intérêt au cours des six derniers trimestres, ces facteurs freineront la croissance en 2001. Ceci dit, la récente baisse du taux d'inclusion des gains en capital, taux qui est passé de deux tiers à 50 %, devrait avoir une incidence favorable sur les investissements au Canada. Qui plus est, la perspective de réductions importantes des taux d'imposition des particuliers et des sociétés en 2001 viendra, à court terme, atténuer les conséquences du relèvement des taux d'intérêt. À plus long terme, le recul des taux d'imposition devrait favoriser l'augmentation de la productivité ce qui, en fin de compte, réduira les tendances inflationnistes au Canada.

Contexte concurrentiel

La CIBC mène ses activités essentiellement en Amérique du Nord. Au Canada, elle offre une gamme complète de services bancaires de gros et de détail tandis qu'aux États-Unis, elle propose des services bancaires de gros qui s'adressent plus particulièrement au marché intermédiaire. Après avoir obtenu en 1999 l'autorisation d'offrir des services bancaires de détail aux États-Unis, la CIBC a commencé à pénétrer le marché américain des services bancaires électroniques de détail.

La CIBC doit faire face à une concurrence fort intense, surtout en ce qui concerne la gamme de produits et services qui est offerte et les prix. Au Canada, la concurrence étrangère, notamment au chapitre des services bancaires électroniques et d'investissement ainsi que des cartes de crédit, se fait de plus en plus vive. Aux États-Unis, les banques commerciales et les banques d'investissement ainsi que les autres établissements de services financiers font toujours l'objet de nombreuses fusions et acquisitions et doivent composer avec de nouveaux concurrents et les innovations en commerce électronique.

Cadre réglementaire

Le groupe de sociétés de la CIBC est assujéti à un cadre juridique et réglementaire complexe et changeant au Canada et dans les autres territoires où elles mènent leurs activités. Les principales autorités de réglementation sont les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada et les gouvernements des États-Unis et des autres pays où la CIBC fait affaire. Les organismes de réglementation des valeurs mobilières et les organismes autoréglementés, comme les Bourses, régissent aussi les activités de la CIBC.

La CIBC est assujéti aux règlements de la Société d'assurance-dépôts du Canada. Aux termes de ces règlements, des normes relatives à des pratiques commerciales et financières saines visant à garantir que les institutions membres sont gérées prudemment doivent être adoptées.

Des politiques et des procédures exhaustives sont en place afin d'encourager le respect rigoureux des lois et règlements applicables par la CIBC et ses filiales, leurs administrateurs, leurs dirigeants et leurs employés. La direction a la responsabilité du respect continu de ces lois et règlements. Les services de déontologie et de vérification interne ont tous deux pour mandat d'évaluer si la direction s'acquitte bien de ses responsabilités en matière de régie d'entreprise et de faire rapport à ce sujet.

En 2000, une nouvelle loi sur les services financiers (le projet de loi C-38) a été présentée au Parlement, loi qui, si elle est entérinée, changera le secteur bancaire canadien. En raison des élections fédérales le 27 novembre 2000, cette loi devra être soumise de nouveau au Parlement. Tant le parti au pouvoir que l'opposition ont décrété que le projet de loi C-38 constituait une priorité et que, dans l'ensemble, cette même loi sera soumise au Parlement lorsqu'il reprendra ses séances.

La nouvelle loi canadienne sur la protection des renseignements personnels (le projet de loi C-6) aura également des conséquences sur le secteur financier puisqu'elle portera sur la façon dont doit être traitée l'information sur les clients et les employés.

En novembre 1999, le Congrès américain a entériné un projet de loi visant la modernisation des services financiers et autorisant des fusions intersectorielles, soit entre les banques, les banques d'investissement et les sociétés d'assurance. Ce projet de loi a toujours de fortes répercussions sur la supervision et la réglementation des marchés des capitaux américains et permet à la CIBC d'élargir grandement son champ d'activités aux États-Unis. La CIBC suit toujours cette question de près et analyse comment elle peut exploiter les occasions qui s'offrent à elle.

Faits nouveaux en matière de comptabilité et d'information financière

Conformité aux principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (les PCGR aux É.-U.)

En tant que société canadienne, la CIBC dresse ses états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (les PCGR au Canada).

Le 13 novembre 1997, la CIBC s'est inscrite à la cote de la Bourse de New York. En vue de cette inscription, ses états financiers de 1996, tout comme ceux dressés depuis, renferment des renseignements supplémentaires présentés par voie d'une note, conformément aux PCGR aux É.-U. Les PCGR au Canada et aux É.-U. sont, dans une large mesure, identiques. Cependant, lorsqu'ils ne le sont pas, les PCGR au Canada ont préséance. Toutes les différences importantes sont expliquées et quantifiées à la note 24 afférente aux états financiers consolidés, aux pages 88 à 92.

Futurs changements de conventions comptables

L'incidence des plus récentes normes comptables canadiennes qui ont été émises et qui seront adoptées dans l'avenir est décrite à la note 26 afférente aux états financiers consolidés, à la page 92. L'incidence des plus récentes normes comptables américaines qui ont été émises et qui seront adoptées dans l'avenir est décrite à la note 24 afférente aux états financiers consolidés, à la page 91. Les renseignements donnés à cet égard portent notamment sur les conséquences de l'adoption de la norme comptable américaine SFAS 133, « Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities » (SFAS 133).

Résultats financiers consolidés

Contenu

- 57 Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière
- 57 Rapport des vérificateurs aux actionnaires
- 58 Bilans consolidés
- 59 Résultats consolidés
- 60 Évolution des capitaux propres consolidés
- 61 Flux de trésorerie consolidés
- 62 Notes afférentes aux états financiers consolidés
- 93 Principales filiales
- 94 Renseignements financiers annuels supplémentaires
- 101 Revue trimestrielle
- 102 Revue statistique des dix derniers exercices

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC) est responsable de la préparation du rapport annuel et des états financiers consolidés qu'il renferme. Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières, Canada.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité en ce qui a trait à la fiabilité et à l'intégrité des états financiers consolidés, la direction a mis au point un système de comptabilité et de présentation de l'information qu'elle continue d'appliquer et qui comprend les contrôles internes permettant de s'assurer que les opérations sont autorisées et enregistrées correctement, que le patrimoine est préservé et que les éléments de passif sont constatés. Ce système met l'accent sur l'emploi et la formation d'un personnel compétent et spécialisé, le recours à des communications écrites efficaces entre la direction et le personnel et, enfin, la transmission de lignes directrices et de règles appropriées. Ce système tient également compte des règles concernant la responsabilité sociale et la conduite de la CIBC ainsi qu'une conception de l'organisation au sein de la direction qui traduit l'obligation de rendre compte dans des sphères de responsabilité clairement définies. Les états financiers consolidés contiennent nécessairement des éléments qui rendent compte des estimations et des jugements les plus justes possible de la direction.

Les systèmes de comptabilité, de présentation de l'information et de contrôle interne sont revus par le chef inspecteur et les membres de son personnel qui examinent tous les aspects des opérations de la CIBC. Le responsable de la déontologie surveille les systèmes et procédures per-

mettant d'assurer que les employés se conforment aux règles définies en matière de conflit d'intérêts et à la législation en matière de valeurs mobilières. Le chef inspecteur et le responsable de la déontologie peuvent librement consulter le comité de vérification du conseil d'administration de la CIBC.

Le comité de vérification passe en revue les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la CIBC avec la direction, le chef comptable et les vérificateurs des actionnaires, en présence du chef inspecteur et du vice-président à la direction, Affaires juridiques et déontologie, avant que ces états soient revus par le conseil d'administration.

En outre, il incombe au comité de vérification d'examiner tout principe et toute pratique comptables dont l'adoption, ou la modification, a des répercussions importantes sur les états financiers consolidés, d'examiner les placements et les opérations qui sont portés à son attention par le chef inspecteur et les vérificateurs des actionnaires ou par quelque dirigeant de la CIBC et qui peuvent avoir une incidence défavorable sur celle-ci, d'examiner les rapports financiers devant être approuvés par le conseil d'administration avant d'être soumis aux commissions de valeurs mobilières ou autres organismes de réglementation, de participer à l'élaboration de la politique de la CIBC en matière de présentation de l'information financière, d'évaluer et de passer en revue les principaux jugements et estimations de la direction qui ont de l'importance aux fins de la présentation de l'information financière, et d'évaluer les honoraires des vérificateurs des actionnaires.

Les états financiers consolidés et l'analyse par la direction, contenus dans le rapport annuel, ont été revus et approuvés par le conseil d'administration sur recommandation du comité de vérification.

J.S. Hunkin
Président du conseil
et chef de la direction

T.D. Woods
Chef des services financiers
Le 7 décembre 2000

Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC) aux 31 octobre 2000 et 1999 et les états consolidés des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2000. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la CIBC. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des élé-

ments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la CIBC aux 31 octobre 2000 et 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2000 selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières, Canada.

Arthur Andersen s.r.l.
PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés
Toronto, Canada
Le 7 décembre 2000

États financiers consolidés

Bilans consolidés

en millions de dollars, aux 31 octobre

	2000	1999 ⁽¹⁾
ACTIF		
Liquidités		
Encaisse et dépôts ne portant pas intérêt auprès de banques	1 383 \$	1 902 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	9 296	10 625
	10 679	12 527
Titres (note 3)		
Titres du compte de placement	15 864	13 277
Titres du compte de négociation	53 217	46 054
Titres en substitut de prêts	161	161
	69 242	59 492
Prêts (note 4)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 898	46 613
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	27 452	24 532
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 091	47 047
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	20 461	19 158
Provision générale pour pertes sur créances	(1 250)	(1 000)
	145 652	136 350
Autres		
Instruments dérivés à la valeur marchande (note 18)	23 847	24 449
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 088	9 296
Terrains, bâtiments et matériel (note 5)	1 508	2 213
Autres éléments d'actif (note 6)	7 686	6 004
	42 129	41 962
	267 702 \$	250 331 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts (note 7)		
Particuliers	63 109 \$	60 878 \$
Entreprises et administrations publiques	103 141	85 940
Banques	13 382	13 223
	179 632	160 041
Autres		
Instruments dérivés à la valeur marchande (note 18)	24 374	25 097
Acceptations	9 088	9 296
Engagements liés à des titres vendus à découvert	13 992	15 563
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	14 199	13 640
Autres éléments de passif (note 8)	10 630	11 092
	72 283	74 688
Dettes subordonnées (note 9)	4 418	4 544
Capitaux propres		
Actions privilégiées (note 11)	1 876	1 933
Actions ordinaires (note 11)	2 868	3 035
Bénéfices non répartis	6 625	6 090
	11 369	11 058
	267 702 \$	250 331 \$

(1) Certains chiffres correspondants ont été retraités conformément à la présentation adoptée pour 2000.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

J.S. Hunkin
Président du conseil et chef de la direction

I.E.H. Duvar
Administrateur

Résultats consolidés

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre

	2000	1999	1998
Revenu d'intérêts			
Prêts	11 467 \$	11 215 \$	11 731 \$
Titres	3 297	2 692	2 645
Dépôts auprès d'autres banques	563	498	624
	15 327	14 405	15 000
Frais d'intérêts			
Dépôts et autres éléments de passif	10 728	9 691	10 271
Dette subordonnée	317	306	392
	11 045	9 997	10 663
Revenu net d'intérêts (note 3)	4 282	4 408	4 337
Dotations aux pertes sur créances (note 4)	1 220	750	480
	3 062	3 658	3 857
Revenu autre que d'intérêts			
Honoraires de services			
Prise ferme	886	700	717
Services de dépôt	503	490	486
Services de crédit	508	495	415
Services de cartes	368	314	315
Services fiduciaires et de garde	457	371	327
Gestion de fonds mutuels	280	184	158
Assurances	124	214	207
	3 126	2 768	2 625
Commissions pour opérations sur titres	1 480	1 181	1 163
Opérations de négociation (note 3)	977	584	66
Gain sur titres de placement, montant net	970	378	96
Revenu tiré des actifs titrisés	237	200	120
Autres	1 007	617	734
	7 797	5 728	4 804
	10 859	9 386	8 661
Frais autres que d'intérêts			
Rémunération et charges sociales	4 937	4 388	4 059
Frais d'occupation	634	594	556
Matériel informatique et matériel de bureau	758	849	678
Communications	371	380	389
Publicité et expansion des affaires	273	283	314
Honoraires	240	211	228
Taxe d'affaires et impôts sur le capital	108	127	130
Charge de restructuration (note 2)	(31)	426	79
Autres	806	740	692
	8 096	7 998	7 125
Bénéfice avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	2 763	1 388	1 536
Charge d'impôts (note 14)	641	320	460
	2 122	1 068	1 076
Parts des actionnaires sans contrôle du bénéfice net des filiales	62	39	20
Bénéfice net	2 060 \$	1 029 \$	1 056 \$
Dividendes sur actions privilégiées (note 11)	128 \$	112 \$	116 \$
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 932	917	940
	2 060 \$	1 029 \$	1 056 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
- Non dilué	388 951	409 789	415 030
- Dilué	404 569	422 501	425 303
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 15)			
- Non dilué	4,97 \$	2,23 \$	2,26 \$
- Dilué	4,84 \$	2,22 \$	2,25 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars) (note 11)	1,29 \$	1,20 \$	1,20 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Évolution des capitaux propres consolidés

en millions de dollars, aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre

	2000	1999	1998
Actions privilégiées (note 11)			
Solde au début de l'exercice	1 933 \$	1 961 \$	1 518 \$
Émission d'actions privilégiées	345	-	641
Rachat d'actions privilégiées	(425)	-	(250)
Écart de conversion lié aux actions privilégiées émises en devises	23	(28)	52
Solde à la fin de l'exercice	1 876 \$	1 933 \$	1 961 \$
Actions ordinaires (note 11)			
Solde au début de l'exercice	3 035 \$	3 128 \$	3 105 \$
Émission d'actions ordinaires	34	10	23
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	(201)	(103)	-
Solde à la fin de l'exercice	2 868 \$	3 035 \$	3 128 \$
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	6 090 \$	6 047 \$	5 624 \$
Bénéfice net	2 060	1 029	1 056
Dividendes	(629)	(604)	(614)
Prime de rachat d'actions privilégiées	(17)	-	(10)
Prime de rachat d'actions ordinaires	(873)	(397)	-
Écart de conversion, déduction faite des impôts sur le revenu ⁽¹⁾	8	(4)	1
Autres	(14)	19	(10)
Solde à la fin de l'exercice	6 625 \$	6 090 \$	6 047 \$

(1) Le solde cumulatif du compte de conversion de devises consiste en un gain (une perte) de 2 M\$ ((6) M\$ en 1999; (2) M\$ en 1998).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Flux de trésorerie consolidés

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre

	2000	1999	1998
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	2 060 \$	1 029 \$	1 056 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets :			
Dotation aux pertes sur créances	1 220	750	480
Amortissement	360	368	294
Charge de restructuration, déduction faite des paiements en espèces	(31)	325	72
Impôts sur le revenu futurs	(267)	3	(97)
Gain sur titres de placement, montant net	(970)	(378)	(96)
Intérêts courus à recevoir	(332)	743	(772)
Intérêts courus à payer	250	(632)	1 045
Variation nette des titres de négociation	(7 163)	2 009	(17 278)
Gain à la cession de filiales	(125)	-	(116)
(Gain) perte à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	(199)	27	(24)
Impôts sur le revenu exigibles pour l'exercice	102	391	(641)
Autres, montant net	(1 163)	2 069	1 584
	(6 258)	6 704	(14 493)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dépôts, déduction faite des retraits	19 591	(66)	20 027
Engagements liés à des titres vendus à découvert	(1 571)	(486)	485
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat, montant net	559	(18 970)	892
Émission de dette subordonnée	-	400	785
Rachat de dette subordonnée	(175)	(262)	(1 095)
Émission d'actions privilégiées	345	-	641
Rachat d'actions privilégiées	(442)	-	(260)
Émission d'actions ordinaires	34	10	23
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	(1 074)	(500)	-
Dividendes	(629)	(604)	(614)
Autres, montant net	81	1 054	(735)
	16 719	(19 424)	20 149
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	1 329	(1 819)	(2 229)
Prêts, déduction faite des remboursements	(10 381)	(4 983)	(16 542)
Produit de titrisations	1 162	3 005	7 958
Achat de titres du compte de placement	(8 595)	(9 222)	(12 908)
Produit à la vente de titres du compte de placement	6 168	9 069	14 839
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente, montant net	(1 303)	17 135	4 562
Montant net payé pour l'acquisition d'une filiale	-	-	(460)
Produit de la cession de filiales	486	-	144
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(378)	(387)	(368)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	862	12	55
	(10 650)	12 810	(4 949)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et les quasi-espèces	13	(21)	88
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces au cours de l'exercice	(176)	69	795
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	1 700	1 631	836
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	1 524 \$	1 700 \$	1 631 \$
Montant composé comme suit :			
Encaisse et dépôts ne portant pas intérêt auprès d'autres banques	1 383 \$	1 902 \$	1 989 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net (notes 6 et 8)	141	(202)	(358)
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	1 524 \$	1 700 \$	1 631 \$
Intérêts en espèces versés	10 795 \$	10 629 \$	9 618 \$
Impôts sur le revenu payés en espèces	554 \$	140 \$	860 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

1. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (CIBC) ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF).

L'incidence sur l'actif, le passif, le bénéfice net et les bénéfices non répartis des différences entre les principes comptables généralement reconnus au Canada et aux États-Unis est décrite à la note 24. L'information présentée dans les états financiers consolidés est conforme, à tous égards importants, à l'information requise en vertu des principes comptables généralement reconnus aux États-Unis.

La note 26 fournit une description des changements futurs apportés aux conventions comptables au Canada.

Pour préparer des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, la direction doit établir des estimations et formuler des hypothèses à l'égard des montants d'actif et de passif portés au bilan et des éléments d'actif et de passif éventuels à la date du bilan ainsi que des montants de revenus et de frais de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principales conventions comptables de la CIBC sont décrites dans les paragraphes qui suivent.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de toutes les filiales sur une base consolidée. Les comptes et opérations intersociétés ont été éliminés. L'écart d'acquisition, qui représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur de l'actif net des filiales acquises, et les biens incorporels sont amortis par imputation aux résultats sur la durée de vie prévue, sans toutefois dépasser 20 ans, selon la méthode de l'amortissement linéaire, sauf si une moins-value doit être constatée pour tenir compte d'une perte de valeur. Les soldes de l'écart d'acquisition et des biens incorporels sont examinés périodiquement afin de détecter toute baisse de valeur. Lorsque les flux de trésorerie futurs prévus sont inférieurs à la valeur comptable des biens, l'écart d'acquisition et les biens incorporels sont amortis à la valeur de réalisation nette.

Les participations dans des sociétés sur lesquelles la CIBC exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation et sont portées aux titres du compte de placement dans les bilans consolidés. La part revenant à la CIBC du bénéfice des sociétés émettrices est portée au revenu d'intérêts.

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif découlant d'opérations en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours du change de fin de mois en vigueur à la date des états financiers consolidés tandis que les revenus et les frais connexes sont convertis aux cours du change moyens en vigueur pour le mois. Les gains et pertes de conversion réalisés et non réalisés sont inclus dans les résultats consolidés de l'exercice considéré.

Les éléments d'actif et de passif des établissements étrangers de la CIBC sont convertis en dollars canadiens aux cours du change de fin de mois en vigueur à la date des bilans tandis que les revenus et les frais connexes sont convertis aux cours du change moyens en vigueur pour le mois. Les gains ou pertes de change qui découlent de la conversion

du montant net des participations dans les établissements étrangers et des opérations de couverture s'y rapportant sont comptabilisés aux bénéfices non répartis.

Titres

Les *titres du compte de placement* comprennent tous les titres autres que les titres du compte de négociation. Les titres de participation sont comptabilisés au coût, et les titres de créance, au coût non amorti, qui est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les gains et pertes réalisés sur cessions et les moins-values visant à refléter des baisses de valeur permanentes sont inclus dans les gains sur titres de placement dans les résultats consolidés.

Les *titres du compte de négociation*, acquis en vue de la revente à court terme, sont comptabilisés à leur valeur marchande estimative. Les gains et pertes réalisés sur cessions, et les gains et pertes non réalisés découlant de fluctuations de la valeur marchande, sont inclus dans les opérations de négociation dans les résultats consolidés.

Les *titres en substitut de prêts*, qui sont des conventions de financement après impôts permettant aux émetteurs d'effectuer des emprunts fiscalement avantageux, sont comptabilisés de la même manière que les prêts.

Les *engagements liés à des titres vendus à découvert* sont comptabilisés dans le passif à la juste valeur. Les gains et pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont inclus dans les opérations de négociation dans les résultats consolidés.

Les revenus de dividendes et d'intérêts, y compris l'amortissement des primes et escomptes sur titres de créance, sont portés au revenu d'intérêts.

Prêts

Les prêts sont présentés déduction faite du revenu comptabilisé d'avance et de la provision pour pertes sur créances.

Commissions sur prêts

Les commissions de montage de prêts, y compris les montants reçus au titre d'engagements de prêt et les charges de restructuration et de renégociation, sont considérées comme faisant partie intégrante du rendement obtenu sur le prêt et sont reportées à titre de revenu comptabilisé d'avance pour être imputées au revenu d'intérêts sur la durée du prêt. Les commissions reçues relativement à des engagements qui ne sont pas prévus résulter en un prêt sont portées au revenu autre que d'intérêts pour la durée de l'engagement. Les commissions de syndication de prêts sont portées au revenu autre que d'intérêts à la signature de l'entente de syndication.

Titrisation

La CIBC vend périodiquement des groupes de prêts ou de créances à des structures d'accueil qui émettent des titres en faveur d'investisseurs. Si ces opérations satisfont aux critères reconnus de constatation à titre de ventes et que la CIBC cède les risques et les avantages inhérents à la propriété, les éléments d'actif en cause sont éliminés des bilans consolidés.

La titrisation a une incidence sur les composantes du bénéfice aux résultats consolidés, y compris le revenu net d'intérêts, la dotation aux pertes sur créances et le revenu autre que d'intérêts. Le revenu autre que d'intérêts tiré des actifs titrisés comprend les gains sur ventes, les

pertes au titre de garanties de paiement et le revenu tiré des services d'administration. Ces composantes ne sont constatées que lorsqu'elles sont gagnées et encaissées au comptant et que la structure d'accueil n'a aucun recours relativement à ces fonds.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la direction estime qu'elle n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts à la date prévue. En général, un prêt dont le capital ou l'intérêt exigible en vertu du contrat est en souffrance depuis 90 jours est automatiquement classé comme prêt douteux, sauf si le capital et l'intérêt sont garantis en totalité et sont en voie de recouvrement. Nonobstant l'évaluation par la direction de la possibilité de recouvrement, un prêt est considéré comme douteux lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours, sauf pour les exceptions suivantes.

Les prêts sur cartes de crédit ne sont pas classés comme prêts douteux, mais sont plutôt radiés en totalité lorsque les paiements exigibles en vertu du contrat sont en souffrance depuis 180 jours.

Les prêts garantis ou assurés par le gouvernement du Canada, les provinces ou un organisme fédéral ne sont classés comme prêts douteux que lorsque les paiements exigibles en vertu du contrat sont en souffrance depuis 365 jours.

Lorsqu'un prêt est classé comme prêt douteux, l'intérêt cesse de s'accumuler. La totalité de l'intérêt non recouvré est ajoutée à la valeur comptable du prêt aux fins de la détermination de la valeur de réalisation estimative du prêt et de l'établissement de la provision pour pertes sur créances requise. Aucune tranche du montant reçu en espèces sur un prêt douteux n'est inscrite à titre de revenu tant que toute radiation antérieure n'a pas été recouvrée ou que toute provision spécifique n'a pas été reprise et que le capital du prêt n'a pas été déterminé entièrement recouvrable, selon les dispositions initiales du contrat de prêt.

Provision pour pertes sur créances

La direction de la CIBC constitue une provision pour pertes sur créances qu'elle considère, compte tenu de la conjoncture, comme la meilleure estimation des pertes probables liées aux créances qui existent dans son portefeuille d'instruments financiers figurant ou non au bilan. Les prêts douteux sont inscrits à la valeur de réalisation estimative, établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt inhérent au prêt. Lorsque le montant ou le calendrier des flux de trésorerie futurs ne peut faire l'objet d'une estimation fiable, le prêt est inscrit à la juste valeur du titre sous-jacent ou au prix du marché pour ce prêt. Toute variation de la valeur de réalisation estimative est présentée intégralement à titre de débit ou de crédit relatif à la provision pour pertes sur créances. La provision pour pertes sur créances comprend une provision spécifique et une provision générale, qui sont déduites des catégories d'actif correspondantes, et une provision spécifique relative aux éléments hors bilan, qui est portée aux autres éléments de passif dans les bilans consolidés.

La direction évalue continuellement le risque de crédit pour chaque compte de portefeuille de prêts aux entreprises et aux administrations publiques et constitue une provision spécifique lorsqu'elle décèle des créances douteuses. Les portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts personnels et de prêts sur cartes de crédit se composent d'un nombre élevé de soldes homogènes relativement petits, à l'égard desquels une provision spécifique est établie en fonction des ratios historiques entre les sommes radiées et les encours.

La provision générale est maintenue pour les pertes qui sont, de l'avis de la direction, inhérentes au portefeuille à la date du bilan, et qui se rapportent à des prêts qui n'ont pas encore été reconnus comme des prêts douteux ni inclus dans la détermination d'une provision spécifique. La

provision générale est établie en se fondant sur l'estimation des pertes probables inhérentes au portefeuille, laquelle tient compte des résultats techniques, de la composition du portefeuille de prêts, des tendances courantes du marché et des taux de recouvrement.

Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente et engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat

Les titres acquis en vertu de conventions de revente sont comptabilisés au coût plus l'intérêt couru et sont considérés comme des prêts garantis dans la mesure où ils représentent un achat de titres par la CIBC simultanément à un engagement de les revendre à une date ultérieure, généralement à court terme. Le revenu d'intérêts sur ces titres est porté au revenu d'intérêts sur prêts dans les résultats consolidés. Les engagements liés à des titres vendus en vertu de conventions de rachat sont comptabilisés au coût plus l'intérêt couru et représentent l'équivalent en emprunt de titres acquis en vertu de conventions de revente. L'intérêt sur ces titres est comptabilisé sous le poste Dépôts et autres éléments de passif de la rubrique Frais d'intérêts dans les résultats consolidés.

Les titres empruntés et les titres prêtés sont inscrits au montant en espèces qui a été avancé ou reçu. Les titres empruntés sont composés principalement de titres d'État et de titres de participation. La CIBC surveille la valeur marchande des titres empruntés et prêtés sur une base quotidienne et prévoit une garantie additionnelle, au besoin. Les frais reçus ou payés sont inscrits en tant que revenu ou frais d'intérêts dans les résultats consolidés.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats qui exigent ou permettent l'échange de flux de trésorerie ou de paiements calculés par l'application de certains taux ou indices, ou variations de ceux-ci, à des montants contractuels théoriques.

La CIBC utilise des instruments dérivés pour deux grandes catégories d'opérations : les opérations de négociation et, dans une moindre mesure, les opérations de gestion de l'actif et du passif.

Instruments dérivés du compte de négociation

La CIBC négocie des instruments dérivés principalement pour répondre aux besoins de ses clients. Les clients concluent des opérations avec la CIBC dans le cadre de leurs propres activités de gestion du risque, de placement et de négociation. Pour faciliter ces activités, la CIBC agit à titre de courtier en instruments dérivés ou de teneur de marché, et elle est disposée à conclure des opérations avec des clients en fixant des cours acheteur et vendeur qui lui assurent une marge. En outre, dans le but d'en tirer des revenus, la CIBC prend des positions de négociation limitées pour son compte propre sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des titres de créance, des actions et des marchandises.

Tous les instruments dérivés à caractère financier et instruments dérivés sur marchandises conclus aux fins de négociation, y compris ceux qui visent à couvrir les risques liés aux éléments d'actif et de passif inscrits à une valeur axée sur la valeur marchande, sont présentés à la juste valeur. Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché servent à déterminer la juste valeur des instruments dérivés du compte de négociation. Autrement, la juste valeur est estimée au moyen de modèles d'établissement des prix. Au besoin, la valeur est rajustée pour tenir compte des risques de marché, de modèle et de crédit, ainsi que des frais d'administration. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les opérations de négociation sont portés aux opérations de négociation dans les résultats consolidés. Dans les bilans consolidés, les instruments dérivés ayant une juste valeur positive figurent à l'actif, tandis que ceux qui ont une juste valeur négative figurent au passif, dans les deux cas

sous le poste Compte de réévaluation des instruments dérivés. Les éléments d'actif et de passif pour lesquels l'autre partie à l'opération est la même sont présentés sur la base du solde net seulement si la CIBC a le droit légal de procéder au règlement sur la base du solde net et qu'elle a l'intention de se prévaloir de ce droit.

Instruments dérivés détenus aux fins de la gestion de l'actif et du passif

La CIBC utilise des instruments financiers dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt et, dans une moindre mesure, des contrats à terme normalisés, des contrats de garantie de taux et des contrats d'options, pour gérer les risques financiers, comme les fluctuations des taux d'intérêt et des cours du change. Elle se sert de ces instruments en guise de couverture ou pour modifier les caractéristiques rattachées aux taux d'intérêt d'éléments d'actif et de passif précis autres que du compte de négociation figurant au bilan ou de groupes d'éléments d'actif et de passif homogènes autres que du compte de négociation figurant au bilan.

Les instruments dérivés, en particulier les swaps de taux d'intérêt, qui modifient les caractéristiques rattachées aux taux d'intérêt d'éléments d'actif et de passif financiers précis ou de groupes d'éléments d'actif et de passif financiers homogènes sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêts constatés sur ces instruments dérivés sont portés au revenu d'intérêts ou aux frais d'intérêts dans les résultats consolidés, et aux autres éléments d'actif ou de passif dans les bilans consolidés.

Des instruments dérivés peuvent être qualifiés de couvertures des risques financiers auxquels sont exposés des éléments d'actif ou de passif figurant au bilan, des engagements fermes et des opérations prévues, ou encore des risques de change découlant du placement net dans des activités étrangères. Le qualificatif de couverture est autorisé seulement si, à la création de la couverture et pendant toute la période visée par la couverture, la variation de la valeur marchande de l'instrument dérivé neutralise dans une large mesure l'incidence de la variation des cours ou des taux d'intérêt sur les éléments exposés.

Les gains et pertes sur les instruments dérivés qui servent à couvrir des éléments d'actif et de passif figurant au bilan contre le risque de taux d'intérêt, sauf dans le cas des couvertures d'éléments d'actif et de passif libellés en devises, sont portés au revenu d'intérêts ou aux frais d'intérêts en même temps que le revenu d'intérêts ou les frais d'intérêts relatifs aux éléments d'actif et de passif couverts figurant au bilan. Les gains et pertes non réalisés sur les instruments dérivés servant à couvrir des éléments d'actif et de passif figurant au bilan ne sont pas constatés dans les bilans consolidés ni dans les résultats consolidés.

Certains éléments de passif, dont la valeur est déterminée en fonction d'un indice ou d'un actif sous-jacent, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Selon cette méthode, la valeur comptable des éléments de passif est ajustée pour rendre compte de la variation de la valeur de l'indice ou de l'actif sous-jacent, jusqu'à concurrence de la valeur minimale de rachat garantie, le cas échéant. Ces ajustements sont inscrits en tant que frais d'intérêts dans les résultats consolidés. Les instruments dérivés qui sont utilisés pour couvrir ces éléments de passif sont comptabilisés de façon semblable, les ajustements étant inscrits en tant que revenu d'intérêts dans les résultats consolidés.

Les instruments dérivés libellés en devises qui couvrent des éléments d'actif et de passif libellés en devises contre le risque de change sont réévalués chaque mois au cours du change au comptant, et ils sont inclus dans les autres éléments d'actif ou de passif dans les bilans consolidés. Les gains et pertes qui en résultent sont portés au revenu autre que d'intérêts ou aux frais autres que d'intérêts dans les résultats consolidés. Les éléments couverts sont également réévalués au cours du change au comptant, et les gains ou pertes qui en résultent sont portés

au revenu autre que d'intérêts ou aux frais autres que d'intérêts. Tout écart entre les taux d'intérêt prévus au contrat pour les instruments dérivés libellés en devises utilisés comme couverture est porté au revenu ou aux frais d'intérêt dans les résultats consolidés.

Les gains et pertes sur des instruments dérivés servant à couvrir des engagements fermes ou des opérations prévues sont reportés. Ils sont portés aux résultats ou comptabilisés à titre d'ajustement de la valeur comptable des éléments d'actif ou de passif qu'ils couvrent, dans la période au cours de laquelle l'engagement ou l'opération prévue se concrétise. Les opérations prévues ne peuvent faire l'objet d'une couverture que lorsque les caractéristiques importantes et les conditions éventuelles ont été déterminées et qu'il est probable qu'elles se concrétiseront. Les gains et pertes non réalisés sur des instruments dérivés servant à couvrir des opérations prévues ne sont pas constatés dans les résultats consolidés. Les primes versées relativement à des options utilisées aux fins de couverture sont amorties sur la durée du contrat.

Il y a dénouement d'une couverture si celle-ci cesse d'être efficace, si l'actif, le passif ou l'opération future faisant l'objet de la couverture est liquidé ou cesse d'exister et que l'instrument dérivé demeure, ou encore si l'instrument dérivé n'est plus qualifié d'instrument de couverture.

S'il y a dénouement de la couverture ou si les modifications des caractéristiques rattachées aux taux d'intérêt prennent fin, l'écart entre la juste valeur de l'instrument dérivé et la valeur constatée au dénouement est inscrit dans les autres éléments d'actif ou de passif, ou en tant qu'ajustement de la valeur comptable des éléments d'actif ou de passif couverts. Ces montants sont amortis dans les résultats ou passés en charges sur la plus courte de la durée restante à l'échéance de l'instrument dérivé servant de couverture et de l'élément d'actif ou de passif couvert.

Acceptations et engagements de clients en contrepartie d'acceptations

Les acceptations représentent un passif de la CIBC à l'égard d'instruments négociables émis par ses clients en faveur de tiers. La CIBC gagne des commissions au titre de la garantie et du paiement aux tiers. Les montants que lui doivent ses clients à l'égard des sommes garanties sont inscrits à l'actif comme engagements de clients en contrepartie d'acceptations dans les bilans consolidés.

Terrains, bâtiments et matériel

Les terrains sont comptabilisés au coût. Les bâtiments, le matériel et les améliorations locatives sont inscrits au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire, comme suit :

Bâtiments	40 ans
Matériel informatique	2 ans à 10 ans
Mobilier de bureau et autre matériel	4 ans à 15 ans
Améliorations locatives	Durée de vie utile estimative

Les gains et les pertes sur cessions sont portés au revenu autre que d'intérêts dans les résultats consolidés.

Impôts sur le revenu futurs

La CIBC suit la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices à l'égard de toutes les opérations figurant dans les états financiers consolidés. En vertu de cette méthode, l'impôt sur les bénéfices doit refléter les incidences fiscales futures prévues des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition qui devraient s'appliquer au moment où les éléments de revenu et de frais sous-jacents se réaliseront.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La CIBC offre un régime de retraite en vertu duquel tous les employés admissibles ont droit à des prestations en fonction du nombre d'années de service et du salaire.

Des évaluations actuarielles des obligations découlant des régimes de retraite sont faites périodiquement à des fins comptables par un actuaire indépendant, en fonction des hypothèses les plus probables de la direction, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service. Les valeurs axées sur la valeur marchande servent à évaluer l'actif des caisses de retraite.

La charge de retraite annuelle englobe la valeur actualisée estimative du coût des prestations de retraite futures à payer au titre des services rendus au cours de l'exercice, l'intérêt sur les obligations au titre des prestations projetées, déduction faite du bénéfice sur l'actif du régime de retraite, ainsi que l'amortissement des gains et pertes actuariels. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des groupes de salariés couverts par le régime.

La CIBC offre également aux retraités admissibles certains avantages aux termes du régime d'assurance des soins médicaux et du régime d'assurance-vie. Les coûts de ces avantages sont imputés aux résultats au moment où ils sont engagés.

Intéressement au capital

La CIBC offre une rémunération sous forme d'options de souscription d'actions à certains de ses employés. La banque applique la méthode de la valeur intrinsèque pour comptabiliser ces options. Comme le prix de levée des options est fixé au cours du marché à la date d'émission des options, aucune charge n'est comptabilisée à l'égard des options de souscription d'actions. À la levée des options, le produit touché par la CIBC est crédité aux actions ordinaires.

En vertu du régime d'options de souscription d'actions de la CIBC, les participants peuvent choisir de lever jusqu'à 50 % des options qui leur sont acquises à titre de droits à la plus-value des actions. Durant l'exercice, la CIBC a changé sa méthode de comptabilisation des droits à la plus-value des actions. Les chiffres des exercices précédents n'ont pas été retraités puisque l'incidence de ce changement n'est pas importante.

2. Restructuration

En 1999, une charge de restructuration avant impôts de 426 M\$ a été incluse dans les frais autres que d'intérêts dans les résultats consolidés. Le programme de restructuration a été mis en place afin de réaliser trois objectifs : réduire les coûts, réaffecter les capitaux à des entreprises plus rentables et recentrer les activités sur les nouvelles unités d'exploitation.

Les mesures importantes prises dans le cadre du programme de restructuration durant l'exercice 2000 comprennent les suivantes :

- Le *Commerce électronique* a restructuré ses opérations hypothécaires, a abandonné la fourniture de produits d'assurance-vie directe et réorganisé son infrastructure technologique et ses activités de paiement.
- Le secteur *Opérations bancaires – Détail et PME* a modifié son réseau de centres bancaires au Canada, résultant en une réduction nette de 93 centres.
- La *Gestion des avoirs* a réorganisé ses services fiduciaires sur le marché intérieur, réorienté le soutien aux ventes internes et modifié la composition du personnel de vente du Service Impérial.
- Les *Marchés mondiaux CIBC* ont fermé leur bureau de Taïwan, vendu leur entreprise de financement commercial à structure internationale et

Les versements au titre des droits à la plus-value des actions sont imputés aux bénéfices non répartis lorsque les droits sont exercés.

Revenus et frais d'assurance

Les primes diminuées des sinistres et de la variation des éléments de passif actuariels sont portées au revenu autre que d'intérêts, et les frais d'administration, aux frais autres que d'intérêts dans les résultats consolidés. Le revenu de placement est inclus dans le revenu provenant de titres dans les résultats consolidés.

Biens administrés

Les biens administrés comprennent les biens gérés, les actifs titrisés qui sont encore administrés par la CIBC ainsi que les biens que la banque administre à titre de dépositaire. Les éléments d'actif de fonds mutuels que la CIBC gère au nom de ses clients sont considérés comme des biens gérés. Les biens administrés n'appartiennent pas à la CIBC et ne figurent donc pas dans les bilans consolidés. Les frais afférents aux services fiduciaires et les droits de garde de même que les frais de gestion de fonds mutuels sont compris dans le revenu autre que d'intérêts à titre d'honoraires de services. Les frais afférents aux services fiduciaires et les droits de garde consistent essentiellement en frais de placement et en frais de gestion de successions et de fiducies, et sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les droits de garde sont inscrits à mesure qu'ils sont perçus, à l'exception des frais payés d'avance, qui sont reportés et amortis sur la durée du contrat. Les frais de gestion de fonds mutuels sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et les quasi-espèces dans les flux de trésorerie consolidés comprennent l'encaisse, les dépôts auprès de la Banque du Canada, les comptes de résultats courants, les dépôts de nuit à des banques et, sur une base nette, les chèques non compensés et les effets en transit.

Informations financières de 1999 et de 1998

Certaines informations financières de 1999 et de 1998 ont été reclassées, au besoin, selon la présentation adoptée en 2000.

réorganisé leur plateforme de prestation de services bancaires aux entreprises.

- Les *activités non sectorielles et autres* ont regroupé la gestion de l'actif et du passif, du financement, des liquidités, de la trésorerie et des biens affectés en garantie ainsi que les fonctions de soutien, dont les opérations financières et les ressources humaines.

Environ 3 100 postes ont été éliminés pendant l'exercice 2000 (480 postes en 1999). Au lancement du programme de restructuration, il était prévu de mettre à pied un total de 4 200 employés.

Au cours de l'exercice, la CIBC a modifié son estimation relative à la restructuration, laquelle a donné lieu à une réduction nette de 31 M\$ de la provision initiale. L'estimation a été modifiée compte tenu de faits et de circonstances survenus après l'établissement initial de la charge de restructuration. Plus particulièrement, les indemnités de licenciement ont été moins élevées qu'il n'était prévu initialement en raison des niveaux plus élevés d'attrition et de redistribution de la main-d'œuvre à l'intérieur de la CIBC, ainsi que d'une réduction de l'étendue de certaines initiatives.

La provision pour charge de restructuration s'établit comme suit :

en millions de dollars, aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	2000			1999		
	Prestations de cessation d'emploi	Autres	Total	Prestations de cessation d'emploi	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	346 \$	19 \$	365 \$	66 \$	1 \$	67 \$
Charge de restructuration	-	-	-	377	49	426
Changement d'estimation	(31)	-	(31)	-	-	-
Paiement en espèces	(229)	(10)	(239)	(97)	(4)	(101)
Éléments hors caisse	-	-	-	-	(27)	(27)
Solde à la fin de l'exercice	86 \$	9 \$	95 \$	346 \$	19 \$	365 \$

Le solde de la provision pour charge de restructuration, soit 95 M\$ au 31 octobre 2000, comprend une somme de 17 M\$ qui a été versée en novembre 2000 à certains anciens employés d'Oppenheimer qui ont été

congrédiés à la suite de la restructuration. Les 78 M\$ restants se rapportent aux programmes de restructuration de tous les secteurs d'exploitation. Ces programmes seront achevés en 2001.

3. Titres

en millions de dollars, aux 31 octobre	Durée résiduelle du contrat										Total 2000		Total 1999		Total 1998	
	1 an ou moins		Plus de 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans à 10 ans		Plus de 10 ans		Aucune échéance précise		Valeur comptable	Rende- ment ⁽¹⁾	Valeur comptable	Rende- ment ⁽¹⁾	Valeur comptable	Rende- ment ⁽¹⁾
	Valeur comptable	Rende- ment ⁽¹⁾	Valeur comptable	Rende- ment ⁽¹⁾	Valeur comptable	Rende- ment ⁽¹⁾	Valeur comptable	Rende- ment ⁽¹⁾	Valeur comptable	Rende- ment ⁽¹⁾						
Titres du compte de placement																
Gouvernement du Canada	148 \$	5,6 %	3 965 \$	5,8 %	233 \$	5,8 %	283 \$	6,0 %	- \$	-	4 629 \$	5,9 %	2 374 \$	5,4 %	2 192 \$	5,5 %
Autres administrations																
publiques canadiennes	710	6,0	356	5,9	38	6,0	207	6,6	-	-	1 311	6,1	1 548	5,7	1 624	5,6
Trésor des États-Unis	13	6,4	-	-	145	6,7	-	-	-	-	158	6,7	82	4,8	128	5,0
Autres organismes américains																
Administrations publiques d'autres pays	478	6,4	1 475	6,4	304	6,3	692	7,1	-	-	2 949	6,5	1 844	5,4	3 049	5,3
Titres de créance d'entreprises	1 368	6,6	738	7,4	166	7,2	96	6,8	-	-	2 368	7,1	3 104	5,2	2 178	5,5
Titres de participation d'entreprises	44	6,3	211	6,6	163	6,1	3	6,7	2 499	-	2 920	-	3 276	-	2 511	-
Participations comptabilisées à la valeur de consolidation																
	-	-	-	-	-	-	-	-	291	-	291	-	203	-	198	-
Total des titres de créance																
Valeur comptable	3 499 \$		6 688 \$		1 122 \$		1 344 \$		- \$		12 653 \$		9 798 \$		10 090 \$	
Valeur marchande estimative	3 520 \$		6 718 \$		1 166 \$		1 398 \$		- \$		12 802 \$		9 803 \$		10 340 \$	
Total des titres de participation																
Valeur comptable	44 \$		211 \$		163 \$		3 \$		2 790 \$		3 211 \$		3 479 \$		2 709 \$	
Valeur marchande estimative ⁽²⁾	54 \$		211 \$		365 \$		3 \$		5 056 \$		5 689 \$		7 094 \$		4 590 \$	
Total des titres du compte de placement																
Valeur comptable	3 543 \$		6 899 \$		1 285 \$		1 347 \$		2 790 \$		15 864 \$		13 277 \$		12 799 \$	
Valeur marchande estimative ⁽²⁾	3 574 \$		6 929 \$		1 531 \$		1 401 \$		5 056 \$		18 491 \$		16 897 \$		14 930 \$	
Titres du compte de négociation⁽³⁾																
Gouvernement du Canada	5 453 \$		6 983 \$		536 \$		411 \$		- \$		13 383 \$		11 977 \$		13 519 \$	
Autres administrations																
publiques canadiennes	315		496		542		573		-		1 926		1 436		1 434	
Trésor des États-Unis et organismes américains	2 619		1 425		298		181		-		4 523		5 262		5 849	
Administrations publiques d'autres pays																
	1 108		152		86		13		-		1 359		595		2 758	
Titres de créance d'entreprises	4 960		2 146		1 436		792		-		9 334		9 967		11 534	
Titres de participation d'entreprises	13		5		-		-		22 674		22 692		16 817		12 969	
Total des titres du compte de négociation																
	14 468 \$		11 207 \$		2 898 \$		1 970 \$		22 674 \$		53 217 \$		46 054 \$		48 063 \$	
Titres en substitut de prêts																
Valeur comptable	7 \$	4,9 %	133 \$	4,9 %	- \$	-	- \$	-	21 \$	-	161 \$	4,3 %	161 \$	4,3 %	108 \$	4,2 %
Valeur marchande estimative	7 \$		133 \$		- \$		- \$		21 \$		161 \$		161 \$		108 \$	
Total des titres																
Valeur comptable	18 018 \$		18 239 \$		4 183 \$		3 317 \$		25 485 \$		69 242 \$		59 492 \$		60 970 \$	
Valeur marchande estimative ⁽²⁾	18 049 \$		18 269 \$		4 429 \$		3 371 \$		27 751 \$		71 869 \$		63 112 \$		63 101 \$	

(1) Représente le rendement moyen pondéré déterminé par l'application de la moyenne pondérée des rendements comptables des titres à revenu fixe individuels et des taux des dividendes stipués sur les titres de participation d'entreprises.

(2) Il n'est pas tenu compte, dans la juste valeur des titres du compte de placement négociés en Bourse, des ajustements au titre des restrictions sur la revente qui expirent à moins de un an, ou des ajustements au titre de la liquidité ou des frais futurs.

(3) Les titres du compte de négociation étant inscrits à la juste valeur, la valeur comptable est égale à la juste valeur.

VALEUR MARCHANDE ESTIMATIVE DES TITRES DU COMPTE DE PLACEMENT

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000				1999			
	Valeur comptable	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Valeur marchande estimative	Valeur comptable	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Valeur marchande estimative
Titres émis ou garantis par								
le gouvernement du Canada	4 629 \$	77 \$	(11) \$	4 695 \$	2 374 \$	52 \$	(18) \$	2 408 \$
d'autres administrations publiques canadiennes	1 311	28	(7)	1 332	1 548	41	(40)	1 549
le Trésor des États-Unis	158	8	-	166	82	-	-	82
d'autres organismes américains	2 949	11	(4)	2 956	1 844	7	-	1 851
des administrations publiques d'autres pays	1 238	39	-	1 277	846	15	(1)	860
Titres d'entreprises								
Titres de créance	2 368	14	(6)	2 376	3 104	30	(81)	3 053
Titres de participation ⁽¹⁾	2 920	2 702	(224)	5 398	3 276	3 744	(129)	6 891
Participations comptabilisées à la valeur de consolidation	291	-	-	291	203	-	-	203
	15 864 \$	2 879 \$	(252) \$	18 491 \$	13 277 \$	3 889 \$	(269) \$	16 897 \$

(1) Un titre de participation du compte de placement a été couvert principalement par des contrats de vente à terme venant à échéance entre 2001 et 2003. Le gain non réalisé se rapportant aux titres du compte de placement au 31 octobre 2000 augmenterait de 89 M\$ par suite de ces couvertures.

Opérations de négociation

Le revenu tiré des opérations de négociation provient d'opérations de négociation sur titres, devises et instruments dérivés. Le revenu net d'intérêts tiré des éléments d'actif de négociation fait partie intégrante des opérations de négociation et, par conséquent, il est inclus dans le revenu total tiré des opérations de négociation.

Les opérations de négociation comprennent les activités de courtage et autres opérations portant sur des titres et des instruments dérivés mesurés à la juste valeur, les gains et les pertes étant constatés aux résultats. Les opérations de négociation excluent les commissions de prise ferme et les commissions pour opérations sur titres qui sont présentées séparément dans les résultats consolidés.

REVENU TIRÉ DES OPÉRATIONS DE NÉGOCIATION

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Composition du revenu net d'intérêts			
Non lié aux opérations de négociation	4 632 \$	4 492 \$	4 334 \$
Lié aux opérations de négociation	(350)	(84)	3
Revenu net d'intérêts	4 282 \$	4 408 \$	4 337 \$
Composition du revenu tiré des opérations de négociation			
Revenu net d'intérêts	(350) \$	(84) \$	3 \$
Revenu autre que d'intérêts	977	584	66
Revenu tiré des opérations de négociation	627 \$	500 \$	69 \$
Composition du revenu tiré des opérations de négociation par gamme de produits			
Taux d'intérêt	231 \$	296 \$	97 \$
Devises	36	24	50
Actions	304	33	(108)
Marchandises et autres ⁽¹⁾	56	147	30
Revenu tiré des opérations de négociation	627 \$	500 \$	69 \$

(1) Incluent les contrats d'échange d'éléments d'actif, les produits dérivés du crédit et la négociation et la vente de sous-prêts.

4. Prêts

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000			1999		
	Montant brut	Provision	Total net	Montant brut	Provision	Total net
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 921 \$	23 \$	51 898 \$	46 637 \$	24 \$	46 613 \$
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	27 939	487	27 452	24 751	219	24 532
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 567	476	47 091	47 552	505	47 047
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	20 461	-	20 461	19 158	-	19 158
Provision générale pour pertes sur créances	-	1 250	(1 250)	-	1 000	(1 000)
	147 888 \$	2 236 \$	145 652 \$	138 098 \$	1 748 \$	136 350 \$

ÉCHÉANCE DES PRÊTS

en millions de dollars, aux 31 octobre	Durée résiduelle du contrat				Total 2000
	1 an ou moins	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	
Prêts hypothécaires à l'habitation	11 835 \$	36 989 \$	2 928 \$	146 \$	51 898 \$
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	20 485	6 108	856	3	27 452
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	27 674	12 743	6 055	619	47 091
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	20 461	-	-	-	20 461
	80 455 \$	55 840 \$	9 839 \$	768 \$	146 902
Provision générale pour pertes sur créances					(1 250)
					145 652 \$

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

en millions de dollars, aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	Spécifique ⁽¹⁾			Générale			Total ⁽¹⁾⁽²⁾		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Solde au début de l'exercice	752 \$	776 \$	945 \$	1 000 \$	850 \$	650 \$	1 752 \$	1 626 \$	1 595 \$
Radiations	(849)	(754)	(592)	-	-	-	(849)	(754)	(592)
Recouvrements	121	144	132	-	-	-	121	144	132
Dotation aux pertes sur créances portée aux résultats consolidés	970	600	280	250	150	200	1 220	750	480
Écarts de conversion et autres ajustements	(6)	(14)	11	-	-	-	(6)	(14)	11
Solde à la fin de l'exercice	988 \$	752 \$	776 \$	1 250 \$	1 000 \$	850 \$	2 238 \$	1 752 \$	1 626 \$

(1) Inclut 2 M\$ au titre de la provision à l'égard de lettres de crédit (4 M\$ en 1999; 17 M\$ en 1998).

(2) La provision pour pertes sur créances comprend 2 236 M\$ pour les prêts (1 752 M\$ en 1999; 1 626 M\$ en 1998) et 2 M\$ pour les titres en substitut de prêts (néant en 1999; néant en 1998).

PRÊTS DOUTEUX

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000			1999		
	Montant brut	Provision spécifique	Total net	Montant brut	Provision spécifique	Total net
Prêts hypothécaires à l'habitation ⁽¹⁾	148 \$	23 \$	125 \$	138 \$	24 \$	114 \$
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit ⁽¹⁾	309	487	(178)	325	219	106
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 191	474	717	1 019	505	514
Total des prêts douteux	1 648 \$	984 \$	664 \$	1 482 \$	748 \$	734 \$
Titres en substitut de prêts	13	2	11	-	-	-
Total des prêts douteux et des titres en substitut de prêts	1 661 \$	986 \$	675 \$	1 482 \$	748 \$	734 \$

(1) Une provision spécifique est établie pour un nombre élevé de soldes homogènes relativement petits en fonction des ratios historiques entre les sommes radiées et les encours. Il peut en résulter un montant net négatif de prêts douteux puisque les prêts individuels sont généralement classés comme prêts douteux lorsque le remboursement du capital ou le versement de l'intérêt est en souffrance depuis 90 jours en vertu du contrat.

Au 31 octobre 2000, les autres prêts en souffrance totalisaient 61 M\$ (68 M\$ en 1999), soit 58 M\$ (44 M\$ en 1999) au Canada et 3 M\$ (24 M\$ en 1999) à l'étranger. Les autres prêts en souffrance, à l'exception des prêts sur cartes de crédit et des prêts garantis par des administrations publiques, sont des prêts dont le remboursement du capital ou le versement de l'intérêt est en souffrance depuis 90 à 180 jours en vertu du contrat. Ces prêts n'ont pas été classés comme prêts douteux parce qu'ils sont garantis en totalité et sont en voie de recouvrement. Au 180^e jour, la banque cesse de constater les intérêts, quelle que soit la garantie détenue.

Au 31 octobre 2000, les intérêts à recevoir sur les prêts classés comme prêts douteux s'établissaient à 101 M\$ pour les prêts consentis au Canada (98 M\$ en 1999; 96 M\$ en 1998) et à 45 M\$ pour les prêts consentis à l'étranger (26 M\$ en 1999; 34 M\$ en 1998). De ces montants, les intérêts constatés sur les prêts classés comme prêts douteux s'élevaient à 51 M\$ pour les prêts consentis au Canada (59 M\$ en 1999; 41 M\$ en 1998) et à 26 M\$ pour les prêts consentis à l'étranger (13 M\$ en 1999; 10 M\$ en 1998).

5. Terrains, bâtiments et matériel

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000			1999
	Coût	Amortissement cumulé ⁽¹⁾	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	129 \$	- \$	129 \$	243 \$
Bâtiments	541	199	342	912
Matériel informatique	1 524	1 151	373	412
Mobilier de bureau et autre matériel	984	569	415	407
Améliorations locatives	581	332	249	239
	3 759 \$	2 251 \$	1 508 \$	2 213 \$

(1) L'amortissement des bâtiments, du matériel et des améliorations locatives s'est élevé, pour l'exercice, à 313 M\$ (315 M\$ en 1999; 252 M\$ en 1998).

En avril 2000, la CIBC a vendu son portefeuille de placement immobilier composé de sept immeubles à bureaux détenus en propriété exclusive. Ces immeubles avaient une valeur comptable nette de 523 M\$ et la CIBC a inscrit un gain avant impôts de 333 M\$ à la vente. Une partie du gain avant impôts réalisé à la vente a été reportée puisqu'elle se rapporte à des locaux que la CIBC continue d'occuper. Le gain reporté de 151 M\$ sera inscrit aux résultats sur la durée moyenne approximative de 10 ans des baux connexes.

En 1999, la CIBC a révisé la durée de vie estimative de certains éléments d'actif liés à la technologie afin de tenir compte des dates de remplacement qui différaient de celles prévues à l'origine. Ce changement a entraîné une réduction de 31 M\$ du bénéfice net en 1999.

6. Autres éléments d'actif

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999
Intérêts courus à recevoir	1 568 \$	1 236 \$
Comptes des clients des courtiers	733	1 276
Charge de retraite payée d'avance (note 13)	252	267
Écart d'acquisition et biens incorporels ⁽¹⁾	242	279
Autres charges payées d'avance et éléments reportés	1 023	718
Chèques et autres effets en transit, montant net	141	-
Autres éléments, y compris les comptes débiteurs	3 727	2 228
	7 686 \$	6 004 \$

(1) L'amortissement de l'écart d'acquisition et des biens incorporels s'est chiffré à 47 M\$ (53 M\$ en 1999; 42 M\$ en 1998).

7. Dépôts

en millions de dollars, aux 31 octobre	Payables à vue ⁽¹⁾	Payables à préavis ⁽²⁾	Payables à terme fixe ⁽³⁾				2000 Total	1999 Total
			1 an ou moins	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans		
Particuliers	4 240 \$	18 064 \$	27 845 \$	12 934 \$	26 \$	- \$	63 109 \$	60 878 \$
Entreprises et administrations publiques	13 814	6 163	75 164	6 260	1 194	546	103 141	85 940
Banques	569	1	12 567	245	-	-	13 382	13 223
	18 623 \$	24 228 \$	115 576 \$	19 439 \$	1 220 \$	546 \$	179 632 \$	160 041 \$
Composition :								
Dépôts non productifs d'intérêt dans								
les établissements canadiens							7 093 \$	6 569 \$
les établissements étrangers							619	619
Dépôts productifs d'intérêt dans								
les établissements canadiens							109 342	94 172
les établissements étrangers							60 822	57 870
Fonds fédéraux américains achetés							1 756	811
							179 632 \$	160 041 \$

(1) Les dépôts payables à vue comprennent tous les dépôts à l'égard desquels la CIBC n'est pas autorisée à exiger un avis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes de chèques.

(2) Les dépôts payables à préavis comprennent tous les dépôts à l'égard desquels la CIBC peut légalement exiger un avis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts payables à terme fixe comprennent tous les dépôts qui viennent à échéance à une date précise. Il s'agit habituellement de dépôts à terme, de certificats de placement garanti et d'instruments semblables.

8. Autres éléments de passif

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999
Intérêts courus à payer	2 603 \$	2 353 \$
Certificats d'or et d'argent	287	240
Comptes des clients des courtiers	1 931	2 462
Chèques et autres effets en transit, montant net	-	202
Éléments reportés	509	346
Impôts sur le revenu futurs (note 14)	2	147
Provision pour charge de restructuration (note 2)	95	365
Charges courues	1 282	1 961
Part des actionnaires sans contrôle des filiales	248	204
Autres éléments, y compris les comptes créditeurs	3 673	2 812
	10 630 \$	11 092 \$

9. Dette subordonnée

Les dettes ci-après ne sont pas garanties et sont subordonnées aux dépôts et autres éléments de passif. Les dettes libellées en devises servent à financer des éléments d'actif libellés en devises (y compris le placement net dans des activités étrangères) ou sont combinées à des opérations croisées sur devises pour créer artificiellement des éléments de passif en dollars canadiens.

CONDITIONS DE LA DETTE SUBORDONNÉE

en millions de dollars, au 31 octobre

Taux d'intérêt %	Date d'échéance	Date la plus proche de rachat par la CIBC		Devise	2000	1999
		Prix rendement Canada ⁽¹⁾ ou valeur nominale, le plus élevé des deux	À la valeur nominale			
10,375	31 janvier 2000 ⁽³⁾				- \$	41 \$
12,45	1 ^{er} décembre 2000 ⁽³⁾				9	9
5,5	21 juin 2003 ⁽³⁾			5 milliards de yens	70	71
11,125	10 février 2004 ⁽³⁾				1	1
7,1	10 mars 2004	10 mars 1999			67	67
8,55	12 mai 2005	12 mai 2000			70	70
8,65	22 août 2005	22 août 2000			200	200
5,52 ⁽²⁾	5 septembre 2006		5 septembre 2001		220	220
Taux flottant ⁽⁴⁾	7 mars 2007		7 mars 2002		100	100
Taux flottant ⁽⁵⁾	30 octobre 2007 ⁽¹⁰⁾		30 octobre 2002		210	250
Taux flottant ⁽⁵⁾	4 mars 2008		4 mars 2003		50	50
Taux flottant ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	19 mai 2008		18 mai 2003	250 M\$ US	380	368
6,5 ⁽²⁾	21 octobre 2009	21 octobre 1999	21 octobre 2004		400	400
7,4 ⁽²⁾	31 janvier 2011		31 janvier 2006		250	250
8,15 ⁽²⁾	25 avril 2011	25 avril 2001	25 avril 2006		250	250
7,0 ⁽²⁾	23 octobre 2011	23 octobre 2001	23 octobre 2006		250	250
Taux flottant ⁽⁶⁾⁽⁸⁾	14 août 2012		14 août 2007	300 M\$ US	457	441
5,89 ⁽²⁾	26 février 2013	26 février 1998	26 février 2008		120	120
9,65	31 octobre 2014	1 ^{er} novembre 1999			250	250
8,7	25 mai 2029 ⁽³⁾				25	25
8,7	25 mai 2032 ⁽³⁾				25	25
8,7	25 mai 2033 ⁽³⁾				25	25
8,7	25 mai 2035 ⁽³⁾				25	25
11,6	7 janvier 2031	7 janvier 1996			200	200
10,8	15 mai 2031	15 mai 2021			150	150
Taux flottant ⁽⁹⁾	31 juillet 2084		27 juillet 1990	257 M\$ US	391	378
Taux flottant ⁽¹¹⁾	31 août 2085		20 août 1991	146 M\$ US ⁽¹²⁾	223	308
					4 418 \$	4 544 \$

(1) Le prix rendement Canada est un prix qui est déterminé dans le but de procurer un rendement jusqu'à l'échéance égal au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada portant une échéance appropriée, majoré d'un taux prédéterminé.

(2) Le taux d'intérêt est fixé au taux indiqué jusqu'à la date la plus proche de remboursement à la valeur nominale par la CIBC et, par la suite, au taux des acceptations bancaires à trois mois majoré de 1,00 %.

(3) Ne peuvent être remboursées avant la date d'échéance.

(4) Le taux d'intérêt est fondé sur le taux des acceptations bancaires à trois mois majoré de 0,20 % jusqu'à la date la plus proche de remboursement par la CIBC et, par la suite, sur le taux des acceptations bancaires à trois mois majoré de 1,00 %.

(5) Le taux d'intérêt est fondé sur le taux des acceptations bancaires à trois mois majoré de 0,21 % jusqu'à la date la plus proche de remboursement par la CIBC et, par la suite, sur le taux des acceptations bancaires à trois mois majoré de 1,00 %.

(6) Émissions par Marchés mondiaux CIBC plc, et garanties par la CIBC sur une base subordonnée.

(7) Le taux d'intérêt est fondé sur le taux interbancaire offert à Londres (TIOL) de trois mois majoré de 0,25 % jusqu'à la date la plus proche de remboursement par Marchés mondiaux CIBC plc et, par la suite, sur le TIOL de trois mois majoré de 0,75 %.

(8) Le taux d'intérêt est fondé sur le TIOL de trois mois majoré de 0,35 % jusqu'à la date la plus proche de remboursement par Marchés mondiaux CIBC plc et, par la suite, sur le TIOL de trois mois majoré de 1,35 %.

(9) Le taux d'intérêt est fondé sur le TIOL de six mois majoré de 0,25 %.

(10) Une tranche de 40 M\$ de la dette a été remboursée en espèces le 31 octobre 2000.

(11) Le taux d'intérêt est fondé sur le TIOL de six mois majoré de 0,125 %.

(12) Une tranche de 63 M\$ US de la dette a été remboursée en espèces en 2000.

Le montant global des sommes dues à l'échéance de la dette subordonnée de la CIBC figure dans le tableau ci-dessous.

CALENDRIER DE REMBOURSEMENT

en millions de dollars

1 an ou moins	9 \$
Plus de 1 an à 2 ans	-
Plus de 2 ans à 3 ans	70
Plus de 3 ans à 4 ans	68
Plus de 4 ans à 5 ans	270
Plus de 5 ans	4 001
	4 418 \$

10. Sensibilité aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel la CIBC est exposée découle de la non-concordance, ou écart, entre les éléments d'actif, les éléments de passif et les instruments hors bilan dont le taux doit échoir ou être révisé à des dates précises. Les écarts qui existaient aux 31 octobre sont décrits ci-après.

en millions de dollars, aux 31 octobre	Échéance ou date de révision de taux des instruments sensibles aux taux d'intérêt						Total
	Taux flottant	3 mois ou moins	Plus de 3 mois à 12 mois	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Instruments non sensibles aux taux d'intérêt	
2000 Actif							
Liquidités	56 \$	6 512 \$	2 553 \$	- \$	- \$	1 558 \$	10 679 \$
Rendement réel ⁽¹⁾		6,35 %	6,66 %				
Titres du compte de placement	2 092	4 347	989	4 279	1 443	2 875	16 025
Rendement réel ⁽¹⁾		6,22 %	6,35 %	6,08 %	7,02 %		
Titres du compte de négociation	-	9 157	6 407	10 489	4 958	22 206	53 217
Rendement réel ⁽¹⁾		6,14 %	5,99 %	6,03 %	6,89 %		
Prêts	47 294	43 652	13 212	35 261	4 876	1 357	145 652
Rendement réel ⁽¹⁾		6,97 %	7,29 %	6,90 %	7,27 %		
Autres	-	23 847	-	-	-	18 282	42 129
Total de l'actif	49 442 \$	87 515 \$	23 161 \$	50 029 \$	11 277 \$	46 278 \$	267 702 \$
Passif et capitaux propres							
Dépôts	26 951 \$	82 486 \$	36 441 \$	15 363 \$	1 736 \$	16 655 \$	179 632 \$
Rendement réel ⁽¹⁾		5,83 %	5,63 %	5,87 %	6,09 %		
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	1 535	134	3 488	2 894	5 941	13 992
Rendement réel ⁽¹⁾		5,31 %	5,79 %	5,42 %	6,10 %		
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	-	14 199	-	-	-	-	14 199
Rendement réel ⁽¹⁾		5,55 %					
Dette subordonnée	-	1 598	443	808	1 569	-	4 418
Rendement réel ⁽¹⁾		6,78 %	6,17 %	7,18 %	8,64 %		
Autres	-	24 374	-	-	-	31 087	55 461
Total du passif et des capitaux propres	26 951 \$	124 192 \$	37 018 \$	19 659 \$	6 199 \$	53 683 \$	267 702 \$
Écart au bilan	22 491 \$	(36 677) \$	(13 857) \$	30 370 \$	5 078 \$	(7 405) \$	- \$
Écart hors bilan	-	(737)	(909)	(2 125)	3 771	-	-
Écart total	22 491 \$	(37 414) \$	(14 766) \$	28 245 \$	8 849 \$	(7 405) \$	- \$
Écart cumulatif total	22 491 \$	(14 923) \$	(29 689) \$	(1 444) \$	7 405 \$	- \$	- \$
Écart par devise							
Écart au bilan							
Dollars canadiens	21 672 \$	(33 867) \$	(6 162) \$	29 166 \$	3 087 \$	(13 896) \$	- \$
Devises	819	(2 810)	(7 695)	1 204	1 991	6 491	-
Écart total au bilan	22 491	(36 677)	(13 857)	30 370	5 078	(7 405)	-
Écart hors bilan							
Dollars canadiens	-	(12 350)	5 565	3 698	3 087	-	-
Devises	-	11 613	(6 474)	(5 823)	684	-	-
Écart total hors bilan	-	(737)	(909)	(2 125)	3 771	-	-
Écart total	22 491 \$	(37 414) \$	(14 766) \$	28 245 \$	8 849 \$	(7 405) \$	- \$
1999 Écart par devise							
Écart au bilan							
Dollars canadiens	17 125 \$	(17 599) \$	(9 159) \$	24 105 \$	1 341 \$	(15 813) \$	- \$
Devises	(635)	(1 148)	(9 238)	669	4 954	5 398	-
Écart total au bilan	16 490	(18 747)	(18 397)	24 774	6 295	(10 415)	-
Écart hors bilan							
Dollars canadiens	-	(21 107)	9 346	5 957	5 804	-	-
Devises	-	7 089	(4 157)	(2 474)	(458)	-	-
Écart total hors bilan	-	(14 018)	5 189	3 483	5 346	-	-
Écart total	16 490 \$	(32 765) \$	(13 208) \$	28 257 \$	11 641 \$	(10 415) \$	- \$
Écart cumulatif total	16 490 \$	(16 275) \$	(29 483) \$	(1 226) \$	10 415 \$	- \$	- \$

(1) Représente le rendement réel moyen pondéré, compte tenu de la date de révision de taux prévue au contrat ou de la date d'échéance, selon la première éventualité.

11. Capital social

Autorisé

Actions privilégiées

Nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie A et de catégorie B sans valeur nominale pouvant être émises en séries pour une contrepartie globale d'au plus 5 000 M\$ dans chaque catégorie.

Actions ordinaires

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale pouvant être émises pour une contrepartie globale d'au plus 10 000 M\$.

Droits et privilèges rattachés aux actions

Actions privilégiées de catégorie A

Les actions privilégiées de catégorie A de chacune des séries sont assorties de dividendes trimestriels non cumulatifs et sont rachetables

au comptant au gré de la CIBC, à compter de la date de rachat préétablie, aux prix de rachat au comptant indiqués ci-après. Chaque série, à l'exception de la série 18, confère également à la CIBC le droit de convertir les actions en actions ordinaires de la CIBC à compter de la date de conversion préétablie. Chaque action est convertible en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant le prix de rachat au comptant du moment par 95 % du cours moyen de l'action ordinaire (défini dans le prospectus simplifié ou dans le supplément), sous réserve d'un prix minimal de 2,00 \$ l'action. Les actionnaires acquièrent le même droit de conversion à une date de conversion préétablie. Qui plus est, sous réserve de l'approbation du BSIF, la CIBC peut choisir de racheter au comptant les actions ainsi remises pour conversion ou d'en assurer la vente au comptant à un autre acheteur.

CONDITIONS RATTACHÉES AUX ACTIONS PRIVILÉGIÉES

	Dividende trimestriel par action	Date de rachat préétablie	Prix de rachat au comptant par action	Conversion en actions ordinaires	
				Date de conversion - CIBC	Date de conversion - Actionnaires
Série 12 ⁽¹⁾	0,406250 \$ US	31 octobre 2000	26,00 \$ US	31 octobre 2000	31 juillet 2003
		31 octobre 2001	25,50 \$ US		
		31 octobre 2002	25,00 \$ US		
Série 13 ⁽¹⁾	0,437500 \$	31 octobre 2000	26,00 \$	31 octobre 2000	31 juillet 2003
		31 octobre 2001	25,50 \$		
		31 octobre 2002	25,00 \$		
Série 14	0,371875 \$	31 juillet 2003	26,00 \$	31 juillet 2003	31 juillet 2006
		31 juillet 2004	25,50 \$		
		31 juillet 2005	25,00 \$		
Série 15	0,353125 \$	31 juillet 2004	26,00 \$	31 juillet 2004	31 juillet 2007
		31 juillet 2005	25,50 \$		
		31 juillet 2006	25,00 \$		
Série 16	0,353125 \$ US	29 octobre 2004	25,50 \$ US	29 octobre 2004	29 octobre 2007
		29 octobre 2005	25,25 \$ US		
		29 octobre 2006	25,00 \$ US		
Série 17	0,340625 \$	29 octobre 2004	25,50 \$	29 octobre 2004	29 octobre 2007
		29 octobre 2005	25,25 \$		
		29 octobre 2006	25,00 \$		
Série 18	0,343750 \$	29 octobre 2012	25,00 \$	non convertible	non convertible
Série 19	0,309375 \$	30 avril 2008	25,75 \$	30 avril 2008	30 avril 2013
		30 avril 2009	25,60 \$		
		30 avril 2010	25,45 \$		
		30 avril 2011	25,30 \$		
		30 avril 2012	25,15 \$		
		30 avril 2013	25,00 \$		
Série 20	0,321875 \$ US	31 octobre 2005	25,50 \$ US	31 octobre 2005	30 avril 2008
		31 octobre 2006	25,25 \$ US		
		31 octobre 2007	25,00 \$ US		
Série 21	0,375000 \$	31 juillet 2005	26,00 \$	31 juillet 2005	31 juillet 2010
		31 juillet 2006	25,75 \$		
		31 juillet 2007	25,50 \$		
		31 juillet 2008	25,25 \$		
		31 juillet 2009	25,00 \$		
Série 22	0,390625 \$ US	31 juillet 2005	26,00 \$ US	31 juillet 2005	31 juillet 2010
		31 juillet 2006	25,75 \$ US		
		31 juillet 2007	25,50 \$ US		
		31 juillet 2008	25,25 \$ US		
		31 juillet 2009	25,00 \$ US		

(1) Ces actions ont été rachetées par la CIBC le 31 octobre 2000.

ACTIONS EN CIRCULATION ET DIVIDENDES VERSÉS

aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	2000				1999				1998		
	Nombre d'actions	en millions de dollars	Dividendes versés en millions de dollars	par action	Nombre d'actions	en millions de dollars	Dividendes versés en millions de dollars	par action	en millions de dollars	par action	
Actions privilégiées de catégorie A											
Actions à taux fixe à dividendes non cumulatifs											
Série 9	-	- \$	- \$	- \$	-	- \$	- \$	- \$	11 \$	1,14 \$	
Série 12	-	-	14	1,63 \$ US	6 000 000	221	14	1,63 \$ US	14	1,63 \$ US	
Série 13	-	-	14	1,75 \$	8 000 000	200	14	1,75 \$	14	1,75 \$	
Série 14	8 000 000	200	12	1,49 \$	8 000 000	200	12	1,49 \$	12	1,49 \$	
Série 15	12 000 000	300	17	1,41 \$	12 000 000	300	17	1,41 \$	17	1,41 \$	
Série 16	5 500 000	210	11	1,41 \$ US	5 500 000	203	11	1,41 \$ US	12	1,41 \$ US	
Série 17	6 500 000	162	9	1,36 \$	6 500 000	162	9	1,36 \$	9	1,36 \$	
Série 18	12 000 000	300	17	1,38 \$	12 000 000	300	17	1,38 \$	16	1,36 \$	
Série 19	8 000 000	200	10	1,24 \$	8 000 000	200	10	1,24 \$	6	0,74 \$	
Série 20	4 000 000	152	8	1,29 \$ US	4 000 000	147	8	1,29 \$ US	5	0,77 \$ US	
Série 21	8 000 000	200	9	1,14 \$	-	-	-	-	-	-	
Série 22	4 000 000	152	7	1,18 \$ US	-	-	-	-	-	-	
Total du capital social en actions privilégiées et des dividendes		1 876 \$	128 \$			1 933 \$	112 \$		116 \$		
Actions ordinaires											
Total du capital social en actions ordinaires au début de l'exercice											
	402 278 579	3 035 \$			415 515 134	3 128 \$					
Émissions dans le cadre du régime d'options de souscription d'actions des employés											
	1 405 416	34			506 445	10					
Rachat d'actions ordinaires											
	(26 543 800)	(201)			(13 743 000)	(103)					
Total du capital social en actions ordinaires et des dividendes		377 140 195	2 868 \$	501 \$	1,29 \$	402 278 579	3 035 \$	492 \$	1,20 \$	498 \$	1,20 \$
Total des dividendes versés			629 \$				604 \$		614 \$		

Restrictions sur le versement de dividendes

En vertu de la *Loi sur les banques* (Canada), il est interdit à la CIBC de déclarer des dividendes sur ses actions privilégiées ou ordinaires lorsque, ce faisant, elle contrevient ou serait en position de contrevir aux règlements relatifs à la suffisance des capitaux propres et à la liquidité ou à toute autre directive réglementaire émise en vertu de la Loi. En outre, la capacité de verser des dividendes sur les actions ordinaires est limitée par les conditions rattachées aux actions privilégiées en circulation, selon lesquelles la CIBC ne peut en aucun cas verser de dividendes sur ses actions ordinaires, sauf si tous les dividendes auxquels les porteurs d'actions privilégiées ont droit ont été déclarés et versés ou réservés pour versement.

Régime d'investissement à l'intention des actionnaires

En vertu du régime d'investissement à l'intention des actionnaires, les actionnaires admissibles ont le droit de participer à l'une ou plusieurs des options suivantes : option de réinvestissement des dividendes, option de souscription d'actions ou option de dividendes en actions.

Actions en réserve à émettre ultérieurement

Au 31 octobre 2000, 3 808 958 actions ordinaires étaient réservées afin d'être émises dans le cadre du régime d'options de souscription d'actions des employés.

Offre publique de rachat régulière

Le 15 décembre 1999, la CIBC a amorcé une offre publique de rachat régulière, en vigueur pour une année, portant sur le rachat d'au plus 5 % des actions ordinaires en circulation de la CIBC au 30 novembre 1999. Le 1^{er} juin 2000, la CIBC a annoncé que l'offre publique de rachat régulière avait été modifiée afin d'augmenter le nombre d'actions ordinaires pouvant être rachetées pour annulation à environ 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la CIBC au 30 novembre 1999. Dans le cadre du programme, au 31 octobre 2000, 26,5 millions d'actions ont été rachetées à un prix moyen de 40,42 \$ par action.

Le 17 septembre 1998, la CIBC a annoncé un programme visant le rachat d'au plus 20 millions d'actions de son capital social en actions ordinaires en circulation. Dans le cadre du programme, qui a pris fin en août 1999, 13,7 millions d'actions ont été rachetées à un prix moyen de 36,38 \$ par action.

12. Intéressement au capital

La charge de rémunération constatée à l'égard des régimes d'intéressement au capital de la CIBC a totalisé 345 M\$ (142 M\$ en 1999; 45 M\$ en 1998). En outre, la CIBC a imputé 8 M\$ aux bénéfices non répartis à l'égard des droits à la plus-value des actions. La CIBC dispose des régimes d'intéressement au capital suivants :

Régime d'options de souscription d'actions des employés

En vertu du régime d'options de souscription d'actions des employés de la CIBC, des options de souscription d'actions sont octroyées périodiquement à des employés désignés. Ces options confèrent à l'employé le droit de souscrire auprès de la CIBC des actions ordinaires de la CIBC à un prix fixe égal au cours de l'action à la date d'octroi de l'option. En général, les droits sur les actions sont acquis en proportions égales sur quatre ans et expirent dix ans après la date d'octroi. Les droits rattachés aux options qui expirent en février 2001 sont acquis à l'atteinte de certains résultats d'exploitation. Ceux rattachés aux options qui expirent en février 2010 sont acquis à l'atteinte de certains cours précis de l'action, et les droits rattachés à certaines options sont acquis lorsque ces prix sont atteints ou après sept ans.

Jusqu'à 50 % des options acquises octroyées avant 2000 peuvent être levées à titre de droits à la plus-value des actions. Ces droits peuvent être échangés contre un montant en espèces égal à la différence entre le prix de levée de l'option et le cours moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto le jour précédant celui où les droits sont exercés.

Durant l'exercice, la CIBC a changé sa méthode de comptabilisation des droits à la plus-value des actions. Les chiffres des exercices précédents n'ont pas été retraités puisque l'incidence de ce changement n'est pas importante. Lorsque les droits à la plus-value des actions sont exercés, la CIBC enregistre les versements en espèces aux titulaires des options en tant qu'imputation aux bénéfices non répartis. Ces versements ont atteint 8 M\$ en 2000.

Régime d'achat d'actions des employés

En vertu du régime d'achat d'actions des employés de la CIBC, les employés admissibles peuvent demander chaque année qu'une somme maximale correspondant à 6 % de leur salaire de base annuel soit retenue aux fins de l'achat d'actions ordinaires de la CIBC. La CIBC verse un montant égal à 50 % de la cotisation de l'employé. Le fiduciaire du régime consacre la totalité des cotisations à l'achat d'actions ordinaires sur le marché, durant chaque période de paie. Après deux ans de participation continue au régime, les cotisations de la CIBC sont acquises à l'employé; toutes les cotisations ultérieures sont acquises dès le versement. Les cotisations de la CIBC, qui sont passées en charges dès qu'elles sont versées, ont totalisé 24 M\$ (26 M\$ en 1999; 25 M\$ en 1998).

Programme d'actions subalternes

En vertu du programme d'actions subalternes (PAS) de la CIBC, des actions sont octroyées en vertu de trois régimes de rémunération.

Octrois d'actions subalternes

En vertu du régime d'octroi d'actions subalternes (OAS), des actions

ordinaires de la CIBC sont octroyées, à compter de cette année, à certains employés clés en tant que partie de leur rémunération globale. En outre, les actions au titre du régime OAS peuvent être émises dans le cadre d'octrois spéciaux. Les droits sur les actions sont généralement acquis en proportions égales sur trois ans, à compter de l'année suivant l'exercice au cours duquel l'octroi a lieu. L'argent nécessaire à financer ce régime est versé dans une fiducie qui achète des actions ordinaires de la CIBC sur le marché libre. La charge de rémunération afférente au régime est égale aux sommes à transférer à la fiducie au titre des affectations de l'exercice considéré, lesquelles ont totalisé 22 M\$ en 2000.

Régime de participation par actions

En vertu du régime de participation par actions (RPA), des actions ordinaires de la CIBC sont octroyées, à compter de cette année, à certains employés clés en tant que partie de leur prime d'encouragement annuelle. En outre, les actions au titre du RPA peuvent être émises dans le cadre d'octrois spéciaux. Les droits sur les actions sont généralement acquis en proportions égales sur trois ans, à compter de l'année suivant l'exercice au cours duquel l'octroi a lieu. L'argent servant à financer ce programme est versé dans une fiducie qui achète des actions ordinaires de la CIBC sur le marché libre. La charge de rémunération afférente au régime est égale aux sommes à transférer à la fiducie au titre des affectations de l'exercice considéré, lesquelles ont totalisé 128 M\$ en 2000.

Unités d'actions reportées en vue de la retraite

En vertu du PAS de la CIBC offert à certains cadres supérieurs, les participants ont droit à des unités d'actions reportées en vue de la retraite (UARR), qui deviennent acquises après deux ans si certaines conditions relatives au rendement sont respectées. Chaque UARR représente le droit de recevoir l'équivalent de la valeur marchande de une action ordinaire de la CIBC et peut être rachetée seulement au moment de la prise de retraite du participant, à son décès ou à sa cessation d'emploi. La charge de rémunération afférente aux UARR est portée aux résultats à la date de l'octroi. Aucune UARR n'a été octroyée en 2000 (une charge de 2 M\$ a été inscrite en 1999).

Régime incitatif à long terme et programme incitatif spécial

En vertu du régime incitatif à long terme (RILT) de la CIBC, des actions ordinaires sont octroyées à certains employés clés de la CIBC. L'argent servant à financer ce régime est versé dans une fiducie qui achète des actions ordinaires de la CIBC sur le marché libre. Les droits sur les actions sont acquis sur trois ans.

Au cours de l'exercice 2000, la CIBC a mis en place un programme incitatif spécial (PIS) en vertu duquel des actions ordinaires sont octroyées à certains employés clés. Le financement de ce programme est comparable à celui du RILT. Les droits sur les actions sont acquis au moment de la cessation du régime le 31 octobre 2003.

La charge de rémunération constatée pour ces régimes a totalisé 171 M\$ en 2000 (106 M\$ en 1999; 36 M\$ en 1998).

RÉGIME D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION DES EMPLOYÉS

	2000		1999		1998	
	Nombre d'options de souscription d'actions	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options de souscription d'actions	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options de souscription d'actions	Prix de levée moyen pondéré
aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre						
En circulation au début de l'exercice	16 933 275	31,36 \$	13 106 825	28,20 \$	11 131 619	23,02 \$
Octroyées	5 196 956	36,27 \$	4 842 000 ⁽¹⁾	38,75 \$	3 632 980	40,65 \$
Levées	(1 405 416)	23,89 \$	(506 445)	20,00 \$	(1 221 283)	19,14 \$
Perdues par défaut ou annulées	(95 000)	41,64 \$	(388 050)	35,62 \$	(200 846)	32,55 \$
Levées à titre de droits à la plus-value des actions	(382 628)	21,47 \$	(121 055)	18,71 \$	(235 645)	18,94 \$
En circulation à la fin de l'exercice	20 247 187	33,28 \$	16 933 275	31,36 \$	13 106 825	28,20 \$
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	9 141 886	28,33 \$	7 043 274	23,51 \$	5 084 611	19,83 \$

(1) Le nombre d'options en circulation au 31 octobre 1999 a été retraité pour tenir compte de deux octrois spéciaux d'options en 1999.

OPTIONS EN CIRCULATION

Prix de levée	Options de souscription d'actions en circulation	Options de souscription d'actions dévolues	Échéance
33,850 \$	604 000	351 000	Février 2001
15,375 \$	630 925	630 925	Février 2003
17,813 \$	770 750	770 750	Février 2004
16,375 \$	965 915	965 915	Février 2005
21,125 \$	1 750 385	1 750 385	Février 2006
31,700 \$	2 516 851	1 887 638	Février 2007
40,650 \$	3 300 688	1 650 344	Février 2008
32,150 \$ - 38,950 \$	4 794 717	1 134 929	Février à décembre 2009
37,600 \$ - 45,100 \$	4 912 956	-	Février à septembre 2010
	20 247 187	9 141 886	

Régime d'options de souscription d'actions des administrateurs non dirigeants

En juin 2000, la CIBC a mis en place un nouveau régime d'options de souscription d'actions pour les membres du conseil d'administration de la CIBC qui ne sont pas des dirigeants. En vertu de ce régime, chaque administrateur qui n'est pas un dirigeant ou un employé de la CIBC a le droit de souscrire auprès de la CIBC des actions ordinaires de la CIBC à un prix fixe égal au cours moyen de clôture de l'action à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi.

Le régime est assujéti à l'approbation des actionnaires de la CIBC à l'assemblée annuelle qui se tiendra le 1^{er} mars 2001 et à toute approbation exigée en vertu de la loi applicable et des règles boursières.

Au total, 48 000 options ont été octroyées en vertu de ce régime durant l'exercice 2000. Ces options n'ont pas été incluses dans les tableaux ci-dessus puisque le régime n'a pas encore été approuvé. Au plus 200 000 actions ordinaires peuvent être émises en vertu de ce régime.

13. Avantages postérieurs au départ à la retraite

La CIBC offre aux employés admissibles des prestations de retraite qui sont, en général, fonction du nombre d'années de service et du salaire à l'approche de la retraite. Les deux principaux régimes de retraite de la CIBC, le régime contributif à prestations déterminées et le régime non contributif à prestations déterminées, ont été regroupés en date du 1^{er} novembre 1999. Les éléments d'actif et les obligations des régimes sont demeurés les mêmes. Le regroupement n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

La politique de capitalisation de la CIBC applicable à son principal régime de retraite tient compte des normes de capitalisation adoptées par les autorités de réglementation compétentes, selon lesquelles les cotisations doivent être suffisantes pour satisfaire au service des prestations constituées et à l'obligation liée au coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, sauf pour certains régimes dont les cotisations ne sont pas obligatoires et ne sont pas déductibles.

L'actif détenu dans le principal régime de retraite se compose principalement de bons du Trésor, d'obligations d'État, d'obligations d'entreprise et d'actions.

Le coût des avantages complémentaires de retraite liés à l'assurance-vie et à l'assurance des soins dentaires et médicaux, qui est comptabilisé à mesure qu'il est engagé, s'est élevé à 11 M\$ en 2000 (10 M\$ en 1999; 14 M\$ en 1998).

La capitalisation du principal régime de retraite et les montants constatés dans les bilans consolidés de la CIBC s'établissent comme suit :

CAPITALISATION DU RÉGIME DE RETRAITE

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999
Obligation au titre des prestations constituées		
Acquises	1 641 \$	1 500 \$
Non acquises	38	42
	1 679 \$	1 542 \$
Valeur de l'actif des caisses de retraite déterminée		
en fonction du marché	2 545 \$	2 362 \$
Obligation au titre des prestations projetées	(2 013)	(1 875)
Capitalisation excédentaire	532	487
Coût non constaté des prestations		
au titre des services passés	43	43
Actif net de transition non constaté	4	6
(Gain) actuariel non constaté, montant net	(327)	(269)
Charge de retraite payée d'avance	252 \$	267 \$

La charge de retraite figure au poste Rémunération et charges sociales dans les résultats consolidés. La charge de retraite et les hypothèses actuarielles associées au régime de retraite sont les suivantes :

CHARGE DE RETRAITE

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Coût des prestations au titre des services			
rendus au cours de l'exercice	54 \$	50 \$	47 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations projetées	145	135	130
Revenu réel réalisé sur l'actif	(359)	(302)	(135)
Amortissement net et report	190	140	(35)
Charge de retraite nette	30 \$	23 \$	7 \$

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Taux d'actualisation de l'obligation			
au titre des prestations constituées	7,5 %	7,5 %	7,5 %
Taux d'augmentations salariales	4,5 %	4,5 %	4,5 %
Taux de rendement à long terme prévu sur l'actif de la caisse de retraite	7,5 %	7,5 %	7,5 %
Durée moyenne prévue du reste de la carrière active des groupes de salariés	13 ans	13 ans	13 ans

14. Impôts sur les bénéfices

Les composantes de la charge d'impôts figurant dans les résultats consolidés se présentent comme suit :

COMPOSANTES DE LA CHARGE D'IMPÔTS

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Impôts exigibles			
Fédéral	510 \$	38 \$	362 \$
Provinciaux	194	31	162
Étrangers	204	248	33
	908	317	557
Impôts futurs			
Fédéral	(162)	16	(66)
Provinciaux	(59)	2	(24)
Étrangers	(46)	(15)	(7)
	(267)	3	(97)
	641 \$	320 \$	460 \$

Le taux combiné des impôts fédéral et provinciaux sur les bénéfices des sociétés au Canada varie chaque année en fonction des modifications apportées aux taux réglementaires exigés par chacune des administrations fiscales et selon les variations de la proportion des activités de la CIBC exercées dans chaque province. La CIBC est assujettie à l'impôt canadien sur les bénéfices des centres bancaires à l'étranger. Les bénéfices des filiales étrangères seraient normalement assujettis à l'impôt canadien seulement lorsqu'ils sont distribués au Canada. Les impôts canadiens additionnels qui seraient exigibles si tous les bénéfices non répartis des filiales étrangères étaient distribués à la société mère canadienne sont estimés à 90 M\$ au 31 octobre 2000 (75 M\$ en 1999; 35 M\$ en 1998).

Les taux d'imposition réels utilisés dans les résultats consolidés sont différents du taux combiné des impôts fédéral et provinciaux sur les bénéfices des sociétés au Canada, lequel est de 42,9 % (43,2 % en 1999 et 43,2 % en 1998) pour les raisons suivantes :

RAPPROCHEMENT DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Taux combiné des impôts fédéral et provinciaux canadiens appliqué au bénéfice net avant charge d'impôts	1 184 \$	600 \$	663 \$
La charge d'impôts est ajustée pour tenir compte de ce qui suit :			
Bénéfice des filiales étrangères	(504)	(291)	(177)
Bénéfice et gains exonérés d'impôt	(122)	(135)	(61)
Impôt fédéral sur les grandes sociétés	14	16	20
Impôt temporaire sur le capital	8	10	10
Bénéfice des filiales au Canada	39	31	10
Autres	22	89	(5)
Charge d'impôts dans les résultats consolidés	641 \$	320 \$	460 \$

Les impôts sur le revenu sont présentés comme suit dans les états financiers :

TOTAL DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Résultats consolidés			
Charge d'impôts	641 \$	320 \$	460 \$
Évolution des capitaux propres consolidés			
Écart de conversion	(179)	146	(238)
Autres	-	-	(7)
	462 \$	466 \$	215 \$

Les soldes d'impôts futurs sont portés aux autres éléments de passif (note 8) et résultent d'écarts temporaires entre la valeur fiscale des éléments d'actif et de passif et leur valeur comptable dans les bilans consolidés.

COMPOSANTES DES SOLDES D'IMPÔTS FUTURS

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999	1998
Passifs d'impôts futurs			
Loyers à recevoir	816 \$	605 \$	488 \$
Locaux et matériel	43	129	124
Charge de retraite payée d'avance	88	98	86
Bénéfices non répartis des filiales étrangères	320	295	92
Créances issues de la titrisation	5	9	14
Gains de change non réalisés	115	89	143
Autres	63	63	-
	1 450	1 288	947
Actifs d'impôts futurs			
Provision pour pertes sur créances	757	547	447
Revenu comptabilisé d'avance	72	30	44
Réévaluations de placements	262	125	35
Report de pertes fiscales	5	11	26
Provisions	228	295	74
Frais reportés	123	132	89
Autres	1	1	9
	1 448	1 141	724
Impôts futurs	2 \$	147 \$	223 \$

15. Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire correspond au bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées, divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Le bénéfice net dilué par action ordinaire tient compte de l'effet dilutif potentiel de la levée des options de souscription d'actions des employés en circulation et de toutes les autres conversions ayant un effet dilutif.

16. Exigences relatives au capital

Le calcul du capital réglementaire de la CIBC est assujéti aux lignes directrices du BSIF, qui reposent sur le « cadre de fonds propres fondé sur les risques », publié par la Banque des règlements internationaux (BRI).

Le total du capital réglementaire correspond à la somme du capital de première et deuxième catégories, moins certaines déductions. Le capital de première catégorie comprend les actions ordinaires, les bénéfices non répartis, les actions privilégiées à dividende non cumulatif et la part des actionnaires sans contrôle des filiales, moins tout écart d'acquisition non amorti et les biens incorporels identifiés dépassant 5 % du capital brut de première catégorie. Le capital de deuxième catégorie comprend la dette subordonnée non amortie et la provision générale pour pertes sur créances jusqu'à concurrence de 0,75 % de l'actif pondéré quant au risque. Le concept du capital de troisième catégorie a été élaboré en janvier 1998 en vertu des normes de la BRI parallèlement à l'adoption des exigences relatives au risque de marché pour le capital. Le BSIF n'a pas fixé de lignes directrices précises relativement au capital de troisième catégorie.

Le BSIF exige que les banques maintiennent un ratio minimal du capital de première catégorie de 4 % et un ratio du capital total d'au moins 8 %. Pour être considérées « bien capitalisées », les banques doivent maintenir au minimum des ratios de 7 % et de 10 %, respectivement. Le BSIF exige également que le ratio de levier financier (ou multiple de l'actif ajusté en fonction du capital) des banques ne soit pas supérieur à 20 fois le capital, sauf approbation contraire.

Les ratios de capital de la CIBC et le ratio de levier financier s'établissent comme suit :

RATIOS DE CAPITAL ET RATIO DE LEVIER FINANCIER

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999
Capital de première catégorie	11 507 \$	11 139 \$
Total du capital réglementaire	16 054 \$	15 435 \$
Ratio du capital de première catégorie	8,7 %	8,3 %
Ratio de capital total	12,1 %	11,5 %
Ratio de levier financier	16,3x	16,3x

17. Opérations entre parties apparentées

Dans le cours normal des affaires, la CIBC fournit des services bancaires habituels à ses sociétés affiliées, à des conditions similaires à celles offertes à des tiers.

Des prêts sont consentis à des administrateurs, des dirigeants et des employés à des taux et conditions divers.

ENCOURS DES PRÊTS CONSENTIS À DES ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS ET EMPLOYÉS

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999
Prêts hypothécaires	475 \$	505 \$
Prêts personnels	458	450
	933 \$	955 \$

18. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers de la CIBC portés ou non au bilan, établie à l'aide de la méthode d'évaluation décrite ci-après, est présentée dans les tableaux suivants.

La juste valeur représente le montant auquel un instrument financier pourrait être échangé entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence et, lorsqu'il en existe un, attesté par un cours du marché.

Il n'existe pas de cours du marché pour une part importante des instruments financiers de la CIBC. En conséquence, les justes valeurs présentées sont des estimations établies à l'aide de techniques d'actualisation ou d'autres techniques d'évaluation, qui peuvent ne pas être représentatives de la valeur de réalisation nette ultime.

Le cours du marché des actions cotées du compte de placement ne tient pas compte des ajustements au titre des restrictions à la revente en deçà de un an de la date d'arrêt des comptes, ni des ajustements au titre de la liquidité et des frais futurs.

Étant donné le rôle du jugement dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation et d'estimation acceptables pour le calcul des justes valeurs, les résultats ne sont pas nécessairement comparables entre institutions financières. La juste valeur estimative reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative de la juste valeur future.

La juste valeur des éléments d'actif et de passif qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, par exemple les terrains, bâtiments et matériel, n'est pas présentée. Les biens incorporels tels les relations avec les clients et les contrats de location, qui, de l'avis de la direction, ont une valeur ajoutée importante pour la CIBC, ne figurent pas non plus dans les informations données ci-après.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000			1999		
	Valeur comptable	Juste valeur	Excédent de la juste valeur sur la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Excédent de la juste valeur sur la valeur comptable
Actif						
Liquidités	10 679 \$	10 679 \$	- \$	12 527 \$	12 527 \$	- \$
Titres	69 242	71 869	2 627	59 492	63 112	3 620
Prêts	145 652	144 723	(929)	136 350	134 884	(1 466)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 088	9 088	-	9 296	9 296	-
Autres	4 457	4 457	-	4 115	4 115	-
Passif						
Dépôts	179 632 \$	179 728 \$	96 \$	160 041 \$	160 082 \$	41 \$
Acceptations	9 088	9 088	-	9 296	9 296	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	13 992	13 992	-	15 563	15 563	-
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	14 199	14 199	-	13 640	13 640	-
Autres éléments de passif	7 362	7 362	-	7 517	7 517	-
Dette subordonnée	4 418	4 642	224	4 544	4 762	218
Instruments financiers dérivés						
Actif (passif) net – Compte de négociation	(527) \$	(527) \$	- \$	(648) \$	(648) \$	- \$
– Gestion de l'actif et du passif	287 \$	728 \$	441 \$	269 \$	364 \$	95 \$

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS⁽¹⁾

en millions de dollars, aux 31 octobre	Juste valeur 2000			Juste valeur 1999		
	Positive	Négative	Nette	Positive	Négative	Nette
Compte de négociation						
Produits liés aux taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	12 \$	9 \$	3 \$	51 \$	52 \$	(1) \$
Swaps	6 471	5 577	894	9 493	8 675	818
Options achetées	668	-	668	996	-	996
Options vendues	-	771	(771)	-	1 281	(1 281)
Total des produits liés aux taux d'intérêt	7 151	6 357	794	10 540	10 008	532
Produits liés au change						
Contrats à terme	1 643	2 142	(499)	2 713	3 184	(471)
Swaps	4 517	3 747	770	5 005	3 720	1 285
Options achetées	5 979	-	5 979	295	-	295
Options vendues	-	5 956	(5 956)	-	285	(285)
Total des produits liés au change	12 139	11 845	294	8 013	7 189	824
Autres	4 557	6 172	(1 615)	5 896	7 900	(2 004)
Total – Compte de négociation	23 847	24 374	(527)	24 449	25 097	(648)
Gestion de l'actif et du passif						
Produits liés aux taux d'intérêt						
Swaps	713	543	170	689	496	193
Options achetées	22	-	22	33	-	33
Options vendues	-	-	-	-	5	(5)
Total des produits liés aux taux d'intérêt	735	543	192	722	501	221
Produits liés au change						
Contrats à terme	33	90	(57)	94	31	63
Swaps	259	145	114	205	312	(107)
Total des produits liés au change	292	235	57	299	343	(44)
Autres	563	84	479	236	49	187
Total – Gestion de l'actif et du passif	1 590	862	728	1 257	893	364
Juste valeur totale	25 437	25 236	201	25 706	25 990	(284)
Moins l'incidence des accords généraux de compensation	(17 109)	(17 109)	-	(12 624)	(12 624)	-
	8 328 \$	8 127 \$	201 \$	13 082 \$	13 366 \$	(284) \$
Juste valeur moyenne des instruments dérivés du compte de négociation⁽²⁾						
Produits liés aux taux d'intérêt	9 103 \$	8 318 \$	785 \$	13 510 \$	13 206 \$	304 \$
Produits liés au change	9 404	9 358	46	10 245	8 829	1 416
Autres	5 622	7 123	(1 501)	6 158	7 633	(1 475)
	24 129 \$	24 799 \$	(670) \$	29 913 \$	29 668 \$	245 \$

(1) Aux 31 octobre 2000 et 1999, les gains et pertes reportés associés aux instruments dérivés utilisés pour couvrir les opérations prévues de gestion de l'actif et du passif (y compris les engagements fermes) n'étaient pas importants.

(2) La juste valeur moyenne correspond à la moyenne mensuelle.

Méthodes et hypothèses – instruments financiers portés au bilan

Instruments financiers inscrits à la valeur comptable

En raison de leur échéance à court terme, certains instruments financiers portés au bilan ont une valeur comptable réputée proche de la juste valeur. Ces instruments comprennent les liquidités, les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, les autres éléments d'actif, les acceptations, les engagements liés à des titres vendus à découvert, les engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat et les autres éléments de passif.

Titres

La juste valeur estimative des titres, présentée dans le détail à la note 3, est fondée sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Autrement, elle est estimée à partir des cours du marché de titres semblables.

Prêts

La juste valeur estimative des prêts rentables à taux variable dont le taux est révisé fréquemment est réputée être égale à la valeur comptable. La juste valeur des autres prêts est estimée par actualisation des flux de trésorerie, en utilisant les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des prêts comportant des conditions et des risques de crédit semblables.

Passif-dépôts

La juste valeur des dépôts à taux flottant est réputée être égale à la valeur comptable. La juste valeur estimative des dépôts à taux fixe est déterminée par actualisation des flux de trésorerie contractuels, en utilisant les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des dépôts assortis de conditions semblables.

Dettes subordonnées

La juste valeur de la dette subordonnée est déterminée en fonction des cours du marché actuels de ces titres d'emprunt ou de titres semblables.

Méthodes et hypothèses – instruments financiers hors bilan

Instruments dérivés

La juste valeur des instruments dérivés est fondée sur les cours du marché ou les cours fournis par les courtiers, lorsqu'ils sont disponibles. Autrement, elle est estimée à l'aide de modèles d'établissement de prix approuvés qui tiennent compte des prix du marché actuels et des prix contractuels des instruments sous-jacents, de la valeur temporelle de l'argent, des courbes de taux d'intérêt et des facteurs de volatilité.

Ententes relatives au crédit

Les engagements à consentir du crédit sont pour la plupart assortis d'un taux variable et n'exposent donc pas la CIBC à un risque de taux d'intérêt.

19. Instruments financiers

Comme il est expliqué dans la note 1, la CIBC utilise, dans le cours normal de ses affaires, divers contrats d'instruments dérivés qui limiteront le risque ou donneront lieu à divers degrés et types de risques.

Instruments dérivés utilisés par la CIBC

La plupart des contrats d'instruments dérivés de la CIBC sont négociés hors bourse, en privé entre la CIBC et un tiers. Les autres contrats sont conclus par l'entremise de Bourses réglementées et consistent essentiellement en options et en contrats à terme normalisés.

Produits liés aux taux d'intérêt

Les contrats de garantie de taux d'intérêt sont des contrats qui permettent de fixer effectivement un taux d'intérêt futur. Il est prévu dans le contrat que, à une date future prédéterminée, les parties procéderont à un règlement en espèces, correspondant à la différence entre le taux d'intérêt contractuel et un taux courant du marché défini, appliquée à un montant de capital théorique convenu. Aucun échange de capital n'a lieu.

Les contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt sont des obligations contractuelles standards conclues avec une Bourse donnée dont la valeur est fondée sur la livraison ou la réception de quantités précises d'un instrument financier à des dates futures déterminées, à un prix établi sur la Bourse. Ces contrats diffèrent des contrats à terme de gré à gré en ce sens qu'ils portent sur des montants standards, à des dates de livraison standards et qu'ils sont négociés sur une Bourse établie.

Les swaps de taux d'intérêt sont des opérations financières permettant à deux parties de s'échanger des flux d'intérêts, sur la base d'un montant de capital théorique, pour une période donnée.

Les options sur taux d'intérêt achetées sont des contrats aux termes desquels l'acheteur acquiert du vendeur de l'option le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre, à une date ou pendant une période future déterminée, un instrument financier donné à un prix fixé.

Les options sur taux d'intérêt vendues sont des contrats aux termes desquels le vendeur, moyennant une commission, accorde à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre, à une date ou pendant une période future déterminée, un instrument financier donné à un prix fixé.

Produits liés au change

Les contrats de change à terme sont des opérations dans le cadre desquelles une quantité donnée d'une devise est achetée ou vendue contre la livraison d'une autre quantité d'une seconde devise, à une date future déterminée ou à l'intérieur d'une fourchette de dates futures.

Les contrats de change à terme normalisés sont semblables aux contrats à terme de gré à gré, sauf qu'ils portent sur des montants standards, à des dates de livraison standards et qu'ils sont négociés sur une Bourse établie.

Les contrats de swap comprennent les opérations croisées sur devises et les swaps de taux d'intérêt multidevises. Les opérations croisées sur devises sont des opérations consistant à acheter une devise sur le marché au comptant et à la vendre simultanément sur le marché à terme, ou inversement. Les swaps de taux d'intérêt multidevises sont des opérations aux termes desquelles les parties s'échangent des versements de capital et d'intérêts libellés dans des monnaies différentes sur une période définie. Ces contrats sont utilisés à la fois dans le cadre de la gestion du risque de change et du risque de taux d'intérêt.

Autres produits dérivés

La CIBC est également partie à des opérations sur instruments dérivés liés aux actions, aux marchandises (notamment des métaux précieux), à l'énergie ainsi qu'au crédit, tant sur les marchés hors bourse que sur les marchés boursiers.

Montants théoriques

Les montants théoriques des instruments dérivés figurent dans le tableau ci-après.

Les montants théoriques ne figurent pas à titre d'actif ou de passif aux bilans consolidés, car ils représentent la valeur nominale du contrat à laquelle est appliqué un taux, un cours ou un prix pour déterminer le montant de flux de trésorerie à échanger. Les montants théoriques représentent le volume des opérations en cours et non le gain ou la perte

éventuel lié au risque de marché ou au risque de crédit auxquels sont exposés ces instruments. Au 31 octobre 2000, le montant théorique des instruments dérivés du compte de négociation s'établissait à 1 233 G\$ (1 576 G\$ en 1999) ou 91 % (94 % en 1999) du total des montants théoriques. Le montant théorique des instruments dérivés utilisés aux fins de gestion de l'actif et du passif était de 119 G\$ (94 G\$ en 1999) ou 9 % (6 % en 1999) du total des montants théoriques.

MONTANTS THÉORIQUES

en millions de dollars, aux 31 octobre	Durée résiduelle du contrat				2000 Montant théorique total	Analyse selon l'objet			
	3 mois ou moins	Plus de 3 mois à 12 mois	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		Négociation	2000 GAP ⁽¹⁾	Négociation	1999 GAP ⁽¹⁾
Produits liés aux taux d'intérêt									
Marché hors bourse									
Contrats de garantie de taux	19 759 \$	16 023 \$	694 \$	- \$	36 476 \$	36 476 \$	- \$	161 520 \$	294 \$
Swaps	66 290	131 904	311 275	133 233	642 702	555 454	87 248	668 527	72 404
Options achetées	3 963	19 415	33 260	9 117	65 755	58 843	6 912	65 986	6 221
Options vendues	7 432	24 678	38 910	10 880	81 900	81 900	-	75 656	295
	97 444	192 020	384 139	153 230	826 833	732 673	94 160	971 689	79 214
Marché boursier									
Contrats à terme normalisés	18 644	51 384	21 131	-	91 159	89 134	2 025	160 450	4 319
Options achetées	4 183	6 653	-	-	10 836	10 836	-	13 416	29
Options vendues	2 604	3 621	-	-	6 225	6 225	-	9 305	56
	25 431	61 658	21 131	-	108 220	106 195	2 025	183 171	4 404
Total des produits liés aux taux d'intérêt	122 875	253 678	405 270	153 230	935 053	838 868	96 185	1 154 860	83 618
Produits liés au change									
Marché hors bourse									
Contrats à terme	81 474	30 498	14 112	89	126 173	119 866	6 307	197 700	7 368
Swaps	5 196	17 728	34 853	26 753	84 530	75 273	9 257	85 210	2 529
Options achetées	41 837	6 370	2 792	6	51 005	51 005	-	14 104	-
Options vendues	37 575	6 478	2 022	565	46 640	46 640	-	18 412	-
	166 082	61 074	53 779	27 413	308 348	292 784	15 564	315 426	9 897
Marché boursier									
Contrats à terme normalisés	194	-	-	-	194	194	-	181	-
Options achetées	70	-	-	-	70	70	-	-	-
Options vendues	70	-	-	-	70	70	-	-	-
	334	-	-	-	334	334	-	181	-
Total des produits liés au change	166 416	61 074	53 779	27 413	308 682	293 118	15 564	315 607	9 897
Autres produits⁽²⁾									
Marché hors bourse	9 823	15 965	47 900	12 697	86 385	79 129	7 256	79 840	978
Marché boursier	20 883	732	185	-	21 800	21 800	-	25 586	54
Total des autres produits	30 706	16 697	48 085	12 697	108 185	100 929	7 256	105 426	1 032
	319 997 \$	331 449 \$	507 134 \$	193 340 \$	1 351 920 \$	1 232 915 \$	119 005 \$	1 575 893 \$	94 547 \$

(1) GAP : gestion de l'actif et du passif.

(2) Inclut les contrats à terme normalisés, swaps et options sur actions, les contrats à terme de gré à gré et normalisés, swaps et options sur métaux précieux et autres marchandises, et les instruments dérivés liés au crédit.

Risque**Risque de marché**

En l'absence de paiements en espèces initiaux compensatoires, les instruments dérivés n'ont généralement aucune valeur marchande à l'origine. Leur valeur, positive ou négative, est fonction des fluctuations des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions ou des marchandises, ou des variations d'indices pertinents, selon que les instruments dérivés contractés antérieurement deviennent plus ou moins avantageux par rapport aux contrats ayant la même durée résiduelle qui pourraient être négociés compte tenu des conditions actuelles du marché. Le potentiel d'augmentation ou de diminution de la valeur attribuable aux facteurs susmentionnés est généralement appelé risque de marché.

Les risques de marché découlant des opérations de négociation sont gérés afin d'atténuer le risque, le cas échéant, et dans un souci de maximiser le revenu tiré des opérations de négociation. Pour mieux gérer les risques, la CIBC peut conclure des contrats avec d'autres teneurs de marché ou contracter des couvertures sur le marché au comptant. Il n'y a pas de corrélation entre les montants théoriques élevés des contrats auxquels la CIBC est partie et les risques de marché et de crédit nets auxquels la CIBC est exposée.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité que l'autre partie à l'opération n'honore pas ses obligations contractuelles et que les conditions du marché soient telles que le remplacement de l'opération en cause entraînerait une perte pour la CIBC. La CIBC limite le risque de crédit des instruments dérivés hors Bourse en négociant avec des parties bien cotées et en recherchant activement les possibilités d'atténuer le risque par l'utilisation d'accords généraux de compensation multiproduits, de conventions de garantie et d'autres techniques de réduction du risque. Dans le cas des options et des contrats à terme normalisés négociés sur le marché boursier, le risque de crédit est limité parce qu'il s'agit de contrats standards qui sont exécutés sur des Bourses établies qui prennent en charge les obligations des parties, et que ces contrats font l'objet d'un

dépôt de garantie initial et d'un règlement quotidien de la marge de variation. Les options vendues ne comportent aucun risque de crédit puisque l'autre partie à l'opération a déjà fait un paiement initial de la prime, conformément aux dispositions du contrat.

Le tableau qui suit constitue un résumé du risque de crédit auquel est exposée la CIBC au titre des instruments dérivés. Le coût de remplacement actuel correspond au coût de remplacement estimatif de tous les contrats qui ont une valeur marchande positive, représentant un gain non réalisé pour la CIBC. Le coût de remplacement d'un instrument est fonction des dispositions du contrat en regard des prix du marché en vigueur, et il variera au gré des fluctuations des cours et à mesure que l'échéance prévue de l'instrument dérivé approche.

Le montant en équivalent-crédit correspond à la somme du coût de remplacement actuel et du risque de crédit éventuel. Le risque de crédit éventuel représente une estimation de l'augmentation possible du coût de remplacement actuel sur la durée restante de chaque opération, calculée d'après une formule prescrite par le BSIF. Le BSIF impose l'application d'une mesure standard du risque de contrepartie au montant en équivalent-crédit pour obtenir le montant pondéré quant au risque. Ce montant sert actuellement à établir les exigences en matière de capital réglementaire à l'égard des instruments dérivés.

La CIBC négocie des accords généraux de compensation avec les parties auprès desquelles elle court un risque de crédit important lié aux opérations sur instruments dérivés. Ces contrats permettent de liquider et de régler simultanément sur la base du solde net toutes les opérations avec une partie donnée dans l'éventualité d'un manquement. Un nombre croissant de ces contrats permet également l'échange de garanties entre les parties au cas où la réévaluation à la valeur marchande des opérations en cours entre les parties dépasse un seuil convenu. Ces contrats sont utilisés pour faciliter les échanges avec des parties moins bien cotées sur le plan du crédit et pour restreindre l'accumulation du risque de crédit résultant de la multiplicité des opérations avec des parties plus actives.

RISQUE DE CRÉDIT

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000					1999				
	Coût de remplacement actuel			Montant en équivalent crédit	Montant pondéré quant au risque	Coût de remplacement actuel			Montant en équivalent crédit	Montant pondéré quant au risque
	Négociation	GAP ⁽¹⁾	Total			Négociation	GAP ⁽¹⁾	Total		
Produits liés aux taux d'intérêt										
Contrats de garantie de taux d'intérêt	12 \$	- \$	12 \$	16 \$	4 \$	51 \$	- \$	51 \$	96 \$	20 \$
Swaps	6 471	713	7 184	10 642	2 691	9 493	689	10 182	13 742	3 348
Options achetées	668	22	690	993	276	996	33	1 029	1 419	436
	7 151	735	7 886	11 651	2 971	10 540	722	11 262	15 257	3 804
Produits liés au change										
Contrats à terme	1 643	33	1 676	3 248	1 032	2 713	94	2 807	5 509	1 442
Swaps	4 517	259	4 776	8 754	2 622	5 005	205	5 210	9 359	2 368
Options achetées	5 979	-	5 979	6 601	3 163	295	-	295	529	172
	12 139	292	12 431	18 603	6 817	8 013	299	8 312	15 397	3 982
Autres produits⁽²⁾	4 557	563	5 120	9 776	3 443	5 896	236	6 132	9 653	3 177
	23 847	1 590	25 437	40 030	13 231	24 449	1 257	25 706	40 307	10 963
Moins l'incidence des accords généraux de compensation	(17 109)	-	(17 109)	(22 559)	(7 648)	(12 624)	-	(12 624)	(18 260)	(4 714)
	6 738 \$	1 590 \$	8 328 \$	17 471 \$	5 583 \$	11 825 \$	1 257 \$	13 082 \$	22 047 \$	6 249 \$

(1) GAP : gestion de l'actif et du passif.

(2) Inclut les swaps et options sur actions, les contrats à terme de gré à gré, swaps et options sur métaux précieux et autres marchandises, et les instruments dérivés liés au crédit.

20. Ententes relatives au crédit

Les ententes relatives au crédit sont des instruments hors bilan et sont habituellement conclues pour répondre aux besoins de financement de clients ou pour faciliter le commerce international. La politique de la CIBC relativement à l'obtention d'une garantie ou d'une sûreté réelle couvrant les ententes relatives au crédit et les types de garanties est généralement la même que pour les prêts. Les montants contractuels indiqués pour les ententes relatives au crédit représentent le montant maximal du crédit additionnel que la CIBC pourrait devoir accorder. Les montants contractuels représentent également les montants du risque de crédit si le crédit venait à être entièrement épuisé, que l'autre partie à l'opération manquait à ses obligations et que la garantie s'avérait sans valeur. Ces montants contractuels ne sont pas nécessairement représentatifs des liquidités futures requises ou du risque de crédit puisqu'un grand nombre de ces ententes arriveront à échéance ou seront résiliées sans que des prélèvements soient effectués.

en millions de dollars, aux 31 octobre	Montants contractuels	
	2000	1999
Marges de crédit ⁽¹⁾	112 177 \$	133 432 \$
Substituts de crédit direct :		
Cautionnements financiers	9 003	12 916
Titres prêtés	17 368	14 586
Éventualités liées à des opérations	1 974	1 946
Lettres de crédit documentaires	260	324
Autres ⁽²⁾	293	364
	141 075 \$	163 568 \$

(1) Inclut des marges de crédit irrévocables totalisant 90 790 M\$ (99 711 M\$ en 1999), dont 65 813 M\$ (66 191 M\$ en 1999) viendront à échéance dans un an au plus, et exclut les marges sur cartes de crédit, ces marges étant à court terme et révocables par la CIBC.

(2) Inclut les achats à terme d'éléments d'actif.

Les marges de crédit sont des facilités de crédit non utilisées que la CIBC a approuvées, en vue de répondre aux besoins des clients en

matière d'exploitation. La majorité de ces engagements sont d'ordre général et sont assortis de clauses de révision annuelle ou de diverses conditions quant aux tirages. Le risque de crédit lié aux facilités de crédit non utilisées découle de la possibilité qu'un engagement soit utilisé comme un prêt. C'est pourquoi un engagement de crédit est assujéti au même processus d'évaluation qu'un prêt. Si la CIBC le juge nécessaire, le montant de la garantie exigée est fondé sur l'évaluation par la direction du crédit de l'emprunteur et peut comprendre une charge sur les biens actuels et futurs de l'emprunteur.

Les substituts de crédit direct comprennent les garanties et les instruments équivalents, tels que les lettres de crédit de soutien, qui garantissent les obligations financières du client. Les substituts de crédit direct comprennent également des prêts de titres contre nantissement. Le risque de crédit associé aux substituts de crédit direct est essentiellement le même que celui qui est associé à l'octroi d'engagements de prêt aux clients. Si la CIBC le juge nécessaire, le montant de la garantie exigée est fondé sur l'évaluation du crédit de l'emprunteur par la direction et peut comprendre une charge sur les biens actuels et futurs de l'emprunteur.

Les éventualités liées à des opérations sont des garanties données à l'appui de l'exécution de certaines obligations plutôt que d'obligations financières de clients. Les garanties de bonne exécution, les garanties de produits et les indemnisations sont des exemples d'éventualités liées à des opérations.

Les lettres de crédit documentaires sont des instruments à court terme émis pour le compte d'un client qui permettent à un tiers tel qu'un exportateur de tirer des traites sur la CIBC jusqu'à concurrence d'un montant spécifié, à certaines conditions précises. La CIBC est exposée à un risque si des traites tirées ne sont finalement pas réglées par le client. Ces montants sont garantis par la livraison des biens sous-jacents.

21. Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit peuvent résulter d'une exposition à un groupe de tiers qui présentent des caractéristiques économiques similaires ou qui sont situés dans la même région géographique. Les changements d'ordre économique, politique ou autre pourraient influencer de la même façon sur la capacité de ces tiers d'honorer leurs obligations contractuelles.

Les montants du risque de crédit, à l'étranger et au Canada, associé aux instruments financiers figurant au bilan de la CIBC sont résumés dans le tableau intitulé « Répartition géographique des principaux éléments d'actif » à la note 22.

Les montants du risque de crédit associé aux instruments financiers hors bilan de la CIBC sont résumés dans le tableau ci-dessous.

RISQUE DE CRÉDIT

en millions, aux 31 octobre	Canada	États-Unis	Autres pays	2000 Total	Canada	États-Unis	Autres pays	1999 Total
Ententes relatives au crédit ⁽¹⁾								
Marges de crédit	50 459 \$	54 121 \$	7 597 \$	112 177 \$	66 467 \$	60 613 \$	6 352 \$	133 432 \$
Autres ententes relatives au crédit	20 371	5 711	2 816	28 898	17 768	8 937	3 431	30 136
	70 830 \$	59 832 \$	10 413 \$	141 075 \$	84 235 \$	69 550 \$	9 783 \$	163 568 \$
Instruments dérivés ⁽²⁾								
Par type de tiers								
Institutions financières	2 375 \$	7 125 \$	9 902 \$	19 402 \$	2 306 \$	6 952 \$	11 871 \$	21 129 \$
Administrations publiques	1 223	21	9	1 253	909	18	54	981
Autres	1 835	2 198	749	4 782	1 241	1 477	878	3 596
	5 433	9 344	10 660	25 437	4 456	8 447	12 803	25 706
Moins l'incidence des accords généraux de compensation	(2 880)	(6 924)	(7 305)	(17 109)	(1 553)	(4 863)	(6 208)	(12 624)
Total des instruments dérivés	2 553 \$	2 420 \$	3 355 \$	8 328 \$	2 903 \$	3 584 \$	6 595 \$	13 082 \$

(1) Les ententes relatives au crédit sont réparties selon le lieu où elles sont comptabilisées.

(2) Les instruments dérivés sont répartis selon le lieu où le risque est assumé en dernier ressort.

22. Informations sectorielles

L'information financière de la CIBC pour l'exercice 2000 est présentée selon quatre secteurs d'exploitation, soit Commerce électronique, technologie et opérations (Commerce électronique), Opérations bancaires – Détail et PME, Gestion des avoirs et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'exploitation bénéficient du soutien de quatre groupes fonctionnels : Trésorerie et gestion du bilan (TGB), Gestion du risque, Administration et Développement de l'entreprise. Les chiffres correspondants des exercices précédents, présentés en fonction de deux unités d'exploitation stratégiques, soit la Banque pour les particuliers et les entreprises et les Marchés mondiaux CIBC, ont été retraités afin de rendre compte de la nouvelle structure d'information de gestion.

Les quatre secteurs se distinguent par leurs produits et services ainsi que par la répartition géographique de leur clientèle.

Le Commerce électronique regroupe sous une même direction les services reliés aux opérations et à la technologie afin de maximiser les atouts en technologie de la CIBC. Le Commerce électronique comprend les fonctions d'opérations et de technologie et les activités commerciales suivantes : les cartes, les prêts hypothécaires, l'assurance, Amicus, cbc.com, les paiements et les services bancaires en ligne.

Le secteur *Opérations bancaires – Détail et PME* est constitué d'une exploitation bancaire universelle qui offre à sa clientèle des produits de prêt, de dépôt et de placement ainsi que d'autres services bancaires par le biais du réseau étendu de centres bancaires de la CIBC au Canada et dans les Antilles, et par des voies électroniques.

La *Gestion des avoirs* offre un éventail de produits et de services de placement par l'entremise d'une équipe de vente formée de professionnels des services financiers, y compris le courtage traditionnel (présenté par les Marchés mondiaux CIBC en 1999), le courtage à escompte, une gamme complète de fonds mutuels pour compte propre et autre, des CPG, des services bancaires privés et fiduciaires mondiaux, des services de gestion des placements, ainsi qu'une gamme complète de services bancaires et de services de crédit.

Les *Marchés mondiaux CIBC* fournissent à leurs clients une gamme complète de services bancaires d'investissement à l'échelle de l'Amérique du Nord, et disposent de solides capacités relativement à certains produits choisis en Europe et en Asie. Les Marchés mondiaux CIBC comprennent les services bancaires aux entreprises (présentés en 1999 dans les renseignements sur la Banque pour les particuliers et les entreprises).

RÉSULTATS SECTORIELS DE LA CIBC

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre		Commerce électronique	Opérations bancaires – Détail et PME	Gestion des avoirs	Marchés mondiaux CIBC	Activités non sectorielles et autres ⁽¹⁾	Total CIBC
2000	Revenu net d'intérêts (BIE) ⁽²⁾	2 253 \$	1 053 \$	576 \$	407 \$	124 \$	4 413 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 312	243	1 837	4 138	267	7 797
	Revenus intersectoriels ⁽³⁾	(1 849)	1 294	351	204	-	-
	Total du revenu (BIE) ⁽²⁾	1 716	2 590	2 764	4 749	391	12 210
	Frais autres que d'intérêts	1 155	1 809	2 080	2 906	177	8 127
	Charge de restructuration	(28)	10	(11)	-	(2)	(31)
	Dotation aux pertes sur créances	169	514	1	286	250 ⁽⁵⁾	1 220
	Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	420	257	694	1 557	(34)	2 894
	Charge d'impôts	84	26	233	410	19	772
	Part des actionnaires sans contrôle	13	26	-	24	(1)	62
Bénéfice (perte) net(te)	323 \$	205 \$	461 \$	1 123 \$	(52) \$	2 060 \$	
Actif moyen ⁽⁴⁾	77 410 \$	48 201 \$	19 307 \$	117 900 \$	301 \$	263 119 \$	
1999	Revenu net d'intérêts (BIE) ⁽²⁾	2 178 \$	975 \$	630 \$	811 \$	(57) \$	4 537 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 365	173	1 245	2 843	102	5 728
	Revenus intersectoriels ⁽³⁾	(1 895)	1 350	331	213	1	-
	Total du revenu (BIE) ⁽²⁾	1 648	2 498	2 206	3 867	46	10 265
	Frais autres que d'intérêts	1 149	1 753	1 925	2 608	137	7 572
	Charge de restructuration	77	68	53	182	46	426
	Dotation aux pertes sur créances	103	238	14	245	150 ⁽⁵⁾	750
	Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	319	439	214	832	(287)	1 517
	Charge d'impôts	117	126	38	279	(111)	449
	Part des actionnaires sans contrôle	3	22	-	13	1	39
Bénéfice (perte) net(te)	199 \$	291 \$	176 \$	540 \$	(177) \$	1 029 \$	
Actif moyen ⁽⁴⁾	67 770 \$	44 024 \$	17 647 \$	141 631 \$	772 \$	271 844 \$	
1998	Revenu net d'intérêts (BIE) ⁽²⁾	2 140 \$	997 \$	556 \$	740 \$	5 \$	4 438 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 096	224	1 257	2 100	127	4 804
	Revenus intersectoriels ⁽³⁾	(1 750)	1 248	335	166	1	-
	Total du revenu (BIE) ⁽²⁾	1 486	2 469	2 148	3 006	133	9 242
	Frais autres que d'intérêts	832	1 660	1 760	2 700	94	7 046
	Charge de restructuration	-	-	-	79	-	79
	Dotation aux pertes sur créances	119	186	-	(25)	200 ⁽⁵⁾	480
	Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	535	623	388	252	(161)	1 637
	Charge d'impôts	202	225	125	63	(54)	561
	Part des actionnaires sans contrôle	-	27	-	(6)	(1)	20
Bénéfice (perte) net(te)	333 \$	371 \$	263 \$	195 \$	(106) \$	1 056 \$	
Actif moyen ⁽⁴⁾	66 604 \$	42 414 \$	16 156 \$	149 554 \$	4 095 \$	278 823 \$	

(1) Les activités non sectorielles et autres comprennent les quatre groupes fonctionnels, soit TGB, Gestion du risque, Administration et Développement de l'entreprise, qui offrent leur soutien aux secteurs d'exploitation de la CIBC, les services de garde de titres de CIBC Mellon, ainsi que d'autres éléments de revenus et frais non directement imputables aux quatre secteurs d'exploitation. Le revenu, les frais, le capital et les éléments du bilan du groupe TGB sont répartis entre les quatre secteurs d'exploitation selon une méthode qui combine le modèle de prix de transfert de fonds et le modèle de répartition du capital et des frais. Le groupe TGB est responsable de la gestion globale du capital et du bilan. En outre, la division Trésorerie, intégrée dans le groupe TGB, offre tous les services de financement ainsi que ceux de gestion de la liquidité, des espèces et des biens en nantissement de l'ensemble des secteurs d'exploitation. Les frais des groupes Administration et Gestion du risque sont aussi habituellement imputés aux secteurs d'exploitation.

(2) Base d'imposition équivalente (BIE) est définie à la page 101. Cette mesure est examinée par la direction de la CIBC.

(3) Les revenus intersectoriels représentent les commissions de vente internes, les frais de service et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-client secteur-distributeur.

(4) Les éléments d'actif sont présentés sur la base de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et parce que c'est la mesure examinée par la direction de la CIBC.

(5) Représente une augmentation de la provision générale pour pertes sur créances.

Les résultats des unités d'exploitation de la CIBC sont fondés sur les systèmes internes d'information financière de la banque qui sont tenus selon la base d'imposition équivalente et ajustés de manière à être compatibles avec les systèmes utilisés pour la préparation des états financiers consolidés de la CIBC. Les éléments d'actif et de passif des unités d'exploitation sont évalués à des prix de cession interne correspondant aux prix de gros, selon une méthode de financement qui reflète la nature et la durée de ces éléments. Les frais autres que d'intérêts sont rapprochés des revenus auxquels ils se rapportent. Les frais indirects sont répartis entre les unités selon des critères appropriés.

En 2000, la CIBC a mis en place un nouveau modèle, le modèle de gestion fabricant-client secteur-distributeur, pour mesurer et présenter les résultats d'exploitation des quatre secteurs d'exploitation. Selon ce modèle, les paiements internes relatifs aux commissions de vente et aux frais de service de distribution sont faits entre les secteurs. Aussi, les revenus et les frais liés à certaines activités (comme les opérations de paiement décrites sous la rubrique Commerce électronique) sont répartis intégralement entre les secteurs. En outre, les revenus et les frais des quatre groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les quatre secteurs d'exploitation. La direction utilise ce modèle afin de mieux comprendre l'économie des segments de clientèle, des produits et des modes de distribution de la CIBC.

Des estimations et des méthodes de répartition sont utilisées dans le modèle pour préparer l'information financière sectorielle. Ces estimations et méthodes peuvent être améliorées de temps à autre et donc donner lieu au retraitement des données de diverses périodes.

Revenus

Les revenus pour chacun des secteurs d'exploitation sont résumés dans le tableau ci-dessous.

REVENUS DE LA CIBC PAR SECTEUR D'EXPLOITATION⁽¹⁾ (BIE)

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre			
	2000	1999	1998
Commerce électronique			
Prêts hypothécaires ⁽²⁾	334 \$	340 \$	399 \$
Cartes ⁽²⁾	912	778	691
Assurance	245	233	226
Autres	225	297	170
	1 716	1 648	1 486
Opérations bancaires – Détail et PME			
Opérations bancaires - Détail	886	822	834
Opérations bancaires - PME	780	678	677
Antilles	268	263	253
Produits de prêt	624	650	607
Autres	32	85	98
	2 590	2 498	2 469
Gestion des avoirs			
Service Impérial	619	588	583
Placements, clientèle privée, et gestion de l'actif	1 430	1 078	989
Services bancaires privés et services fiduciaires, monde	153	113	121
Produits de la gestion des avoirs	513	344	381
Autres	49	83	74
	2 764	2 206	2 148
Marchés mondiaux CIBC			
Marchés financiers	1 516	1 006	816
Produits bancaires d'investissement et de crédit	1 707	1 906	1 591
Services bancaires d'affaires	1 021	462	34
Services bancaires aux entreprises	475	468	596
Autres	30	25	(31)
	4 749	3 867	3 006
Activités non sectorielles et autres	391	46	133
Total⁽³⁾	12 210 \$	10 265 \$	9 242 \$

(1) Les revenus comprennent l'effet des commissions de vente internes, des frais de service et de la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-client secteur-distributeur.

(2) Les revenus tirés des prêts hypothécaires et des services de cartes sont présentés déduction faite des commissions de vente et des frais de service versés aux autres secteurs d'exploitation en vertu du modèle de gestion fabricant-client secteur-distributeur. Ces commissions de vente et frais de service ont totalisé 106 M\$ (94 M\$ en 1999; 88 M\$ en 1998) dans le cas des prêts hypothécaires et 46 M\$ (37 M\$ en 1999; 37 M\$ en 1998) dans le cas des produits de cartes.

(3) Un ajustement de la BIE de 131 M\$ (129 M\$ en 1999; 101 M\$ en 1998) doit être déduit de ce tableau pour rapprocher les revenus sectoriels cumulés et le revenu déclaré de 12 079 M\$ (10 136 M\$ en 1999; 9 141 M\$ en 1998) dans les résultats consolidés.

Commerce électronique

Les prêts hypothécaires comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation et ceux aux entreprises. Les revenus proviennent des écarts d'intérêts nets et des frais.

Les produits de cartes sont constitués d'un portefeuille de cartes de crédit et de débit et d'activités de banque d'affaires. Les revenus sont tirés des écarts d'intérêts nets et des frais de service exigés pour les services bancaires de détail et d'affaires.

L'assurance propose des produits d'assurance-crédit ainsi que des produits d'assurance IARD. Les revenus sont composés des primes acquises moins les sinistres plus le revenu de placement. L'assurance tire également des commissions de la distribution de produits d'assurance-crédit et d'assurance IARD.

Le poste Autres comprend Amicus, les services bancaires électroniques et le libre-service bancaire, l'attribution d'une partie du bénéfice de trésorerie ainsi que les services technologiques INTRIA pour le compte de tiers.

Opérations bancaires – Détail et PME

Les *Opérations bancaires – Détail* desservent les clients qui sont des particuliers (autres que ceux qui font appel au Service Impérial). Les revenus sont tirés des commissions de vente et des frais de service payés par les groupes de produits de la CIBC, surtout les entreprises de produits de placement, de dépôt et de prêt.

Les *Opérations bancaires – PME* desservent les clients en assurant un soutien aux petites entreprises, notamment à l'égard des biens personnels des propriétaires. Les revenus sont tirés des commissions de vente et des frais de service payés par les groupes de produits de la CIBC, surtout les entreprises de produits de placement, de dépôt et de prêt.

West Indies assure des services bancaires universels à tous les segments de clientèle par l'entremise d'un réseau de centres bancaires et de canaux électroniques de prestation. Les revenus sont tirés des écarts d'intérêts nets, des commissions de vente et des frais de service.

Les *produits de prêt* sont constitués des portefeuilles de prêts personnels (dont les prêts étudiants), de prêts aux PME et de prêts agricoles. Les revenus proviennent des écarts d'intérêts nets et des frais de service, et une partie de ces revenus est versée aux segments de clientèle.

Le poste *Autres* s'entend principalement de l'attribution d'une tranche du bénéfice de trésorerie.

Gestion des avoirs

Le *Service Impérial* dessert les clients en offrant un service de consultation financière aux clients de la CIBC jouissant d'une grande valeur nette. Des spécialistes en services financiers hautement qualifiés répondent aux besoins de ces clients en matière de planification financière et de produits adaptés. Les revenus sont tirés des commissions de vente et des frais de service payés par les groupes de produits de la CIBC, dont principalement les entreprises de produits de placement, de dépôt et de prêt.

Les *Placements, clientèle privée, et gestion de l'actif* dégagent des honoraires et des commissions provenant des activités de courtage de détail traditionnel en offrant aux particuliers canadiens et américains des placements en actions et en titres d'emprunt, des fonds mutuels ainsi que des services de gestion de l'actif, de consultation et de planification financière.

Le groupe *Services bancaires privés et services fiduciaires, monde* fournit à l'échelle mondiale une gamme complète de solutions, dont la gestion des placements, les services fiduciaires, les services bancaires privés et la garde de titres, visant à combler les besoins en gestion financière des particuliers, des familles et des sociétés disposant d'importantes ressources financières. Les revenus sont tirés des écarts d'intérêts nets, des honoraires et des commissions.

Les *produits de la Gestion des avoirs* incluent les fonds mutuels, les services de gestion de placements, les services de courtage en ligne et à escompte ainsi que les CPG. Ces produits de placement sont mis au point à l'intention des clients des secteurs Opérations bancaires – Détail et PME et Service Impérial, et leur sont distribués. Les revenus sont tirés des écarts d'intérêts nets, des honoraires et des commissions.

Le poste *Autres* s'entend principalement de l'attribution d'une tranche du bénéfice de trésorerie.

Marchés mondiaux CIBC

Les *marchés financiers* s'occupent d'activités de négociation, de vente et de recherche et servent, en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, les clients institutionnels, les grandes entreprises et les administrations publiques. Les revenus sont tirés des honoraires, des commissions, des écarts de bénéfice et de la prise de positions pour compte propre à l'intérieur de paramètres de risque prescrits.

Les *produits bancaires d'investissement et de crédit* fournissent des services conseils et des services de prise ferme de titres d'emprunt, de crédit et de titres de participation aux entreprises et administrations publiques en Amérique du Nord et de par le monde. Les revenus proviennent des écarts d'intérêts nets sur les prêts aux sociétés et des commissions de syndication de prêts.

Les *Services de banque d'affaires* effectuent des placements afin de créer, de faire fructifier et de reconstituer le capital d'entreprises de divers secteurs d'activité. Les revenus sont tirés des commissions, des intérêts et des dividendes sur les placements et des gains ou des pertes associés à ces placements.

Les *Services bancaires aux entreprises* élaborent des solutions financières articulées autour de produits de crédit à l'intention des entreprises canadiennes de taille moyenne. Les revenus sont tirés des intérêts, des commissions et des frais de service.

Le poste *Autres* s'entend de l'attribution d'une partie du bénéfice de trésorerie, de CEF Capital, société asiatique affiliée qui est un holding de banques d'affaires, et d'autres revenus non directement attribuables aux principales activités précitées.

Répartition géographique

La CIBC gagne des revenus et engage des frais par l'entremise d'établissements au Canada et à l'étranger, et dispose d'éléments d'actif canadiens et étrangers dont elle tire un revenu. Les éléments d'actif sont répartis selon le lieu où le risque est assumé en dernier ressort, tandis que le bénéfice net et la charge d'impôts connexe sont répartis selon le lieu géographique où le bénéfice est comptabilisé. La répartition géographique du bénéfice net et des principaux éléments d'actif s'établit comme suit :

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU BÉNÉFICE NET

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre		Canada	États-Unis	Antilles	Autres pays	Total
2000	Revenu net d'intérêts	2 957 \$	119 \$	772 \$	434 \$	4 282 \$
	Revenu autre que d'intérêts	4 032	2 827	867	71	7 797
	Revenu total	6 989	2 946	1 639	505	12 079
	Frais autres que d'intérêts	4 918	2 632	185	361	8 096
	Dotations aux pertes sur créances	1 034	166	21	(1)	1 220
	Bénéfice avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 037	148	1 433	145	2 763
	Charge d'impôts	428	22	220	(29)	641
	Part des actionnaires sans contrôle	12	24	26	-	62
	Bénéfice net	597 \$	102 \$	1 187 \$	174 \$	2 060 \$
1999	Revenu net d'intérêts	3 235 \$	294 \$	514 \$	365 \$	4 408 \$
	Revenu autre que d'intérêts	2 607	2 318	704	99	5 728
	Revenu total	5 842	2 612	1 218	464	10 136
	Frais autres que d'intérêts	5 095	2 244	186	473	7 998
	Dotations aux pertes sur créances	644	96	15	(5)	750
	Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	103	272	1 017	(4)	1 388
	Charge d'impôts	29	91	251	(51)	320
	Part des actionnaires sans contrôle	3	13	23	-	39
	Bénéfice net	71 \$	168 \$	743 \$	47 \$	1 029 \$
1998	Revenu net d'intérêts	3 224 \$	334 \$	436 \$	343 \$	4 337 \$
	Revenu autre que d'intérêts	3 109	1 677	109	(91)	4 804
	Revenu total	6 333	2 011	545	252	9 141
	Frais autres que d'intérêts	4 501	2 073	156	395	7 125
	Dotations aux pertes sur créances	402	20	16	42	480
	Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 430	(82)	373	(185)	1 536
	Charge d'impôts	601	(51)	11	(101)	460
	Part des actionnaires sans contrôle	4	(7)	23	-	20
	Bénéfice (perte) net(te)	825 \$	(24) \$	339 \$	(84) \$	1 056 \$

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS D'ACTIF⁽¹⁾

en millions de dollars, aux 30 septembre et 31 octobre		2000	1999	1998
Canada		157 493 \$	144 807 \$	152 737 \$
États-Unis		66 079	64 848	87 560
Europe	Royaume-Uni	6 862	6 714	10 349
	France	3 731	4 334	4 336
	Allemagne	6 469	6 399	6 921
	Autres pays d'Europe	9 173	11 042	11 628
		26 235	28 489	33 234
Amérique latine		510	556	918
Antilles		4 776	4 663	4 306
Asie et Pacifique	Japon	2 072	3 818	5 403
	Hong Kong	1 172	1 625	2 412
	Australie	439	509	790
	Autres pays d'Asie et du Pacifique	1 348	2 155	3 222
		5 031	8 107	11 827
Moyen-Orient et Afrique		1 041	735	771
Provision générale pour pertes sur créances ⁽²⁾		(1 250)	(1 000)	(850)
Principaux éléments d'actif ⁽¹⁾		259 915	251 205	290 503
Autres éléments d'actif		8 975	7 386	11 182
Total de l'actif aux 30 septembre ⁽³⁾		268 890 \$	258 591 \$	301 685 \$
Variation nette en octobre		(1 188)	(8 260)	(20 255)
Total de l'actif aux 31 octobre		267 702 \$	250 331 \$	281 430 \$
Dollars canadiens ⁽²⁾		161 393 \$	146 500 \$	146 944 \$
Devises		106 309 \$	103 831 \$	134 486 \$

(1) Les principaux éléments d'actif se composent de liquidités, de prêts, de titres, de dépôts auprès d'autres banques, d'engagements de clients en contrepartie d'acceptations et du compte de réévaluation des instruments dérivés, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances.

(2) Aux fins de la présentation, la provision générale pour pertes sur créances a été appliquée en totalité aux prêts en dollars canadiens.

(3) L'information présentée ci-dessus est compilée à des fins réglementaires et présentée par trimestre civil.

23. Engagements et passif éventuel

Engagements à long terme en vertu de contrats de location

La CIBC doit s'acquitter de ses obligations en vertu de contrats de location non résiliables pour des bâtiments et du matériel.

En avril 2000, la CIBC a vendu sept immeubles à bureaux détenus en propriété exclusive. La vente représente 3,9 millions de pieds carrés d'espaces louables dans des immeubles à bureaux situés dans les villes de Vancouver, Edmonton, Hamilton, Montréal, Oshawa et Toronto. En vertu des modalités de la vente, la CIBC conclura des contrats de cession-bail à l'égard de la majorité des locaux occupés avant la vente.

Avant le 31 octobre 2000, la CIBC a décidé de réunir les locaux qu'elle louait à New York et de conclure une convention de bail relative à un nouvel immeuble à bureaux. Par conséquent, la CIBC n'utilisera plus les locaux qu'elle loue actuellement. Au 31 octobre 2000, la CIBC a inscrit une charge de 50 M\$ se rapportant aux coûts nets futurs prévus liés aux immeubles loués existants qui ne seront plus utilisés. Les engagements en vertu des contrats de location existants sont inclus dans le tableau suivant.

Les versements minimaux exigibles en vertu de tous les contrats de location pour chacun des cinq prochains exercices et pour les exercices subséquents s'établissent comme suit :

ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION⁽¹⁾⁽²⁾

en millions de dollars

2001	336 \$
2002	328
2003	302
2004	265
2005	214
2006 et par la suite	1 110

(1) Le total des frais de location pour des bâtiments et du matériel porté aux résultats consolidés s'est élevé à 428 M\$ (394 M\$ en 1999; 374 M\$ en 1998).

(2) Les engagements minimaux futurs en vertu de contrats de cession-bail s'élèvent à 54 M\$ en 2001, 53 M\$ en 2002, 51 M\$ en 2003, 49 M\$ en 2004, 49 M\$ en 2005 et 269 M\$ en 2006 et par la suite.

Autres engagements et passif éventuel

Dans le cours normal des affaires, des titres et d'autres éléments d'actif sont donnés en garantie d'éléments de passif ou utilisés pour faciliter certaines activités. Les montants théoriques des éléments d'actif donnés en garantie sont détaillés dans le tableau qui suit :

ÉLÉMENTS D'ACTIF DONNÉS EN GARANTIE

en millions de dollars, aux 31 octobre	2000	1999 ⁽¹⁾
Banque du Canada ⁽²⁾	- \$	45 \$
Administrations publiques et banques centrales étrangères ⁽²⁾	2 349	1 980
Organismes de compensation, systèmes de paiement et institutions de dépôt ⁽²⁾	372	379
Marges pour contrats à terme normalisés et options négociés en Bourse et opérations garanties sur instruments dérivés	2 276	2 117
Garanties pour titres vendus à découvert et titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	32 977	32 475
	37 974 \$	36 996 \$

(1) Certains chiffres correspondants ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation utilisée en 2000.

(2) Inclut les biens donnés en garantie pour participer aux organismes de compensation, systèmes de paiement et institutions de dépôt ou pour avoir accès aux installations des banques centrales à l'étranger.

Des recours peuvent être exercés contre la CIBC pour des pertes potentielles au titre de la titrisation d'actifs. Au 31 octobre 2000, les recours contre la CIBC au titre d'opérations de titrisation totalisaient 308 M\$ (288 M\$ en 1999; 320 M\$ en 1998) et sont déduits du capital réglementaire.

Diverses poursuites et procédures s'inscrivant dans le cours normal des affaires sont actuellement engagées contre la CIBC et ses filiales. La direction estime non important le risque global, s'il en est, que présentent ces poursuites et procédures.

Obligations relatives à Oppenheimer

Dans le cadre de l'acquisition en 1998 de CIBC World Markets Holdings Inc. (anciennement Oppenheimer Holdings Inc.) effectuée, la CIBC a déposé 175 M\$ US dans un fonds d'affectation spéciale pour rémunération destiné à rémunérer certains membres du personnel d'Oppenheimer au fur et à mesure de l'intégration de l'entreprise à CIBC World Markets Corp. (anciennement CIBC Oppenheimer Corp.). De cette somme, une tranche de 154 M\$ (100 M\$ US), plus les intérêts, a été payée le 3 novembre 1998 et une autre de 114 M\$ (75 M\$ US), plus les intérêts, a été payée en novembre 2000. Une condition essentielle au versement de la prime de maintien en fonction est que le personnel admissible demeure au service de la CIBC pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 31 octobre 2000. Cependant, certains employés autrement admissibles ont cessé de travailler pour la CIBC avant cette date en raison du plan de restructuration annoncé en 1999. Il a été déterminé que ces employés toucheraient la totalité de leur prime de maintien en fonction, qui sera incluse dans leur indemnité de départ. Durant l'exercice 2000, 20 M\$ (13 M\$ US) ont été passés en charges (54 M\$ en 1999 (37 M\$ US); 184 M\$ en 1998 (125 M\$ US)).

24. Rapprochement des principes comptables généralement reconnus au Canada et aux États-Unis

Les états financiers consolidés de la CIBC sont établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (les « PCGR au Canada »), y compris les exigences comptables du BSIF. Ces principes sont conformes, à tous égards importants, aux principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (les « PCGR aux É.-U. »), sous réserve des exceptions décrites ci-après.

Rapprochement du bénéfice net consolidé

L'application des PCGR aux États-Unis aurait les effets suivants sur le bénéfice net et le bénéfice par action (BPA) consolidés, tels qu'ils sont présentés :

RÉSULTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

en millions de dollars, sauf les données par action; exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Bénéfice net présenté	2 060 \$	1 029 \$	1 056 \$
Revenu autre que d'intérêts			
- opérations de négociation	35	23	-
Frais autres que d'intérêts			
- rémunération et charges sociales	(67)	(72)	(90)
- charge de restructuration	(216)	216	-
- intéressement au capital	(28)	-	-
- coûts de résiliation de bail	50	-	-
Variation nette des impôts sur les bénéfices attribuable aux éléments ci-dessus	97	(72)	39
	(129)	95	(51)
Bénéfice net selon les PCGR aux É.-U.	1 931	1 124	1 005
Moins les dividendes sur les actions privilégiées	(128)	(112)	(116)
Bénéfice net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires selon les PCGR aux É.-U.	1 803 \$	1 012 \$	889 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, non dilué (en milliers)	388 951	409 789	415 030
Plus les options ⁽¹⁾	1 279	779	3 114
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, dilué	390 230	410 568	418 144
Bénéfice non dilué par action	4,64 \$	2,47 \$	2,14 \$
Bénéfice dilué par action	4,62 \$	2,46 \$	2,13 \$

(1) Il est présumé que 80 % du nombre moyen d'options en circulation seront levées pour la souscription d'actions tandis que les 20 % restantes le seront pour des droits à la plus-value des actions.

Revenu autre que d'intérêts

Opérations de négociation

En vertu des normes canadiennes, la CIBC constate certains ajustements d'évaluation à la valeur des titres négociés de façon à tenir compte des restrictions en matière de revente expirant dans un délai de un an ou des ajustements au titre de liquidités. Aux termes du Statement of Financial Accounting Standards (SFAS) 115, « Accounting for Certain Investments in Debt and Equity Securities », ces ajustements d'évaluation ne sont pas permis en vertu des PCGR aux É.-U.

Cette différence a donné lieu à une augmentation de 35 M\$ (23 M\$ en 1999; néant en 1998) du bénéfice net avant impôts de la CIBC selon les PCGR aux É.-U.

Frais autres que d'intérêts

Rémunération et charges sociales

En vertu du SFAS 87, « Employers' Accounting for Pensions », les obligations au titre des prestations projetées doivent être calculées à l'aide d'un taux d'actualisation lié au marché courant. Au 31 octobre 2000, le taux était de 6,75 % (7,0 % en 1999; 6,25 % en 1998). En vertu des PCGR au Canada, les obligations ont été calculées au taux de 7,5 % (7,5 % en 1999; 7,5 % en 1998) à partir des hypothèses actuarielles les plus probables à long terme.

En vertu du SFAS 106, « Employers' Accounting for Post-Retirement Benefits Other Than Pensions », le coût prévu des avantages complémentaires de retraite est passé en charges pendant les années de service des employés, tandis qu'en vertu des PCGR au Canada, ce coût est passé en charges au moment du paiement, tel qu'il est indiqué à la note 13.

Cette différence a eu pour effet de diminuer de 67 M\$ (72 M\$ en 1999; 90 M\$ en 1998) le bénéfice net avant impôts de la CIBC selon les PCGR aux É.-U.

Charge de restructuration

En vertu des PCGR au Canada, une obligation au titre des prestations de cessation d'emploi découlant d'une restructuration est comptabilisée au cours de la période où la direction a approuvé le plan de cessation d'emploi si toutes les conditions suivantes sont réunies :

- avant la date des états financiers, la direction détenant le niveau décisionnel autorise l'entité à procéder au plan de rationalisation;
- les principales interventions devant être effectuées pour la mise en place du plan et la date à laquelle celle-ci devrait avoir lieu doivent être précisées dans le plan; et
- la période nécessaire pour mettre le plan en place porte à croire qu'il est peu probable que des changements majeurs surviennent.

La CIBC a respecté ces conditions en 1999 pour la charge de restructuration de 426 M\$.

Outre ces conditions, en vertu du FASB EITF Issue 94-3, « Liability Recognition for Certain Employee Termination Benefits and Other Costs to Exit an Activity (including Certain Costs Incurred in a Restructuring) », l'entente relative aux prestations de cessation d'emploi doit être communiquée aux employés avant la date des états financiers. Cette condition en vertu des PCGR aux É.-U. n'a pas été respectée avant l'exercice 2000 relativement à une tranche de 216 M\$ de la charge de restructuration de la CIBC en 1999.

La différence dans le moment de constatation de la charge de restructuration en vertu des PCGR au Canada et aux États-Unis a donné lieu en 2000 à une diminution de 216 M\$ (augmentation de 216 M\$ en 1999; néant en 1998) du bénéfice net avant impôts de la CIBC selon les PCGR aux É.-U.

Intéressement au capital

Comme il est expliqué dans la note 12, certaines options acquises octroyées à des employés peuvent être levées à titre de droits à la plus-value des actions. Pour la présentation au Canada, la CIBC impute les paiements en espèces aux bénéficiaires non répartis lorsque les droits à la plus-value des actions sont exercés. En vertu des PCGR aux É.-U., il est exigé dans le Accounting Principles Board Opinion (APB) No. 25, « Accounting for Stock Issued to Employees » que le coût estimatif des paiements futurs en espèces soit comptabilisé sur la période d'acqui-

tion des droits rattachés aux options. Le coût estimatif est égal à l'excédent du cours du marché des actions sur le prix de levée de l'option. Selon le FASB Interpretation No. 28, « Accounting for Stock Appreciation Rights and other Variable Stock Option or Award Plans », la comptabilisation peut être fondée sur une estimation de la proportion des options de souscription d'actions prévues être levées contre espèces, compte tenu de l'expérience passée.

Le bénéfice net de la CIBC selon les PCGR aux États-Unis a été réduit de 28 M\$ avant impôts (néant en 1999 et en 1998) et les bénéfices non répartis ont été augmentés de 8 M\$ (néant en 1999 et en 1998) par suite de cette différence.

Coûts de résiliation de bail

Avant le 31 octobre 2000, la CIBC a pris la décision de réunir les locaux qu'elle loue à New York et de quitter ses locaux actuels dans un délai de trois ans. En vertu des PCGR au Canada, le montant net de tous les coûts futurs liés aux baux antérieurs est constaté à titre de frais dans l'exercice au cours duquel la décision a été prise de cesser d'utiliser les immeubles loués en vertu de baux antérieurs. Aux termes du FASB EITF Issue 88-10, « Costs Associated with Lease Modification or Termination », et du FASB EITF Issue 94-3, « Liability Recognition for Certain Employee Termination Benefits and Other Costs to Exit an Activity (including Certain Costs Incurred in a Restructuring) », le montant net des coûts futurs liés à des immeubles loués en vertu de baux antérieurs qui ne seront plus utilisés ne peut pas être constaté en tant que frais avant qu'un fait déterminant n'ait lieu, c'est-à-dire dans ce cas qu'un sous-bail soit signé.

Cette différence a donné lieu à une augmentation de 50 M\$ du bénéfice net avant impôts de la CIBC selon les PCGR aux États-Unis.

Bénéfice par action

En vertu des PCGR au Canada, le bénéfice dilué par action est calculé en ajustant le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires pour tenir compte du bénéfice théorique sur les fonds qui auraient été reçus à la levée d'options. En vertu du SFAS 128, « Earnings per Share », la méthode des actions de trésorerie, en vertu de laquelle le bénéfice dilué par action est calculé comme si les options avaient été levées au début de l'exercice et que les fonds reçus avaient été affectés à l'achat des propres actions de la société, doit être utilisée. En vertu des PCGR aux États-Unis, un nombre de 1 279 000 actions (779 000 en 1999; 3 114 000 actions en 1998) a été ajouté au nombre moyen pondéré d'actions en circulation, non dilué, pour calculer le bénéfice dilué par action.

Informations pro forma

La CIBC applique la méthode de la valeur intrinsèque pour comptabiliser l'intéressement au capital afin de déterminer le bénéfice net selon les PCGR aux États-Unis. Le SFAS 123, « Stock-Based Compensation », exige la présentation du bénéfice net pro forma et du bénéfice par action pro forma comme si la banque avait appliqué la méthode de la juste valeur. La juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi des options octroyées en 2000 a été estimée à 12,29 \$ (13,19 \$ en 1999; 13,90 \$ en 1998) à l'aide du modèle de Black et Scholes pour l'établissement des prix des options.

Ce modèle d'établissement des prix repose sur les hypothèses suivantes : taux d'intérêt moyen pondéré sans risque de 7 % (6 % en 1999; 5 % en 1998), taux de rendement moyen pondéré prévu des actions de 3,19 % par année (3,10 % en 1999; 2,95 % en 1998), volatilité moyenne pondérée prévue de 25 % du cours de l'action ordinaire (28 % en 1999; 30 % en 1998) et une durée moyenne pondérée prévue de dix ans.

En vertu de la méthode de la juste valeur, la charge au titre de l'intéressement liée aux droits à la plus-value des actions doit être mesurée comme la valeur intrinsèque de ces droits à la date de levée. En conséquence, selon cette méthode, la charge au titre de l'intéressement au capital liée aux droits à la plus-value des actions est mesurée selon la méthode linéaire, sur la période d'acquisition des droits, en fonction de l'excédent du cours du marché sur le prix de levée, en supposant que toutes les options admissibles à des droits à la plus-value des actions sont levées à ce titre.

Pour 2000, si la méthode de la juste valeur avait été utilisée pour les options octroyées après 1995, le bénéfice net selon les PCGR aux États-Unis aurait été réduit de 52 M\$ (13 M\$ en 1999; 14 M\$ en 1998) et le bénéfice par action dilué et non dilué, de 0,13 \$ (0,03 \$ en 1999; 0,03 \$ en 1998).

Résultat global

Aux termes du SFAS 130, « Reporting Comprehensive Income », un état du résultat global doit être présenté, au même titre que les autres états financiers. Le résultat global, qui comprend le bénéfice net, tient compte de tous les changements survenus dans le capital social au cours d'une période donnée, sauf les changements résultant d'apports des propriétaires et de distributions à ces derniers. Il s'agit principalement de la variation du gain et de perte nets non réalisés sur des titres de placement, déduction faite de l'impôt. Aucune information sur le résultat global n'est exigée en vertu des PCGR au Canada.

RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Bénéfice net selon les PCGR aux États-Unis	1 931 \$	1 124 \$	1 005 \$
Autres éléments du résultat global,			
déduction faite des impôts			
Variation des écarts de conversion de devises ⁽¹⁾	8	(4)	1
Variation du gain (perte) net(te) non réalisé(e) sur titres destinés à la vente ⁽²⁾⁽³⁾	(637)	1 152	813
Variation du gain net non réalisé à la couverture de titres destinés à la vente ⁽⁴⁾	51	-	-
Total des autres éléments du résultat global	(578)	1 148	814
Résultat global	1 353 \$	2 272 \$	1 819 \$

(1) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de 179 M\$ ((146) M\$ en 1999; 238 M\$ en 1998).

(2) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de 414 M\$ ((458) M\$ en 1999; (619) M\$ en 1998).

(3) Déduction faite des ajustements de 1 063 M\$ (232 M\$ en 1999; 88 M\$ en 1998) au titre du reclassement des gains réalisés inclus dans le bénéfice net.

(4) Déduction faite d'une (charge) économie d'impôts de (38) M\$ (néant en 1999; néant en 1998).

SOLDE CUMULATIF DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

en millions de dollars, aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Solde au début de l'exercice	2 271 \$	1 123 \$	309 \$
Variations durant l'exercice			
Écarts de conversion	8	(4)	1
Gain (perte) net(te) non réalisé(e) sur titres destinés à la vente	(637)	1 152	813
Gain net non réalisé à la couverture de titres destinés à la vente	51	-	-
Solde à la fin de l'exercice	1 693 \$	2 271 \$	1 123 \$

Bilans consolidés

L'application des PCGR aux É.-U. aurait un effet important sur les éléments suivants présentés dans les bilans consolidés :

BILANS CONSOLIDÉS		
en millions de dollars, aux 31 octobre		
	2000	1999
Titres		
PCGR au Canada	69 242 \$	59 492 \$
Ajustements pour		
Titres du compte de négociation	58	23
Titres du compte de placement	(15 864)	(13 277)
Titres détenus jusqu'à l'échéance	4 709	4 748
Titres destinés à la vente	13 695	12 120
PCGR aux É.-U.	71 840 \$	63 106 \$
Charge de retraite payée d'avance		
PCGR au Canada	252 \$	267 \$
Ajustement pour application du taux d'actualisation du marché courant	(127)	(100)
PCGR aux É.-U.	125 \$	167 \$
Autres éléments d'actif		
PCGR au Canada	7 686 \$	6 004 \$
Ajustement pour couverture de titres destinés à la vente	89	-
PCGR aux É.-U.	7 775 \$	6 004 \$
Obligation au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite		
PCGR au Canada	- \$	- \$
Ajustement pour régimes d'avantages complémentaires de retraite	170	130
PCGR aux É.-U.	170 \$	130 \$
Autres éléments de passif		
PCGR au Canada	72 283 \$	74 688 \$
Ajustements pour		
Restructuration	-	(216)
Coûts de résiliation de bail	(50)	-
Intéressement au capital	20	-
Variation nette des impôts sur les bénéfices en raison d'ajustements selon les PCGR aux É.-U.	847	1 320
PCGR aux É.-U.	73 100 \$	75 792 \$
Bénéfice non répartis		
PCGR au Canada	6 625 \$	6 090 \$
Ajustements de l'exercice courant		
du bénéfice net consolidé	(129)	95
Effet cumulatif des ajustements des exercices précédents du bénéfice net consolidé		
	9	(90)
Écarts de conversion	(8)	4
Intéressement au capital	8	-
PCGR aux É.-U.	6 505 \$	6 099 \$

Titres

Tel qu'il est expliqué à la page 88, en vertu des normes canadiennes, la CIBC constate certains ajustements d'évaluation à la valeur des titres négociés, lesquels ne sont pas permis en vertu des PCGR aux É.-U.

Cette différence a donné lieu à une hausse de 58 M\$ (23 M\$ en 1999) des titres du compte de négociation de la CIBC dans les bilans consolidés selon les PCGR aux É.-U.

En vertu des PCGR au Canada, les titres classés dans les titres du compte de placement sont comptabilisés au coût ou au coût non amorti. En vertu du SFAS 115, « Accounting for Certain Investments in Debt and Equity Securities », ces titres sont classés dans les titres détenus jusqu'à l'échéance ou les titres destinés à la vente. La méthode de comptabilisation des titres détenus jusqu'à l'échéance correspond à celle s'appliquant aux titres du compte de placement. Les titres destinés à la vente sont inscrits à la juste valeur estimative, et les gains et pertes non réalisés qui en découlent sont exclus des résultats et font l'objet d'un poste distinct dans les capitaux propres.

Aux termes du SFAS 115, l'information supplémentaire suivante doit également être présentée :

TITRES DESTINÉS À LA VENTE

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre			
	2000	1999	1998
Produit de ventes	6 216 \$	6 273 \$	12 951 \$
Gains bruts réalisés	1 137 \$	818 \$	160 \$
Pertes brutes réalisées	26 \$	3 \$	25 \$

Charge de retraite payée d'avance

Tel qu'il est expliqué à la page 88, en vertu du SFAS 87, les obligations au titre des prestations projetées doivent être calculées à l'aide d'un taux d'actualisation lié au marché courant, alors qu'en vertu des PCGR au Canada, la CIBC utilise un taux fondé sur les hypothèses actuarielles les plus probables à long terme.

Par suite de cette différence, la charge de retraite payée d'avance de la CIBC a été réduite de 127 M\$ (100 M\$ en 1999) dans les bilans consolidés selon les PCGR aux É.-U.

Autres éléments d'actif

En vertu du SFAS 115, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les titres destinés à la vente sont traités de la même façon que les titres sous-jacents.

Par conséquent, les autres éléments d'actif de la CIBC ont augmenté de 89 M\$ (néant en 1999) dans les bilans consolidés selon les PCGR aux É.-U. et les autres éléments du résultat global se sont accrues de 51 M\$ (néant 1999; néant en 1998).

Obligation au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite

Tel qu'il est expliqué à la page 88, aux termes du SFAS 106, la charge prévue au titre des avantages complémentaires de retraite doit être passée en charges pendant les années de service des employés, tandis qu'en vertu des PCGR au Canada, elle est passée en charges au moment du paiement.

L'obligation de la CIBC au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite a été augmentée de 170 M\$ (130 M\$ en 1999) dans les bilans consolidés selon les PCGR aux É.-U. par suite de cette différence.

Autres éléments de passif

Les ajustements aux bilans consolidés selon les PCGR aux É.-U. à l'égard de la restructuration, des coûts de résiliation de bail et de l'intéressement au capital sont expliqués à compter de la page 88.

L'ajustement à l'égard de la variation des impôts sur les bénéfices résulte principalement de la comptabilisation à l'égard de l'impôt des ajustements du bénéfice net de la CIBC selon les PCGR aux É.-U., y compris les ajustements des autres éléments du résultat global.

Avantages postérieurs au départ à la retraite – information supplémentaire

En vertu du SFAS 132, « Employers' Disclosure about Pensions and Other Post-Retirement Benefits – an amendment of SFAS No. 87, 88 and 106 », de l'information additionnelle sur les modifications apportées aux obligations au titre des prestations projetées et à la juste valeur de l'actif du régime doit être présentée. Aucun changement n'a été apporté à la mesure ou à la comptabilisation de ces régimes.

L'information supplémentaire s'établit comme suit :

en millions de dollars, aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	Régimes de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite	
	2000	1999	2000	1999
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début de l'exercice	2 014 \$	2 182 \$	317 \$	325 \$
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice	62	71	13	12
Cotisations salariales	12	11	-	-
Intérêts débiteurs	145	136	23	19
Prestations versées	(114)	(126)	(11)	(10)
Gains (pertes) actuariel(le)s	108	(269)	(4)	(66)
Modifications aux régimes	9	9	-	37
Désinvestissements	(5)	-	-	-
Restructuration de la banque donnant lieu à des compressions	7	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	2 238 \$	2 014 \$	338 \$	317 \$
Actif des régimes				
Juste valeur au début de l'exercice	2 362 \$	2 155 \$	- \$	- \$
Rendement réel sur l'actif des régimes	281	308	-	-
Cotisations patronales	10	14	-	-
Cotisations salariales	12	11	-	-
Désinvestissements	(6)	-	-	-
Prestations versées	(114)	(126)	-	-
Juste valeur à la fin de l'exercice	2 545 \$	2 362 \$	- \$	- \$
Capitalisation excédentaire (déficitaires)	307 \$	348 \$	(338) \$	(317) \$
Gain actuariel net non amorti	(229)	(231)	(31)	(27)
Coûts non amortis des prestations au titre des services passés	43	44	34	37
Obligation de transition non amortie	4	6	165	177
Actif (passif) constitué au titre des prestations	125 \$	167 \$	(170) \$	(130) \$

Les obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice comprennent les montants suivants dans le cas des régimes non entièrement capitalisés.

en millions de dollars, aux 31 octobre	Régimes de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite	
	2000	1999	2000	1999
Obligations au titre des prestations constituées	112 \$	99 \$	338 \$	317 \$
Juste valeur de l'actif des régimes	-	-	-	-
Capitalisation déficitaire	(112) \$	(99) \$	(338) \$	(317) \$

L'actif des régimes se compose d'actions ordinaires de la CIBC dont la juste valeur s'établissait à 9 M\$ au 31 octobre 2000 (15 M\$ en 1999; 13 M\$ en 1998). Les principales hypothèses actuarielles adoptées pour mesurer les obligations au titre des prestations constituées de la CIBC sont les suivantes :

exercices terminés les 31 octobre	Régimes de retraite			Régimes d'avantages complémentaires de retraite		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Taux d'actualisation	6,75 %	7,0 %	6,25 %	7,0 %	7,25 %	6,5 %
Taux de rendement à long terme prévu sur l'actif des régimes	7,5 %	7,5 %	7,5 %	n.d.	n.d.	n.d.
Taux d'augmentation de la rémunération	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %

Il est supposé que les coûts des soins de santé couverts par personne augmenteront au taux annuel de 6,5 % jusqu'en 2001. Il est supposé que ce taux diminuera graduellement, pour atteindre 4,5 % en 2006 et demeurer stable par la suite. Une hausse annuelle de 1 % des coûts des soins de santé entraînerait une augmentation de 7 M\$ (5 M\$ en 1999; 7 M\$ en 1998) des charges au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite et de 46 M\$ (41 M\$ en 1999; 61 M\$ en 1998) des obligations au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite constitués.

La charge nette des prestations au titre des régimes de la CIBC s'établit comme suit :

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre	Régimes de retraite			Régimes d'avantages complémentaires de retraite		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice	61 \$	71 \$	73 \$	13 \$	12 \$	11 \$
Intérêts débiteurs	145	136	132	23	19	20
Rendement prévu sur l'actif des régimes	(167)	(158)	(154)	-	-	-
Amortissement du coût des prestations au titre des services passés	7	7	6	3	-	-
Amortissement de la perte nette actuarielle	3	4	5	-	-	-
Amortissement de l'obligation de transition	2	2	(8)	12	12	12
Gains (pertes) au titre des compressions	6	-	3	-	-	-
Charge nette des prestations au titre des régimes	57 \$	62 \$	57 \$	51 \$	43 \$	43 \$

Normes comptables récentes aux É.-U. qui ne sont pas encore mises en application

Le SFAS 133, « Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities », tel qu'il est modifié (SFAS 133), est en vigueur pour l'exercice 2001 de la CIBC. En vertu du SFAS 133, tous les instruments dérivés, y compris les instruments dérivés compris dans des instruments financiers qui ne sont pas clairement et étroitement liés aux caractéristiques économiques des instruments financiers sous-jacents, doivent être constatés à la juste valeur dans le bilan consolidé de la CIBC en tant qu'élément d'actif ou de passif.

Toute variation de la juste valeur d'un instrument dérivé doit être constatée dans le bénéfice courant, sauf si les critères particuliers à la comptabilité de couverture sont respectés. Si un instrument dérivé est désigné comme couverture et qu'il respecte les critères de l'efficacité de la couverture, il peut faire l'objet d'une compensation. La partie inefficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés utilisés comme couvertures est constatée dans le bénéfice courant.

La principale incidence du SFAS 133 est liée aux instruments dérivés détenus aux fins de la gestion de l'actif et du passif, puisque la CIBC comptabilise déjà les instruments dérivés utilisés dans le cadre des activités de négociation dans ses bilans consolidés, à la juste valeur, la variation de la juste valeur étant portée au bénéfice courant.

La CIBC a adopté le SFAS 133 en date du 1^{er} novembre 2000. Conformément aux dispositions de transition de la norme, la CIBC a inscrit

un gain net après impôts à effet cumulatif de 96 M\$ (183 M\$ avant impôts) dans les résultats et une réduction nette après impôts à effet cumulatif de 17 M\$ dans les autres éléments du résultat global (45 M\$ avant impôts). En outre, la valeur comptable des éléments d'actif et de passif a été augmentée de 267 M\$ et 188 M\$, respectivement.

À l'adoption du SFAS 133, la CIBC a reclassé 4 709 M\$ de titres détenus jusqu'à l'échéance en tant que titres destinés à la vente afin que ces titres soient admissibles à la comptabilité de couverture dans l'avenir. Ce reclassement a donné lieu à un gain avant impôts de 53 M\$ (30 M\$ après impôts) dans les autres éléments du résultat global.

Au cours des 12 prochains mois, la CIBC prévoit reclasser dans le bénéfice des montants peu importants de l'ajustement de transition inscrit dans le solde cumulatif des autres éléments du résultat global.

25. Vente de filiales

En août 2000, la CIBC a vendu ses entreprises d'assurance IARD, La Personnelle, Compagnie d'assurance du Canada et Compagnie d'assurance générale CIBC Limitée, pour un gain avant et après impôts de 97 M\$, lequel est inclus dans le revenu autre que d'intérêts dans les résultats consolidés.

En septembre 2000, la CIBC a vendu CIBC Suisse S.A., filiale des Services bancaires privés et services fiduciaires, monde offrant des services de gestion de portefeuille, de crédit et de consultation financière à une clientèle privée, pour un gain après impôts de 20 M\$. Le gain avant impôts de 28 M\$ a été inclus dans le revenu autre que d'intérêts dans les résultats consolidés.

26. Changements futurs apportés aux conventions comptables au Canada

La CIBC devra adopter les récentes normes comptables qui sont énumérées ci-dessous aux fins de la présentation de l'information au Canada dans les exercices à venir.

Le chapitre 3461 du Manuel de l'ICCA, « Avantages sociaux futurs » sera en vigueur pour l'exercice 2001. L'adoption de cette norme permettra d'harmoniser considérablement les PCGR au Canada et aux É.-U. en ce qui a trait aux avantages sociaux futurs.

Dans le chapitre 3461, les avantages sociaux futurs sont définis comme étant : les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite fournis après le départ à la retraite; les avantages postérieurs à l'emploi fournis aux anciens employés inactifs; les congés rémunérés, tels les congés parentaux et les congés sabbatiques; et les

prestations de cessation d'emploi. Le coût de ces avantages sociaux futurs sera constaté à titre de passif et de charge durant les périodes au cours desquelles les salariés accumulent ces avantages. À l'heure actuelle, certains de ces avantages sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse.

La CIBC prévoit adopter le chapitre 3461 du Manuel de l'ICCA rétroactivement en 2001. L'adoption devrait résulter en une imputation après impôts aux bénéfices non répartis de 140 M\$ et en une augmentation avant impôts de 237 M\$ des obligations au titre des prestations constituées, annulée par une réduction des impôts futurs de 97 M\$. Aussi, les frais autres que d'intérêts sont prévus augmenter de 31 M\$ (18 M\$ après impôts) en 2001.

Principales filiales

Au 31 octobre 2000

Nom de la filiale ⁽¹⁾	Adresse du siège social ou du bureau principal	Valeur comptable ⁽²⁾ des actions détenues par la CIBC et d'autres filiales de la CIBC
		en millions de dollars
La Société d'Hypothèques CIBC	Toronto, Canada	493
Hypothèques CIBC Inc.	Toronto, Canada	130
La Compagnie Trust CIBC	Toronto, Canada	46
The Dominion Realty Company Limited	Toronto, Canada	13
Finance CIBC Inc.	Toronto, Canada	8
Corporation INTRIA	Toronto, Canada	107
INTRIA Items Inc. (90 %)		
INTRIA-HP Corporation (90 %)		
Marchés mondiaux CIBC inc.	Toronto, Canada	308
Services Hypothécaires CIBC Inc.	Longueuil, Canada	130
Placements CIBC Inc.	Toronto, Canada	(3)
Services Investisseurs CIBC Inc.	Toronto, Canada	25
Compagnie d'assurance-vie CIBC Limitée	Toronto, Canada	20
CIBC Investments Limited	Toronto, Canada	50
CIBC BA Limited	Toronto, Canada	(3)
EDULINX Canada Corporation (90 %)	Toronto, Canada	27
CIBC Delaware Holdings Inc.	New York, États-Unis	1 671
CIBC World Markets Corp.		
Canadian Imperial Holdings Inc.		
CIBC Inc. (95 %)		
CIBC National Bank	Maitland, États-Unis	
Amicus Corp.	New York, États-Unis	
CIBC Australia Holdings Limited	Sydney, Australie	57
CIBC Asia Limited	Singapour	161
CIBC Holdings (Cayman) Limited	Grand Caïman, Îles Caïmans	1 650
CIBC Bank and Trust Company (Cayman) Limited (88 %)	Grand Caïman, Îles Caïmans	
CIBC Trust Company (Bahamas) Limited	Nassau, Bahamas	
CIBC Bank and Trust Company (Channel Islands) Limited	St. Peter Port, Guernsey	
CIBC Offshore Services Inc.	Bridgetown, La Barbade	
CIBC Reinsurance Company Limited		
CIBC West Indies Holdings Limited (77 %)	Bridgetown, La Barbade	
CIBC Bahamas Limited (70 %)	Nassau, Bahamas	
CIBC Jamaica Limited (63 %)	Kingston, Jamaïque	
CIBC Caribbean Limited (77 %)	Bridgetown, La Barbade	
CIBC Offshore Banking Services Corporation	Bridgetown, La Barbade	250
CIBC World Markets (International) Arbitrage Corp.	Bridgetown, La Barbade	457
CIBC World Markets plc	Londres, Angleterre	1 515
CIBC Offshore Finance (Ireland) Limited	Dublin, Irlande	18
CIBC World Markets Ireland Limited		

(1) Sauf indication contraire, la banque et d'autres filiales de CIBC détiennent 100 % des actions comportant droit de vote de chaque filiale.

(2) La valeur comptable des actions des filiales est indiquée au coût.

(3) La valeur comptable des actions détenues par la banque est inférieure à 1 M\$.

Renseignements financiers annuels supplémentaires

Soldes moyens – Bilan, revenu net d'intérêts et marge d'intérêts nette

en millions de dollars (BIE), aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre		Solde moyen			Intérêts			Taux moyen		
		2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Actif au Canada⁽¹⁾										
Liquidités		1 354 \$	1 802 \$	1 725 \$	16 \$	64 \$	45 \$	1,18 %	3,55 %	2,61 %
Titres		8 311	5 141	5 822	710	432	352	8,54	8,40	6,05
Compte de placement		23 796	23 377	21 446	1 240	1 148	1 051	5,21	4,91	4,90
Compte de négociation		48 086	43 986	40 684	3 140	2 877	2 738	6,53	6,54	6,73
Prêts		22 990	20 883	22 721	2 110	1 728	1 984	9,18	8,27	8,73
Prêts hypothécaires à l'habitation		23 170	23 074	20 980	2 079	1 976	1 631	8,97	8,56	7,77
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit		7 604	10 559	15 529	518	687	1 097	6,81	6,51	7,06
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		101 850	98 502	99 914	7 847	7 268	7 450	7,70	7,38	7,46
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente		450	471	587	32	31	16	7,11	6,58	2,73
Total des prêts		19 548	26 284	20 586	9 845	8 943	8 914	6,34	5,75	5,94
Autres éléments d'actif portant intérêt		155 309	155 577	150 080	5 613	5 591	6 187	5,21	4,81	4,81
Autres éléments d'actif ne portant pas intérêt		263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$	15 458 \$	14 534 \$	15 101 \$	5,87 %	5,35 %	5,42 %
Total de l'actif au Canada		11 115	9 582	11 011	547	433	579	4,92	4,52	5,26
Actif à l'étranger⁽¹⁾										
Liquidités		7 517	6 948	8 204	479	357	450	6,37	5,14	5,49
Titres		24 665	26 655	20 785	999	884	893	4,05	3,32	4,30
Compte de placement		606	538	461	60	54	47	9,90	10,04	10,20
Compte de négociation		3 102	2 957	1 895	361	318	187	11,64	10,75	9,87
Prêts		23 551	24 462	27 621	1 776	1 682	1 950	7,54	6,88	7,06
Prêts hypothécaires à l'habitation		15 464	23 516	32 069	1 332	1 848	2 073	8,61	7,86	6,46
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit		42 723	51 473	62 046	3 529	3 902	4 257	8,26	7,58	6,86
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		645	1 041	573	59	15	8	9,15	1,44	1,40
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente		21 145	20 568	26 124	5 613	5 591	6 187	5,21	4,81	4,81
Total des prêts		107 810	116 267	128 743	5 613	5 591	6 187	5,21	4,81	4,81
Autres éléments d'actif portant intérêt		263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$	15 458 \$	14 534 \$	15 101 \$	5,87 %	5,35 %	5,42 %
Autres éléments d'actif ne portant pas intérêt		107 810	116 267	128 743	5 613	5 591	6 187	5,21	4,81	4,81
Total de l'actif à l'étranger		263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$	15 458 \$	14 534 \$	15 101 \$	5,87 %	5,35 %	5,42 %
Total de l'actif		263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$	15 458 \$	14 534 \$	15 101 \$	5,87 %	5,35 %	5,42 %
Passif au Canada⁽¹⁾										
Dépôts		56 278 \$	54 777 \$	53 949 \$	2 024 \$	1 835 \$	1 753 \$	3,60 %	3,35 %	3,25 %
Particuliers		45 999	39 718	32 029	2 158	1 481	1 177	4,69	3,73	3,67
Entreprises et administrations publiques		355	313	623	18	13	26	5,07	4,15	4,17
Banques		102 632	94 808	86 601	4 200	3 329	2 956	4,09	3,51	3,41
Total des dépôts		6 507	6 583	3 835	349	424	315	4,10	4,59	3,99
Compte de réévaluation des instruments dérivés		9 513	10 064	10 462	473	665	806	9,06	8,05	7,89
Acceptations		8 507	9 228	7 892	78	20	5	1,22	0,24	0,07
Engagements liés à des titres vendus à découvert		5 219	8 264	10 221	230	221	254	7,81	7,92	8,32
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat		6 385	8 460	6 730	5 330	4 659	4 336	3,76	3,32	3,37
Autres éléments de passif		2 946	2 789	3 054	240	229	262	4,53	4,47	5,00
Dette subordonnée		141 709	140 196	128 795	3 040	2 448	2 437	6,04	5,58	5,98
Total du passif au Canada		14 204	18 689	27 737	726	802	1 153	5,11	4,29	4,16
Passif à l'étranger⁽¹⁾										
Dépôts		69 813	67 673	73 717	4 006	3 479	3 852	5,74	5,14	5,23
Particuliers		17 689	23 085	23 559	623	187	209	7,11	2,34	2,28
Entreprises et administrations publiques		179	107	113	914	1 571	2 126	9,26	8,62	7,43
Banques		8 763	8 006	9 162	85	16	2	4,24	1,04	0,13
Total des dépôts		9 870	18 232	28 625	87	85	138	5,81	4,98	6,29
Compte de réévaluation des instruments dérivés		2 005	1 544	1 555	5 715	5 338	6 327	5,20	4,44	4,55
Acceptations		2 005	1 544	1 555	11 045	9 997	10 663	4,39	3,84	3,98
Engagements liés à des titres vendus à découvert		1 497	1 706	2 193	914	1 571	2 126	9,26	8,62	7,43
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat		9 870	18 232	28 625	85	16	2	4,24	1,04	0,13
Autres éléments de passif		2 005	1 544	1 555	87	85	138	5,81	4,98	6,29
Dette subordonnée		109 816	120 353	138 924	5 715	5 338	6 327	5,20	4,44	4,55
Total du passif à l'étranger		251 525	260 549	267 719	11 045	9 997	10 663	4,39	3,84	3,98
Total du passif		11 594	11 295	11 104	11 045 \$	9 997 \$	10 663 \$	4,20 %	3,68 %	3,82 %
Capitaux propres		263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$	4 413 \$	4 537 \$	4 438 \$	1,68 %	1,67 %	1,59 %
Passif et capitaux propres		263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$	4 413 \$	4 537 \$	4 438 \$	1,68 %	1,67 %	1,59 %
Revenu net d'intérêts et marge d'intérêts nette										
Revenus supplémentaires :										
Dépôts à vue ne portant pas intérêt		6 167 \$	5 855 \$	5 317 \$	1 000 \$	1 056 \$	885 \$			
Canada		1 000 \$	1 056 \$	885 \$						
Étranger										

(1) Le classement Canada ou Étranger est fondé sur le domicile du débiteur ou du client.

Analyse volume/taux des variations du revenu net d'intérêts

en millions de dollars (BIE)	2000/1999 Augmentation (diminution) résultant de la variation du :			1999/1998 Augmentation (diminution) résultant de la variation du :		
	Solde moyen	Taux moyen	Total	Solde moyen	Taux moyen	Total
Actif au Canada⁽¹⁾						
Liquidités	(16) \$	(32) \$	(48) \$	2 \$	17 \$	19 \$
Titres				(41)	121	80
Compte de placement	266	12	278	95	2	97
Compte de négociation	21	71	92			
Prêts				222	(83)	139
Prêts hypothécaires à l'habitation	268	(5)	263	(160)	(96)	(256)
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	174	208	382	163	182	345
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	8	95	103	(351)	(59)	(410)
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	(192)	23	(169)			
Total des prêts	258	321	579	(126)	(56)	(182)
Autres éléments d'actif portant intérêt	(1)	2	1	(3)	18	15
Variation du revenu d'intérêts au Canada	528	374	902	(73)	102	29
Actif à l'étranger⁽¹⁾						
Liquidités	69	45	114	(75)	(71)	(146)
Titres				(69)	(24)	(93)
Compte de placement	29	93	122	252	(261)	(9)
Compte de négociation	(66)	181	115			
Prêts				8	(1)	7
Prêts hypothécaires à l'habitation	7	(1)	6	105	26	131
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	16	27	43	(223)	(45)	(268)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(63)	157	94	(553)	328	(225)
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	(633)	117	(516)			
Total des prêts	(673)	300	(373)	(663)	308	(355)
Autres éléments d'actif portant intérêt	(6)	50	44	7	-	7
Variation du revenu d'intérêts étranger	(647)	669	22	(548)	(48)	(596)
Variation totale du revenu d'intérêts	(119) \$	1 043 \$	924 \$	(621) \$	54 \$	(567) \$
Passif au Canada⁽¹⁾						
Dépôts				27 \$	55 \$	82 \$
Particuliers	50 \$	139 \$	189 \$	283	21	304
Entreprises et administrations publiques	234	443	677	(13)	-	(13)
Banques	2	3	5			
Total des dépôts	286	585	871	297	76	373
Engagements liés à des titres vendus à découvert	(33)	(42)	(75)	53	56	109
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	(245)	53	(192)	(154)	13	(141)
Autres éléments de passif	(5)	63	58	1	14	15
Dettes subordonnées	12	(3)	9	(22)	(11)	(33)
Variation des frais d'intérêts au Canada	15	656	671	175	148	323
Passif à l'étranger⁽¹⁾						
Dépôts				(6)	(27)	(33)
Particuliers	8	3	11	187	(176)	11
Entreprises et administrations publiques	360	232	592	(376)	25	(351)
Banques	(192)	116	(76)			
Total des dépôts	176	351	527	(195)	(178)	(373)
Engagements liés à des titres vendus à découvert	18	418	436	(26)	4	(22)
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	(721)	64	(657)	(772)	217	(555)
Autres éléments de passif	5	64	69	-	14	14
Dettes subordonnées	(10)	12	2	(31)	(22)	(53)
Variation des frais d'intérêts étrangers	(532)	909	377	(1 024)	35	(989)
Variation totale des frais d'intérêts	(517) \$	1 565 \$	1 048 \$	(849) \$	183 \$	(666) \$
Variation du revenu net d'intérêts total	398 \$	(522) \$	(124) \$	228 \$	(129) \$	99 \$

(1) Le classement Canada ou Étranger est fondé sur le domicile du débiteur ou du client.

Analyse des prêts et acceptations nets

en millions de dollars, aux 31 octobre	Canada ⁽¹⁾					É.-U. ⁽¹⁾				
	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 203 \$	46 043 \$	42 646 \$	39 573 \$	36 506 \$	79 \$	46 \$	49 \$	44 \$	46 \$
Prêts aux étudiants	4 263	4 380	3 991	3 818	3 298	-	-	-	-	-
Prêts personnels	14 569	13 462	14 657	13 000	11 620	2 409	1 762	1 907	6	6
Prêts sur cartes de crédit	5 564	4 158	3 043	4 766	4 660	-	-	-	-	-
Total des prêts à la consommation	75 599	68 043	64 337	61 157	56 084	2 488	1 808	1 956	50	52
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 270	1 775	2 370	2 508	2 722	-	-	-	-	-
Institutions financières	2 175	2 100	2 904	2 155	2 269	2 481	2 898	2 655	1 533	1 482
Commerce et services	8 994	8 640	8 266	7 461	7 857	1 948	2 166	2 471	2 187	2 115
Fabrication	5 307	5 793	6 379	6 259	6 220	2 833	2 692	2 393	3 770	3 609
Immobilier	2 300	2 639	2 571	2 929	3 241	1 487	1 598	1 608	1 125	1 475
Agriculture	3 237	2 919	2 564	2 229	1 934	6	28	32	165	184
Ressources naturelles	3 396	3 350	4 589	3 831	2 940	563	439	488	1 191	632
Transport et communications	2 848	2 646	2 568	2 788	2 734	2 736	2 431	2 433	4 630	5 015
Autres	2 245	2 216	2 294	2 194	1 941	1 412	1 643	1 091	770	547
Total des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, y compris les acceptations	32 772	32 078	34 505	32 354	31 858	13 466	13 895	13 171	15 371	15 059
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	9 153	6 776	12 464	12 250	10 250	10 420	10 862	21 225	22 350	20 511
Provision générale										
Total des prêts et acceptations nets	117 524 \$	106 8970 \$	111 306 \$	105 761 \$	98 192 \$	26 374 \$	26 565 \$	36 352 \$	37 771 \$	35 622 \$

(1) La classification par pays est fondée sur le domicile du débiteur ou du client.

Récapitulatif des provisions pour pertes sur créances

en millions de dollars, aux 31 octobre ou pour les exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Solde au début de l'exercice	1 752 \$	1 626 \$	1 595 \$	1 441 \$	1 538 \$
Redressement pour tenir compte d'une modification comptable ⁽¹⁾	-	-	-	-	165
Radiations					
Canada					
Prêts hypothécaires à l'habitation	6	11	14	24	24
Prêts aux étudiants	129	102	75	31	4
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	283	224	249	324	367
Immobilier	11	29	50	53	143
Autres prêts aux entreprises et aux administrations publiques	203	244	82	115	163
À l'étranger					
Prêts hypothécaires à l'habitation	-	-	-	-	-
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	16	9	4	2	1
Immobilier	3	7	3	36	54
Autres prêts aux entreprises et aux administrations publiques	198	128	115	36	100
Total des radiations	849	754	592	621	856
Recouvrements					
Canada					
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	41	40	49	58	54
Prêts aux étudiants	35	35	30	16	8
Immobilier	3	27	17	6	4
Autres prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13	12	11	10	14
À l'étranger					
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	1	-	-	-	-
Immobilier	18	27	14	57	21
Autres prêts aux entreprises et aux administrations publiques	10	3	11	10	12
Total des recouvrements	121	144	132	157	113
Radiations nettes	728	610	460	464	743
Provision pour pertes sur créances	1 220	750	480	610	480
Redressements de change	(6)	(14)	11	8	1
Solde à la fin de l'exercice ⁽²⁾	2 238 \$	1 752 \$	1 626 \$	1 595 \$	1 441 \$
Ratio des radiations de l'exercice à la moyenne des prêts impayés de l'exercice	0,50 %	0,41 %	0,28 %	0,32 %	0,62 %

(1) Représente l'incidence de l'adoption du chapitre 3025 du Manuel de l'ICCA intitulé « Prêts douteux », qui oblige à actualiser les flux de trésorerie anticipés des prêts douteux au moment de déterminer la provision pour pertes sur créances.

(2) Comprend une provision à l'égard de lettres de crédit.

Analyse des prêts et acceptations nets (suite)

en millions de dollars, aux 31 octobre	Autres ⁽¹⁾					Total				
	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Prêts hypothécaires à l'habitation	616 \$	524 \$	477 \$	392 \$	337 \$	51 898 \$	46 613 \$	43 172 \$	40 009 \$	36 889 \$
Prêts aux étudiants	-	-	-	-	-	4 263	4 380	3 991	3 818	3 298
Prêts personnels	589	713	733	493	378	17 567	15 937	17 297	13 499	12 004
Prêts sur cartes de crédit	58	57	51	35	18	5 622	4 215	3 094	4 801	4 678
Total des prêts à la consommation	1 263	1 294	1 261	920	733	79 350	71 145	67 554	62 127	56 869
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	174	140	138	78	61	2 444	1 915	2 508	2 586	2 783
Institutions financières	3 017	3 853	4 052	3 323	2 073	7 673	8 851	9 611	7 011	5 824
Commerce et services	1 717	1 348	3 010	988	616	12 659	12 154	13 747	10 636	10 588
Fabrication	1 021	1 023	1 516	1 295	1 359	9 161	9 508	10 288	11 324	11 188
Immobilier	307	505	584	573	439	4 094	4 742	4 763	4 627	5 155
Agriculture	26	31	14	15	15	3 269	2 978	2 610	2 409	2 133
Ressources naturelles	633	876	554	548	592	4 582	4 665	5 631	5 570	4 164
Transport et communications	2 906	2 185	2 050	1 762	1 163	8 490	7 262	7 051	9 180	8 912
Autres	140	409	661	451	313	3 797	4 268	4 046	3 415	2 801
Total des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, y compris les acceptations	9 941	10 370	12 579	9 033	6 631	56 179	56 343	60 255	56 758	53 548
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	888	1 520	2 604	3 029	1 773	20 461	19 158	36 293	37 629	32 534
Provision générale						(1 250)	(1 000)	(850)	(650)	(400)
Total des prêts et acceptations nets	12 092 \$	13 184 \$	16 444 \$	12 982 \$	9 137 \$	154 740 \$	145 646 \$	163 252 \$	155 864 \$	142 551 \$

(1) La classification par pays est fondée sur le domicile du débiteur ou du client.

Provision pour pertes sur créances en pourcentage de chaque catégorie de prêts⁽¹⁾

en millions de dollars, aux 31 octobre	Provision pour pertes sur créances					Provision en % de chaque catégorie de prêts				
	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Canada										
Prêts hypothécaires à l'habitation	23 \$	24 \$	27 \$	30 \$	43 \$	0,04 %	0,05 %	0,06 %	0,08 %	0,12 %
Prêts aux étudiants	363	93	55	46	15	7,85	2,08	1,36	1,19	0,45
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	115	115	118	136	133	0,57	0,65	0,66	0,76	0,81
Immobilier	71	102	163	291	332	3,69	4,77	7,17	10,96	11,52
Autres prêts aux entreprises et administrations publiques	269	289	234	256	295	1,22	1,36	1,06	1,28	1,41
Total au Canada	841	623	597	759	818	0,84	0,68	0,67	0,90	1,02
À l'étranger										
Prêts hypothécaires à l'habitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	9	11	8	5	4	0,29	0,43	0,30	0,93	0,99
Immobilier	22	29	22	27	85	1,21	1,36	0,99	1,57	4,25
Autres prêts aux entreprises et administrations publiques	114	85	132	150	115	0,52	0,38	0,57	0,66	0,58
Total à l'étranger	145	125	162	182	204	0,53	0,46	0,56	0,72	0,90
Provision générale pour pertes sur créances	1 250	1 000	850	650	400	-	-	-	-	-
Provision totale	2 236 \$	1 748 \$	1 609 \$	1 591 \$	1 422 \$	1,75 %	1,47 %	1,37 %	1,45 %	1,38 %

(1) Le pourcentage est calculé sur le portefeuille de prêts, en excluant les acceptations et titres acquis en vertu de conventions de revente.

Prêts douteux avant les provisions générales

		Canada ⁽¹⁾					É.-U. ⁽¹⁾				
en millions de dollars, aux 31 octobre		2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Prêts douteux bruts											
Prêts hypothécaires à l'habitation	148 \$	138 \$	135 \$	134 \$	207 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Prêts aux étudiants	167	136	113	78	65	-	-	-	-	-	-
Prêts personnels	99	143	158	188	159	1	2	2	1	2	
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des prêts douteux bruts à la consommation	414	417	406	400	431	1	2	2	1	2	
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation											
Institutions financières	11	16	5	8	11	105	-	-	-	-	
Commerce et services	164	173	136	161	205	102	27	58	89	-	
Fabrication	121	234	78	95	101	57	41	5	39	6	
Immobilier	110	140	258	426	526	-	-	40	71	419	
Agriculture	24	17	22	20	16	-	-	-	-	-	
Ressources naturelles	23	36	10	9	7	1	1	2	1	3	
Transport et communications	247	87	105	28	29	46	11	30	4	1	
Autres	9	9	20	17	15	10	-	-	-	2	
Total des prêts douteux bruts aux entreprises et administrations publiques	749	755	698	842	1 031	321	80	135	204	431	
Total des prêts douteux bruts	1 163	1 172	1 104	1 242	1 462	322	82	137	205	433	
Autres prêts en souffrance ⁽²⁾	58	44	26	38	25	1	6	23	-	-	
Total des prêts douteux bruts et autres prêts en souffrance	1 221 \$	1 216 \$	1 130 \$	1 280 \$	1 487 \$	323 \$	88 \$	160 \$	205 \$	433 \$	
Provision pour pertes sur créances											
Prêts hypothécaires à l'habitation	23 \$	24 \$	27 \$	30 \$	43 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Prêts aux étudiants	363	93	55	46	15	-	-	-	-	-	
Prêts personnels	115	115	118	136	133	-	-	-	-	-	
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Provision totale – prêts à la consommation⁽³⁾	501	232	200	212	191	-	-	-	-	-	
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation											
Institutions financières	11	25	41	57	80	-	-	-	-	-	
Commerce et services	71	83	74	89	102	17	7	16	57	-	
Fabrication	62	109	45	62	66	11	2	-	9	4	
Immobilier	71	102	163	291	332	-	-	9	15	60	
Agriculture	5	4	5	5	4	-	-	-	-	-	
Ressources naturelles	14	11	8	7	6	-	-	-	-	-	
Transport et communications	78	44	44	19	18	2	-	2	1	-	
Autres	5	4	13	11	11	1	-	-	-	2	
Provision totale – prêts aux entreprises et administrations publiques	340	391	397	547	627	56	9	27	82	66	
Total des provisions	841 \$	623 \$	597 \$	759 \$	818 \$	56 \$	9 \$	27 \$	82 \$	66 \$	
Prêts douteux nets											
Prêts hypothécaires à l'habitation	125 \$	114 \$	108 \$	104 \$	164 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Prêts aux étudiants	(196)	43	58	32	50	-	-	-	-	-	
Prêts personnels	(16)	28	40	52	26	1	2	2	1	2	
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total des prêts douteux nets à la consommation⁽³⁾	(87)	185	206	188	240	1	2	2	1	2	
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation											
Institutions financières	-	7	1	2	3	80	-	-	-	-	
Commerce et services	93	90	62	72	103	85	20	42	32	-	
Fabrication	59	125	33	33	35	46	39	5	30	2	
Immobilier	39	38	95	135	194	-	-	31	56	359	
Agriculture	19	13	17	15	12	-	-	-	-	-	
Ressources naturelles	9	25	2	2	1	1	1	2	1	3	
Transport et communications	169	43	61	9	11	44	11	28	3	1	
Autres	4	5	7	6	4	9	-	-	-	-	
Total des prêts douteux nets aux entreprises et administrations publiques	409	364	301	295	404	265	71	108	122	365	
Total des prêts douteux nets	322 \$	549 \$	507 \$	483 \$	644 \$	266 \$	73 \$	110 \$	123 \$	367 \$	

(1) La classification par pays est fondée sur le domicile du débiteur ou du client.

(2) Les autres prêts en souffrance, qui n'ont pas été reclassés dans les prêts douteux, sont décrits dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés.

(3) Les provisions spécifiques pour d'importants soldes homogènes de montants relativement petits sont établies à partir de ratios historiques de radiations aux soldes impayés. Cette pratique peut entraîner des prêts douteux nets négatifs car les prêts individuels sont en général classés dans les prêts douteux lorsque le remboursement du capital ou le paiement d'intérêt est en retard de 90 jours aux termes des contrats.

Prêts douteux avant les provisions générales (suite)

en millions de dollars, aux 31 octobre	Autres ⁽¹⁾					Total				
	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Prêts douteux bruts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	148 \$	138 \$	135 \$	134 \$	207 \$
Prêts aux étudiants	-	-	-	-	-	167	136	113	78	65
Prêts personnels	42	44	28	15	13	142	189	188	204	174
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des prêts douteux bruts à la consommation	42	44	28	15	13	457	463	436	416	446
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	-	-	-	-	-	40	43	64	78	121
Institutions financières	23	49	9	12	13	139	65	14	20	24
Commerce et services	15	21	22	25	31	281	221	216	275	236
Fabrication	10	5	22	5	19	188	280	105	139	126
Immobilier	31	41	29	17	32	141	181	327	514	977
Agriculture	5	6	5	-	-	29	23	27	20	16
Ressources naturelles	-	-	1	-	-	24	37	13	10	10
Transport et communications	48	61	128	96	96	341	159	263	128	126
Autres	2	1	1	2	15	21	10	21	19	32
Total des prêts douteux bruts aux entreprises et administrations publiques	134	184	217	157	206	1 204	1 019	1 050	1 203	1 668
Total des prêts douteux bruts	176	228	245	172	219	1 661	1 482	1 486	1 619	2 114
Autres prêts en souffrance ⁽²⁾	2	18	28	24	21	61	68	77	62	46
Total des prêts douteux bruts et autres prêts en souffrance	178 \$	246 \$	273 \$	196 \$	240 \$	1 722 \$	1 550 \$	1 563 \$	1 681 \$	2 160 \$
Provision pour pertes sur créances										
Prêts hypothécaires à l'habitation	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	23 \$	24 \$	27 \$	30 \$	43 \$
Prêts aux étudiants	-	-	-	-	-	363	93	55	46	15
Prêts personnels	9	11	8	5	4	124	126	126	141	137
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision totale – prêts à la consommation⁽³⁾	9	11	8	5	4	510	243	208	217	195
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	-	-	-	-	-	23	25	41	57	80
Institutions financières	13	27	6	10	10	49	36	10	16	18
Commerce et services	3	9	10	10	12	91	99	100	156	114
Fabrication	4	2	16	2	14	77	113	61	73	84
Immobilier	22	29	13	12	25	93	131	185	318	417
Agriculture	4	4	3	-	-	9	8	8	5	4
Ressources naturelles	-	-	-	-	-	14	11	8	7	6
Transport et communications	33	33	79	60	64	113	77	125	80	82
Autres	1	1	-	1	9	7	5	13	12	22
Provision totale – prêts aux entreprises et administrations publiques	80	105	127	95	134	476	505	551	724	827
Total des provisions	89 \$	116 \$	135 \$	100 \$	138 \$	986 \$	748 \$	759 \$	941 \$	1 022 \$
Prêts douteux nets										
Prêts hypothécaires à l'habitation	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	125 \$	114 \$	108 \$	104 \$	164 \$
Prêts aux étudiants	-	-	-	-	-	(196)	43	58	32	50
Prêts personnels	33	33	20	10	9	18	63	62	63	37
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des prêts douteux nets à la consommation⁽³⁾	33	33	20	10	9	(53)	220	228	199	251
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	-	-	-	-	-	17	18	23	21	41
Institutions financières	10	22	3	2	3	90	29	4	4	6
Commerce et services	12	12	12	15	19	190	122	116	119	122
Fabrication	6	3	6	3	5	111	167	44	66	42
Immobilier	9	12	16	5	7	48	50	142	196	560
Agriculture	1	2	2	-	-	20	15	19	15	12
Ressources naturelles	-	-	1	-	-	10	26	5	3	4
Transport et communications	15	28	49	36	32	228	82	138	48	44
Autres	1	-	1	1	6	14	5	8	7	10
Total des prêts douteux nets aux entreprises et administrations publiques	54	79	90	62	72	728	514	499	479	841
Total des prêts douteux nets	87 \$	112 \$	110 \$	72 \$	81 \$	675 \$	734 \$	727 \$	678 \$	1 092 \$

(1) La classification par pays est fondée sur le domicile du débiteur ou du client.

(2) Les autres prêts en souffrance, qui n'ont pas été reclassés dans les prêts douteux, sont décrits dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés.

(3) Les provisions spécifiques pour d'importants soldes homogènes de montants relativement petits sont établies à partir de ratios historiques de radiations aux soldes impayés. Cette pratique peut entraîner des prêts douteux nets négatifs car les prêts individuels sont en général classés dans les prêts douteux lorsque le remboursement du capital ou le paiement d'intérêt est en retard de 90 jours aux termes des contrats.

Dépôts

en millions de dollars, aux 31 octobre	Solde moyen			Intérêts			Taux		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Dépôts dans les établissements de la banque au Canada									
Payables à vue									
Particuliers	3 249 \$	2 732 \$	2 637 \$	116 \$	85 \$	59 \$	3,57 %	3,11 %	2,22 %
Entreprises et administrations publiques	11 602	10 296	9 573	311	200	190	2,68	1,94	1,99
Banques	301	48	412	6	1	6	1,99	2,08	1,56
Payables à préavis									
Particuliers	16 869	16 267	16 865	131	87	109	0,78	0,53	0,64
Entreprises et administrations publiques	5 539	5 445	5 131	241	207	187	4,35	3,80	3,64
Banques	1	-	6	-	-	-	-	-	4,86
Payables à terme fixe									
Particuliers	37 910	36 399	36 191	1 857	1 701	1 669	4,90	4,67	4,61
Entreprises et administrations publiques	30 276	27 077	19 393	1 673	1 427	915	5,53	5,27	4,72
Banques	920	268	785	54	12	40	5,87	4,48	5,10
Total – Canada	106 667	98 532	90 993	4 389	3 720	3 175	4,11	3,78	3,49
Dépôts dans les établissements de la banque à l'étranger									
Payables à vue									
Particuliers	770	769	555	5	4	4	0,65	0,52	0,72
Entreprises et administrations publiques	1 235	1 188	810	28	11	10	2,27	0,93	1,21
Banques	363	498	132	8	11	6	2,20	2,21	4,48
Payables à préavis									
Particuliers	537	757	574	26	27	30	4,84	3,57	5,28
Entreprises et administrations publiques	179	315	151	3	11	10	1,68	3,49	6,62
Banques	-	112	352	-	1	13	-	0,89	3,69
Payables à terme fixe									
Particuliers	2 238	2 974	2 368	129	153	144	5,76	5,14	6,08
Entreprises et administrations publiques	47 482	39 260	37 710	2 942	2 080	2 302	6,20	5,30	6,10
Banques	12 974	18 076	26 673	676	790	1 114	5,21	4,37	4,18
Total des dépôts à l'étranger	65 778	63 949	69 325	3 817	3 088	3 633	5,80	4,83	5,24
Total des dépôts	172 445 \$	162 481 \$	160 318 \$	8 206 \$	6 808 \$	6 808 \$	4,76 %	4,19 %	4,25 %

Emprunts à court terme

en millions de dollars, aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998
Encours à la fin de l'exercice			
Engagements liés à des titres vendus à découvert	13 992 \$	15 563 \$	16 049 \$
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	14 199	13 640	32 610
Total des emprunts à court terme	28 191 \$	29 203 \$	48 659 \$
Engagements liés à des titres vendus à découvert			
Solde moyen	17 270 \$	17 234 \$	17 054 \$
Solde moyen de fin de mois	18 309 \$	19 423 \$	18 319 \$
Taux d'intérêt moyen	5,63 %	3,54 %	3,07 %
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat			
Solde moyen	15 089 \$	26 496 \$	38 846 \$
Solde moyen de fin de mois	17 830 \$	33 006 \$	48 125 \$
Taux d'intérêt moyen	9,19 %	8,44 %	7,55 %

Revue trimestrielle

Résultats consolidés condensés

sans vérification, en millions de dollars, pour le trimestre	2000				1999			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenu net d'intérêts (BIE) ⁽¹⁾	1 048 \$	1 089 \$	1 110 \$	1 166 \$	1 166 \$	1 171 \$	1 078 \$	1 122 \$
Moins ajustement sur une base d'imposition équivalente	25	32	31	43	36	32	31	30
Revenu net d'intérêts (selon les résultats consolidés)	1 023	1 057	1 079	1 123	1 130	1 139	1 047	1 092
Revenu autre que d'intérêts	1 970	1 965	2 249	1 613	1 270	1 727	1 384	1 347
Revenu total	2 993	3 022	3 328	2 736	2 400	2 866	2 431	2 439
Dotation aux pertes sur créances	567	218	292	143	210	210	165	165
Frais autres que d'intérêts	2 031	1 996	2 096	1 973	2 312	2 076	1 826	1 784
Bénéfice (perte) net(te) avant charge d'impôts	395	808	940	620	(122)	580	440	490
Charge d'impôts	31	198	251	161	(137)	178	132	147
Part des actionnaires sans contrôle du bénéfice net des filiales	32	9	13	8	7	8	8	16
Bénéfice net	332 \$	601 \$	676 \$	451 \$	8 \$	394 \$	300 \$	327 \$
Dividendes sur actions privilégiées	34 \$	33 \$	33 \$	28 \$	28 \$	28 \$	28 \$	28 \$
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	298 \$	568 \$	643 \$	423 \$	(20) \$	366 \$	272 \$	299 \$

Bilans consolidés condensés

sans vérification, en millions de dollars, à la fin du trimestre	2000				1999			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actif								
Liquidités	10 679 \$	13 743 \$	18 042 \$	11 255 \$	12 527 \$	10 791 \$	9 232 \$	9 329 \$
Titres	69 242	65 197	62 697	60 600	59 492	62 972	64 678	61 789
Prêts								
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 898	50 222	48 382	47 387	46 613	45 668	44 384	43 635
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	27 452	26 936	26 509	25 528	24 532	23 972	24 446	23 645
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 091	47 692	48 775	47 827	47 047	47 898	47 260	49 748
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	20 461	21 331	22 464	23 356	19 158	29 284	35 646	34 905
Provision générale pour pertes sur créances	(1 250)	(1 150)	(1 150)	(1 000)	(1 000)	(1 000)	(962)	(925)
Compte de réévaluation des instruments dérivés	23 847	24 040	23 427	23 341	24 449	24 951	27 842	33 139
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 088	9 069	9 704	9 102	9 296	9 137	9 316	10 218
Autres éléments d'actif	9 194	8 700	8 585	9 664	8 217	8 111	7 780	8 986
	267 702 \$	265 780 \$	267 435 \$	257 060 \$	250 331 \$	261 784 \$	269 622 \$	274 469 \$
Passif et capitaux propres								
Dépôts								
Particuliers	63 109 \$	62 211 \$	62 883 \$	61 380 \$	60 878 \$	60 431 \$	60 229 \$	60 943 \$
Entreprises et administrations publiques	103 141	103 142	99 561	89 685	85 940	82 595	79 018	79 092
Banques	13 382	11 441	14 522	16 369	13 223	17 289	20 834	22 049
Compte de réévaluation des instruments dérivés	24 374	23 802	24 842	24 616	25 097	24 368	28 771	32 961
Acceptations	9 088	9 069	9 704	9 102	9 296	9 137	9 316	10 222
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus à découvert ou en vertu de conventions de rachat	28 191	29 807	30 509	30 130	29 203	41 527	46 247	44 024
Autres éléments de passif	10 630	9 906	9 433	9 919	11 092	10 645	9 503	9 480
Dette subordonnée	4 418	4 433	4 427	4 392	4 544	4 407	4 474	4 541
Capitaux propres	11 369	11 969	11 554	11 467	11 058	11 385	11 230	11 157
	267 702 \$	265 780 \$	267 435 \$	257 060 \$	250 331 \$	261 784 \$	269 622 \$	274 469 \$

Renseignements financiers choisis

sans vérification, pour le trimestre	2000				1999			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Rendement des actions ordinaires ⁽²⁾	12,1 %	23,8 %	28,5 %	18,2 %	(0,8) %	15,4 %	12,1 %	12,8 %
Rendement de l'actif moyen	0,49 %	0,90 %	1,05 %	0,70 %	0,01 %	0,58 %	0,46 %	0,45 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires (en millions de dollars)	9 764 \$	9 500 \$	9 160 \$	9 251 \$	9 405 \$	9 433 \$	9 229 \$	9 220 \$
Actif moyen (en millions de dollars)	267 439 \$	265 373 \$	261 668 \$	257 996 \$	261 010 \$	270 755 \$	269 566 \$	286 045 \$
Actif moyen/moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires	27,4	27,9	28,6	27,9	27,8	28,7	29,2	31,0
Ratio du capital de première catégorie	8,7 %	8,9 %	8,5 %	8,6 %	8,3 %	8,4 %	8,3 %	8,0 %
Ratio du capital total	12,1 %	12,0 %	11,6 %	11,7 %	11,5 %	11,5 %	11,5 %	11,2 %
Marge d'intérêts nette (BIE)	1,56 %	1,63 %	1,73 %	1,80 %	1,77 %	1,72 %	1,64 %	1,56 %
Coefficient de rendement ⁽³⁾	67,3 %	65,4 %	62,4 %	71,0 %	94,9 %	71,6 %	74,2 %	72,3 %

Renseignements sur les actions ordinaires

sans vérification, à la fin du trimestre ou pour le trimestre	2000				1999			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	380 864	384 534	389 405	401 012	402 811	410 247	411 264	414 882
En dollars par action								
Bénéfice non dilué par action	0,80 \$	1,47 \$	1,64 \$	1,06 \$	(0,04) \$	0,89 \$	0,66 \$	0,72 \$
Bénéfice dilué par action	0,78 \$	1,43 \$	1,60 \$	1,03 \$	(0,04) \$ ⁽⁷⁾	0,88 \$	0,65 \$	0,71 \$
Dividendes	0,33 \$	0,33 \$	0,33 \$	0,30 \$	0,30 \$	0,30 \$	0,30 \$	0,30 \$
Valeur comptable ⁽⁴⁾	25,17 \$	25,21 \$	24,11 \$	23,24 \$	22,68 \$	23,19 \$	22,66 \$	22,34 \$
Cours ⁽⁵⁾								
Haut	50,50 \$	44,15 \$	44,00 \$	38,75 \$	35,20 \$	37,90 \$	42,60 \$	41,50 \$
Bas	42,35 \$	37,00 \$	35,00 \$	30,50 \$	28,00 \$	34,00 \$	34,65 \$	29,70 \$
Clôture	48,40 \$	42,40 \$	38,80 \$	37,80 \$	31,70 \$	35,65 \$	37,50 \$	38,50 \$
Ratio cours/bénéfice ⁽⁶⁾ (en glissement annuel)	9,7	10,2	10,9	14,7	14,2	15,6	19,6	17,3
Ratio dividendes/bénéfice	42,3 %	22,4 %	19,9 %	28,4 %	>100 %	33,7 %	45,3 %	41,7 %

(1) Sur une base d'imposition équivalente (BIE). Le revenu net d'intérêts comprend le revenu exonéré d'impôts tiré de certains titres. Étant donné que ce revenu n'est pas imposable pour la CIBC, le taux d'intérêt ou le dividende reçu par la CIBC est beaucoup moins élevé que celui qui s'appliquerait à un prêt d'un même montant. Comme les répercussions du revenu exonéré d'impôts varient d'un exercice à l'autre, ce revenu a été ramené sur une base d'imposition équivalente pour obtenir une mesure uniforme et permettre ainsi la comparaison du revenu net d'intérêts. Un ajustement équivalent et compensatoire a été effectué pour augmenter la charge d'impôts.

(2) Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires divisé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires pour l'exercice.

(3) Le coefficient de rendement peut également être désigné comme le ratio des frais autres que d'impôts/revenu. Les frais autres que d'impôts sont divisés par la somme du revenu net d'intérêts (base d'imposition équivalente) et du revenu autre que d'intérêts.

(4) Capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires (ajusté en fonction de l'impôt) divisés par le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation à la fin du trimestre.

(5) Cours extrêmes pendant le trimestre et cours de clôture du dernier jour de négociation du trimestre à la Bourse de Toronto.

(6) Cours de clôture des actions ordinaires annualisé, exprimé en multiple du bénéfice net par action ordinaire (en glissement annuel).

(7) Les conversions d'options d'achat d'actions n'ont pas eu d'effet de dilution au quatrième trimestre de 1999. Par conséquent, le bénéfice dilué par action de l'exercice ne correspond pas à la somme des bénéfices trimestriels.

Revue statistique des dix derniers exercices

Résultats consolidés condensés

en millions de dollars, exercices terminés les 31 octobre

2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	
Revenu net d'intérêts (BIC) ⁽¹⁾	4 413 \$	4 537 \$	4 438 \$	4 641 \$	4 567 \$	4 169 \$	4 107 \$	3 835 \$	3 612 \$	3 501 \$
Ajustement sur une base d'imposition équivalente	131	129	101	124	104	95	105	90	80	73
Revenu net d'intérêts (selon les résultats consolidés)	4 282	4 408	4 337	4 517	4 463	4 074	4 002	3 745	3 532	3 428
Revenu autre que d'intérêts	7 797	5 728	4 804	3 980	2 892	2 258	2 252	1 903	1 769	1 581
Revenu total	12 079	10 136	9 141	8 497	7 355	6 332	6 254	5 648	5 301	5 009
Dotation aux pertes sur créances	1 220	750	480	610	480	680	880	920	1 835	613
Frais autres que d'intérêts	8 096	7 998	7 125	5 372	4 584	3 991	3 907	3 544	3 489	3 073
Bénéfice (perte) net(te) avant impôts	2 763	1 388	1 536	2 515	2 291	1 661	1 467	1 184	(23)	1 323
Charge (recouvrement) d'impôts	641	320	460	937	911	635	550	435	(55)	488
Part des actionnaires sans contrôle du bénéfice net des filiales	62	39	20	27	14	11	27	19	20	24
Bénéfice net	2 060 \$	1 029 \$	1 056 \$	1 551 \$	1 366 \$	1 015 \$	890 \$	730 \$	12 \$	811 \$
Dividendes sur actions privilégiées	128 \$	112 \$	116 \$	98 \$	112 \$	111 \$	141 \$	131 \$	120 \$	101 \$
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	1 932 \$	917 \$	940 \$	1 453 \$	1 254 \$	904 \$	749 \$	599 \$	(108) \$	710 \$

(1) La base d'imposition équivalente, telle qu'elle est décrite dans la note 1 de la revue trimestrielle, à la page 101.

Bilans consolidés condensés

en millions de dollars, aux 31 octobre

2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	
Actif										
Liquidités	10 679 \$	12 527 \$	10 795 \$	7 931 \$	8 120 \$	15 419 \$	9 436 \$	7 880 \$	6 245 \$	7 465 \$
Titres	69 242	59 492	60 970	45 252	39 817	38 255	28 753	24 167	20 055	14 890
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 898	46 613	43 172	40 009	36 889	34 659	32 225	30 720	28 927	25 616
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	27 452	24 532	24 382	22 118	19 980	18 537	16 807	14 650	14 318	14 608
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 091	47 047	49 260	46 383	44 815	43 002	44 572	46 937	49 534	46 137
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente ⁽¹⁾	20 461	19 158	36 293	37 629	32 534	14 173	6 584	5 124	2 298	-
Provision générale pour pertes sur créances	(1 250)	(1 000)	(850)	(650)	(400)	(250)	(250)	(250)	(150)	-
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 088	9 296	10 995	10 375	8 733	8 315	7 259	7 069	6 045	7 706
Compte de réévaluation des instruments dérivés	23 847	24 449	37 157	21 977	13 314	9 207	7 100	7 600	n.d.	n.d.
Terrains, bâtiments et matériel	1 508	2 213	2 201	2 071	1 983	2 013	1 995	1 951	1 754	1 605
Autres éléments d'actif	7 686	6 004	7 055	4 894	4 447	3 178	2 894	2 268	3 186	2 998
	267 702 \$	250 331 \$	281 430 \$	237 989 \$	210 232 \$	186 508 \$	157 375 \$	148 116 \$	132 212 \$	121 025 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts										
Particuliers	63 109 \$	60 878 \$	59 993 \$	59 188 \$	61 484 \$	61 061 \$	59 040 \$	57 265 \$	54 233 \$	50 412 \$
Entreprises et administrations publiques	103 141	85 940	84 862	60 272	43 705	45 738	36 213	34 357	36 873	34 095
Banques	13 382	13 223	15 020	19 438	22 232	22 683	20 209	19 283	15 912	10 964
Acceptations	9 088	9 296	10 995	10 375	8 733	8 315	7 259	7 069	6 045	7 706
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus à découvert ou en vertu de conventions de rachat ⁽¹⁾	28 191	29 203	48 659	43 932	41 907	22 211	10 569	7 523	4 361	-
Compte de réévaluation des instruments dérivés	24 374	25 097	36 245	21 376	12 500	8 135	6 373	6 860	n.d.	n.d.
Autres éléments de passif	10 630	11 092	9 806	8 267	7 041	6 015	5 836	4 802	5 302	8 660
Dette subordonnée	4 418	4 544	4 714	4 894	3 892	3 671	3 441	3 003	2 848	2 485
Capitaux propres										
Actions privilégiées	1 876	1 933	1 961	1 518	1 068	1 355	1 691	1 878	1 460	1 300
Actions ordinaires	2 868	3 035	3 128	3 105	3 055	3 202	3 200	3 016	2 433	2 297
Bénéfices non répartis	6 625	6 090	6 047	5 624	4 615	4 122	3 544	3 060	2 745	3 106
	267 702 \$	250 331 \$	281 430 \$	237 989 \$	210 232 \$	186 508 \$	157 375 \$	148 116 \$	132 212 \$	121 025 \$

(1) Les chiffres correspondants pour les exercices antérieurs à 1992 n'ont pas été reclassés parce que l'information ne peut être obtenue au prix d'un effort raisonnable.
n.d. : non disponible

Évolution des capitaux propres consolidés condensés

en millions de dollars, aux 31 octobre
ou exercices terminés les 31 octobre

	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Solde au début de l'exercice	11 058 \$	11 136 \$	10 247 \$	8 738 \$	8 679 \$	8 435 \$	7 954 \$	6 638 \$	6 703 \$	5 869 \$
Ajustement ⁽¹⁾	-	-	-	-	(94)	-	-	-	-	-
Prime de rachat de capital social	(17)	-	(10)	-	(34)	-	-	-	-	-
Actions privilégiées	(873)	(397)	-	-	(281)	-	-	-	-	-
Actions ordinaires	(80)	-	391	436	(290)	(336)	(187)	418	160	250
Variation du capital social	(167)	(93)	23	50	(147)	2	184	583	136	129
Bénéfice net	2 060	1 029	1 056	1 551	1 366	1 015	890	730	12	811
Dividendes	(128)	(112)	(116)	(98)	(112)	(111)	(141)	(131)	(120)	(101)
Actions privilégiées	(501)	(492)	(498)	(434)	(352)	(320)	(281)	(263)	(245)	(239)
Actions ordinaires	17	(13)	43	4	3	(6)	16	(21)	(8)	(16)
Autres	17	(13)	43	4	3	(6)	16	(21)	(8)	(16)
Solde à la fin de l'exercice	11 369 \$	11 058 \$	11 136 \$	10 247 \$	8 738 \$	8 679 \$	8 435 \$	7 954 \$	6 638 \$	6 703 \$

(1) Traduit l'incidence de la mise en application des recommandations du chapitre 3025, « Prêts douteux », du Manuel de l'ICCA, selon lesquelles les flux de trésorerie futurs prévus à l'égard des prêts douteux doivent être actualisés dans le cadre du calcul de la provision pour pertes sur créances.

Renseignements financiers choisis

aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Rendement des actions ordinaires ⁽¹⁾	20,5 %	9,8 %	10,3 %	17,7 %	17,1 %	12,9 %	11,7 %	10,6 %	(2,0) %	13,9 %
Rendement de l'actif moyen	0,78 %	0,38 %	0,38 %	0,66 %	0,70 %	0,61 %	0,57 %	0,51 %	0,01 %	0,68 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires (en millions de dollars)	9 420 \$	9 323 \$	9 100 \$	8 195 \$	7 332 \$	7 003 \$	6 393 \$	5 664 \$	5 318 \$	5 094 \$
Actif moyen (en millions de dollars)	263 119 \$	271 844 \$	278 823 \$	236 025 \$	196 063 \$	165 846 \$	155 640 \$	144 041 \$	126 415 \$	118 892 \$
Actif moyen/moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires	27,9	29,2	30,6	28,8	26,7	23,7	24,3	25,4	23,8	23,3
Ratio du capital de première catégorie	8,7 %	8,3 %	7,7 %	7,0 %	6,6 %	7,0 %	7,1 %	6,9 %	5,9 %	6,0 %
Ratio du capital total	12,1 %	11,5 %	10,8 %	9,8 %	9,0 %	9,6 %	9,9 %	9,7 %	8,7 %	9,0 %
Marge d'intérêts nette ^(BIE) ⁽²⁾	1,68 %	1,67 %	1,59 %	1,97 %	2,33 %	2,51 %	2,64 %	2,66 %	2,86 %	2,94 %
Coefficient de rendement ⁽³⁾	66,3 %	77,9 %	77,1 %	62,3 %	61,5 %	62,1 %	61,4 %	61,8 %	64,8 %	60,5 %

(1) Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires divisé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires pour l'exercice.

(2) Base d'imposition équivalente, telle qu'elle est décrite dans la note 1 de la revue trimestrielle, à la page 101.

(3) Le coefficient de rendement peut également être désigné comme le ratio des frais autres que d'intérêts/revenu. Les frais autres que d'intérêts sont divisés par la somme du revenu net d'intérêts (base d'imposition équivalente) et du revenu autre que d'intérêts.

Renseignements sur les actions ordinaires

aux 31 octobre ou exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	388 951	409 789	415 030	413 545	415 028	432 614	425 464	401 366	371 006	361 810
En dollars par action										
Bénéfice non dilué par action	4,97 \$	2,23 \$	2,26 \$	3,51 \$	3,02 \$	2,09 \$	1,76 \$	1,50 \$	(0,30) \$	1,97 \$
Bénéfice dilué par action	4,84 \$	2,22 \$	2,25 \$	3,50 \$	3,02 \$	2,09 \$	1,76 \$	1,50 \$	(0,30) \$	1,97 \$
Dividendes	1,29 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,05 \$	0,85 \$	0,74 \$	0,66 \$	0,66 \$	0,66 \$	0,66 \$
Valeur comptable ⁽¹⁾	25,17 \$	22,68 \$	22,08 \$	21,07 \$	18,62 \$	16,93 \$	15,59 \$	14,45 \$	13,72 \$	14,71 \$
Cours ⁽²⁾										
Haut	50,50 \$	42,60 \$	59,80 \$	41,75 \$	28,30 \$	18,57 \$	18,13 \$	16,82 \$	18,50 \$	16,50 \$
Bas	30,50 \$	28,00 \$	24,40 \$	26,55 \$	18,00 \$	15,57 \$	14,00 \$	11,82 \$	12,57 \$	10,82 \$
Clôture	48,40 \$	31,70 \$	30,65 \$	41,20 \$	27,85 \$	18,19 \$	16,00 \$	15,82 \$	14,38 \$	15,44 \$
Ratio cours/bénéfice ⁽³⁾ (en glissement annuel)	9,7	14,2	13,5	11,7	9,2	8,7	9,1	10,6	n.	7,9
Ratio dividendes/bénéfice ⁽⁴⁾	25,9 %	53,6 %	53,0 %	29,9 %	28,1 %	35,4 %	37,5 %	43,9 %	n.	33,6 %

(1) Capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires (ajustés en fonction de l'impôt) divisés par le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation à la fin de l'exercice.

(2) Cours extrêmes pendant l'exercice et cours de clôture du dernier jour de négociation de l'exercice à la Bourse de Toronto.

(3) Cours de clôture des actions ordinaires exprimé en multiple du bénéfice net par action ordinaire pour l'exercice.

(4) Total des dividendes sur actions ordinaires divisé par le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires pour l'exercice.

n. : négligeable

Dividendes sur actions privilégiées

exercices terminés les 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Catégorie A										
série 3	-	-	-	-	-	-	-	-	2,6530 \$	9,5140 \$
série 4	-	-	-	3,4106 \$	4,7360 \$	6,0900 \$	4,5840 \$	4,5840 \$	5,3780 \$	7,7460 \$
série 5	-	-	-	0,8240 \$	1,1600 \$	1,4728 \$	1,1057 \$	1,1273 \$	1,3051 \$	1,8992 \$
série 6	-	-	-	-	-	-	2,4349 \$	2,2500 \$	2,2500 \$	2,2500 \$
série 7	-	-	-	-	-	4 208 \$	3 507 \$	4 034 \$	4 871 \$	7 238 \$
série 8	-	-	-	-	-	0,6706 \$	2,2200 \$	2,2200 \$	2,2200 \$	2,2200 \$
série 9	-	-	1,1375 \$	2,2750 \$	2,2750 \$	2,2750 \$	2,2750 \$	2,2750 \$	2,2750 \$	0,9988 \$
série 10	-	-	-	-	2,8175 \$	2,5555 \$	2,5786 \$	2,4423 \$	2,2510 \$	-
série 11	-	-	-	-	2,4060 \$	2,2125 \$	2,2125 \$	2,2125 \$	2,1867 \$	-
série 12	2,4100 \$	2,4267 \$	2,4097 \$	2,2462 \$	2,2188 \$	2,1856 \$	2,2054 \$	1,4983 \$	-	-
série 13	1,7500 \$	1,7500 \$	1,7500 \$	1,7500 \$	1,7500 \$	1,7500 \$	1,7500 \$	1,2490 \$	-	-
série 14	1,4875 \$	1,4875 \$	1,4875 \$	1,4870 \$	1,1197 \$	-	-	-	-	-
série 15	1,4125 \$	1,4125 \$	1,4125 \$	1,4110 \$	-	-	-	-	-	-
série 16	2,0948 \$	2,1093 \$	2,0946 \$	1,1367 \$	-	-	-	-	-	-
série 17	1,3625 \$	1,3625 \$	1,3625 \$	0,7880 \$	-	-	-	-	-	-
série 18	1,3750 \$	1,3750 \$	1,3628 \$	-	-	-	-	-	-	-
série 19	1,2375 \$	1,2375 \$	0,7404 \$	-	-	-	-	-	-	-
série 20	1,9095 \$	1,9227 \$	1,1703 \$	-	-	-	-	-	-	-
série 21	1,1372 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-
série 22	1,7713 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Administrateurs de la banque

DOUGLAS G. BASSETT (1980)
O.C., O.Ont., LL.D., Litt.D.
Président du conseil
Windward Investments
(Toronto (Ontario) Canada)

JALYNN H. BENNETT (1994)
C.M.
Présidente
Jalynn H. Bennett and Associates Ltd.
(Toronto (Ontario) Canada)

L'HON. CONRAD M. BLACK (1977)
C.P., O.C., LL.D., Litt.D., LL.L., M.A.
Président du conseil
et chef de la direction
Argus Corporation Limited
(Londres, Angleterre)

PAT M. DELBRIDGE (1993)
Présidente
PDA Partners Inc.
(Toronto (Ontario) Canada)

WILLIAM L. DUKE (1991)
Agriculteur
(Redvers (Saskatchewan) Canada)

IVAN E.H. DUVAR (1989)
B. Ing., D.C.L., Ing.
Président et
chef de la direction
MIJAC Inc.
(Halifax (Nouvelle-Écosse) Canada)

WILLIAM A. ETHERINGTON (1994)
Premier vice-président
et chef de la direction de groupe
Ventes et distribution
IBM Corporation
(New Canaan, Connecticut, États-Unis)

A.L. FLOOD (1989)
C.M.
Administrateur
CIBC
(Toronto (Ontario) Canada)

MARGOT A. FRANSSSEN (1992)
Présidente
The Body Shop
(Toronto (Ontario) Canada)

R.D. FULLERTON (1974)
Administrateur
(Toronto (Ontario) Canada)

L'HON. JAMES A. GRANT (1991)
C.P., c.r.
Associé
Stikeman, Elliot
(Montréal (Québec) Canada)

ALBERT E.P. HICKMAN (1989)
Président du conseil
et président
Hickman Motors Limited
(St. John's (Terre-Neuve) Canada)

JOHN S. HUNKIN (1993)
Président du conseil
et chef de la direction
CIBC
(Toronto (Ontario) Canada)

MARIE-JOSÉE KRAVIS (1987)
O.C., M.Sc.(écon.), LL.D.
Membre émérite
Hudson Institute Inc.
(New York, New York, États-Unis)

W. DARCY MCKEOUGH (1978)
O.C., B.A., LL.D.
Président du conseil
McKeough Supply Inc.
(Chatham (Ontario) Canada)

ARNOLD NAIMARK (1987)
O.C., M.D., LL.D., F.R.C.P.(C), M.S.R.(Can.)
Ancien président
Université du Manitoba
Directeur
Centre for the Advancement of Medicine
(Winnipeg (Manitoba) Canada)

MICHAEL E.J. PHELPS (1989)
B.A., LL.B., LL.M., LL.D.
Président du conseil
et chef de la direction
Westcoast Energy Inc.
(Vancouver (Colombie-Britannique) Canada)

ALFRED POWIS (1966)
O.C.
Administrateur
(Toronto (Ontario) Canada)

BARBARA J. RAE (1992)
M. du C., O.B.C., M.B.A., LL.D.
Ex-présidente du conseil
et chef de la direction
ADECCO Canada Ltd.
(Vancouver (Colombie-Britannique) Canada)

CHARLES SIROIS (1997)
B.Fin., M.Fin.
Président du conseil
et chef de la direction
Téléystème Ltée
(Montréal (Québec) Canada)

STEPHEN G. SNYDER (2000)
B.Sc., M.B.A.
Président et
chef de la direction
TransAlta Corporation
(Calgary (Alberta) Canada)

JOHN S. WALTON (1986)
Président du conseil
Endeavour Financial Corporation
(Victoria (Colombie-Britannique) Canada)

W. GALEN WESTON (1978)
O.C.
Président du conseil
George Weston Limited
Les Compagnies Loblaw Limitée
(Toronto (Ontario) Canada)

PETER N.T. WIDDRINGTON (1986)
M.B.A., LL.D.
Président du conseil
Laidlaw Inc.
(London (Ontario) Canada)

Au 31 octobre 2000, les administrateurs et les hauts dirigeants de la CIBC, dans leur ensemble, étaient propriétaires à titre bénéficiaire, directement ou indirectement, de moins de 1 % des actions ordinaires en circulation de la CIBC ou exerçaient un contrôle ou une emprise sur celles-ci. À la connaissance de la CIBC, aucun administrateur ni aucun haut dirigeant de la CIBC n'était propriétaire à titre bénéficiaire de titres donnant droit de vote émis par ses filiales, ni n'exerçait un contrôle sur ces actions.

Hauts dirigeants

ÉQUIPE DE DIRECTION

HUNKIN, J.S. (JOHN)
Président du conseil
et chef de la direction

FOX, W.C. (WAYNE)
Vice-président du conseil
Trésorerie et gestion du bilan

KASSIE, D.J. (DAVID)
Vice-président du conseil
CIBC
Chef de la direction
Marchés mondiaux CIBC

LALONDE, R.A. (RON)
Premier VPD et agent
administratif en chef

MARK, R.M. (BOB)
Premier VPD
Gestion du risque

MARSHALL, I.D. (DAVID)
Vice-président du conseil
Commerce électronique,
technologie et opérations

MCCAUGHEY, G.T. (GERRY)
Premier VPD
Gestion des avoirs

PEDERSEN, M.B. (MIKE)
Premier VPD
Opérations bancaires – Détail et PME

VENN, R.E. (RICHARD)
Premier VPD
Développement de l'entreprise

DIRIGEANTS

ADOLPHE, K.J.E. (KEVIN)
Directeur général et
agent administratif en chef
Marchés mondiaux CIBC

ALLEN, J.R. (JIM)
VPD
Marketing clients

BAXENDALE, S.A. (SONIA)
VPD
Services bancaires privés, monde et
Services de gestion des placements
Gestion des avoirs

CAPATIDES, M.G. (MICHAEL)
VPD et conseiller juridique
Affaires juridiques et déontologie

CASSIDY, B.M. (BRIAN)
Chef de la direction
Amicus
Premier VPD
Commerce électronique

CROUCHER, C. (CHRISTINE)
VPD
Produits de cartes, recouvrement et
services de cartes aux marchands

DENHAM, G.H. (JILL)
VPD
cibc.com
Commerce électronique

ELLIOTT, M.A. (MARY ANNE)
VPD
Gestion du programme de marque

FERGUSON, D.S. (DAN)
VPD
Grandes entreprises,
division Gestion du risque

FISHER, P.T. (PAUL)
VP et secrétaire général

GALLAGHER, T. (THOMAS)
Directeur administratif
Actions US,
Marchés mondiaux CIBC

GRAY, C.J. (CAROL)
VPD
Opérations bancaires – PME,
Opérations bancaires – Détail et PME

HORROCKS, M.G. (MICHAEL)
VPD et trésorier
Trésorerie et gestion du bilan

HUMBER, K.A. (KATHRYN)
PVP
Services des relations
avec les investisseurs

KILGOUR, P.K.M. (KEN)
Directeur général
Partenaires de capital CIBC

LALONDE, K.W. (KENN)
VPD
Services bancaires directs
aux consommateurs,
Commerce électronique

LINDSAY, D.R. (DON)
Directeur administratif
Opérations bancaires
d'investissement, monde,
Marchés mondiaux CIBC

MACDONALD, B.E. (BARBARA)
PVP et chef comptable

MACLACHLAN, L. (LACHLAN)
PVP et ombudsman de la CIBC

MANSOOR, M.K. (MICHAEL)
PVP, Antilles et
Président et chef de la direction
CIBC West Indies Holdings Limited

MARTIN, J.C. (JANET)
VPD
Opérations bancaires – Détail,
Opérations bancaires – Détail et PME

MCGIRR, S.R. (STEVE)
Directeur administratif
Titres de créance, marchés
financiers mondiaux et change,
Marchés mondiaux CIBC

MCNAIR, S.M. (STEVE)
VPD
Service Impérial,
Gestion des avoirs

MCSHERRY, J.R. (JAMES)
VPD et directeur administratif
Services bancaires aux entreprises,
Marchés mondiaux CIBC

MENDELSON, J. (JOSH)
PVP et économiste en chef
Gestion du risque

O'LEARY, M.J. (MICHAEL)
VPD
Marché mondiaux CIBC

PHILLIPS, J.M. (JOYCE)
VPD
Ressources humaines

RAMANI, S. (RAM)
PVP et chef inspecteur
Vérification interne et
sécurité de l'entreprise

ROGERS, P.D. (PAUL)
Directeur administratif
Région des États-Unis,
Marchés mondiaux CIBC

SHAW, B.G. (BRIAN)
Directeur administratif
Actions canadiennes,
Marchés mondiaux CIBC

SMITH, C.E. (CATHERINE)
VPD
Courtage en direct et
placement à terme fixe
Gestion des avoirs

WAITE, R.E. (BOB)
PVP
Communications et affaires publiques

WOELLER, M.D. (MIKE)
Premier VPD et chef du
service de l'information

WOODS, T.D. (TOM)
VPD et chef des finances

Régie d'entreprise

« *Le président du conseil et chef de la direction, John Hunkin, et moi-même avons travaillé en étroite collaboration, depuis ma nomination par le conseil à titre de premier directeur, à assurer l'indépendance et l'efficacité du conseil afin d'accroître la valeur à long terme pour les actionnaires.*

BILL ETHERINGTON, président du conseil, comité de régie et premier directeur, conseil d'administration de la CIBC

Fonctions du conseil d'administration

L'obligation légale fondamentale du conseil d'administration est de superviser la gestion des entreprises et des affaires de la CIBC. Le conseil est conscient de l'importance de protéger et de rehausser la valeur pour les actionnaires. À cette fin, il a établi un système de régie qu'il revoit régulièrement.

À la demande du président du conseil et du conseil d'administration, M. Neil Shaw a accepté à l'automne 1999 de devenir membre du comité de régie et de diriger un examen de la régie du conseil, comportant une étude des pratiques, de la composition et de la structure du conseil. L'examen effectué sous la direction de M. Shaw a résulté en la présentation de 19 recommandations au conseil. Toutes les recommandations ont été approuvées en février 2000 et la plupart ont déjà été mises en œuvre, notamment :

- Éliminer le comité de direction du conseil et redonner les responsabilités déléguées à ce comité au conseil dans son ensemble. Éliminer le comité des candidatures et confier cette fonction au comité de régie;
- Remplacer les fiduciaires des fonds de pension par le fiduciaire de la société (Compagnie Trust CIBC Mellon) et attribuer au comité de vérification certaines responsabilités en matière de surveillance du régime de retraite;
- Nommer un premier directeur qui serait également président du comité de régie et membre d'office de tous les autres comités du conseil;
- Proposer que le conseil compte entre 18 et 21 membres. Lorsque cette recommandation a été faite, le conseil en comptait 29. Depuis, six administrateurs ont quitté le conseil et un nouvel administrateur a été nommé en 2000. Le 1^{er} mars 2001, quatre membres quitteront le conseil. Le conseil sera alors formé de 21 membres;
- Le comité de régie présente les candidatures des membres du conseil, lesquelles sont approuvées par le conseil et par les actionnaires. Ces nominations sont faites chaque année et doivent rendre compte de l'évaluation par le comité du rôle de la personne nommée, tant au sein de la CIBC que de l'organisation dans laquelle elle travaille. Les administrateurs doivent présenter leur démission lorsque leur rôle change; le comité de régie examine la capacité de l'administrateur à continuer de contribuer de façon importante à la CIBC et recommande au conseil d'accepter ou non la démission;
- Le conseil d'administration cherche avant tout à s'ajointer des personnes de la plus haute qualité, tout en tenant compte de l'équilibre des sexes, de l'étendue géographique du Canada ainsi que de l'importance croissante des participations de la CIBC à l'étranger. Le conseil devrait tendre à avoir une prépondérance de présidents du conseil ou de chefs de la direction actifs qui ont de l'expérience dans les secteurs du détail, de la technologie, de la finance et de l'industrie lourde. Il devrait choisir pour

les autres postes des personnes dont la contribution dans les domaines de la culture, de l'éducation, des arts, des organismes publics ou des professions est exceptionnelle.

- Le comité de régie a assumé la responsabilité additionnelle consistant à fixer les dates et l'ordre du jour des réunions du conseil. Le comité détermine les mesures et l'information financières clés qui doivent être fournies chaque mois au conseil par les membres de la haute direction. Ces nouvelles procédures d'information et de surveillance ont été mises en place par le conseil pour l'exercice 2001.
- Le comité de régie fait des recommandations au conseil relativement à tout changement proposé aux objectifs ou aux responsabilités du conseil et de ses comités. Le conseil a approuvé de nouveaux mandats pour tous les comités et le premier directeur.

- Tous les comités examinent l'information qui leur est nécessaire pour exécuter efficacement leur travail. Dans certains cas, ils retiendront à cet effet les services de consultants et de conseillers indépendants.

En résumé, le conseil et ses comités ont fait l'objet d'un examen approfondi durant l'exercice 2000 quant à leur composition et à leurs pratiques de régie dans le cadre de l'examen spécial dirigé par M. Neil Shaw et du travail subséquent du comité de régie mené par Bill Etherington. Ce processus d'examen et d'amélioration continue se poursuivra.

« *Un conseil d'administration fort et indépendant, représentant les actionnaires, et ayant clairement la responsabilité de superviser la direction, produit une tension créatrice qui permet une régie d'entreprise supérieure au sein de la CIBC.* »

JOHN HUNKIN, président du conseil et chef de la direction

Observation des règles et des directives pour une bonne régie d'entreprise

Le conseil d'administration de la CIBC a examiné le système de régie d'entreprise de la CIBC et les directives touchant la régie d'entreprise établies par les Bourses de Toronto et de Montréal, et il a conclu qu'il n'y avait pas entre eux de différence importante.

Selon les directives établies par les Bourses de Toronto et de Montréal, il est recommandé qu'une société compte une majorité d'« administrateurs non reliés ». À titre de banque canadienne, la CIBC doit se conformer à la Loi sur les banques et à ses règlements. Il est prévu dans la Loi les cas où « un administrateur fait partie du groupe d'une banque ». Le conseil a examiné ces règles de la Loi sur les banques et a conclu que le critère servant à déterminer qui est un « administrateur faisant partie du groupe » correspond au concept de la Bourse de Toronto relativement à la définition « d'administrateur relié ». En conséquence, le conseil a conclu que trois administrateurs parmi les 24 membres du conseil de la CIBC, au 31 octobre 2000, sont des administrateurs « reliés » à la CIBC.

- À titre de chef de la direction de la CIBC, John Hunkin est un administrateur « relié ».
- Au 31 octobre 2000, deux administrateurs sont « reliés » en raison de la relation qu'ils entretiennent avec la banque en matière de services bancaires aux grandes entreprises.

Comités du conseil

Le comité de régie d'entreprise se penche sur les questions de régie d'entreprise touchant les actionnaires et le conseil d'administration. Le comité :

- examine le rendement du chef de la direction et revoit le plan de relève pour le poste de chef de la direction;
- passe en revue le rôle et la composition du conseil et de ses comités, ainsi que les méthodes et processus permettant au conseil de s'acquitter de ses fonctions;
- évalue le rendement du conseil, de ses comités et de ses administrateurs;
- étudie toute question importante et en réfère, au besoin, au conseil ou à un comité particulier;
- examine les calendriers du conseil et des comités ainsi que la qualité des documents présentés, lesquels devront ensuite être approuvés par le conseil;
- a assumé les responsabilités qui incombent auparavant au comité des candidatures, y compris établir les critères de nomination et de nouvelle nomination des administrateurs.

Membres : J.H. Bennett, I.E.H. Duvar, W.A. Etherington (président), J.A. Grant, M.E.J. Phelps, A. Powis

Le comité de la rémunération et des ressources en personnel de direction procède, au nom du conseil, à la surveillance, à l'examen détaillé ainsi qu'à l'approbation des politiques, des pratiques et des procédures de la CIBC en matière de ressources humaines pour veiller au perfectionnement continu et au déploiement durable d'un personnel dirigeant de calibre supérieur. Le comité :

- s'assure que la rémunération des hauts dirigeants de l'entreprise est cohérente avec leur rendement et qu'elle est concurrentielle;
- étudie les questions de ressources humaines en fonction de l'ensemble des stratégies et programmes de recrutement, de perfectionnement et de continuité du personnel;
- examine les programmes de rémunération dans leur ensemble;
- suit de près la planification de la relève à la haute direction (autre que le chef de la direction).

Membres : M.A. Franssen, M.J. Kravis, A. Naimark, M.E.J. Phelps (président), A. Powis, B.J. Rae, C. Sirois, S.G. Snyder

Le comité de vérification surveille les méthodes de présentation de l'information financière de la CIBC pour assurer l'existence de contrôles internes adéquats à l'égard des systèmes d'information comptable et financière. Le comité :

- examine les états financiers annuels avant qu'ils ne soient approuvés par le conseil ainsi que d'autres états financiers publiés ou réglementaires;
- vérifie et contrôle la conformité de la CIBC avec les normes de la Société d'assurance-dépôts du Canada touchant à la gestion du capital et au contrôle interne;
- passe en revue le mandat, la nature et l'étendue des travaux de vérification interne et externe de la CIBC, et s'assure de l'indépendance des vérificateurs externes;
- contrôle les procédures établies par le conseil en matière de renseignements à fournir aux clients;

• étudie les amendements apportés aux lois ayant une incidence sur le secteur des services financiers et en assure le suivi;

• rencontre, avec le comité de gestion du risque et de règles de conduite, le surintendant des institutions financières du Canada chaque année, et rencontre régulièrement le vice-président à la direction, Affaires juridique et déontologie, le chef comptable, le chef inspecteur, et les vérificateurs des actionnaires;

• a assumé les responsabilités qui incombent auparavant aux fiduciaires des fonds de pension relativement à l'approbation des politiques de placement et à la surveillance de l'administration du régime de retraite pour s'assurer que les engagements fiduciaires sont respectés conformément aux règles, aux politiques et aux directives.

Membres : P.M. Delbridge, W.L. Duke, I.E.H. Duvar (président), R.D. Fullerton, B.J. Rae, J.S. Walton

Le comité de gestion du risque et de règles de conduite veille à ce que des directives et des systèmes soient en place et suivis pour maintenir à un niveau acceptable les risques liés à l'exploitation, au marché, au crédit, aux liquidités, aux questions d'ordre juridique et de conformité et à la technologie. Le comité :

• examine et approuve les pouvoirs délégués en matière de risques de crédit et de marché, et de risque opérationnel;

• étudie et contrôle la conformité de la CIBC aux normes de la Société d'assurance-dépôts du Canada touchant la gestion de la liquidité, la gestion du risque lié aux taux d'intérêt, la gestion du risque de crédit, la gestion du risque de change, la gestion du portefeuille de titres et l'évaluation immobilière;

• étudie et approuve les crédits supérieurs à certains seuils et examine régulièrement les prêts douteux ainsi que les pertes sur prêts prévues;

• contrôle les procédures établies par le conseil d'administration pour repérer et régler les conflits d'intérêt et pour restreindre l'utilisation de l'information confidentielle, tel qu'il est exigé dans la Loi sur les banques;

• examine les procédures et les pratiques en matière d'opérations d'initiés et établit les critères de mesure de l'importance de ces opérations;

• examine les politiques, les normes et les procédures en matière de placement et de prêt, et fait des recommandations au conseil d'administration à leur égard.

Membres : D.G. Bassett, J.H. Bennett, A.L. Flood, J.A. Grant (président), A.E.P. Hickman, W.D. McKeough, P.N.T. Widdrington

Le nombre de réunions tenues par le conseil et les comités de même que le nombre de réunions auxquelles les administrateurs ont assisté figurent dans la circulaire de procuration de la direction.

Tous les comités sont formés exclusivement d'administrateurs externes.

W.A. Etherington, premier directeur, est membre d'office du comité de la rémunération et des ressources en personnel, du comité de vérification et du comité de gestion du risque et de règles de conduite.

Renseignements destinés aux investisseurs

Dividendes

ACTIONS ORDINAIRES

Dat ex-dividende	Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende par action	Nombre d'actions ordinaires à la clôture des registres
26 sept. 00	28 sept. 00	27 oct. 00	0,33 \$	380 116 840
26 juin 00	28 juin 00	28 juill. 00	0,33 \$	384 666 165
24 mars 00	28 mars 00	28 avril 00	0,33 \$	388 288 734
23 déc. 00	29 déc. 99	28 janv. 00	0,30 \$	401 335 304

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date ex-dividende	Date de clôture des registres	Date de paiement	Série 12	Série 13	Série 14	Série 15	Série 16	Série 17	Série 18	Série 19	Série 20	Série 21	Série 22
26 sept. 00	28 sept. 00	27 oct. 00	0,40625 \$ US	0,4375 \$	0,371875 \$	0,353125	0,353125 \$ US	0,340625 \$	0,343750 \$	0,309375	0,321875 \$ US	0,375	0,390625 \$ US
26 juin 00	28 juin 00	28 juill. 00	0,40625 \$ US	0,4375 \$	0,371875 \$	0,353125	0,353125 \$ US	0,340625 \$	0,343750 \$	0,309375	0,321875 \$ US	0,375	0,390625 \$ US
24 mars 00	28 mars 00	28 avril 00	0,40625 \$ US	0,4375 \$	0,371875 \$	0,353125	0,353125 \$ US	0,340625 \$	0,343750 \$	0,309375	0,321875 \$ US	0,387228	0,403363 \$ US
23 déc. 99	29 déc. 99	28 janv. 00	0,40625 \$ US	0,4375 \$	0,371875 \$	0,353125	0,353125 \$ US	0,340625 \$	0,343750 \$	0,309375	0,321875 \$ US		

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

La CIBC a procédé le 15 décembre 1999 à une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités qui a pris fin le 14 décembre 2000. Au 31 octobre 2000, la CIBC avait racheté par l'entremise de la Bourse de Toronto 26,5 millions d'actions ordinaires pour annulation en contrepartie totale de 1,073 G\$. L'offre de rachat faisait partie du programme global que la CIBC a mis sur pied en vue de préserver l'efficacité de la structure du capital et d'accroître à long terme la valeur des investissements des porteurs d'actions ordinaires.

Cote officielle

ACTIONS ORDINAIRES

Symbole des actions	Bourse
CM	Toronto
BCM	Londres, Angleterre New York

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Série	Symbole	Bourse
Série 14	CM.PR.L	Toronto
Série 15	CM.PR.M	
Série 16	CM.PR.X	
Série 17	CM.PR.N	
Série 18	CM.PR.P	
Série 19	CM.PR.R	
Série 20	CM.PR.Y	
Série 21	CM.PR.T	
Série 22	CM.PR.U	

Cote de crédit

	Créance de premier rang	Actions privilégiées
DBRS	AA (basse)	Pfd-1 (basse)
FITCHIBCA	AA-	
Moody's	Aa3	
S&P	AA-	

Régime d'investissement à l'intention des actionnaires

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la CIBC peuvent, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service, participer à un ou plusieurs des régimes suivants :

Régime de réinvestissement des dividendes : Les dividendes sur actions ordinaires peuvent être utilisés pour acheter des actions ordinaires supplémentaires de la CIBC. Les résidents des États-Unis et du Japon ne sont pas admissibles.

Régime d'achat d'actions : Le titulaire peut acheter des actions ordinaires supplémentaires de la CIBC jusqu'à concurrence de 50 000 \$ au cours de l'exercice. Les résidents des États-Unis et du Japon ne sont pas admissibles.

Régime de dividendes en actions : Les résidents des États-Unis peuvent choisir de recevoir leurs dividendes en actions sur les actions ordinaires de la CIBC. Pour obtenir plus de renseignements ainsi que la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec le secrétaire général.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ACHETÉES DANS LE CADRE DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Date d'achat	Régime de réinvestissement des dividendes et régime de dividendes en actions	Régime d'achat d'actions
27 oct. 00		46,59 \$
2 oct. 00		49,90 \$
1 ^{er} sept. 00		45,35 \$
1 ^{er} août 00		42,30 \$
28 juill. 00		43,22 \$
4 juill. 00		41,15 \$
1 ^{er} juin 00		41,91 \$
1 ^{er} mai 00		38,00 \$
28 avril 00		39,40 \$
3 avril 00		42,00 \$
1 ^{er} mars 00		36,05 \$
1 ^{er} févr. 00		37,30 \$
28 janv. 00		37,62 \$
4 janv. 00		33,30 \$
1 ^{er} déc. 99		32,85 \$
1 ^{er} nov. 99		31,55 \$

Service de dépôt direct des dividendes

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes au moyen de virements électroniques, directement à leurs comptes, à toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, ils peuvent écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon (cf. agent des transferts et agent comptable des registres).

Agent des transferts et agent comptable des registres

Compagnie Trust CIBC Mellon
320 Bay Street, 6th Floor
Toronto (Ontario) M5H 4A6
(416) 643-5500 ou télécopieur (416) 643-5501
1 800 387-0825 (sans frais au Canada et aux États-Unis)
Adresse électronique : inquiries@cibcmellon.com

Pour des renseignements concernant les actions, les dividendes, les comptes de réinvestissement des dividendes, les certificats perdus, ou pour éviter que les documents destinés aux actionnaires soient envoyés en double, veuillez communiquer avec la Compagnie Trust CIBC Mellon.

Les actions ordinaires et les actions privilégiées sont transférables, au Canada, aux bureaux de notre mandataire, la Compagnie Trust CIBC Mellon, à Toronto, Montréal, Halifax, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver.

Aux États-Unis, les actions ordinaires sont transférables au bureau suivant :
ChaseMellon Shareholder Services, L.L.C.
44 Wall Street, 6th Floor
New York, New York 10005

À l'extérieur de l'Amérique du Nord, les actions ordinaires sont transférables au bureau suivant :

CIBC Mellon Trust Company
Balfour House, 390 High Road
Ilford, Essex, Angleterre IG1 1NQ

Renseignements sur la banque

Siège social de la CIBC

Commerce Court	Numéro de téléphone : (416) 980-2211
Toronto (Ontario)	Numéro de télex : 065 24116
Canada	Adresse télégraphique : Canbank, Toronto
M5L 1A2	Site Web : http://www.cibc.com/francais

Constitution

La Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC) est une institution financière diversifiée régie par la Loi sur les banques (Canada). La CIBC est née de la fusion de la Banque Canadienne de Commerce et de la Banque Impériale du Canada en 1961. En 1858, en vertu d'une loi spéciale du gouvernement de la Province du Canada, la Banque Canadienne de Commerce a d'abord été légalement constituée sous la raison sociale de Banque du Canada. La charte de cette dernière a par la suite été modifiée pour changer sa dénomination sociale en Banque Canadienne de Commerce, et c'est sous ce nom qu'elle a ouvert ses portes en 1867. La Banque Impériale du Canada a été légalement constituée en 1875 en vertu d'une loi spéciale du Parlement du Canada et elle a commencé à exercer son activité au cours de la même année. La charte de la CIBC a été révisée à l'occasion pour modifier son capital-actions autorisé.

Assemblée annuelle

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée annuelle de la CIBC le jeudi 1^{er} mars 2001, à 10 h, à l'hôtel Royal York, 100 Front Street West, Toronto (Ontario).

Rapport annuel de la CIBC

Si vous désirez recevoir le rapport annuel sous une autre forme, veuillez composer le (416) 980-4523. Le rapport annuel est également disponible en direct à l'adresse www.cibc.com/francais.

English version: On request, we will be pleased to forward an English version of this Report. Simply dial (416) 980-4523.

Autres renseignements

Secrétaire général : Pour obtenir d'autres renseignements qui leur sont destinés, les actionnaires sont priés de communiquer avec ce service par téléphone, au (416) 980-3096, ou par télécopieur, au (416) 980-7012.

Service des relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir plus de renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au (416) 980-8691, ou par télécopieur, au (416) 980-5028.

Communications : Pour obtenir des renseignements sur la CIBC, il suffit de communiquer avec ce service par téléphone, au (416) 980-4523, ou par télécopieur, au (416) 363-5347. C'est également là que les médias doivent adresser leurs demandes de renseignements.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur des produits et des services de la CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Bureau de l'ombudsman de la CIBC : Il est possible de rejoindre l'ombudsman de la CIBC, M. Lachlan MacLachlan, soit par téléphone au 1 800 308-6859 (Toronto : (416) 861-3313), soit par télécopieur au 1 800 308-6861 (Toronto : (416) 980-3754).



Banque Canadienne Impériale de Commerce

Siège social : Commerce Court, Toronto
(Ontario) Canada M5L 1A2 (416) 980-2211
www.cibc.com/francais